

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09295]

## Uittreksel overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, gegeven op 6 juni 1996, is ten verzoeken van :

Mevr. Olga Taton, wonende te Fleurus, chaussée de Gilly 292; de heer Jacques Dognies, wonende te Pâturages, avenue Fénélon 251; de heer Xavier Dognies, wonende te Montignies-le-Tilleul, rue des Pinsons 21, bloc 15;

Mevr. Anne-Marie Wanderpepen; Mej. Véronique Dognies; Mej. Vinciane Dognies; Mej. Florence Dognies, allen wonende te Thy-le-Château, rue des Marronniers 19;

het getuigenverhoor bevolen bedoeld in artikel 116 van het Burgerlijk Wetboek, alvorens de afwezigheid vast te stellen van de heer Dognies, François André Ghislain, geboren te Fleurus op 6 augustus 1933, laatst wonende te Fleurus, chaussée de Gilly 89, alwaar hij ambtelijk geschrapt werd op 26 februari 1975.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09295]

## Extrait en conformité de l'article 118 du Code civil

Un jugement du tribunal de première instance de Charleroi, rendu le 6 juin 1996, à la requête de :

Mme Olga Taton, domiciliée à Fleurus, chaussée de Gilly 292; M. Jacques Dognies, demeurant à Pâturages, avenue Fénélon 251; M. Xavier Dognies, domicilié à Montignies-le-Tilleul, rue des Pinsons 21, bloc 15;

Mme Anne-Marie Wanderpepen; Melle Véronique Dognies; Melle Vinciane Dognies; Melle Florence Dognies, toutes domiciliées à Thy-le-Château, rue des Marronniers 19;

a ordonné qu'il soit procédé à l'enquête prévue à l'article 116 du Code civil à l'effet de constater l'absence de M. Dognies, François André Ghislain, né à Fleurus le 6 août 1933, domicilié en dernier lieu à Fleurus, chaussée de Gilly 89, d'où il a été radié d'office le 26 février 1975.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03202]

## Administratie der thesaurie

## Amortisatiekas. — Vernietiging van afgeloste effecten

Overeenkomstig het bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 november 1997 werd op 1 december 1997 en volgende dagen overgegaan tot de vernietiging van effecten voor de aflossing teruggekocht of terugbetaald.

De vernietigde effecten vertegenwoordigen een totaal nominaal kapitaal van BF 346 838 939 850.

## MINISTERE DES FINANCES

[98/03202]

## Administration de la trésorerie

## Caisse d'Amortissement. — Destruction de titres amortis

Conformément à l'avis publié au *Moniteur belge* du 15 novembre 1997, il a été procédé le 1<sup>er</sup> décembre 1997 et les jours suivants, à la destruction de titres rachetés ou remboursés pour l'amortissement.

Les titres détruits représentent un capital nominal total de FB 346 838 939 850.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 98/27241]

**Plan wallon des déchets, Horizon 2010**

Le Gouvernement wallon a approuvé par arrêté du 15 janvier 1998, le Plan wallon des déchets, Horizon 2010

Le présent avis comporte, par extraits, l'ensemble des dispositions relatives aux objectifs et mesures contenues dans le Plan.

Des exemplaires complets du Plan peuvent être obtenus aux Centres d'accueil et d'information du Ministère de la Région wallonne, rue des Mineurs 17 à 4000 Liège, rue Godefroid 54 à 5000 Namur, Passage de la Bourse 21-23 à 6000 Charleroi ou en téléphonant au Téléphone vert de la Région wallonne, numéro 1901.

## Plan wallon des déchets, Horizon 2010

## 1/ Les déchets industriels

## A. Objectifs

## a. Identification

1. Identifier des déchets industriels devra se faire de manière toujours plus précise et ce, en jonction avec la politique de valorisation et d'élimination sûre qui sera menée.

## b. Statistiques

2. Augmenter la connaissance et la transparence en matière de production et de gestion des déchets.

3. Augmenter le niveau d'organisation pour le recensement d'informations fiables et complètes.

## c. Prévention

4. prévenir dans toute la mesure du possible la production de déchets;

5. réduire les nuisances des déchets et des opérations de traitement;

6. atteindre une prévention minimum de 50 % de l'ensemble des déchets industriels d'ici 2010 par rapport à l'évolution prévisible du gisement. Par catégorie de déchets, les taux planifiés de prévention quantitative sont les suivants :

Nature des déchets	Prévention					
	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de carrières	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de construction, démolition et enrobés	25 %	650.000	30 %	750.000	30 %	690.000
Déchets d'amiante	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de fusion, d'incinération et de combustion	82 %	2.705.210	87 %	2.850.605	87 %	2.850.605
Déchets de gypses et anhydrites	50 %	423.500	45 %	435.600	45 %	495.000
Solvants organiques	7 %	830	15 %	1.775	20 %	2.365
Déchets d'encre, de peintures et de colles	5 %	570	15 %	1.575	20 %	2.010
Déchets contenant substances appauvrissant la couche d'ozone	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets contaminés aux PCB	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets huileux	2 %	1.220	4 %	3.050	9 %	6100
Piles et accumulateurs électriques usagés	0 %	60	0 %	70	0 %	75
Déchets d'équipements électriques et électroniques	10 %	5.850	18 %	11.600	26 %	18.300
Véhicules hors d'usage	10 %	11.100	10 %	12.200	10 %	12.400
Déchets métalliques	50 %	240.330	48 %	223.875	49 %	228.020
Pneus usés	4 %	1.250	8 %	1.875	10 %	2.500
Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs	30 %	618.000	40 %	408.000	49 %	461.000
Déchets de stations d'épuration	0 %	0	1 %	0	2 %	0
Matières organiques	76 %	842.800	76 %	860.300	76 %	891.200
Déchets animaux	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de pesticides et leurs emballages	2 %	10	5 %	25	7 %	35
Médicaments périmés	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets d'hôpitaux	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets photographiques	5 %	110	12 %	260	30 %	660
Déchets de papiers et cartons	4 %	15.595	15 %	64.661	26 %	132.795
Déchets de verre	8 %	22.420	16 %	46.785	22 %	74.500
Déchets plastiques	11 %	16.185	21 %	38.650	30 %	65.130

Prévention						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets textiles	6 %	885	12 %	2.235	16 %	3.050
Déchets de la navigation fluviale	2 %	400	12 %	3.000	20 %	6.300
Boues inorganiques, bains de galvanisation,...	4 %	8.500	6 %	14.900	10 %	25.900
Total	47 %	5.564.825	52 %	5.731.640	54 %	5.918.445

(\*) les objectifs de prévention en matière de déchets d'emballages sont traduits dans les flux relatifs aux matériaux utilisés

7. promouvoir les programmes de recherche et de développement en matière de technologies propres et de produits propres;

8. améliorer la connaissance des techniques de prévention et les gains environnementaux et économiques des actions préventives;

9. réduire dans la mesure du possible la consommation de ressources naturelles dans les processus de production et améliorer la gestion et le contrôle des procédés de production pour une gestion efficace des déchets;

10. rendre difficiles les gestions de déchets peu respectueuses de l'environnement et en particulier réduire de manière drastique les déchets ultimes;

11. mobiliser les P.M.E. afin qu'elles fassent le diagnostic de leur situation au regard de la gestion de l'environnement et des déchets;

12. intégrer les coûts liés aux déchets dans les stratégies industrielles.

#### d. Collecte

13. Atteindre des taux déterminés de collecte par catégorie de déchets.

Les taux sont établis par rapport à l'évolution prévisible du gisement des déchets d'origine industrielle et des déchets d'origine ménagère collectés séparément et pouvant être traités dans des installations industrielles.

L'évolution en terme absolu du gisement est détaillé dans le chapitre relatif aux catégories de déchets.

Collecte						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de carrières	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Déchets de construction, démolition et enrobés	94 %	1.836.665	96 %	1.682.520	98 %	1.579.380
Déchets d'amiante	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Déchets de fusion, d'incinération et combustion	100 %	611.790	100 %	416.395	100 %	416.395
Déchets de gypses et anhydrites	99 %	419.265	99 %	527.075	99 %	539.055
Solvants organiques	90 %	9.900	95 %	9.555	98 %	9.275
Déchets d'encres, de peintures et de colles	95 %	9.915	98 %	8.755	99 %	7.950
Substances appauvrissant la couche d'ozone	89 %	110	100 %	116	100 %	44
Déchets contaminés aux PCB	99 %	990	100 %	1.000	100 %	1.000
Déchets huileux	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Piles et accumulateurs électriques usagés	92 %	14.880	93 %	15.225	93 %	15.320
Déchets d'équipements électriques & électroniques	87 %	45.870	93 %	49.480	95 %	50.280
Véhicules hors d'usage	99 %	99.900	90 %	109.800	90 %	111.600
Déchets métalliques	96 %	226.925	96 %	233.645	96 %	228.850
Pneus usés	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs	100 %	1.437.000	100 %	617.000	100 %	474.000
Boues d'épuration et de potabilisation d'eau	89 %	37.585	100 %	48.270	100 %	60.755
Matières organiques fermentescibles	88 %	232.495	96 %	265.630	96 %	267.650
Déchets d'animaux	100 %	88.500	100 %	88.500	100 %	88.500

Collecte						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de pesticides et leurs emballages	80 %	440	85 %	435	90 %	440
Médicaments périmés ou déclassés	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Déchets d'hôpitaux et de soins de santé	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Déchets photographiques	75 %	1.570	95 %	1.840	95 %	1.465
Déchets papiers-cartons	85 %	288.210	90 %	332.480	90 %	339.760
Déchets de verre	85 %	209.510	89 %	224.510	91 %	233.085
Déchets plastiques	76 %	103.380	86 %	125.130	93 %	139.240
Déchets textiles	100 %	13.600	100 %	17.025	100 %	16.210
Déchets de la circulation	95 %	17.670	97 %	21.730	98 %	24.300
Boues,...	92 %	207.600	94 %	218.300	97 %	227.400
Total	95 %	6.039.579	96 %	5.139.476	97 %	4.962.949

14. Assurer la transparence des activités de collecte, c'est-à-dire mieux appréhender les problèmes liés aux déchets, augmenter les connaissances sur la production et les filières et mieux informer.

15. Développer des méthodes et des infrastructures de collecte pour atteindre les objectifs fixés par catégorie de déchets. Pour ce qui concerne les PME/PMI, artisans et commerçants, développer un service de proximité accessible à tous et à un coût acceptable avec l'appui de la Région et des fédérations professionnelles concernées.

16. Promouvoir la collaboration entre producteurs de déchets d'une part, entre producteurs et gestionnaires de déchets d'autre part, pour éviter les dépenses inutiles en matière de collecte.

17. Permettre le développement de l'économie sociale.

#### e. Valorisation

18. Assurer l'innocuité du déchet pour l'environnement et la santé publique lors des opérations de valorisation.

19. Privilégier la meilleure option de valorisation du point de vue de l'environnement et des coûts économiques et rendre plus attrayantes les activités de réutilisation et de recyclage.

20. Limiter l'accès aux installations de co-valorisation aux seuls déchets ne pouvant faire l'objet d'un recyclage matière écologique et économique.

21. Développer une capacité propre de valorisation des déchets dans le respect de l'environnement et la santé publique et dans la cohérence internationale.

22. Assurer pour la valorisation agronomique la priorité aux effluents d'élevage et aux autres matières émanant des activités agricoles wallonnes.

23. Instaurer des mesures réglementaires nécessaires et suffisantes pour garantir la valorisation alimentaire des déchets.

24. Etendre le réseau wallon de co-valorisation énergétique des déchets.

25. Développer les échanges d'informations sur le gisement de matières valorisables et sur la valorisation des déchets, afin de mettre à jour des filières nouvelles et durables de valorisation.

26. Promouvoir l'utilisation des produits recyclés dans les marchés publics et assurer des conditions avantageuses pour la commercialisation des matériaux recyclés.

27. Augmenter très sensiblement l'usage de produits recyclés.

28. Garantir la pérennité des initiatives privées et publiques de valorisation des déchets qui s'inscrivent dans le cadre de la politique régionale en matière d'environnement et de redéploiement socio-économique.

29. Augmenter le taux global de valorisation par rapport à l'évolution prévisible du gisement de 62 % en 1995 à 85 % en 2010. Les taux de valorisation planifiés par catégorie de déchets s'établissent comme suit.

Valorisation						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de carrières	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de construction, démolition et enrobés	74 %	1.451.735	81 %	1.413.720	87 %	1.405.820
Déchets d'amiante	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de fusion, d'incinération et combustion	88 %	538.650	95 %	395.000	96 %	399.000
Déchets de gypses et anhydrites	74 %	314.449	79 %	421.660	89 %	485.150
Solvants organiques	68 %	7.425	86 %	8.650	94 %	8.850
Déchets d'encre, de peintures et de colles	76 %	7.935	88 %	7.860	94 %	7.550
Substances appauvrissant la couche d'ozone	44 %	55	50 %	58	50 %	22

Valorisation						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets contaminés aux PCB	81 %	810	85 %	850	87 %	870
Déchets huileux	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Piles et accumulateurs électriques usagés	89 %	14.465	92 %	15.025	93 %	15.320
Déchets d'équipements électriques & électroniques	75 %	39.380	85 %	44.850	89 %	47.130
Véhicules hors d'usage	86 %	85.445	90 %	98.820	92 %	102.670
Déchets métalliques	88 %	207.400	90 %	219.495	94 %	222.400
Pneus usés	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs	16 %	223.000	32 %	195.800	61 %	288.000
Boues d'épuration et de potabilisation d'eau et gadoues de fosses septiques	80 %	33.900	100 %	48.270	100 %	60.755
Matières organiques fermentescibles	50 %	132.100	80 %	221.360	80 %	223.040
Déchets d'animaux	95 %	84.500	95 %	84.500	95 %	84.500
Déchets de pesticides et leurs emballages	20 %	110	45 %	230	60 %	295
Médicaments périmés ou déclassés	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets d'hôpitaux et de soins de santé	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets photographiques	60 %	1.255	80 %	1.550	80 %	1.310
Déchets papiers-cartons	95 %	320.820	98 %	361.850	98 %	369.815
Déchets de verre	80 %	198.340	87 %	219.425	90 %	231.405
Déchets plastiques	86 %	115.910	92 %	133.605	94 %	141.685
Déchets textiles	96 %	13.110	80 %	13.540	87 %	14.050
Déchets de la circulation	47 %	8.80	48 %	10.700	54 %	13.500
Boues, ...	72 %	162.300	74 %	171.600	77 %	179.600
Total	63 %	4.030.574	78 %	4.155.108	86 %	4.375.337

Il convient de signaler que les matières organiques d'origine ménagère collectées sélectivement ne sont pas comptabilisées dans le tableau ci-avant, ce qui n'exclut pas pour autant que les opérations de valorisation puissent être réalisées par le secteur privé.

30. Assurer la coordination et la coopération entre les acteurs publics, entre les acteurs privés et entre les acteurs publics et privés responsables de la production et de la valorisation des déchets.

31. Assurer l'accès des producteurs et des collecteurs de déchets aux centres industriels de valorisation wallons sans aucune forme de discrimination.

32. Veiller à la transparence totale des filières et des coûts de valorisation.

#### f. Elimination

33. Assurer une élimination sûre et contrôlée des déchets industriels pendant et après l'exploitation.

34. Eviter l'élimination pure et simple des déchets et tout particulièrement la mise en CET.

35. Interdire la mise en CET des déchets industriels non ultimes d'ici 2005 et certaines catégories de déchets tels que précisé dans le chapitre 4 du titre 3.

36. Assurer l'autosuffisance wallonne en capacité d'enfouissement de déchets pour l'an 2002.

37. Garantir une transparence totale des flux de déchets et du prix à payer pour l'élimination.

38. Limiter les équipements aux stricts besoins et utiliser d'une manière optimale les espaces réservés à la valorisation énergétique et l'élimination des déchets industriels en synergie avec les déchets ménagers.

39. Appliquer en matière d'incinération de déchets industriels, les objectifs suivants :

Incinération						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de carrières	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de construction, démolition et enrobés	1 %	18.330	1 %	16.800	1 %	15.780
Déchets d'amiante	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de fusion, d'incinération et combustion	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de gypses et anhydrites	0 %	0	0 %	0	0 %	0

Nature des déchets	Incinération					
	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Solvants organiques	23 %	2.475	9 %	905	4 %	425
Déchets d'encre, de peintures et de colles	9 %	990	10 %	895	5 %	400
Substances appauvrissant la couche d'ozone	44 %	55	50 %	58	50 %	22
Déchets contaminés aux PCB	18 %	180	15 %	150	13 %	130
Déchets huileux	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Piles et accumulateurs électriques usagés	1 %	90	1 %	100	0 %	0
Déchets d'équipements électriques et électroniques	3 %	1.390	2 %	985	1 %	550
Véhicules hors d'usage	5 %	4.995	5 %	5.490	3 %	3.350
Déchets métalliques	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Pneus usés	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Boues d'épuration et de potabilisation d'eau et gadoues de fosses septiques	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Matières organiques fermentescibles	30 %	79.260	19 %	53.340	20 %	55.760
Déchets d'animaux	5 %	4.000	5 %	4.000	5 %	4.000
Déchets de pesticides et leurs emballages	55 %	300	40 %	205	30 %	145
Médicaments périmés ou déclassés	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Déchets d'hôpitaux et de soins de santé	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Déchets photographiques	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets papiers-cartons	3 %	8.690	2 %	6.730	2 %	6.945
Déchets de verre	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets plastiques	10 %	14.010	8 %	11.570	6 %	8.230
Déchets textiles	3 %	370	20 %	3.485	13 %	2.160
Déchets de la circulation	53 %	9.800	52 %	11.700	46 %	11.300
Boues,...	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Total	2 %	158.970	2 %	130.908	2 %	123.767

Les quantités de déchets devant être éliminés dans des installations autorisées pour déchets dangereux sont :

	2000	2005	2010
Solvants organiques, encres et peintures, pesticides	3.765	2.005	970
Substances appauvrissant la couche d'ozone/	235	208	152
Déchets contaminés aux PCB			
Résidus de broyage issus du traitement des métaux	6.475	6.575	3.900
Déchets animaux spécifiés	4.000	4.000	4.000
Déchets d'hôpitaux et de soins de santé (B2)	3.670	3.785	3.785
Total	18.145	16.573	12.807

40. Elaborer le plan des CET en tenant compte des objectifs et des besoins en matière d'élimination par mise en CET.

41. Réduire au minimum les quantités de déchets industriels mis en CET. Par catégorie de déchets, le rythme de réduction s'établira comme suit :

Mise en centre d'enfouissement technique						
Nature des déchets	2000		2005		2010	
	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages	Taux	Tonnages
Déchets de carrières	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Déchets de construction, démolition et enrobés	19 %	366.600	14 %	252.000	10 %	157.780
Déchets d'amiante	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Déchets de fusion, d'incinération et combustion	12 %	73.140	5 %	21.395	4 %	17.395
Déchets de gypses et anhydrites	25 %	104.816	20 %	105.415	10 %	53.905
Solvants organiques	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets d'encre, de peintures et de colles	9 %	990	0 %	0	0 %	0
Substances appauvrissant la couche d'ozone	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets contaminés aux PCB	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets huileux	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Piles et accumulateurs électriques usagés	2 %	325	1 %	100	0 %	18
Déchets d'équipements électriques et électroniques	10 %	5.100	7 %	3.645	5 %	2.600
Véhicules hors d'usage	9 %	9.460	5 %	5.490	5 %	5.580
Déchets métalliques	8 %	19.525	6 %	14.150	3 %	6.450
Pneus usés	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs	84 %	1.214.000	68 %	421.200	39 %	186.000
Boues d'épuration et de potabilisation d'eau & gadoues de fosses septiques	9 %	3.686	0 %	0	0 %	0
Matières organiques fermentescibles	20 %	52.840	0 %	0	0 %	0
Déchets d'animaux	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets de pesticides et leurs emballages	5 %	30	0 %	0	0 %	0
Médicaments périmés ou déclassés	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets d'hôpitaux et de soins de santé	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Déchets photographiques	15 %	315	15 %	290	10 %	155
Déchets papiers-cartons	3 %	8.700	0 %	0	0 %	0
Déchets de verre	20 %	48.585	13 %	32.595	10 %	25.270
Déchets plastiques	4 %	5.590	0 %	0	0 %	0
Déchets textiles	1 %	120	0 %	0	0 %	0
Déchets de la circulation	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Boues industrielles	28 %	64.400	26 %	60.700	23 %	54.300
Total	32 %	2.021.315	18 %	960.855	11 %	553.310

Les quantités à enfouir en fonction du type de CET se répartissent comme suit :

Type de CET	2000(t)	2005(t)	2010(t)
CET déchets dangereux	19.591	0	0
CET déchets industriels	443.395	184.143	145.420
CET inertes	426.235	291.740	187.550
CET monoproduit	1.190.000	403.200	170.000
CET monoproduit	142.865	142.260	139.250

- g.* Transferts de déchets et coopération internationale
- a.* Réduire au maximum les risques pour l'environnement et la santé de l'homme liés aux transferts et aux transports des déchets.
- b.* Etablir un réseau intégré et adéquat d'installations de gestion des déchets suivant le principe de la meilleure option de gestion disponible.
- c.* Favoriser l'accès aux installations wallonnes aux déchets régionaux puis à ceux des régions belges et enfin à ceux des régions ou états limitrophes.
- d.* Coordonner les actions des autorités compétentes en vue de garantir des échanges sûrs et équitables sur les plans écologique et économique.
- e.* Interdire d'ici l'an 2002 les exportations et les importations de déchets non ultimes pour mise en CET.
- f.* Renforcer les capacités régionales de surveillance et de contrôle des transferts de déchets.

B. Organisation

a. Identification			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
1. Etablir plus clairement la distinction entre ce qui est déchet et ce qui ne l'est pas, moyennant notamment l'établissement de critères objectifs de caractérisation des produits des déchets, des matières assimilables à des produits	Gouvernement wallon CE OCDE PNUE	DGRNE Industries Industries du déchet	continu
2. Préconiser la reconnaissance d'un catalogue unique des déchets à l'échelle mondiale.	PNUE	DGRNE Industries Industries du déchet	2000
3. Définir les déchets ultimes, stabilisés, inertés et non dangereux en fonction d'un ou plusieurs processus déterminés de gestion.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
4. Etablir une méthodologie et des critères de certification de déchets ultimes, stabilisés et inertés.	DGRNE	Industries Industries du déchet	2000
5. Mettre en place une commission scientifique chargée de caractériser les déchets et de les classer.	Gouvernement wallon	DGRNE ISSEP Universités	1998
6. Etablir une concertation entre l'Etat fédéral et les Régions en matière de gestion des déchets radioactifs et de gestion des déchets radioactifs en petites quantités dispersées.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	SPAQuE	1998
b. Statistiques			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
7. Imposer la tenue par les producteurs, collecteurs, exploitants de centres de pré-traitement et de traitement d'un registre standardisé consignait les données environnementales et économiques, quantitatives et qualitatives, relatives à tous les déchets; assurer leur suivi à l'entrée et à la sortie des sites de production et de gestion;	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet DGRNE	1999
8. Réaliser, tous les 2 ans, l'actualisation des données contenues dans le plan et publier les statistiques globales et anonymes ainsi que les études relatives aux impacts des déchets sur l'environnement ou la santé publique.	DGRNE	Industries Communes Associations de communes	Continu
9. Etablir un catalogue identifiant, pour chaque catégorie ou type de déchet, la meilleure option de gestion disponible et potentielle, les centres de gestion et leurs conditions d'accès.	DGRNE DGTRE	Industries Communes ISSEP	2001
10. Encourager les entreprises à engager des travaux de recherche visant à mieux caractériser les déchets, à mesurer leurs effets sur la santé et les risques écologiques et sanitaires découlant d'une exposition aux déchets et des opérations de traitement.	DGRNE Fédérations industrielles	Industries	Continu
11. Automatiser le traitement des données relatives aux déchets et l'accès à ces informations et le transmis à l'administration.	DGRNE	DGRNE Industries Associations de communes	1999
12. Imposer, via le permis d'exploiter, un bilan matière et un contrat de gestion des déchets ainsi que les modalités de déclaration des informations relatives aux déchets.	Autorités compétentes	Industries Associations de communes DGRNE	1999



c. Prévention			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
Programme d'ouverture et de développement de l'intégration ciblée de l'environnement dans les entreprises - ODICEE			
13. Rendre obligatoires les plans pluriannuels de prévention par secteur d'activité et par entreprise de plus de 250 employés ou ouvriers. Ces plans contiendront une description de la situation existante, une étude technico-économique des solutions alternatives, une charte d'objectifs et de moyens d'actions en matière de réduction des charges polluantes, y compris en matière de prévention et de gestion des déchets. M.E. : 2 ans	Gouvernement wallon	Fédérations industrielles Industries DGRNE Industries du déchet Associations de communes	1999
14. Subordonner l'octroi du permis d'exploiter d'une installation nouvelle à l'adoption de technologies propres. Les choix retenus pour le projet devront être argumentés sur le plan technique, économique et de la protection de l'environnement	Gouvernement wallon	Industries	1999
15. Simplifier la procédure de délivrance du permis d'exploiter pour les entreprises ayant enregistré un site en application du règlement (CEE) n° 1836/93	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	2000
16. Développer des codes sectoriels de bonnes pratiques portant sur la gestion des ressources, la conception et la fabrication ainsi que sur la gestion et la commercialisation des produits	DGRNE DGTRE	Fédérations industrielles Industries	continu
17. Elargir la gamme des projets dans le programme de technologies environnementales. L'accord conclu avec le département de la recherche et du développement technologique en Région wallonne sera revu pour permettre, d'une part, l'engagement par les PME de responsables à l'innovation environnementale. Cette mesure serait inspirée de l'article 3, §4 du décret du 5 juillet 1990 sur la recherche permettant d'accorder une subvention de l'ordre de 80 % des frais éligibles lors de l'engagement d'un responsable à l'innovation technologique. D'autre part, le programme de technologies environnementales pourra soutenir les projets de recherche industrielle de base présentés par les centres de recherche, les institutions universitaires dans le domaine de l'environnement pour autant que les garanties de développement industriel et d'amélioration de l'environnement soient clairement établies.	DGRNE DGTRE	Industries Spaque ISSEP	1998
18. Développer des unités pilotes de traitement des déchets dans le cadre des programmes européens co-financés par la Commission et la Région. Un des objectifs essentiels est de permettre à des entreprises d'acquérir et de développer des technologies dans le traitement des déchets susceptibles de leur permettre l'accès à de nouveaux marchés.	DGRNE Commission européenne	Industries Industries du déchet SRIW Spaque	Continu
19. Favoriser le développement de projets industriels respectueux de l'environnement par des incitants financiers ou la mise à disposition de capitaux réservés à des projets environnementaux. Un droit de tirage sur le fonds pour la gestion des déchets sera accordé aux invests afin de soutenir les projets industriels, en particulier des PME, dans le domaine de l'environnement pour une prévention exemplaire de déchets (mise au point de technologies plus propres, de produits composés de matières recyclées....).	Gouvernement wallon	DGRNE Industries Industries du déchet SRIW Spaque	1998
20. Inciter les fabricants et consommateurs à préférer les biens ayant un cycle de vie plus long en vue d'utiliser les ressources naturelles avec plus de modération et d'augmenter l'emploi puisqu'il faut davantage de main-d'œuvre pour entretenir et conditionner ces biens.	DGRNE	DGRNE Fédérations industrielles Industries Réseau wallon d'éco-consommation Particuliers	1998
21. Assister les petites et moyennes entreprises. Les organisations représentant les milieux industriels et économiques recevront, dans le cadre du Plan wallon des déchets, la mission de coordonner l'action de terrain de conseillers en environnement pour des secteurs désignés par la Région wallonne ou dans le cadre d'une structure commune. Selon une méthodologie définie par la Région wallonne, ceux-ci auront des obligations de résultats en matière de sensibilisation des entreprises au respect des réglementations et d'encouragement à l'intégration du management environnemental.	Gouvernement wallon	DGRNE Fédérations industrielles	1998
22. Développer l'éco-consommation dans les entreprises et les administrations publiques en matière d'emballages, de choix de matériaux, d'utilisation rationnelle de l'énergie, °	Gouvernement wallon	MET/MRW Communes Associations de communes Industries	continu

c. Prévention			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<p>23. Promouvoir, par l'octroi d'incitants financiers aux PME, l'enregistrement d'un site conformément au règlement sur l'éco-audit ou à la certification ISO 14000 comprenant :</p> <p>1° la réalisation d'une analyse environnementale, matérialisée dans un registre des effets du site sur l'environnement et dans un registre des législations applicables;</p> <p>2° l'élaboration d'une politique environnementale comportant des objectifs dotés de délais afin d'assurer le plein respect des obligations légales et l'amélioration continue des performances;</p> <p>3° l'adoption d'un système de gestion respectueux de l'environnement, ce qui suppose notamment la réalisation d'un audit interne rencontrant les exigences du règlement sur l'éco-audit;</p> <p>4° l'enregistrement du site en vertu du règlement sur l'éco-audit, ce qui suppose la réalisation des étapes précédentes et la publication d'une déclaration environnementale.</p>	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet DGRNE	1999
<p>24. Prendre une participation active dans les programmes européens touchant à la recherche et au développement technologique (PREPARE, LIFE,...).</p>	DGRNE	Industries ISSeP DGRNE	Continu
<p>Programme encourageant l'adoption de comportements et de pratiques de concertation et d'échange d'expériences - SYNERGIES. Ce programme est axé sur la nouvelle culture d'entreprise</p>			
<p>25. Développer la formation et l'information vers l'entreprise. Les organisations syndicales seront mises à contribution comme relais à l'information, leur capacité d'intervention dans le domaine de l'environnement étant améliorée par le développement d'un système de conseil et d'appui aux initiatives syndicales en intégrant les dimensions scientifiques, techniques, juridiques et pédagogiques de l'environnement. Par ailleurs, les connaissances environnementales des gestionnaires de PME seront complétées. Des cours sur les matières environnementales seront proposés au niveau des cycles de cours imposés pour l'accès à la profession, de la formation universitaire des ingénieurs et dirigeants d'entreprises.</p>	DGRNE Administration de la Communauté française	Syndicats Fédérations industrielles	1999
<p>26. Promouvoir la politique environnementale et ses résultats par la réalisation de séminaires, supports vidéo, documentations, organisation d'une "semaine prévention",....</p>	DGRNE	DGRNE Industries	Continu
<p>27. Promouvoir la création de clubs d'entreprises centrés sur l'environnement (clubs EMAS) afin de favoriser l'échange de compétences et d'expériences entre les entreprises et de créer ainsi une dynamique nouvelle. La prise en charge des conseillers - animateurs de ces centres sera partagée entre les entreprises affiliées et la Région.</p>	DGRNE	Industries Industries du déchet	2000
<p>28. Améliorer les relations entre la Région et les entreprises. La désignation d'un coordinateur environnemental par entreprise et/ou par secteur industriel sera encouragée. Il sera l'interlocuteur relais entre l'entreprise et l'administration ainsi qu'avec le public et les autorités compétentes pour toutes les matières relevant de l'environnement : application des réglementations environnementales, suivi des installations, avis sur les propositions d'investissement, formations, etc. De plus, ce coordinateur rédigera un rapport annuel à l'attention des directions et du Comité de sécurité et d'hygiène. Le coordinateur environnemental réalisera la procédure d'autosurveillance des installations sur base du modèle établi par la DGRNE pour toute entreprise appartenant aux catégories définies par les annexes des directives IPPC, études d'incidences et SEVESO. La procédure sera incluse dans l'autorisation d'exploiter. Le document de présentation fera l'objet d'une approbation interne dans l'entreprise (au Comité de sécurité et d'hygiène).</p>	Gouvernement wallon	Industries Fédérations industrielles DGRNE	1999

c. Prévention			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
29. Etablir des chartes de partenariat environnemental. La Région soutiendra toute action positive visant à mettre en place un dialogue permanent et constructif entre les associations et comités de quartier et les entreprises provoquant certains types de nuisances. La Région énoncera des recommandations visant à harmoniser les relations riverains-entreprises et imposera un modèle de contrat, appelé "charte de partenariat", pouvant être conclu afin de régler à long terme ces relations.	DGRNE 1999	Industries Communes Associations de protection de l'environnement Entreprises d'économie sociale	
30. Prendre en compte comme condition de sélection dans les marchés publics l'utilisation des technologies propres, des techniques de recyclage ou des produits recyclés.	Gouvernement wallon	MRW MET Communes Associations de communes	1999
Programme de synthétisation de l'information et de guidance aux nouvelles technologies et aux dispositions administratives et légales dans le domaine de l'environnement - SIGNALE			
31. Mettre en place une veille technologique consignant les meilleures technologies disponibles, les informations statistiques sur les variables économiques liées aux activités dans le domaine de l'environnement...	DGRNE	DGRNE Entreprises ISSeP	1999
32. Assurer une diffusion, auprès des ménages et des industries, des actions et des perspectives en matière de prévention et en particulier en matière de développements technologiques (organisation de séminaires, réalisation de brochures et de fiches techniques et écologiques sur les produits, élaboration de boîtes à outils de nature à répondre aux questions soulevées par les industriels).	DGRNE	DGRNE Industries ONG ISSeP	Continu
33. Poursuivre l'établissement de cahiers sectoriels et leur promotion.	DGRNE DGTRE	Industries	Continu
34. Promouvoir et imposer progressivement la réalisation d'une comptabilité environnementale, à savoir l'intégration dans les comptes annuels des entreprises des données et des risques environnementaux, notamment en termes financiers. Cette mesure qui doit renforcer la compétitivité des entreprises notamment en leur donnant les moyens d'anticiper les coûts environnementaux, s'adressera d'abord à certains secteurs définis comme prioritaires. Un modèle de comptabilité environnementale sera développé en concertation avec les entreprises et les réviseurs d'entreprises. M.E. : 2 ans.	Gouvernement wallon	DGRNE Fédérations industrielles Réviseurs d'entreprises	2000
35. Promouvoir la réalisation de rapports environnementaux.	Gouvernement wallon	Industries Fédérations industrielles DGRNE Industries du déchet	2000
Mesures réglementaires et financières			
36. Créer une cellule "prévention" chargée au sein de la DGRNE de la coordination des politiques environnementales régionales de prévention.	Gouvernement wallon	DGRNE	1998
37. Créer un centre européen d'évaluation des technologies, de transfert de technologies, de formation et d'information sur les politiques de prévention.	Gouvernement wallon Commission européenne	ISSeP Fédérations industrielles DGRNE	2002
38. Fixer les critères et la méthodologie à retenir pour l'analyse du cycle de vie des produits et les méthodes d'évaluation applicables aux technologies, et développer leurs applications.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries ISSeP	2000
39. Etablir des normes quantitatives et qualitatives pour les déchets générés par certains produits (emballages, huiles, encres,...).	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	2000
40. Supprimer progressivement les substances qui constituent un risque déraisonnable ou difficile à gérer et mettre l'accent sur des substitutions économiquement accessibles.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral Commission européenne	Industries	Continu
41. Etablir les conditions et critères généraux d'assimilation de matières à des produits et établir la liste de ces matières révisable annuellement.	Gouvernement wallon	Industries MET DGRNE	1998

c. Prévention			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
42. Promouvoir l'éco-label européen par la reconnaissance de centres d'expertise wallons pour l'élaboration et la reconnaissance de normes européennes.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	continu
43. Elaborer un code déontologique de la publicité écologique et une procédure de certification des technologies propres.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	1999
44. Consacrer 20 % du produit de la taxe sur les déchets à l'exécution des mesures de prévention des déchets. Un programme triennal d'affectation de ce produit de la taxe à la politique de prévention sera établi.	Gouvernement wallon	Industries DGRNE DGTRE	1998

d. Collecte			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
45. Imposer à tous les intervenants dans les activités de collecte la tenue d'un registre standardisé et l'obligation de déclaration annuelle auprès de l'administration.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
46. Interdire la dilution lors des opérations de collecte, le mélange un déchet contenant des éléments indésirables à d'autres déchets ou matières qui en sont exempts, sauf s'il est prouvé que le mélange conduit à un gain environnemental ou de santé publique.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1998
47. Etablir avec les organisations professionnelles des outils méthodologiques et des guides de bonnes pratiques de tri à la source, de collecte et de transport de déchets.	DGRNE Fédérations industrielles DGTRE	Industries Industries du déchet	Continu
48. Développer des programmes d'éducation et de sensibilisation du public et des entreprises à la gestion quotidienne de leurs déchets : - trier les déchets suivant les spécifications; - participer au système de collecte mis en place.	DGRNE Administration de la Communauté française	Industries Administrations Travailleurs ONG Communes/Syndicats	Continu
49. Imposer la désignation d'un coordinateur environnemental chargé notamment des activités de collecte de déchets par zone d'activités économiques, par activité de services et administration de plus de 50 personnes et par entreprise disposant d'un Comité de sécurité et d'hygiène. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Activités de services Administrations Industries Industries du déchet Comité de sécurité et d'hygiène	1999
50. Imposer, selon des modalités déterminées, la remise des déchets énumérés ci-après aux fabricants et/ou importateurs et/ou distributeurs ainsi que leur reprise et leur gestion : — les piles et accumulateurs électriques; (M.E. 1 an) — les pneus usés; (M.E. 1 an) — les appareils électroménagers d'un poids supérieur à 10 kg; (M.E. 1 an) — les appareils électroménagers d'un poids inférieur à 10 kg; (M.E. 3 ans) — les médicaments périmés; — les déchets phytosanitaires et leurs emballages; — les véhicules hors d'usage; (M.E. 1 an) — les papiers et cartons; (M.E. 1 an) — les huiles usagées; (M.E. 1 an) — les huiles alimentaires; (M.E. 3 ans) — les déchets de plastiques agricoles. (M.E. 1 an)	Gouvernement wallon	Fabricants Importateurs Distributeurs Détaillants	1999

d. Collecte				
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance	
<p>51. Mettre en place un réseau intégré et complet de collecte de déchets constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 204 parcs à conteneurs destinés aux piles, huiles agroalimentaires, huiles usagées, médicaments périmés, déchets chimiques des ménages, papiers/ cartons, matières plastiques, métaux et électroménagers, gypses résiduels, déchets de construction valorisables et non valorisables,....</li> <li>Ils devront être accessibles gratuitement au grand public. Les artisans, commerçants et petites PME pourront y avoir accès pour des quantités limitées de déchets recyclables et moyennant l'application d'une participation financière;</li> <li>— 5.500 sites pour bulles à verre;</li> <li>— espaces propreté situés sur les aires de stationnement et les écluses, dans les administrations, les écoles, les activités de services... pour la collecte séparée de déchets non dangereux (papier, plastique, métaux...) et les ordures ménagères;</li> <li>— points de collecte des piles;</li> <li>— hôpitaux pour la récupération des plaques radios et des médicaments périmés;</li> <li>— pharmacies pour la récupération des médicaments périmés;</li> <li>— au moins 5 centres de tri destinés aux déchets industriels et aux déchets ménagers résultant de certaines collectes sélectives;</li> <li>— environ 100 parcs à conteneurs industriels situés dans les zones d'activités économiques et destinés à collecter séparément les déchets produits en petites quantités dans la zone et placés sous surveillance;</li> <li>— environ 13 centres de démantèlement et de dépollution de véhicules hors d'usage, de déchets d'équipements électriques et électroniques...;</li> <li>— espaces communaux pour les plastiques agricoles, industriels et de distribution et les déchets hospitaliers;</li> <li>— au minimum 1 centre spécifique de tri pour pneus usagés;</li> <li>— au minimum 1 centre spécifique pour les déchets de verre;</li> <li>— au minimum 1 centre de broyage et de conditionnement des déchets combustibles ménagers et industriels destinés à la co-valorisation énergétique;</li> <li>— au minimum 4 centres de broyage et de séparation de déchets métalliques ménagers et industriels destinés à la valorisation des métaux ferreux et des métaux non-ferreux;</li> <li>— au minimum 7 centres de tri des déchets de construction et de démolition annexés aux centres de valorisation existants.</li> </ul>	Gouvernement wallon	Communes Particuliers Industries Associations de communes	2000	
	DGRNE	Communes Particuliers Communes/MET Activités de services Particuliers	1999	
	Gouvernement wallon		2000	
	DGRNE	Industries Industries du déchet Particuliers/hôpitaux Secteur pharmaceutique/ Particuliers	1998 1998 continu	
	DGRNE	Industries du déchet Associations de communes		
	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet Associations de communes	2000 2002	
	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet Communes/Industries Industries du déchet Industries	2002	
	Gouvernement wallon	Industries du déchet Industries		
	Gouvernement wallon	Industries du déchet Industries du déchet Associations de communes	2000 1999	
	DGRNE	Industries Industries du déchet	continu	
	Gouvernement wallon Gouvernement wallon	Industries SPAQuE Industries du déchet	1999 continu	
	Gouvernement wallon		2000	
	52. Définir les critères de performance des centres de tri.	Gouvernement wallon	Industries du déchet	1999
	53. Promouvoir la création de centres d'achat et d'échange de biens de seconde main.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale/Communes	Continu
54. Assurer la pérennité des filières de collecte et de valorisation des déchets collectés sélectivement et les encourager notamment par la constitution d'un fonds alimenté par les secteurs concernés. Il convient de maintenir dans chaque filière un prix plancher des matériaux collectés pour soutenir l'intérêt des acteurs de la collecte.	Gouvernement wallon	Industries du déchet SPA-QuE	2000	
55. Facturer au coût réel et juste le ramassage et la gestion par les pouvoirs publics des déchets assimilés aux déchets ménagers.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1999	
56. Soutenir financièrement des infrastructures et des structures d'assistance technique à la gestion des déchets au profit des PME ainsi que les actions collectives. En particulier, la Région financera en partie l'établissement de codes de bonnes pratiques et des prises de participations minoritaires dans des sociétés de regroupement pour autant que l'urgence ou la nécessité de créer de telles installations se justifie et que l'initiative privée n'y ait pas répondu.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet DGRNE	1999	

e. Valorisation			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
57. Adopter un décret relatif à la protection des sols.	Parlement wallon	MET/DGA DGRNE Industries/Agriculteurs	1999
58. Simplifier la procédure d'octroi de permis d'exploiter et d'accès à des aides financières ainsi que limiter les délais de prise de décision. En particulier, des délais de rigueur seront imposés pour l'instruction des dossiers de : - permis de bâtir; - permis d'exploiter; - demande de création d'installations pilotes et temporaires; - demande d'aides publiques (expansion économique, recherche et développement, prise de participation au capital, intervention des invests...).	Parlement wallon	Administrations	1999
59. Transposer en droit wallon la directive CE/94/67 relative à l'incinération des déchets dangereux et fixer les normes de rejets de dioxine des installations de valorisation et de co-valorisation énergétique.	Gouvernement wallon	Industries Associations de communes	1999
60. Assurer une cohérence des conditions d'exploiter entre les différentes installations de co-valorisation des déchets, pour ce qui concerne les conditions d'admissibilité des déchets, les valeurs limites d'émission et les contrôles.	Autorités compétentes	Industries Commission européenne	2002
61. Imposer aux installations de recyclage des conditions d'exploitation semblables à celles imposées aux installations comparables de production conventionnelle.	Autorités compétentes	Industries Industries du déchet	continu
62. Fixer des méthodes d'évaluation des techniques de valorisation des déchets ainsi que des méthodes d'échantillonnage et d'analyse des déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE ISSeP	1999
63. Harmoniser à l'échelle européenne les conditions de valorisation en agriculture, en génie civil et énergétique des déchets.	Gouvernement wallon/ Conseil de l'Union européenne	Agriculture DGA/DGRNE Industries Industries du déchet	2002
64. Interdire, lors de la mise sur le marché et de l'utilisation de produits, l'utilisation de contaminants ou d'indésirables vis-à-vis du recyclage industriel ou de la valorisation.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	continu
65. Déterminer les conditions de collecte de déchets en fonction des installations existantes de recyclage et de valorisation	Gouvernement wallon	DGRNE Industries du déchet Industries	1999
66. Etablir un catalogue identifiant, pour chaque type de déchets, les meilleures options de valorisation disponible et potentielle, les centres de valorisation et leurs conditions d'accès ainsi que les marchés pour les produits recyclés.	Gouvernement wallon	DGRNE Fédérations industrielles ISSeP	2000
67. Créer une bourse de déchets et un service de courtage afin de favoriser l'échange de déchets entre industries. La Région veillera à garantir l'accès à cette bourse de déchets et la diffusion large des informations qu'elle consigne.	DGRNE		Industries Industries du déchet
68. Instaurer des codes de bonnes pratiques de valorisation agricole et en génie civil.	DGRNE DGTRE/DGA	Industries Agriculture	continu
69. Assurer la pérennité des filières de valorisation des déchets de la Région par l'établissement d'un partenariat entre les acteurs du marché. A cet effet, des contrats de valorisation entre les fabricants de produits et de biens commerciaux, les consommateurs et les entreprises transformatrices seront conclus de même que des conventions particulières entre secteurs industriels ou entreprises de valorisation de déchets et le Gouvernement wallon, afin de garantir la valorisation des déchets wallons.	DGRNE Gouvernement wallon	DGRNE Industries Industries du déchet	continu
70. Inclure dans les cahiers des charges des marchés publics les produits recyclés ou recyclables.	Gouvernement wallon	Administrations	continu
71. Développer des programmes d'éducation et de sensibilisation des étudiants, du public et des entreprises pour promouvoir l'utilisation des produits propres recyclables et des produits recyclés.	Gouvernement wallon Gouvernement de la Communauté française	Administrations Industries	continu
72. Négocier des accords de coopération entre la Région et les Régions et Etats limitrophes afin d'entamer en commun des recherches en matière de valorisation et d'établir un réseau d'installations communes de valorisation de déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE	1999

e. Valorisation			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
73. Etablir un programme triennal d'aides financières à la recherche, aux essais de valorisation des déchets et à la création d'installations de valorisation. 40 % des recettes annuelles des taxes prélevées sur les activités du secteur industriel seront engagées dans le programme.	Gouvernement wallon	DGRNE DGTRE	1999
74. Prôner un taux de TVA ou d'accises préférentiel sur la commercialisation des matériaux recyclés.	Gouvernement fédéral Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1998
75. Développer, si nécessaire, une capacité complémentaire d'incinération des déchets non recyclables avec récupération effective de l'énergie.	DGRNE		Associations de communes Industries du déchet
76. Mettre en place des filières complètes de valorisation de certains déchets, notamment là où l'initiative privée n'aurait pas répondu aux problèmes ou aux objectifs dans les délais impartis ou en vue de sauvegarder l'intérêt général. La participation financière de la Région devra par priorité assurer la création d'infrastructure en Région wallonne et leur gestion dans le respect des principes de service public.	Gouvernement wallon	DGRNE	S P A Q U E Industries Industries du déchet
77. Mettre en place un label de qualité des produits recyclés et des matières assimilables à des produits utilisés en agriculture et en génie civil et promouvoir leur commercialisation.	Gouvernement wallon	DGRNE MET Industries	1999
78. Mettre en place un concours destiné à récompenser les plus belles réussites en matière de production de produits recyclés.	DGRNE		Industries Industries du déchet
79. Identifier les milieux et les environnements sensibles dans le cadre desquels l'usage de certains déchets doit être réglementé ou interdit.	Gouvernement wallon	DGRNE/DGA MET	1999
80. Organiser les transferts d'effluents d'élevage et des autres matières épandables au profit des cultures par l'établissement de quotas annuels et d'une répartition géographique.	Gouvernement wallon	Fédérations agricoles DGA/ DGRNE	1998
81. Interdire l'importation de lisiers pour épandage direct sur les sols. M.E. : un an	Gouvernement wallon	DGRNE /DGA Agricul- teurs	1999
82. Soumettre à un plan d'épandage tous les déchets nécessitant un suivi agronomique et environnemental. Le plan d'épandage sera approuvé par la DGA et portera sur les aspects techniques, économiques, réglementaires et sur la transparence des opérations envisagées.	Gouvernement wallon	DGA DGRNE Agricul- teurs	1999
83. Créer des centres de compostage, de méthanisation, de transformation et de conditionnement de déchets organiques en vue d'une valorisation agronomique optimale.	Gouvernement wallon DGRNE SRIW Associa- tion de communes	Industries Industries du déchet	2005
84. Mettre en place un suivi agronomique et environnemental des déchets utilisés en agriculture. Une banque de données des sols établissant une gestion parcellaire informatisée sera créée.	DGRNE		DGA DGRNE
85. Etablir un bilan énergétique annuel qui précisera notamment les économies d'énergie réalisées par entreprise exerçant une activité de co-valorisation énergétique. Ces informations seront incluses dans le bilan énergétique régional élaboré par la DGTRE.	DGTRE	Industries	1999
86. Créer des groupes de gestion des déchets comprenant des représentants des administrations concernées et les fédérations industrielles afin de développer des synergies entre les producteurs, valorisateurs et utilisateurs potentiels.	DGRNE		Administra- tions Indus- tries Indus- tries du déchet
87. Mettre en place un comité des sols comprenant des représentants de la DGRNE, DGA, Ministère fédéral de l'Agriculture, des représentants des producteurs, transformateurs et utilisateurs de déchets destinés à la valorisation agricole. Il sera chargé de déterminer les déchets valorisables en agriculture et de fixer les conditions d'utilisation de ces déchets.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	DGRNE	DGA Indus- tries Fédéra- tions agrico- les Industries du déchet
88. Créer des structures permanentes de promotion (asbl) ayant pour mission l'exécution des mesures concernant le recyclage industriel, la valorisation agricole et le génie civil.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet DGRNE	1999

f. Elimination			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
89. Imposer aux installations d'incinération notamment les conditions suivantes : 1. récupération de la chaleur dégagée 2. valorisation de 65 % des résidus 3. application des normes en matière d'incinération des déchets dangereux. M.E. : 4 ans	Gouvernement wallon	Industries Industries des déchets	1999
90. Etablir, par secteur industriel et par entreprise de plus de 250 travailleurs, un programme triennal de réduction des quantités de déchets à éliminer. M.E. 2 ans	Gouvernement wallon	Fédérations industrielles Industries DGRNE Ministère de la recherche	1999
91. Développer des recherches sur les effets pour la santé et sur les risques sanitaires et écologiques découlant des activités d'élimination des déchets.	DGRNE	Ministère de la Santé publique Ministère de l'agriculture ISSeP Secteurs industriels Ministère de la recherche scientifique	1999
92. Inventorier les techniques de stabilisation, d'inertage et de destruction par catégorie de déchets industriels.	DGRNE	ISSeP Fédérations industrielles Industries du déchet	1999
93. Réglementer les activités de stabilisation et d'inertage des déchets industriels.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
94. Mettre en place un mécanisme formel et permanent d'évaluation des techniques et des procédés d'élimination.	Gouvernement wallon	DGRNE ISSeP	1999
95. Appliquer les mêmes conditions d'exploiter et de protection de l'environnement à toutes les installations d'élimination, qu'elles soient à usage	Autorités compétentes	Industries Industries du déchet	1999
privatif ou collectif, et les réévaluer tous les 5 ans.		DGRNE	
96. Renforcer les exigences de protection de l'environnement et de prévention des risques dans la gestion des installations d'élimination et accentuer la responsabilisation économique des gestionnaires par rapport aux nuisances générées par leurs activités, en liaison avec une politique économique incitative.	Gouvernement wallon Autorités compétentes	Industries du déchet Associations de Communes Communales SPAQuE	1999
97. Soumettre le cahier des charges relatif aux aménagements des CET et le contrôle de son exécution à un organisme agréé et ce, dans l'esprit des normes de qualité ISO et NEN.	Gouvernement wallon	DGRNE SPAQuE	1998
98. Imposer une description de la zone d'appel des déchets pour toute demande d'autorisation d'exploiter une installation d'élimination de déchets industriels.	Autorités compétentes	Industries DGRNE Associations de communes	1998
99. Etablir, par centre d'élimination, une liste précise des déchets admissibles et la rendre publique.	Autorités compétentes	Industries du déchet/ Communes Associations de communes	1998
100. Etablir une liste de déchets dont la mise en CET est interdite, une liste de déchets devant être mis en CET d'une manière séparée, une liste de déchets industriels pouvant être mis en CET pour déchets ménagers.	Gouvernement wallon	Industries Communes Associations de communes SPAQuE	1999
101. Prévoir une nouvelle classe de CET "multiproducteurs-monoproduit" où ne seront disposés que des déchets comparables par leur origine, leur composition et les caractéristiques de leurs lixiviats. Outre une plus grande maîtrise des risques, l'existence de tels sites permettra la reprise de certains déchets en vue d'une valorisation.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Industries Associations de communes	1999



f. Elimination			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
102. Maintenir les CET réservés à l'usage exclusif du producteur pour autant que les quantités et que la qualité des déchets à y enfouir soient conformes aux objectifs de réduction de mise en CET et justifient une exploitation séparée et que les garanties d'exploitation et de remise en état et la surveillance du site satisfassent aux règles les plus strictes.	Autorités compétentes	Industries	continu
103. Créer un comité de gestion des boues de curage et de dragage en vue de rationaliser leur gestion. Il comprendra des représentants des autorités publiques responsables : région (cours d'eau navigables et non navigables de première catégorie), provinces (cours d'eau non navigables de deuxième catégorie) et communes (cours d'eau non navigables de troisième catégorie).	DGRNE MET	DGRNE MET Provinces Communes	1998
104. Planifier la mise en exploitation des sites retenus par le plan des CET en fonction des besoins et en évitant les situations de rupture.	Autorités compétentes	DGRNE/SPAQuE Associations de communes	1999
105. Coordonner les programmes de mise en oeuvre des équipements publics et privés d'élimination des déchets.	Gouvernement wallon	Industries Associations de c o m m u n e s Communes/DGRNE	continu
106. Créer un fonds de garantie à l'exemple du Fonds National de garantie des dégâts houillers qui permettra de poursuivre, si nécessaire, la gestion et le contrôle du CET désaffecté après la période de post-gestion.	Parlement wallon	DGRNE SPAQuE Industries du déchet	2000
107. Supprimer toute forme de subvention aux gestionnaires des CET afin de leur faire supporter le coût-vérité.	Gouvernement wallon		1998
108. Veiller à inclure dans les prix de traitement les coûts de remise en état et les coûts de surveillance à long terme du site d'enfouissement après la fin de son exploitation.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Communes Associations de communes	1998
109. Rendre publics les prix d'élimination des déchets. Les frais généraux et le bénéfice ne pourront excéder 15 % du coût d'exploitation.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Communes Associations de communes	1998
110. Mettre en place une comptabilité automatisée des flux entrant dans les centres d'élimination et un contrôle des rejets à l'émission et à l'immission.	Autorités compétentes	Industries du déchet Communes Associations de communes	2000
111. Obliger l'exploitant d'une installation d'élimination d'aviser l'autorité compétente de tout résultat de procédure de contrôle et de surveillance pouvant avoir des effets dommageables sur l'environnement et des mesures d'intervention engagées.	Gouvernement wallon	Industries Communes Associations de communes	1998
112. Obliger l'exploitant à transmettre à l'autorité compétente, au minimum une fois par an, un rapport, relatif aux types et quantités de déchets éliminés ainsi qu'aux résultats du programme de surveillance afin de vérifier la conformité des conditions d'autorisation et d'accroître les connaissances concernant l'impact des déchets. Le rapport précisera également les coûts unitaires de mise en CET et leurs modalités de calcul.	Gouvernement wallon Autorités compétentes	Industries du déchet Communes Associations de communes	1999
113. Instaurer des sanctions dissuasives pour toute élimination illicite de déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE Autorités fédérales compétentes communes	1998

g. Transferts de déchets et coopération internationale			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
114. Soumettre aux dispositifs de contrôle les déchets figurant sur la liste verte et qui sont susceptibles d'atteinte à l'environnement ou à la santé publique et de trafics illégaux constatés (pneus, déchets électriques et électromécaniques...)	Gouvernement wallon C.E.	DGRNE Industries Industries du déchet	1999
115. Autoriser les transferts de déchets à condition qu'ils subissent un traitement dans des conditions techniques ou de protection de l'environnement les plus performantes.	DGRNE	DGRNE Industries Industries du déchet	continu
116. Soumettre à une autorisation préalable les exportations de déchets non dangereux vers les pays non OCDE à des fins de valorisation.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries Industries du déchet	1998
117. Etablir à l'intérieur de la Belgique un système approprié et cohérent de surveillance et de contrôle des transferts interrégionaux de déchets dangereux compatible avec le système communautaire.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries Industries du déchet	1999
118. Limiter ou interdire le stockage et la mise en CET de déchets en provenance de l'étranger tant qu'il existe un déficit de capacité dans la région.	Autorités compétentes	DGRNE Industries	continu
119. Privilégier les modes et les conditions de transport sûrs et peu polluants.	DGRNE	Industries Industries du déchet	continu
120. Etablir des accords entre la Région wallonne et les Régions ou Etats limitrophes visant à : - développer un réseau d'installations de traitement des déchets adéquat et complet; - sécuriser les échanges de déchets à moyen terme; - assurer l'accès mutuel des industriels aux installations communes de traitement en s'appuyant sur les complémentarités et les synergies; - renforcer la surveillance et le contrôle; - organiser le retour des transferts illicites; - tendre vers une harmonisation des normes d'exploitation des installations et des instruments économiques, d'analyse des déchets et d'évaluation de leur impact sur l'environnement.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries du déchet	2000
121. Informer les communes de l'épandage, sur son territoire, de déchets importés, au profit de l'agriculture.	DGRNE	Industries du déchet Agri- culteurs	1998
122. Imposer l'apposition de panneaux signalétiques spécifiques sur les moyens de transport des déchets.	Gouvernement wallon	Industries du déchet	1999
123. Mettre en place une brigade spéciale de contrôle des transferts de déchets.	DGRNE	DGRNE	1998
124. Organiser au moins une fois par mois une opération "coup de poing" de contrôle avec les autorités limitrophes.	DGRNE	DGRNE	continu
125. Publier au Moniteur Belge les actes d'autorisation de transferts internationaux de déchets dangereux.	Gouvernement wallon	DGRNE	1999

## 2. Les déchets ménagers

## A. Objectifs

## a. Statistiques

48. Bénéficier de données fiables quant au gisement et aux modes de traitement des déchets ménagers et assimilés compte tenu des objectifs très précis de gestion des déchets définis dans le cadre du plan et de l'évolution de la législation en matières de taxation et de règles de gestion des déchets.

49. Harmoniser le système d'acquisition, de validation et de traitement des informations relatives aux quantités collectées, recyclées, valorisées et éliminées des déchets ménagers. La transmission des données s'opérera obligatoirement par réseau informatique selon les modalités arrêtées par le gouvernement wallon.

## b. Prévention

50. Réduire les quantités de déchets ménagers produits sur le territoire, par rapport à l'évolution du gisement "au fil de l'eau" par la mise en oeuvre des moyens permettant de prévenir l'apparition et la production de ces déchets et, d'autre part, la réduction drastique des quantités mises en centre d'enfouissement technique en limitant à cette infrastructure d'élimination la fraction des déchets considérée comme ultime.

Prévention							
	1995	2000		2005		2010	
	kg/hab/an	taux	kg/hab/an	taux	kg/hab/an	taux	kg/hab/an
Ordures ménagères	367	7 %	340	19 %	317	31 %	292
Fractions grossières	159	6 %	166	17,5 %	160	29 %	153
Déchets ménagers	526	6 %	506	18 %	477	29 %	445

L'estimation du gisement volontariste tenant compte des objectifs de prévention des différentes fractions des déchets ménagers exprimés en tonnes et en kg/hab.an s'établit comme suit :

Prévention						
	2000		2005		2010	
Population	3.394.065		3.434.769		3.465.329	
	t/an	kg/hab/an	t/an	kg/hab/an	t/an	kg/hab/an
1. ordures ménagères						
verre	133.658	39	125.823	37	117.024	34
papiers/cartons	302.271	89	284.553	83	264.653	76
cartons à boisson	18.523	5	17.438	5	16.218	5
plastiques	112.698	33	106.093	31	98.673	28
métaux	48.306	14	45.475	13	42.295	12
textiles	24.698	7	23.250	7	21.624	6
matières organiques dont :	423.340	125	398.527	116	370.655	107
— déchets de cuisine	408.381	120	384.445	112	357.558	103
— déchets verts	14.959	5	14.082	4	13.097	4
déchets spéciaux des ménages	12.594	4	12.886	4	12.900	4
résidus non classés	77.726	22	73.170	21	68.053	20
TOTAL	1.153.814	340	1.087.214	317	1.012.094	292
2. Fractions grossières						
déchets verts	121.463	36	111.331	32	101.693	29
déchets inertes	224.057	66	222.403	65	214.606	62
encombrants	218.194	64	217.413	63	215.137	62
TOTAL	563.714	166	551.148	160	531.437	153
TOTAL déchets ménagers	1.717.528	506	1.638.362	477	1.543.531	445

51. Modifier la composition des produits de telle manière que les déchets générés par ces produits soient essentiellement composés de matières valorisables (prioritairement recyclables) et exempts d'éléments dangereux.

La Région dispose d'un double champ d'actions :

— recommander des actions aux autorités fédérales, seules compétentes pour l'établissement de normes de produits, notamment en ce qui concerne la diminution ou la suppression de certains éléments jugés prioritaires comme les métaux lourds,

— diminuer fortement la présence dans les poubelles ménagères de petits déchets spéciaux ménagers difficilement valorisables.

c. Collecte

52. Collecter sélectivement le maximum des déchets qui peuvent être techniquement et économiquement récupérables et recyclables.

Le tableau ci-dessous reprend les taux de collecte à atteindre pour l'ensemble de la Région par rapport au gisement volontariste total des matériaux présents dans les ordures ménagères et non par rapport au gisement récupérable.

Type de déchets	Taux de collecte (en %)			Quantités collectées sélectivement (en tonnes)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Verre	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papiers/cartons	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Cartons à boisson	15	20	20	2.778	3.488	3.244
Plastiques	20	25	25	22.540	26.523	24.668
Métaux	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textiles	32	50	50	7.903	11.625	10.812
Matières organiques	23	50	60	93.928	192.222	214.535
Déchets verts	94	94	94	128.943	118.372	108.242
Déchets verts issus des PAC	100	100	100	121.463	111.331	101.693
Déchets verts issus des OMB	50	50	50	7.480	7.041	6.549
Déchets inertes	70	70	70	156.840	155.682	150.224
Encombrants	90	95	98	196.375	206.542	210.834
Déchets spéciaux des ménages	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Quantité collectée sélectivement				864.309	993.619	1.006.253
Gisement des déchets ménagers				1.717.528	1.638.352	1.543.531
Taux de collecte sélective				50 %	61 %	65 %

La quantité de déchets verts collectée comprend non seulement les déchets verts recueillis au niveau des parcs à conteneurs mais également une fraction des déchets verts qui se retrouvent actuellement au sein des ordures ménagères brutes.

d. Valorisation

53. Valoriser de façon optimale les matières collectées sélectivement et développer les infrastructures de recyclage sur le territoire wallon.

Le tableau ci-dessous résume les objectifs en matières de taux de valorisation et de quantités que la région entend poursuivre lors de la mise en œuvre de ce deuxième plan des déchets.

Type de déchets	Taux de valorisation matière par rapport au gisement (en %)			Quantités collectées sélectivement (en tonnes/an)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Verre	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papiers/cartons	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Cartons à boissons	15	18	18	2.778	3.139	2.919
Plastiques	15	20	20	16.905	21.219	19.735
Métaux	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textiles	30	35	40	7.409	8.138	8.650

Type de déchets	Taux de valorisation matière par rapport au gisement (en %)			Quantités collectées sélectivement (en tonnes/an)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Déchets inertes	56	63	63	125.472	140.114	135.202
Encombrants	30	30	30	65.458	65.224	64.541
Matières organiques	23	50	60	93.628	192.222	214.535
Déchets verts	85	85	85	116.048	106.535	97.418
- issus des PAC	90	90	90	109.317	100.198	91.524
- issus des OMB	45	45	45	6.732	6.337	5.894
Encombrants	30	30	30	65.458	65.224	64.541
DSM	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Quantités valorisées				683.000	815.750	826.690
Gisement des déchets ménagers				1.717.528	1.638.362	1.543.531
Taux de valorisation matière				40 %	50 %	54 %

54. Traiter l'intégralité du gisement résiduel des déchets ménagers dans des infrastructures de valorisation énergétique dimensionnée en fonction des besoins établis pour l'an 2005. Cette capacité sera donc de 800.000 tonnes par an compte tenu qu'une réserve de capacité supérieure à 10 % du gisement est nécessaire afin de permettre le bon fonctionnement de ces installations

Le tonnage de déchets destinés à la valorisation énergétique correspond à la fraction résiduelle des ordures ménagères brutes non collectées sélectivement augmentées des refus de tri des déchets collectés sélectivement.

Le tableau ci-dessous donne le gisement des déchets susceptibles d'être incinérés en tonnes/an.

Type de déchets après collecte sélective et tri	2000	2005	2010
Fraction résiduelle des ordures ménagères brutes	764.180	567.150	468.590
Encombrants (hors fraction métallique et incombustibles)	121.290	127.570	130.220
Refus de tri (hors déchets inertes)	19.000	20.980	18.240
Quantité totale susceptible d'être incinérée	904.470	715.700	617.050
Gisement des déchets ménagers	1.717.530	1.638.360	1.543.530
Taux d'incinération	47 %	44 %	40 %

Ce tonnage correspond à la fraction des déchets qui ne peuvent, du fait de leur moindre qualité, être recyclés ou encore valorisés comme amendement agricole. Cependant, cette fraction de déchets dispose dans certains cas d'un pouvoir calorifique élevé, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de fluff ou de déchets résultant du broyage des encombrants. Ceux-ci pourraient être dès lors orientés vers des installations de valorisation énergétique ou de production d'électricité. Dans cette hypothèse, la capacité ainsi libérée deviendrait disponible pour permettre aux déchets industriels banals d'être valorisés tout en saturant les infrastructures existantes.

55. Atteindre un taux de valorisation des résidus d'incinération de 75 % d'ici 2010.

Type de déchets après collecte sélective et tri	2000	2005	2010
Quantité de résidus d'incinération des déchets ménagers (t/an)			
mâchefers	200.000	179.000	154.000
Refiom	32.000	29.000	25.000
Quantité valorisée (t/an)	58.000	135.000	134.000
Taux de valorisation (%)	25 %	65 %	75 %

Compte tenu des orientations prises par la Région, à savoir d'interdire l'enfouissement de déchets dangereux sur son territoire ainsi qu'à l'extérieur de celui-ci, tout REFIOM devra obligatoirement subir un traitement de stabilisation en vue d'un enfouissement technique. Les recherches seront poursuivies afin de limiter la production de ces déchets et de développer des techniques de valorisation.

## e. Elimination

56. Réduire de façon drastique l'élimination des déchets et de sécuriser l'enfouissement en interdisant la mise en C.E.T. de certains déchets ou en obligeant leur traitement avant élimination.

	Mise en C.E.T. de déchets inertes						Mise en C.E.T. de déchets non dangereux					
	2000		2005		2010		2000		2005		2010	
	Taux	Quantités	Taux	Quantités	Taux	Quantités	Taux	Quantités	Taux	Quantités	Taux	Quantités
	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)
Fraction résiduelle des ordures ménagères brutes	0	0	0	0	0	0	0 à 10	0 à 174.000	0	0	0	0
Résidus d'incinération	0	0	0	0	0	0	10,1	174.000	4,4	72.600	2,9	44.700
Refus de tri des inertes	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	0	0	0	0	0	0
Fraction ultime des encombrants	0	0	0	0	0	0	0,9	16.200	1,0	17.000	1,1	17.400
Quantités maximales mises en CET	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	21,	364.200	5,4	89.600	4,0	62.100

57. Assurer une autosuffisance constante en matière de mise en centre d'enfouissement technique.

## B. Organisation

a. Statistiques			
Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
126. Dresser un bilan régulier des mesures prévention prises par les communes, les associations de communes, la Région wallonne ou les industries.	DGRNE	Communes Associations de communes Industries/Ministères Commission Interrégionale de l'Emballage	continu
127. Réaliser des enquêtes régulières sur le gisement et la composition des déchets ménagers en fonction de critères socio-économiques et géographiques.	DGRNE	DGRNE	continu
128. Automatiser la transmission et le traitement des données relatives à la gestion des déchets ménagers et l'accès à ces informations selon les règles établies.	DGRNE DGPL	Communes Associations de communes Industries DGRNE	2000
129. Imposer la tenue par les communes ou les associations de communes d'un registre standardisé consignait les données quantitatives et qualitatives relatives aux ramassages des déchets ménagers. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1999
130. Imposer la tenue par les gestionnaires des centres de tri d'un registre standardisé consignait les données quantitatives et qualitatives relatives au tri des déchets ménagers. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries	1999
131. Imposer la tenue par les communes, les associations de communes et les industries d'un registre standardisé consignait les données quantitatives et qualitatives relatives au compostage ou au recyclage des déchets ménagers. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries	1999
132. Imposer la tenue par les associations de communes et les industries d'un registre standardisé consignait les données quantitatives et qualitatives relatives à la valorisation énergétique des déchets ménagers. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Associations de communes Industries	1999
133. Imposer la tenue par les associations de communes d'un registre standardisé consignait les données quantitatives et qualitatives relatives à l'élimination des déchets ménagers. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Associations de communes	1999
134. Réaliser tous les deux ans l'actualisation des données contenues dans le plan et publier les statistiques globales par zone d'association de communes	Gouvernement wallon	DGRNE	continu

b. Prévention			
Mesures	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
135. Elargir les fonctions de la cellule "Prévention".	DGRNE	Industries Particuliers	continu
136. Etendre les missions du Réseau wallon en éco-consommation	DGRNE Industries	Industries Particuliers Réseau wallon en éco- consommation	continu
137. Etendre les actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement dans les écoles et les communes	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral Communauté française	Réseaux d'enseignement Communes FOREM DGRNE	continu
138. Appliquer des mesures d'éco-consommation et de tri au sein des services publics	Gouvernement wallon	MRW/MET Organismes d'intérêt public/ Commu- nes Associations de com- munes Provinces	2000
139. Collaborer avec les instances fédérales en matière de publicité et d'éco-labels.	Gouvernement fédéral Gouvernement wallon	Industries DGRNE	Continu
140. Promouvoir l'établissement de programmes d'actions communales en matière de prévention de collecte et de tri des déchets. Ces mesures feront à terme partie intégrante du plan communal d'environnement pour le développement durable.	Gouvernement wallon	Communes DGRNE	1999
141. Promouvoir la généralisation du sac payant, du pesage électronique de la poubelle ou d'autres moyens équivalents tenant compte de l'équité sociale et assurant l'application progressive du prix-vérité.	Gouvernement wallon	Communes	1998
142. Assurer un service d'assistance technique et administrative aux communes.	Gouvernement wallon	Structure à déterminer	1998
143. Promouvoir l'utilisation de produits revêtus du label écologique.	DGRNE	Industries particuliers Réseau wallon en éco- consommation	1999
144. Définir des normes de caractérisation et un code de bonnes pratiques afin de produire et d'utiliser correctement le compost de la matière organique.	DGRNE	Particulier Communes Industries Industries du déchet	1999
145. Promouvoir l'utilisation d'emballages réutilisables notamment par la conclusion d'accords sectoriels.	Gouvernement wallon	Industries Fédérations industrielles Commission interrégio- nale de l'emballage	2000
146. Privilégier l'emploi d'emballages réutilisables au sein des administrations publiques et du secteur Horeca.	Gouvernement wallon	Industries MRW/MET Communes/Provinces	1999
147. Soutenir financièrement les entreprises wallonnes de production qui investissent dans l'utilisation d'emballages réutilisables.	Gouvernement wallon	Industries	2000
148. Promouvoir la consommation d'eau de distribution afin de diminuer l'utilisation d'emballages jetables.	Gouvernement wallon	Compagnies de distribu- tion d'eau Particuliers	2001
149. Développer l'information en vue de favoriser l'utilisation de papier recyclé et d'encre ayant un éco-bilan plus favorable.	DGRNE	Industries Administra- tions publiques Particuliers Réseau wallon en éco- consommation	1999
150. Imposer l'obligation de reprise des publicités toutes-boîtes et des annuaires téléphoniques en vue notamment d'empêcher une distribution sans discernement. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
151. Définir des normes de production, de caractérisation et d'utilisation des composts des déchets.	Gouvernement wallon	Particuliers Communes	1999
152. Etablir un code de bonnes pratiques définissant les méthodes de compostage et d'utilisation du compost à domicile.	DGRNE	Particuliers Communes	1999

b. Prévention			
Mesures	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
3) Les déchets inertes			
153. Encourager le démontage sélectif des éléments de construction en vue de leur réutilisation.	DGRNE	Particulier CSTC Entreprises d'économie sociale Industries	1999
154. Déterminer des normes d'utilisation des matières récupérées dans les centres de recyclage de déchets inertes pour les assimiler à des produits	Gouvernement wallon	Industries MET	1999
155. Promouvoir la réutilisation des encombrants ménagers via les centres d'achat et d'échange de seconde main.	Gouvernement wallon	Particuliers Communes Entreprises d'économie sociale	1999
156. Promouvoir l'utilisation d'équipement électriques/électroniques ayant reçu un éco-label	Gouvernement wallon	Particuliers Communes Réseau wallon d'éco-consommation Industries	continu
157. Privilégier dans l'éco-consommation un usage modéré et adéquat des produits générant des déchets spéciaux.	DGRNE	Particuliers Réseau wallon en éco-consommation	1998
158. Généraliser l'étiquetage des produits générant des déchets dangereux et explicitant le mode de gestion de ces derniers.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries Particuliers	continu
159. Informer les citoyens des dangers de réutilisation des récipients ayant contenu des produits dangereux et d'une gestion inadéquate des déchets dangereux.	DGRNE	Communes Réseau wallon en éco-consommation	continu
c. Collecte			
160. Adapter les règlements communaux dans le prolongement de l'action régionale.	Gouvernement wallon	Communes	2000
161. Compléter le réseau des parcs à conteneurs.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	2000
162. Permettre l'accès aux parcs à conteneurs aux P.M.E., commerces, agriculteurs, écoles et administrations pour des quantités limitées de déchets valorisables moyennant application du prix-vérité. Cette mesure sera mise en pratique en coordination avec le développement parcs à conteneurs industriels.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes DGRNE	2000
163. Augmenter la flexibilité des heures d'ouverture des parcs à conteneurs.	DGRNE	Communes Associations de communes	1999
164. Créer des aires de stockage temporaire des déchets collectés dans les parcs à conteneurs.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1999
165. Développer les infrastructures de transfert et de tri des déchets.	DGRNE	Communes Associations de communes	2000
166. Imposer un scénario de collectes sélectives aux communes et associations de communes qui n'atteignent pas sur leur territoire les taux de collecte préconisés par le plan.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	2000
167. Augmenter, pour la collecte du verre, le nombre de points de collecte et veiller à un entretien régulier du site	Communes	Communes Industries	2000
168. Imposer une zone de reprise des emballages dans chaque surface de distribution.	Gouvernement wallon	Industries	2000
169. Séparer le papier du carton dans les parcs à conteneurs.	DGRNE	Communes Particuliers Associations de communes	1999
170. Collecter en porte-à-porte au moins une fois par mois, la fraction papier/carton.	DGRNE	Communes Industries Entreprises d'économie sociale	1999



171. Collecter sélectivement le papier dans les administrations publiques.	Gouvernement wallon	Administrations publiques	continu
172. Collecter en porte-à-porte, deux fois par mois, les plastiques, métaux, cartons à boissons et éventuellement le verre.	Gouvernement wallon	Communes Industries	2000
173. Adopter les infrastructures de traitement de déchets en vue de permettre la récupération au niveau des métaux : — unités d'incinération; — unités de tri OM; — unités de broyage des encombrants — centres de déferrailage des mâchefers	DGRNE	Communes Associations de Communes	2000
174. Promouvoir la collecte en porte-à-porte de la fraction textile et l'apport volontaire aux points de collecte	Gouvernement wallon	Entreprises d'économie sociale Communes	2000
175. Organiser d'une manière progressive la collecte en porte-à-porte des déchets organiques fermentescibles afin de couvrir une population : - de 30 % en 2000; - de 50 % en 2005; - de 70 % en 2010.	DGRNE	Communes	1999
176. Etablir une étude technico-économique et environnementale des modes de collecte des déchets fermentescibles.	DGRNE	Communes Associations de communes	1998
177. Collecter en porte à porte quatre fois par an les encombrants dans les zones non encore desservies par un parc à conteneurs.	DGRNE	Communes	1998
178. Collecter séparément les électroménagers des autres encombrants dans les parcs à conteneurs	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries Particuliers	1999
179. Organiser l'implantation d'au maximum 6 centres de tri-broyage des encombrants M.E. : 3 ans	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries du déchet	1999
180. Collecter les huiles usagées via les garages ou les bulles à huiles installées dans les parcs à conteneurs.	Gouvernement Wallon	Garages Communes Associations de communes Particuliers Industries du déchet	1999
181. Prévoir dans tout parc à conteneurs un point de collecte pour les huiles alimentaires	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries du déchets Particuliers	1999
182. Promouvoir la multiplication des points de collecte des piles, notamment dans les écoles et les parcs à conteneurs	DGRNE Communauté Française	Particuliers Industries Communes Associations de communes	continu
183. Organiser la collecte des médicaments périmés via les officines de pharmacies	Gouvernement wallon	Pharmacies Industries	continu
184. Optimiser la collecte sélective des déchets spéciaux des ménages via les parcs à conteneurs en vue d'améliorer la qualité des mâchefers d'incinération.	DGRNE	Communes Industries Associations de communes	continu
<i>d. Valorisation</i>			
185. Développer une ou plusieurs unités de recyclage des papiers et matières plastiques collectés sélectivement. a) appel à projets; b) élaboration du projet	DGRNE DGRNE Spaue	Industries du déchet Industries Industries du déchet Industries	1999 2000
186. Rechercher et développer de nouvelles techniques de valorisation des matériaux collectés.	DGRNE DGTRE	Industries Industries du déchet	2000

187. Optimiser la valorisation des fractions issues du tri/broyage des encombrants	DGRNE	Industries du déchet Industries Associations de communes	2000
188. Imposer une obligation de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques.	Gouvernement wallon	Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
189. Finaliser le réseau de 7 centres de tri-valorisation de déchets inertes.	Gouvernement wallon	DGRNE/Industries Communes et Associations de communes Spaque	2000
190. Finaliser le réseau de 9 centres de compostage de déchets verts	Gouvernement wallon	Associations de communes	2002
191. Mettre en place 7 unités de valorisation de la matière organique.	Gouvernement wallon	Associations de communes Industries du déchet	2005
192. Etablir une analyse technico-économique et environnementale comparative des technologies de compostage et de biométhanisation.	DGRNE DGTRE	Industries du déchet Associations de communes	1998
193. Rendre obligatoire la récupération énergétique au sein des installations d'incinération. M.E. : 4 ans	Gouvernement wallon	Association de communes	1999
194. Imposer aux unités d'incinération les normes d'émission prévues par la Directive relative à l'incinération des déchets dangereux 94/67/CEE M.E. : 4 ans	Gouvernement wallon	Association de communes	1999
195. Etablir les conditions de production et d'utilisation des mâchefers (déferrailage, maturation, stockage)	Gouvernement wallon	Association de communes Industries	1999
196. Promouvoir la création de centres de valorisation des mâchefers sur base d'une analyse technico-économique.	Gouvernement wallon	Industries Associations de communes	2002
197. Rechercher les conditions de valorisation de REFIOMS et envisager la création d'un centre de valorisation (appel à projets).	DGRNE	Industries Spaque	2000
198. Veiller à l'interdiction de l'incinération de déchets au sein d'installations non autorisées	DGRNE	Communes Particuliers Autorités fédérales compétentes	continu

## e. Elimination

199. Interdire la mise en C.E.T. des déchets — collectés sélectivement; — soumis à obligation de reprise; — valorisables : — verre (M.E. : 1 an) — inertes non ultimes (M.E. : 1 an) — emballages; (M.E. : 3 ans) — métaux; (M.E. : 1 an) — piles; (M.E. : 1 an) — médicaments périmés; (M.E. : 1 an) — emballages phytopharmaceutiques; (M.E. : 1 an) — équipements électriques et électroniques; (M.E. : 3 ans) — encombrants combustibles; (M.E. : 3 ans) — déchets d'hôpitaux et de soins de santé de type A (M.E. : 3 ans) — papiers/cartons; (M.E. : 3 ans) — matières organiques; (M.E. : 6 ans) — mâchefers non ultimes (M.E. : 6 ans)	Gouvernement wallon DGRNE	Communes Associations de communes Industries Industries du déchet	1999
200. Imposer des contraintes et des conditions de stabilisation et d'enfouissement des REFIOM. M.E. : 3 ans	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries du déchet	1999

## 3/ Les déchets dangereux

## A. Objectifs

## a. Prévention

58. Réduire la production de déchets dangereux de 10 % d'ici 2010.

59. Diminuer la dispersion des déchets dangereux ainsi que les risques et les nuisances liés à leur gestion.

60. Augmenter le niveau général des informations quantitatives, qualitatives et économiques relatives aux déchets dangereux et à leurs impacts.

61. Assurer la transparence des filières des déchets dangereux.

## b. Collecte

62. Augmenter le tri à la source des déchets dangereux.

63. Atteindre des taux de collecte séparée des déchets dangereux issus des ménages de 30 % d'ici 2005 et de 50 % d'ici 2010.

64. Atteindre un taux de collecte séparée des déchets dangereux industriels de 80 % d'ici 2002.

65. Organiser la solidarité entre producteurs de déchets dangereux en quantités dispersées pour éviter les dépenses inutiles.

## c. Valorisation

66. Atteindre un taux de valorisation de 75 % d'ici 2010 sans mettre en cause la santé publique, l'environnement et la sécurité.

67. Rechercher l'opération de valorisation la meilleure dans chaque cas particulier.

68. Privilégier la co-incinération à l'incinération conventionnelle.

69. Garantir la pérennité des options et des filières afin d'assurer une gestion sûre des déchets dangereux.

70. Rendre prioritaire l'accès des déchets dangereux wallons aux installations de valorisation de préférence aux déchets étrangers.

## d. Elimination

71. Limiter aux besoins stricts les équipements consacrés à l'élimination des déchets dangereux.

72. Interdire la mise en CET des déchets dangereux organiques ou combustibles d'ici l'an 2002.

73. Interdire la mise en CET des déchets dangereux non ultimes et non stabilisés d'ici l'an 2005.

74. Interdire l'exportation de déchets dangereux pour mise en CET d'ici l'an 2002.

75. Augmenter la sûreté et le contrôle des opérations d'élimination.

## Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	420.000	420.000	420.000	420.000
Prévention		2 %	5 %	10 %
Valorisation	44 %	55 %	70 %	75 %
Incinération	4 %	5 %	5 %	5 %
CET après traitement physico-chimique, stabilisation ou inertage	13 %	15 %	25 %	20 %
CET	39 %	25 %	0 %	0 %

## B. Organisation

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Recensement			
201. Rendre obligatoire la tenue d'un registre standardisé concernant les données quantitatives, qualitatives et économiques pertinentes sur les déchets dangereux, leur origine, leur destination et les résidus de traitement ainsi que la déclaration semestrielle standardisée reprenant les informations consignées dans le registre et qui sera assortie d'un contrôle par sondage pour s'assurer du sérieux et de l'objectivité des déclarations.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet Associations de communes	1999
202. Rendre obligatoire la déclaration annuelle des produits déterminés générateurs de déchets dangereux strictement réglementés ou interdits.	Gouvernement wallon	Industries	1999

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
203. Développer un système automatisé de déclaration et établir une base de données accessible aux exploitants et au public, dans le respect de la confidentialité de certaines informations. Outre les informations fournies par les déclarations, la base de données comprendra aussi celles relatives aux collecteurs, transporteurs et exploitants des installations de gestion et les informations relatives aux technologies propres et aux techniques de gestion.	DGRNE	DGRNE Industries Industries du déchet	1999
<i>b. Prévention</i>			
204. Evaluer les effets sur la santé et les risques sanitaires et écologiques découlant d'une exposition aux déchets dangereux et des opérations de gestion existantes et alternatives.	Gouvernement wallon Ministère de la Santé publique Ministère de la Recherche scientifique	DGRNE ISSeP Industries	1999
205. Valider et sélectionner les technologies et les procédés suivant la grille de critères suivante : — sécurité des personnes; — protection de l'environnement; — minimisation des risques; — efficacité économique; — viabilité économique.	Gouvernement wallon	DGRNE ISSeP	1999
206. Mettre au point et réaliser des analyses du cycle de vie de produits générateurs de déchets dangereux.	DGRNE	Administrations fédérales DGRNE ISSeP Industries	1999
207. Réglementer la fabrication, la détention ou la vente de produits générateurs de déchets dangereux en vue de faciliter leur gestion ou de les interdire si la gestion ne peut être réalisée correctement.	Gouvernement wallon/ Gouvernement fédéral	Industries	2000
208. Encourager l'adoption par les collecteurs et les centres de gestion de déchets dangereux des méthodes de gestion conformes au système communautaire de management environnemental et d'audit (SMEA) ou à un autre système assimilé (Iso 14000).	DGRNE	Industries du déchet	2000
209. Etablir des règles générales d'accès des déchets dangereux aux centres de gestion et des règles d'acceptabilité de prise d'échantillons, de contrôle du déchet et de stockage de déchets dangereux.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	1999
210. Rendre obligatoire les analyses systématiques de caractérisation et de contrôle de toute cargaison de déchets dangereux entrant dans un centre de regroupement, de valorisation ou d'élimination avant dépotage.	Autorités compétentes	Industries du déchet	1999
211. Subordonner l'octroi de l'autorisation d'une nouvelle installation à l'adoption de technologies propres et à une évaluation environnementale et des produits susceptibles de devenir des déchets dangereux.	Autorités compétentes	Industries	1999
212. Appliquer les mêmes dispositions de protection de l'environnement aux installations de traitement à usage privatif et aux installations à usage collectif.	Gouvernement wallon/ Autorités compétentes	Industries	1999
213. Sensibiliser la population aux gestes quotidiens pour réduire sa production de déchets et en assurer le tri.	Administration Communauté française	DGRNE/Enseignement Communes Particuliers	1998
214. Sensibiliser les travailleurs à la gestion des produits dangereux et des déchets dangereux. Des campagnes de sensibilisation devront être organisées par zone d'activités économiques.	DGRNE	Organisations syndicales Industries	1998
215. Renforcer la surveillance, le contrôle, y compris l'autocontrôle des activités de gestion des déchets dangereux par notamment la mise en place de comités d'accompagnement des installations de traitement des déchets dangereux et d'un dispositif de contrôle assuré par une brigade spécialisée de contrôleurs.	Gouvernement wallon	Industries des déchets DGRNE	1998

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>c. Collecte</i>			
216. Etablir une liste des déchets dangereux en quantités dispersées devant faire l'objet d'une collecte sélective.	Gouvernement wallon	Industries Communes	1999
217. Etablir des codes de bonnes pratiques en matière de tri, de collecte et de transport des déchets dangereux.	DGRNE DGTRE	Industries Fédérations industrielles Industries du déchet	1999
218. Promouvoir la collecte sélective des déchets dangereux issus des ménages par apport volontaire aux parcs à conteneurs	DGRNE	Communes Associations de communes	continu
219. Organiser la collecte sélective des déchets industriels dangereux via : — les parcs à conteneurs industriels; — les collecteurs agréés; — les parcs à conteneurs pour des quantités annuelles inférieures à 10 kg par producteur avec application du prix-vérité; — l'établissement de contrats globaux d'enlèvement de déchets dangereux par zone géographique et d'activités économiques.	DGRNE Industries	Industries Communes Associations de communes Industries du déchet	1998
220. Développer des plates-formes de transit de déchets dangereux à l'attention des PME/PMI et d'aires de stockage tampon spécialement aménagées dans l'attente de l'accès aux entreprises de valorisation.	Industries	Industries du déchet	1999
<i>d. Valorisation</i>			
221. Harmoniser à l'échelle européenne les conditions d'accès des déchets dangereux et l'exploitation des installations industrielles pratiquant la co-valorisation.	Gouvernement wallon Commission européenne	Industries Industries du déchet	2000
222. Etablir des conventions particulières entre secteurs industriels ou entreprises de valorisation des déchets dangereux et le Gouvernement wallon visant à garantir la gestion des déchets dangereux wallons.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries Industries du déchet	2000
<i>e. Elimination</i>			
223. Inventorier par catégorie de déchets dangereux les techniques de stabilisation et d'inertage.	DGRNE	DGRNE Industries	1999
224. Mettre en place un mécanisme permanent et formel de validation des techniques et des procédés d'élimination.	Gouvernement wallon	DGRNE	1999
225. Etablir les normes de stabilisation et d'inertage et imposer ces normes avant mise en CET.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
226. Adapter les installations d'incinération des déchets ménagers afin de permettre l'incinération de certains types de déchets dangereux produits en Région wallonne. Eu égard aux capacités des unités d'incinération des Etats et Régions limitrophes et à celles des incinérateurs wallons des déchets ménagers, la création en Région wallonne d'une unité d'incinération réservée aux seuls déchets dangereux ne se justifie pas.	Autorités compétentes	Associations de communes Industries du déchet	1999
227. Coordonner les programmes d'équipements publics et privés d'élimination des déchets dangereux.	Gouvernement wallon	Associations de communes Industries du déchet	1999
228. Appliquer les mêmes conditions d'exploiter et de protection de l'environnement à toutes les installations d'élimination à usage privatif ou à usage collectif et évaluer tous les 5 ans les conditions d'exploiter.	Gouvernement wallon Autorités compétentes	Industries Industries du déchet	1999
229. Rendre obligatoire l'établissement d'un programme triennal de réduction de l'élimination des déchets dangereux par les producteurs ou les secteurs industriels.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
230. Créer des installations de traitement de terres polluées.	Industries	Industries Industries du déchet	2000

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
231. Maintenir en activité les centres d'enfouissement technique exclusifs, conformément aux objectifs et pour autant que les quantités à y enfouir soient suffisantes. L'accès de ces CET à des déchets d'origine wallonne de même composition sera examiné.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	continu
232. Permettre la création d'une aire réservée aux déchets industriels stabilisés à l'intérieur de certains CET. La création d'un centre à usage collectif d'enfouissement technique réservé aux déchets dangereux non stabilisés ne se justifie pas.	Gouvernement wallon Autorités compétentes	Industries Associations de communes Industries du déchet Spa-que	1999
<i>f. Transferts</i>			
233. Interdire les exportations de déchets dangereux pour élimination quand ils peuvent l'être par des installations wallonnes dans des conditions environnementales et techniques équivalentes.	DGRNE	Industries du déchet Industries	1998
234. Rendre obligatoire la " pré-autorisation " des sociétés importatrices de déchets dangereux pour valorisation conformément à l'article 9 du Règlement (CEE) n°259/93. Cette certification sera communiquée à la Commission européenne et au Secrétariat de la Convention de Bâle.	Gouvernement wallon	Industries du déchet DGRNE	2000
<i>g. Financement</i>			
235. Maintenir la prise en charge par la Région des coûts de gestion des déchets dangereux issus des parcs à conteneurs et des autres collectes organisées par les communes.	Gouvernement wallon	DGRNE	continu
236. Subventionner le remplacement de technologies par des technologies plus propres assurant une réduction, une stabilisation ou une valorisation exemplaire des déchets dangereux. La priorité sera donnée aux PME/PMI.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	Continu

## 4/ Les catégories de déchets

## A. Objectifs

## 1/ Déchets de carrières

## a. Prévention

76. Optimiser l'utilisation comme matière première secondaire des résidus en provenance de l'exploitation des carrières.

## b. Elimination

77. Limiter la mise en CET aux seuls déchets ultimes d'ici 2002.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement	2.610	500	500	500
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Valorisation	0 %	0 %	0 %	0 %
CET	95 %	95 %	95 %	95 %
Gestion non connue	5 %	5 %	5 %	5 %

## 2/ Déchets de construction et de démolition

## a. Prévention

78. Tendre à l'utilisation de matériaux nobles facilement démontables et recyclables. De plus, les produits issus du recyclage doivent présenter une garantie de réutilisation.

## b. Valorisation

79. Renforcer les centres de recyclage déjà existants. L'objectif 2010 est un taux de recyclage de 87 %.

80. Inscire les produits issus du recyclage dans les cahiers des charges.

81. Développer le tri afin d'offrir au centre de recyclage des matières de qualité et garantir ainsi un produit de qualité.

## c. Elimination

82. Réduire la mise en C.E.T au minimum pour approcher les 10 % en 2010.

Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement	2.100.000	2.600.000	2.500.000	2.300.000
Prévention	20 %	25 %	30 %	30 %
Valorisation génie civil	68 %	74 %	81 %	87 %
Incinération*	0 %	1 %	1 %	1 %
CET	20 %	19 %	14 %	10 %
Gestion non connue	12 %	6 %	4 %	2 %

\*Cette opération porte sur les résidus (bois, plastique,...) du tri des déchets inertes.

## 3/ Amiante

## a. Prévention

83. Sensibiliser le citoyen à la détection des endroits à risque et élaborer l'inventaire des bâtiments publics wallons contenant de l'amiante.

## b. Collecte

84. Parvenir au retrait total du gisement d'ici 2010 de l'amiante libre soit 4.400 tonnes de déchets dangereux à collecter par an. Pour l'amiante fixé, la période sera plus longue ( $\pm$  20 ans) et la quantité annuelle traitée représente 39.000 tonnes.

## c. Valorisation

85. Favoriser la valorisation des déchets dans les filières existantes au niveau européen.

## d. Elimination

86. Obliger l'inertage des déchets dangereux avant leur mise en CET.

Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement restant à éliminer (t)				
- amiante libre	44.000	34.300	12.300	0
- amiante fixé	780.000	701.100	506.100	311.100
Quantité à traiter	-	43.400	43.400	39.000
Elimination				
(t)	601	42.532	43.400	43.400
(%)	-	98 %	100 %	100 %
Gestion non connue				
(amiante fixé)	-	2 %	0 %	0 %

## 4/ Déchets de fusion, d'incinération et de combustion

## a. Prévention

87. Améliorer les collectes sélectives des déchets issus des ordures ménagères qui contaminent les mâchefers.

88. Utiliser comme matériau d'appoint après traitement physique, les laitiers, scories LD, scories EAF et cendres volantes de centrales thermiques et préciser les caractéristiques environnementales de ces matières. De même, en ce qui concerne les laitiers et les scories, leur utilisation pourrait être encouragée comme amendement agricole.

89. Atteindre un taux de régénération de 50 % d'ici l'an 2002 des sables de fonderie

## b. Valorisation

90. Valoriser 75 % des résidus des incinérateurs de déchets ménagers afin de réduire progressivement les quantités mises en CET mais aussi de préserver les ressources naturelles, d'ici 2010.

91. Valoriser intégralement pour 2002 la fraction des scories non utilisée comme amendement ou en technique routière.

92. Valoriser en travaux publics d'ici l'an 2000 la moitié du gisement des sables de fonderies.

93. Valoriser à 100 % d'ici 1999 les cendres volantes de centrales électriques.

## c. Elimination

94. Réduire la mise en CET pour ne plus éliminer que 1,5 % du gisement en 2005.

## Tableaux de synthèse

a. Déchets générés par les incinérateurs de déchets ménagers				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	81.635	232.000	232.000	232.000
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Valorisation	0 %	25 %	65 %	75 %
CET	100 %	75 %	35 %	25 %
Classe déchets dangereux	3 %	0 %	0 %	0 %
Classe déchets non dangereux	97 %	100 %	100 %	100 %

b. Déchets d'origine industrielle				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	3.732.000	3.317.000	3.267.000	3.267.000
Prévention	3 %	82 %	87 %	87 %
Valorisation	95 %	88 %	95 %	96 %
CET	5 %	12 %	5 %	4 %

## 5/ Déchets de gypses et anhydrites

## a. Prévention

95. Augmenter la production de phosphogypse assimilé à un produit commercial et produire des phosphogypses de qualité recyclables. Ils seront conditionnés sur le site de la production afin d'atteindre un taux minimum de 50 % de matière assimilée à un produit.

## b. Collecte

96. Atteindre un taux de 50 % de collecte sélective des déchets de gypses contenus dans les déchets de construction et démolition.

## c. Valorisation

97. Atteindre un taux de valorisation matière de 90 % pour les phosphogypses d'ici 2010 et de 90 % pour les sulfogypses.

## d. Elimination

98. Limiter la mise en centre d'enfouissement technique des gypses et anhydrites aux seuls déchets ultimes à partir de 2002. Dès 2010, la quantité de gypse de synthèse mise en centre d'enfouissement ne pourra dépasser les 10 %.

## Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	821.300	847.000	968.000	990.000
Prévention	0 %	50 %	50 %	50 %
Recyclage	69 %	74 %	79 %	89 %
CET	30 %	25 %	20 %	10 %
Gestion non connue	1 %	1 %	1 %	1 %

## 6/ Solvants organiques

## a. Prévention

99. Eviter la dispersion des solvants.

100. réduire de 20 % le gisement des déchets de solvants d'ici 2010. Cette réduction portera en priorité sur les solvants halogénés.

## b. Collecte

101. Atteindre un taux de collecte de 98 % des solvants ménagers d'ici 2010.

## c. Valorisation

102. Promouvoir la régénération et valoriser énergétiquement les flux non régénérés.

103. Atteindre pour 2010 un taux de valorisation de 93 %.



*d. Elimination*

104. Veiller à une destruction thermique des boues de distillation et des déchets contaminés.

Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	11.830	11.830	11.830	11.830
Prévention	0 %	7 %	15 %	20 %
Regénération	21 %	25 %	25 %	25 %
Co-valorisation énergétique	40 %	50 %	60 %	68 %
Incinération	11 %	15 %	10 %	5 %
Gestion non connue	28 %	10 %	5 %	2 %

## 7/ Déchets d'encre, de peintures et de colles

*a. Prévention*

105. Réduire l'impact environnemental et de santé publique des déchets par :

- l'élimination des métaux lourds présents dans certains pigments;
- la réduction de l'utilisation de solvants.
- la substitution partielle des solvants par d'autres moins dangereux ou par de l'eau.

106. Réduire la production de déchets de 20 % par rapport à l'évolution prévisible du gisement d'ici 2010

*b. Collecte*

107. Optimiser la collecte des déchets valorisables et des déchets présentant un risque environnemental et de santé publique lors de l'incinération dans les infrastructures d'incinération des déchets ménagers.

*c. Valorisation*

108. Privilégier la valorisation matière à la valorisation énergétique lorsque les conditions écologiques, techniques et économiques sont acceptables.

*d. Elimination*

109. Limiter la mise en CET aux seuls déchets stabilisés ou inertés d'ici 2002.

Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	12.150	11.510	11.060	10.540
Prévention		5 %	15 %	20 %
Valorisation matière	5 %	19 %	29 %	45 %
Co-valorisation énergétique	58 %	56 %	59 %	49 %
Incinération	13 %	10 %	10 %	5 %
Mise en CET	13 %	10 %	0 %	0 %
Gestion non connue	11 %	5 %	2 %	1 %

## 8/ Déchets contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone

*a. Prévention*

110. Réduire au minimum la dispersion des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

*b. Collecte*

111. Atteindre un taux de collecte des déchets de 100 % pour 1999.

*c. Valorisation*

112. Recycler des fluides pour les usages essentiels autorisés par la Communauté européenne.

*d. Elimination*

113. Interdire la mise en CET.

114. Éliminer dans des conditions sûres les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et les appareils qui en contiennent pour 2010.

Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Quantité à traiter (t)	152	124	116	44
Recyclage	5 %	45 %	50 %	50 %
Incinération spécifique	5 %	45 %	50 %	50 %
Gestion non connue	90 %	10 %	0 %	0 %

## 9/ Déchets contaminés aux PCB

## a. Prévention

115. Réduire au maximum la dispersion des PCB et les risques liés à leur utilisation et à leur gestion. L'inventaire actuel ne reprend que les fluides et appareils qui contiennent plus de 100 ppm de PCB. Conformément aux mesures internationales, il devra être étendu aux fluides et appareils contenant de 50 à 100 ppm.

116. Identifier les transformateurs à l'huile minérale susceptibles d'être contaminés par des PCB.

## b. Valorisation

117. Recycler les carcasses métalliques des appareils contenant des PCB.

118. Valoriser les huiles contenant des PCB contaminées à des concentrations inférieures à 500 ppm.

## c. Elimination

119. Achever l'élimination, dans des conditions sûres, des PCB et des appareils qui en contiennent au plus tard pour la fin de l'année 2010. A cet effet, un programme de décontamination et d'élimination devra être établi en 1998. Il tiendra compte de l'âge et de l'état de fonctionnement des appareils ainsi que des circonstances d'utilisation.

## Tableau de synthèse

	1995	2000	2005	2008	2010
Gisement restant à éliminer (t)	13.644	10.840	5.840	2.840	840
- répertorié	6.584	4.340	2.440	0	0
- non répertorié	7.060	6.500	3.400	2.840	840
Quantité à traiter	110	1.000	1.000	1.000	1.000
Recyclage	66 %	67 %	68 %	68 %	68 %
Valorisation	0 %	14 %	17 %	19 %	19 %
Incinération spécifique	33 %	18 %	15 %	13 %	13 %
Mise en CET	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Gestion non connue	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %

## 10/ Déchets huileux

## a. Prévention

120. Atteindre pour les huiles non alimentaires le taux de prévention de 2 % en 2000, 5 % en 2005 et 10 % en 2010.

121. Améliorer la durée de vie des huiles afin de réduire le nombre de vidanges annuelles des véhicules;

122. Définir des normes de produits quant à la composition des huiles.

123. Mettre en place de nouvelles techniques d'utilisation qui permettent une gestion meilleure.

## b. Collecte

124. Atteindre les taux de collecte suivants :

	1995	2000	2005	2010
Usage alimentaire	1 %	15 %	30 %	60 %
Usage non alimentaire	53 %	60 %	70 %	80 %

## c. Valorisation

125. Assurer la valorisation matière des huiles usagées d'origine alimentaire

126. Veiller au développement de la régénération et de la valorisation énergétique des huiles à usage non alimentaire (en cimenteries, fours à chaux, s.a. OLEA,...).

## Tableau de synthèse

a. Pour les déchets d'huiles non alimentaires				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	61.000	61.000	61.000	61.000
Prévention	0 %	2 %	5 %	10 %
Co-valorisation énergétique	53 %	60 %	70 %	80 %
Pertes des véhicules	10 %	8 %	8 %	8 %
Gestion non connue	37 %	32 %	22 %	12 %
b. Pour les déchets d'huiles alimentaires				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	9.500	9.700	10.000	10.300
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Valorisation matière	1 %	15 %	30 %	60 %
Gestion non connue	99 %	85 %	70 %	40 %

## 11/ Les piles et accumulateurs électriques usagés

## a. Prévention

127. Atteindre une diminution de 5 % du poids de piles d'ici l'an 2000 en développant une éco- consommation.

## b. Collecte

128. Renforcer l'ensemble des circuits de collecte des piles par un transfert de la charge de financement vers le secteur industriel et d'atteindre les taux de collecte suivants :

	1998	1999	2000	2005	2010
Taux de collecte	60 %	67,5 %	75 %	75 %	75 %

129. Atteindre une collecte de 95 % des accumulateurs au plomb.

## c. Valorisation

130. Valoriser 100 % des composants d'ici 2010. A cette date, toutes les piles devraient être constituées de matériaux valorisables.

## Tableaux de synthèse

Piles usagées				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	1.115	1.230	1.360	1.500
Prévention	0 %	5 %	5 %	5 %
Collecte	7 %	75 %	75 %	75 %
Recyclage	25 %	53 %	80 %	100 %
CET après traitement	38 %	37 %	10 %	0 %
Incinération après traitement	37 %	10 %	10 %	0 %

Accumulateurs électriques usagés				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	15.000	15.000	15.000	15.000
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Valorisation	90 %	93 %	95 %	95 %
Gestion non contrôlée	10 %	7 %	5 %	5 %

## 12/ Déchets d'équipements électriques / électroniques

## a. Prévention

131. Diminuer le poids des équipements mis sur le marché. Cette diminution devrait compenser l'augmentation du gisement et par conséquent atteindre une valeur de 2 % par an.

132. Eviter la présence de matières dangereuses dans certains composants;

133. Diminuer la consommation en énergie;

134. Faciliter la démontabilité.

## b. Collecte

135. Mettre en place un système efficace de collecte et de tri de ces déchets.

136. Collecter sélectivement 90 % du gisement du gros électroménager et des déchets industriels de ce type, d'ici l'an 2000 et 95 % en 2010.

137. Collecter sélectivement 95 % du gisement du petit électroménager, pour 2005.

## c. Valorisation

138. Atteindre des taux globaux de valorisation de 61 % en 1995 à 90 % en 2005 et 95 % en 2010.

Des taux de valorisation matière pourront être fixés pour chacune des 14 familles en tenant compte également des composants présents dans les déchets.

Pour atteindre les objectifs annoncés, les plastiques seront valorisés énergétiquement à défaut de pouvoir être recyclés dans un premier temps.

## d. Elimination

139. Incinérer les composants contaminés (mousses contaminées,....) dans des fours spéciaux avec des conditions d'exploitation spécifiques aux déchets contaminés.

140. Limiter la mise en centre d'enfouissement technique aux déchets ultimes non valorisables, soit 5 % du gisement en 2010.

Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	53.000	58.500	64.600	71.300
Prévention	0 %	10 %	18 %	26 %
Collecte sélective	83 %	88 %	93 %	95 %
Valorisation matière	60 %	66 %	75 %	80 %
Valorisation énergétique	0 %	10 %	9 %	10 %
Incinération spécifique	0 %	3 %	2 %	0 %
CET	23 %	10 %	7 %	5 %

13/ Véhicules hors d'usage

a. Prévention

141. Diminuer la présence de matériaux non valorisables dans les véhicules mis sur le marché pour atteindre les objectifs de valorisation et d'élimination.

142. Responsabiliser les producteurs pour :

- identifier clairement les éléments valorisables, non valorisables ou dangereux;
- définir les procédures de démontage de ces éléments;
- informer tous les acteurs concernés par ces opérations de démontage-dépollution.

143. Veiller à maîtriser et à restreindre la production et l'utilisation de composants et matériaux nocifs et nuisibles à l'environnement dans les véhicules à moteur. Pour ce faire, il conviendra d'intégrer au mieux lors de la conception même des véhicules des contraintes telles que traitement du véhicule en fin de vie, valorisation maximale des composants mis en œuvre, sans pour autant compromettre les prescriptions réglementaires en matière de qualité, de sécurité et d'utilisation du véhicule à moteur.

b. Collecte

144. Organiser un réseau de collecte permettant d'orienter, d'ici l'an 2000, la totalité des véhicules dépollués vers les centres de broyage.

Sur base d'une analyse économique, de considérations environnementales et d'une expérience largement éprouvée en Suisse, un centre de dépollution-démantèlement doit avoir une capacité unitaire de traitement d'au moins 10.000 VHU/an. Compte tenu du gisement estimé, il y aurait donc lieu de prévoir l'implantation de 13 centres en Région wallonne, au sein desquels sera également mise en œuvre la désimmatriculation des véhicules.

c. Valorisation

145. Accroître les efforts en matière de recherche et développement afin de fabriquer des composants de véhicules à moteur constitués de matériaux dont le potentiel de valorisation soit supérieur à ce qu'il est déjà.

146. Inciter les constructeurs à intégrer une part croissante de matériaux recyclés.

d. Elimination

147. Limiter la fraction mise en CET aux seuls déchets non dangereux et ultimes.

Tableau de synthèses

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	90.000	111.000	122.000	124.000
Prévention	10 %	10 %	10 %	10 %
Valorisation matière	76 %	76 %	80 %	82 %
Co-valorisation énergétique	1 %	10 %	10 %	10 %
Incinération spécifique	0 %	5 %	5 %	3 %
CET	23 %	9 %	5 %	5 %

14/ Déchets métalliques

a. Prévention

148. Réduire la production de déchets de 40 % d'ici 2010. Cette réduction portera sur un allègement des constituants métalliques tout en respectant les contraintes techniques et de sécurité, et sur un conditionnement à la source des résidus pour qu'ils soient assimilables à des produits et utilisés sans porter atteinte à l'environnement et à la santé publique. Ce sont les ferrailles neuves qui sont particulièrement visées.

149. Réduire la teneur en contaminants dangereux et en contaminants préjudiciables aux opérations de recyclage.

b. Collecte

150. Optimiser les taux de collecte et en particulier améliorer les taux de collecte des déchets ferreux et non-ferreux d'origine ménagère par une amélioration des collectes sélectives et de la récupération au niveau des incinérateurs.

## c. Valorisation

151. Optimiser les taux de valorisation des déchets métalliques par la valorisation matière et thermique des RB.

## d. Elimination

152. Limiter la mise en centre d'enfouissement technique aux seuls déchets ultimes d'ici 2002.

La réduction de la mise en CET au strict minimum devra s'accompagner d'une amélioration des techniques de dépollution et de valorisation des résidus de broyage. Les RB lourds seront notamment interdits de mise en CET dès 2000.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Collecte des métaux issus des ordures ménagères	28 %	80 %	85 %	90 %
Collecte des métaux issus des encombrants ménagers	33 %	90 %	95 %	98 %
Collecte des métaux industriels	95 %	98 %	98 %	98 %
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	621.000	672.300	732.500	797.700
Prévention	9 %	40 %	38 %	39 %
Collecte sélective	87 %	96 %	97 %	97 %
Recyclage	67 %	86 %	90 %	93 %
Elimination	20 %	10 %	7 %	4 %

## 15/ Pneus usés

## a. Prévention

153. Réduire de 5 % d'ici l'an 2000 et de 10 % d'ici l'an 2010 la consommation de pneus par l'augmentation de leur durée de vie.

154. Sécuriser le stockage de pneus notamment par une réduction progressive des quantités stockées. Ce flux sera orienté vers les filières de traitement existantes.

155. Réduire la présence de contaminants limitant la valorisation des pneus usés.

156. Pratiquer la réutilisation des pneus (5 %).

## b. Collecte

157. Organiser la collecte de la totalité des pneus usés.

158. Atteindre un taux de collecte et de tri des pneus usés de 100 % d'ici 2000.

159. Réduire les quantités de pneus usés recensés dans les stocks et dépôts illicites et les orienter vers les filières de traitement existantes pour atteindre, d'ici 2002, une quantité stockée de l'ordre de 50 % du gisement.

## c. Valorisation

160. Atteindre les objectifs de recyclage/remoulage et de valorisation en 2010 exposés au tableau de synthèse.

161. Prendre les mesures appropriées pour favoriser le développement d'installations de recyclage de pneus usés en Région wallonne et garantir leur approvisionnement.

## d. Elimination

162. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique en l'an 2000.

163. Assurer un contrôle au niveau de l'apparition de dépôts illicites.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement	25.000	32.600	25.000	25.000
Stockage	45.000	30.000	11.600	11.250
Prévention	0 %	4 %	8 %	10 %
Rechapage	16 %	20 %	25 %	25 %
Valorisation	53 %	80 %	75 %	75 %
CET	1 %	0 %	0 %	0 %
Gestion non connue	30 %	0 %	0 %	0 %

## 16/ Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs

## a. Prévention

164. Réduire la contamination des boues.

165. Réduire de 50 % la quantité de déchets de boues de dragage et de curage.

Les boues non contaminées, catégorie A, seront assimilées à des produits dont l'utilisation sera définie et respectueuse de l'environnement.

## b. Collecte

166. Etablir un plan de dragage.

## c. Valorisation

167. Accroître les possibilités de valorisation des matières draguées et/ou curées des voies navigables et non navigables et des boues d'avaloirs.

— 50 % des boues contaminées de dragage ou de curage seront pré-traitées en vue d'être valorisées.

— 80 % des boues d'avaloirs seront valorisées.

## d. Elimination

168. Créer au plus vite des centres d'enfouissement technique spécifiques aux boues de dragage dont les études d'incidence sont en cours.

169. Limiter aux seuls déchets ultimes, les quantités à mettre en centre d'enfouissement technique à partir de l'an 2000.

## Tableaux de synthèse

	Voies navigables				Voies non navigables				Avaloirs			
	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010
Gisement (milliers de tonnes)	560	2.000	960	850	29	30	40	60	25	25	25	25
Prévention	0 %	30 %	40 %	50 %	60 %	60 %	60 %	60 %				
Valorisation/centre de regroupement	0 %	15 %	30 %	60 %	0 %	25 %	50 %	75 %	20 %	40 %	60 %	60 %
Mise en CET et bassin de décantation	100 %	85 %	70 %	40 %	100 %	75 %	50 %	25 %	80 %	60 %	40 %	40 %

## 17/ Déchets de stations d'épuration d'eaux usées domestiques et de préparation d'eau potable

## a. Prévention

170. Produire des boues, issues des stations d'épuration d'eaux usées urbaines de qualité constante, permettant une valorisation matière ultérieure efficace et en toute innocuité.

171. Réduire la perte du réseau de distribution d'eau potable afin de réduire la production de boues résultant de la production d'eau.

172. Multiplier les raccordements à l'égout en ce qui concerne les gadoues de fosses septiques et assurer l'entretien des systèmes d'assainissement individuels selon le PCGE.

## b. Collecte

173. Augmenter le taux de raccordement à l'égout, développer le réseau d'égouttage et augmenter le nombre de stations d'épuration.

174. Accroître le taux de captage des gadoues et les activités de prétraitement.

## c. Valorisation

175. Atteindre un taux de 100 % de valorisation des boues de stations d'épuration d'eaux usées d'ici 2002 par valorisation matière (biométhanisation, utilisation agronomique) et valorisation énergétique, notamment pour les boues ne répondant pas aux critères de valorisation au profit des sols.

176. Atteindre un taux de 100 % de valorisation matière des boues de traitement d'eau potable.

177. Favoriser la valorisation en agriculture des gadoues de fosses septiques uniquement après prétraitement en station d'épuration (dégrillage, désablage et dégraissage des boues).

178. Garantir et ordonner à l'échelle régionale les pratiques d'épandage des boues basées sur les principes suivants :

- le principe de précaution;
- l'efficacité agronomique;
- l'innocuité vis-à-vis de l'environnement et de la santé publique;
- le principe de proximité;
- le principe de priorité à l'épandage agricole aux effluents et autres déchets d'origine agricole.

*d. Elimination*

179. Interdire la mise en CET des gadoues de fosses septiques à partir de 2000 et leur épandage direct au profit des sols.

180. Interdire la mise en centre d'enfouissement des boues de stations d'épuration à partir de 2000 et des boues de préparation d'eau à partir de 2005.

## Tableaux de synthèse

Boues de stations d'épuration des eaux usées urbaines				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t.MS)	14.350	23.200	33.200	45.000
Collecte	100 %	100 %		100 %
100 %				
Valorisation matière et/ou énergétique	79 %	95 %	100 %	100 %
Elimination	21 %	5 %	0 %	0 %

Boues de préparation d'eau potable				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t.MS)	13.700	14.385	15.070	15.755
Collecte	100 %	100 %	100 %	100 %
Valorisation matière	23 %	80 %	100 %	100 %
Elimination	77 %	20 %	0 %	0 %

Gadoues de fosses septiques				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t.MS)	11.700	11.700	11.100	10.530
Collecte	20 %	60 %	100 %	100 %
Valorisation agricole directe	3 %			

Prétraitement aux fins de :				
	1995	2000	2005	2010
Valorisation	13 %	60 %	100 %	100 %
Elimination	4 %	0 %	0 %	0 %

## 18/ Les déchets organiques fermentescibles

*a. Prévention*

181. Atteindre sur le plan qualitatif des normes de qualité pour la matière amendable et fixer des conditions d'utilisation suivant les types de sols.

182. Promouvoir l'utilisation des matières organiques qui répondent aux normes d'épandage ou d'utilisation et le compostage à domicile respectueux de l'environnement.

183. Permettre aux 825.830 tonnes (terres et écumes) actuellement réutilisées ou d'être considérées comme matière assimilables à des produits, suivant l'article 3 du décret relatif aux déchets du 27 juin 1986.

184. Atteindre sur le plan quantitatif un taux pour les déchets organiques des ménages de 6 % en 2000, de 12 % en 2005 et 20 % en 2010.

*b. Collecte*

185. Collecter sélectivement les déchets organiques contenus dans les déchets ménagers et assimilés pour permettre la production d'un compost ou d'un biogaz de qualité.

186. Atteindre des taux de collecte sélective de 23 %, 50 % et 60 % en 2000, 2005 et 2010.

187. Atteindre d'ici 2005 un taux de collecte de 80 % des déchets en petites quantités dispersées auprès du secteur Horeca et des collectivités.

188. Développer des centres de regroupement de déchets organiques de production industrielle permettant d'orienter les flux vers la valorisation.

*c. Valorisation*

189. Valoriser la totalité des déchets collectés sélectivement dans des installations répondant au principe de proximité. Le plan détermine en son chapitre II, déchets ménagers, les infrastructures publiques subsidiées.

Il revient au secteur privé de déterminer le mode de valorisation qu'il souhaite développer pour traiter la matière organique (compostage, biométhanisation ou co-valorisation énergétique).

*d. Elimination*

190. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets organiques au plus tard en 2010, comme il est déjà précisé dans les textes réglementaires. Il faut néanmoins anticiper cette échéance et orienter progressivement tous les flux valorisables vers les infrastructures de valorisation et d'incinération avec récupération d'énergie. Aussi, le plan préconise que l'enfouissement des déchets organiques fermentescibles soit interdit à partir de 2005.

## Tableaux de synthèse

Déchets industriels				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	1.055.000	1.107.000	1.137.000	1.170.000
Prévention	0 %	76 %	76 %	76 %
Stockage	78 %	-	-	-
Valorisation	14 %	50 %	80 %	80 %
Incinération	4 %	30 %	20 %	20 %
CET	8 %	20 %	0 %	0 %

Déchets ménagers				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	505.000	578.000	580.000	583.000
Prévention	-	61 %	12 %	20 %
Valorisation	18 %	40 %	60 %	65 %
Incinération	17 %	50 %	40 %	35 %
CET	65 %	10 %	0 %	0 %

## 19/ Déchets animaux

*a. Prévention*

191. Augmenter la qualité du déchet grâce à une amélioration des conditions de tri et de stockage.

192. Instaurer une collaboration entre les différents services de contrôle que sont la Division de la Police de l'Environnement et l'Institut d'Expertise vétérinaire du Ministère de la Santé.

*b. Collecte*

193. Améliorer le tri sélectif au niveau des abattoirs et des bouchers afin :

- d'éviter les mélanges de déchets animaux à haut risque et à faible risque;
- de favoriser une valorisation optimale de certains déchets produits.

194. Prévoir la collecte sélective des déchets à risques spécifiés. En effet, les mélanges de déchets à faible et à haut risque ainsi que l'état de putréfaction de ces derniers augmentent les proportions de déchets non sujets à des valorisations autres que la production de farines animales. Un tri des déchets à faible risque (sang, os, graisse,...) offre de multiples possibilités de valorisation.

*c. Valorisation*

195. Diversifier les modes de valorisation des déchets à bas risque et développer la valorisation énergétique des déchets à risques spécifiés.

*d. Elimination*

196. Minimiser l'élimination des déchets animaux.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t) :				
- déchets à faible risque	48.500	48.500	48.500	48.500
- déchets à haut risque et à risques spécifiés	40.000	40.000	40.000	40.000
Valorisation	91 %	94 %	94 %	94 %
Incinération	0 %	6 %	6 %	6 %
Gestion non connue	9 %	0 %	0 %	0 %



## 20/ Les déchets de pesticides et leurs emballages

## a. Prévention

197. Veiller à une information plus complète de la part des producteurs vers les agriculteurs afin de rendre optimales la manipulation et l'utilisation des pesticides mais également en vue de préciser la manière dont ils peuvent se débarrasser des déchets d'emballages.

198. Intensifier les recherches afin d'améliorer la lutte biologique et la lutte intégrée et de diminuer l'usage des pesticides sur les cultures sur champs.

199. Mettre en place une harmonisation des types d'emballages utilisés en vue de simplifier la collecte mais également le rinçage.

200. Négocier avec la SNCB des mesures concrètes et efficaces de prévention.

## b. Collecte

201. Développer la collecte des déchets spéciaux des ménages via la généralisation des parcs à conteneurs.

202. Généraliser et intensifier la collecte dans le milieu agricole et industriel. En cas d'échec, les écotaxes seront d'application.

203. Privilégier le recyclage des déchets d'emballages et la valorisation en Région wallonne.

204. Atteindre les objectifs fixés par le décret du 16 janvier 1997 portant approbation de l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages ainsi que l'objectif de collecte de 80 % des emballages fixé dans la loi sur les écotaxes.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	580	560	540	525
Prévention	-	2 %	5 %	7 %
Valorisation matière et énergétique	5 %	20 %	45 %	60 %
Incinération spécifique	20 %	55 %	40 %	30 %
Mise en centre d'enfouissement technique	5 %	5 %	0 %	0 %
Gestion non connue	70 %	20 %	15 %	10 %

## 21/ Les médicaments périmés ou déclassés

## a. Prévention

205. Entreprendre une réflexion sur un conditionnement qui, dans des conditions strictes de santé publique, permet de rencontrer un objectif environnemental étant entendu que les types de conditionnement, les dimensions des emballages, la consommation des médicaments, etc. sont des matières qui relèvent de la santé publique et qui sont strictement réglementées au niveau du pouvoir fédéral.

## b. Collecte

206. Collecter sélectivement 200 tonnes à l'horizon 2000 et 250 tonnes à l'horizon 2010 en multipliant les points de collecte de médicaments périmés ou déclassés et en rendant leur ramassage permanent.

## c. Valorisation - élimination

207. Incinérer dans des incinérateurs de déchets ménagers les médicaments périmés ou déclassés pour autant que les autorités européennes qualifient toujours les médicaments périmés ou déclassés collectés sélectivement de déchets non-dangereux.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	350	350	350	350
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Collecte sélective	49 %	57 %	64 %	71 %
Incinération spécifique	49 %	57 %	64 %	71 %

## 22/ Déchets d'hôpitaux et de soins de santé

## a. Prévention

208. Diminuer les risques liés à la manipulation des déchets, notamment par la mise en place d'une information optimal dans les hôpitaux sur la classification des déchets.

209. Sensibiliser et responsabiliser le personnel hospitalier.

## b. Collecte

210. Mettre en place, conformément au Décret du 16 janvier 1997 portant approbation de l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, une gestion des déchets d'emballages au sein des hôpitaux.

## c. Valorisation

211. Atteindre pour les déchets A, les objectifs fixés pour les ordures ménagères.

212. Affiner les modes de gestion et la clarification des différentes classes de déchets hospitaliers et de soins de santé.

213. Développer des unités de collecte pour les déchets de soins de santé.

## d. Elimination

214. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique de tous les déchets hospitaliers en 2000.

215. Renforcer le contrôle des méthodes de traitement.

## e. Financement

216. Prendre en compte la gestion optimale des déchets dans les ressources financières des hôpitaux ou des prestataires de soins de santé.

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	33.980	33.980	33.980	33.980
Prévention	0 %	0 %	0 %	0 %
Collecte sélective	93 %	95 %	98 %	98 %
Incinération	31 %	76 %	87 %	87 %
Incinération spécifique	37 %	11 %	11 %	11 %
CET	25 %	8 %	0 %	0 %

## 23/ Déchets photographiques

## a. Prévention

217. Réduire en poids de 12 % d'ici l'an 2005 et de 30 % d'ici l'an 2010.

La prévention quantitative passe par :

- l'amélioration des techniques conventionnelles de développement :
- en ayant une utilisation plus efficace des matières premières (couche photosensible plus fine et réduction de la concentration d'argent dans les émulsions);
- en substituant certains composés de bains par des composés ayant moins d'impact sur l'environnement;
- en améliorant les capacités de régénération des bains;
- en augmentant la durée d'utilisation des bains (quantité de fixateur réduite de plus de 75 %);
- le remplacement des techniques conventionnelles par :
- l'imagerie numérique;
- une combinaison de l'imagerie numérique et des techniques conventionnelles;
- des technologies thermiques ne nécessitant plus de bains;
- une réduction de charge polluante due à la dispersion des déchets dans l'environnement.

## b. Collecte

218. Atteindre un taux de collecte de 75 % (80 % pour les appareils à usage unique) pour l'an 2000 et tendre vers 95 % en l'an 2005.

## c. Valorisation

219. Atteindre un taux de valorisation des déchets collectés de 80 % d'ici 2005 (récupération optimale de l'argent et autres métaux contenus dans les plaques et bains photographiques).

*d. Elimination*

220. Limiter la mise en CET aux seuls déchets ultimes d'ici 2005.

Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	2.200	2.200	2.200	2.200
Prévention	-	5 %	12 %	30 %
Collecte	33 %	75 %	95 %	95 %
Valorisation	27 %	60 %	80 %	85 %
Mise en CET	6 %	15 %	15 %	10 %

## 24/ Déchets de papiers et cartons

## a. Prévention

221. Réduire le volume de déchets de papiers et cartons par des mesures d'éco-consommation, principalement pour les bureaux et administrations, et concrétiser des plans de prévention pour les déchets d'emballages.

## b. Collecte

222. Développer de nouvelles activités de récupération en Wallonie et l'améliorer les conditions de taxation des récupérateurs.

223. Améliorer la collecte et le tri pratiqués dans le domaine des déchets ménagers.

224. Développer la collecte dans les administrations, les banques.

## c. Recyclage/valorisation/élimination

225. Développer au moins une unité importante de recyclage de vieux papiers en Wallonie.

226. Pratiquer la valorisation seulement pour les déchets de papiers/cartons qui ne sont pas récupérables techniquement et économiquement.

227. Interdire l'élimination des déchets de papier facilement triables.

Tableaux de synthèse

Papiers et cartons d'origine ménagère				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	307.000	324.500	374.500	432.000
Prévention	-	7 %	24 %	39 %
Collecte sélective	10 %	40 %	50 %	55 %
Recyclage		10 %		40 %
	50 %		55 %	
Collecte non sélective	90 %	60 %	50 %	45 %
Incinération		40 %		40 %
	50 %		45 %	
Mise en CET		50 %		20 %
	0 %		0 %	

Papiers et cartons d'origine industrielle				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	204.000	224.000	246.000	272.000
Prévention	-	3 %	8 %	15 %
Collecte sélective	74 %	77 %	84 %	84 %
Déchets de pré-consommation	95 %	95 %	95 %	95 %
Bureaux et administrations	35 %	50 %	70 %	80 %
Distribution et commerce	80 %	80 %	80 %	80 %
Industries	60 %	65 %	80 %	80 %
Recyclage	74 %	77 %	84 %	84 %

Collecte non sélective	26 %	23 %	16 %	16 %
Co-valorisation énergétique	17 %	15 %	13 %	13 %
Incinération	4 %	4 %	3 %	3 %
Mise en CET	5 %	4 %	0 %	0 %

Globalement :				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	511.000	548.500	620.500	704.000
Prévention	-	5 %	18 %	30 %
Collecte sélective	35 %	55 %	65 %	69 %
Recyclage	35 %	55 %	65 %	69 %
Collecte non sélective	65 %	45 %	35 %	31 %
Co-valorisation énergétique	7 %	6 %	6 %	6 %
Incinération	26 %	25 %	29 %	25 %
Mise en CET	32 %	14 %	0 %	0 %

## 25/ Déchets de verre

## a. Prévention

228. Sensibiliser les entreprises pour leur permettre de développer des moyens de réduire l'apparition des déchets de verre plat à tous les niveaux de production.

229. Développer l'utilisation de verres d'emballage réutilisables. Un signe clair doit être donné pour que ce type d'emballage coexiste avec les emballages jetables recyclables.

230. Mettre en place d'ici 2000 plusieurs programmes de prévention basés soit sur de nouveaux procédés de fabrication soit sur l'optimisation de la conduite des procédés existants pour les autres types de verre.

Leur potentiel de réduction est estimé à 19 % du gisement total généré en l'an 2000. Des efforts complémentaires devront être entrepris pour limiter la production de déchets à 50 % en 2005 et 75 % en 2010.

## b. Collecte/valorisation

231. Augmenter la collecte sélective auprès des ménages et du secteur Horeca, et mettre en place des systèmes de collecte pour les déchets de verre plat issus des activités de construction/démolition et des automobiles/VHU. La totalité du verre collecté sera recyclée. Il est à noter que le Plan wallon des déchets 1991-1995 avait déjà fixé comme objectif 75 % de taux de collecte en 1999.

232. Maximiser qualitativement et quantitativement la collecte du verre creux via les bulles à verre.

233. Poursuivre pour le verre plat les études/tests de faisabilité technique et économique pour l'incorporation du groisil dans la production du verre plat. La Région wallonne est disposée à soutenir les recherches ayant pour but un accroissement significatif de l'incorporation de groisil.

234. Atteindre un taux de revalorisation de 50 % du gisement total en l'an 2000 pour les autres types de verre.

## c. Elimination

235. Réduire la quantité de déchets de fibres de verre mis en centre d'enfouissement technique.

236. Réduire les quantités de fibre de verre à mettre en CET à 30 % en 2005 et à 15 % en 2010.

## Tableaux de synthèse

Déchets de verre plat				
	1995	2000	2005	2010
Déchets de pré-consommation				
Gisement (t)	20.000	22.000	24.000	27.000
Prévention	0 %	10 %	15 %	20 %
Collecte	85 %	100 %	100 %	100 %
Valorisation	85 %	100 %	100 %	100 %
Elimination	15 %	0 %	0 %	0 %
Déchets de post-consommation				
Gisement (t)	43.000	47.000	52.000	57.000
Prévention	0 %	10 %	15 %	20 %
Collecte	0 %	15 %	40 %	50 %
Valorisation	0 %	15 %	40 %	50 %
Elimination	100 %	85 %	60 %	50 %

Déchets de verre creux				
Gisement (t)	198.600	209.400	227.500	246.600
Prévention	0 %	3 %	10 %	18 %
Collecte	62 %	79 %	83 %	86 %
Valorisation	62 %	79 %	83 %	86 %
CET	38 %	21 %	17 %	14 %
Autres déchets de verre				
Gisement fibres de verre (t)	30.000	33.300	33.300	33.300
Gisement tubes TL (t)	600	600	600	600
Prévention				
- fibres de verre	0 %	19 %	50 %	75 %
- tubes TL	0 %	0 %	0 %	0 %
Valorisation				
- fibres de verre	37 %	50 %	70 %	85 %
- Tubes TL	4 %	50 %	60 %	70 %
Elimination				
- fibres de verre	63 %	50 %	30 %	15 %
- Tubes TL	96 %	50 %	40 %	30 %

## 26/ Déchets plastiques

## a. Prévention

237. Améliorer la performance des matériaux, mesure difficilement chiffrable pour certains produits avant 10/20 ans;

238. Mettre en place une véritable politique de réutilisation;

239. Rechercher un maximum de monoconception de matériaux plastiques dans le même produit.

## b. Collecte

240. Développer les collectes sélectives des déchets d'emballages plastiques ménagers.

241. Améliorer le tri afin de créer les conditions optimales pour mettre en place une valorisation chimique.

242. Mettre en place des collectes dans les domaines de l'agriculture, des véhicules hors d'usage (centres de démantèlement), et des équipements électriques et électroniques. Un tri sélectif devra être opéré sur les grands chantiers de construction/démolition.

## c. Valorisation

243. Entreprendre des recherches en mettant en place une unité pilote pour la valorisation chimique.

## d. Elimination

244. Réduire progressivement la mise en décharge de déchets pouvant être valorisés.

## Tableaux de synthèse

Déchets ménagers				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	115.000	121.000	149.000	184.000
Prévention	-	2 %	21 %	37 %
Collecte sélective	8 %	20 %	25 %	25 %
Recyclage	3 %	15 %	20 %	20 %
Incinération	5 %	5 %	5 %	5 %
Collecte non sélective	92 %	80 %	75 %	75 %
Incinération	48 %	66 %	70 %	75 %
Mise en CET	44 %	14 %	5 %	0 %

Déchets industriels				
- Déchets industriels de fabrication				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	30.000	33.000	36.000	39.000
Prévention	-	10 %	20 %	30 %
Recyclage	60 %	70 %	80 %	80 %
Valorisation énergétique	10 %	30 %	20 %	20 %
Mise en CET	30 %	0 %	0 %	0 %

- Déchets industriels de post-consommation				
Déchets des applications électriques et électroniques				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	8.000	11.500	14.500	18.000
Prévention dont réutilisation	- %	15 %	30 %	45 %
		15 %	20 %	25 %
Recyclage	0 %	5 %	10 %	25 %
Valorisation énergétique	10 %	60 %	60 %	50 %
Mise en CET	90 %	35 %	30 %	25 %

Déchets automobiles				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	10.000	12.000	14.000	16.000
Prévention dont réutilisation	- %	15 %	35 %	50 %
		10 %	20 %	20 %
Recyclage	5 %	10 %	18 %	25 %
Valorisation énergétique	0 %	55 %	70 %	70 %
Mise en CET	95 %	35 %	12 %	5 %

Déchets de distribution et de l'industrie				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	30.000	33.000	36.000	40.000
Prévention	- %	20 %	25 %	30 %
Recyclage	10 %	40 %	60 %	70 %
Valorisation énergétique	10 %	50 %	35 %	25 %
Mise en CET	80 %	10 %	5 %	5 %

Déchets de construction et de démolition				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	20.000	27.000	34.000	43.000
Prévention	- %	0 %	0 %	0 %
Recyclage	0 %	5 %	10 %	15 %
Valorisation énergétique	0 %	30 %	50 %	70 %
Mise en CET	100 %	65 %	40 %	15 %

Déchets agricoles				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	10.000	11.000	12.000	13.000
Prévention	- %	10 %	20 %	30 %
Recyclage	5 %	20 %	50 %	70 %
Valorisation énergétique	5 %	30 %	40 %	30 %
Mise en CET	90 %	50 %	10 %	0 %

Déchets industriels, global				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	108.000	127.500	146.500	169.000
Prévention	0 %	11 %	19 %	26 %
Collecte sélective	27 %	72 %	83 %	91 %
Recyclage	20 %	32 %	42 %	47 %
Co-valorisation énergétique	5 %	32 %	33 %	36 %
Incinération	2 %	8 %	8 %	8 %
Collecte non sélective	73 %	28 %	17 %	9 %
Incinération	51 %	16 %	7 %	2 %
Mise en CET	22 %	12 %	10 %	7 %

## 27/ Déchets textiles

## a. Prévention

245. Permettre une réduction du gisement de déchets textiles industriels d'environ 10 % d'ici 2005.

246. Diminuer de 4 %, d'ici 2010 les déchets textiles d'origine ménagère.

## b. Collecte

247. Atteindre un taux de collecte de déchets textiles ménagers de 32 % du gisement théorique en 2000 et de 50 % en 2010.

## c. Valorisation

248. Atteindre un taux de valorisation matière et thermique des déchets textiles industriels de 95 % en 2000.

## d. Elimination

249. Interdire d'ici 2000 la mise en centre d'enfouissement technique de déchets textiles industriels non ultimes.

250. Interdire en 2000 la mise en centre d'enfouissement technique des déchets de tapis ménagers (encombrants).

## Tableaux de synthèse

	1995	2000	2005	2010
Textiles industriels				
Gisement (t)	6.000	6.500	7.000	7.000
Prévention	0 %	5 %	10 %	10 %
Collecte sélective	100 %	100 %	100 %	100 %
Valorisation matière	58 %	80 %	80 %	85 %
Co-valorisation énergétique	7 %	15 %	15 %	10 %
Mise en CET	35 %	5 %	5 %	5 %
Textiles ménagers				
Gisement (t)	25.000	26.500	26.500	26.500
Prévention	5 %	10 %	20 %	20 %
Collecte sélective	23 %	32 %	50 %	50 %
Valorisation matière	22 %	30 %	35 %	40 %
Mise en CET	1 %	2 %	5 %	5 %
Incinération	0 %	0 %	10 %	5 %
Collecte non sélective	77 %	68 %	50 %	50 %
Incinération	30 %	51 %	50 %	50 %
Mise en CET	47 %	17 %	0 %	0 %

## 28/ Les déchets d'emballages

## a. Prévention

251. Améliorer les propriétés physiques et les caractéristiques de l'emballage en vue de réduire son éco-toxicité et faciliter son recyclage;

252. Favoriser l'utilisation d'emballages monoconception.

253. Empêcher le suremballage;

254. Favoriser la réutilisation des emballages dans le domaine des emballages de transport et de groupage;

255. Développer la réutilisation dans le domaine des emballages ménagers.

Les mesures de prévention devraient amener une stabilisation du gisement vers 2005-2010. La stabilisation peut être plus rapide pour divers matériaux, mais risque d'être plus lente pour les emballages plastiques, à la fois en raison du taux de croissance élevé dans la période précédente et d'effets de substitution au profit des plastiques.

## b. Collecte

256. Couvrir toute la population wallonne d'un système de collecte performant permettant d'atteindre des taux élevés de collecte dans le domaine du verre, des papiers/cartons, des plastiques, des métaux et des cartons à boissons, notamment en généralisant les collectes en porte à porte des emballages recyclables et le papier carton et en améliorant le réseau de bulles à verre.

## c. Valorisation

257. Veiller à l'application des objectifs imposés par les législations existantes. L'accord de coopération prévoit qu'avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, un minimum de 15 % de recyclage (par rapport au poids total de chacun des matériaux d'emballages perdus mis sur le marché ménager durant l'année précédente en Belgique) doit être atteint pour chaque type de matériau d'emballage. Ce délai est reporté d'un an pour les déchets d'emballages industriels.

La loi du 16 juillet 1993 sur les écotaxes prévoit les taux suivants (en %)

	Taux de recyclage				Taux de collecte			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Emballages pour boissons								
Verre	62	67	73	80				
Métaux	47.5	58	64	80				
Matériaux synthétiques	30	43	56	70				
Cartons de boisson	30	43	56	70				
Récipients ayant contenu certains produits industriels								
Colles					55	70		
>20 l								
<20 l et > 5 l					*	*		
Encres								
> 2.5 l					40	60	85	
Pesticides à usage agricole**					60	80		
Pesticides à usage non-agricole**				*	*			

\* Obligation d'un système de consigne, de prime de retour ou d'un crédit d'emballage

\*\* Voir le chapitre sur les pesticides, qui précise les conditions d'exonération

## d. Elimination

258. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique excepté pour les résidus de valorisation, d'ici l'an 2005.

Tableaux de synthèse

Déchets d'emballages ménagers				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	383.000	399.600	456.000	522.200
Prévention	-	7 %	17 %	38 %
Recyclage	24 %	47 %	53 %	56 %
Incineration	41 %	35 %	47 %	44 %
Mise en CET	35 %	18 %	0 %	0 %



## Tableaux de synthèse

Déchets d'emballages industriels				
	1995	2000	2005	2010
Gisement (t)	262.000	286.000	302.000	320.000
Prévention	-	7 %	13 %	16 %
Recyclage	43 %	70 %	84 %	88 %
Valorisation énergétique	19 %	21 %	16 %	12 %
Mise en CET	38 %	9 %	0 %	0 %

## 29/ Déchets de la circulation automobile et fluviale

## a. Prévention

259. Réduire la pollution due aux rejets et dépôts illicites dans les cours d'eau et le long des routes. L'objectif majeur, en ce qui concerne les déchets de la mobilité, est d'éviter tout abandon sauvage de déchets. Pour cela, il convient de développer des structures collectives et de renforcer les contrôles et les mesures préconisées.

260. Réduire les déchets huileux des bateaux de 10 % d'ici 2005 (utilisation de systèmes d'hélices avec des lubrifiants à base d'eau et accroissement de la durée de vie des huiles).

## b. Collecte

261. Collecter 100 % des déchets ménagers d'ici l'an 2000. Les déchets dangereux, les papiers/cartons, les matières plastiques et le verre feront l'objet d'une collecte séparée.

262. Collecter 95 % des déchets huileux d'ici l'an 2000. Il faut tenir compte de la possibilité pour les bateliers de déposer leurs huiles usagées dans d'autres pays et, pour les bateliers étrangers, de déposer leurs huiles usagées en Région wallonne.

263. Collecter 95 % des déchets liés à la cargaison d'ici l'an 2002.

## c. Valorisation/élimination

264. Atteindre les objectifs fixés dans les chapitres spécifiques : déchets ménagers, déchets huileux, piles, solvants,...

## B. Organisation

## 1/ Déchets de carrières

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
237. Etablir les critères et les conditions d'assimilation de matières à des produits.	Gouvernement wallon	MET/MRW Industries	1998
238. Etablir un cahier technologique en vue de valoriser les boues de sciage et d'évaluer les risques environnementaux liés aux stockages des résidus sur site	DGRNE DGTRE	Fédérations industrielles Industries du déchet	2000
239. Actualiser les conditions d'exploitation des carrières visant la limitation maximale de la production de poussières et contrôler l'application de celles-ci.	Autorité compétente	Industrie DGRNE	Continu
240. Etablir les conditions de réutilisation sur site des résidus.	Gouvernement wallon	Industries Fédérations industrielles	2000
241. Etudier l'influence des additifs éventuels mis en œuvre lors de l'extraction et du traitement du minerai	DGRNE DGTRE	Industries	2002
<b>b. Collecte</b>			
242. Garantir l'accès pour les petits producteurs aux 7 centres de recyclage des déchets de la construction et de la démolition.	DGRNE Spaquet	Industries	2000
<b>c. Valorisation</b>			
243. Développer des synergies entre les producteurs de boues de sciage et les exploitants de carrières afin de trouver des voies de valorisation.	DGRNE	Industries Fédérations industrielles Industries du déchet ISSeP	1999
244. Rechercher des modes de valorisation permettant, par complémentarité avec d'autres déchets ou d'autres matières, d'obtenir de nouveaux débouchés.	DGRNE DGRTE	DGRNE Fédérations industrielles Industries du déchet ISSeP	1999

## 2/ Déchets de construction et de démolition

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
245. Etendre aux maîtres d'ouvrage des marchés privés les dispositions applicables aux marchés publics relatives au décompte et à l'identification des déchets puisque ceux-ci font partie intégrante d'un projet de construction ou de démolition : — formulaire statistique; — métré détaillé de gestion des déchets, intégré dans les procédés de sélection des offres, précisant les opérations de recyclage in situ envisagées, l'utilisation de matières recyclées, la quantité de déchets dirigé vers les CET, etc.	Gouvernement wallon	DGRNE MET Industries	1999
246. Imposer des conditions de gestion des déchets dans les procédures de sélection des offres.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet /MET Communes	1999
247. Veiller à la mise en œuvre de la circulaire du 23 février 1995 relative à l'organisation de l'évacuation des déchets dans le cadre des travaux publics en Région wallonne.	DGRNE MET	Industries Industries du déchet Communes	continu
248. Sensibiliser les architectes, les ingénieurs et les bureaux d'études privés à la problématique de la gestion des déchets dès la conception de projets;	Ministère de la Communauté française DGRNE	Industries Universités Ecoles Supérieures MET	1999
249. Etablir un cahier des charges unique dans le cadre des travaux de démolition en incitant au tri et au recyclage;	MRW MET	Industries MET Provinces Communes	1999
250. Développer un guide de bonnes pratiques à l'attention des maîtres d'ouvrage qui entreprennent des travaux de démolition;	DGRNE MET DGPL DGTRE	Industries	2000
251. Encourager les nouveaux métiers de déshabillage des bâtiments par des programmes de recherche et, éventuellement, par des aides financières aux entreprises se lançant dans ce type d'activité;	DGRNE DGTRE	Industries	2000
<b>b. Collecte</b>			
252. Rendre obligatoires le tri et la collecte tels que préconisés dans le guide de bonnes pratiques, pour obtenir des matériaux plus facilement réutilisables/recyclables	Gouvernement wallon	Industries MET Provinces Communes	2001
<b>c. Valorisation</b>			
253. Informer les utilisateurs potentiels de la qualité des granulats recyclés;	Industries Fédérations industrielles	Industries particuliers	1999
254. Mettre en application les résultats de l'étude effectuée par RECYWALL portant sur le développement de techniques de recyclage	DGRNE	Industries	2000
255. Normaliser et certifier les matériaux recyclés en collaboration avec le CSTC, le CRR et le CRIC certification afin d'assurer des performances constantes et minimales. Désigner un organe de certification.	Gouvernement wallon	Industries	1999
256. Imposer l'utilisation de matériaux recyclés dans le cadre des travaux publics et privés	Gouvernement wallon	Industries MET Provinces Communes	1999
257. Créer des centres de regroupement répartis de façon généralement équilibrée dans la Région. Les installations mobiles travailleraient dans ces centres à intervalles réguliers	DGRNE	Industries Tradecowall SPAQUE	2000
258. Etudier les possibilités de valorisation énergétiques de revêtements bitumineux dans les installations pratiquant la co-valorisation énergétique.	DGRNE	Industries	1999
<b>d. Elimination</b>			
259. Instaurer un système de taxation dissuasif de la mise en CET de déchets de la construction/ démolition non ultimes.	Parlement wallon	Industries Communes Association de communes	1998

## 3/ Amiante

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
260. Réaliser l'inventaire en Région wallonne des bâtiments publics contenant de l'amiante.	Gouvernement fédéral	Administrations publiques fédérales, wallonnes, communautaires, provinciales et communales ISSeP	1998
261. Prévoir un code de bonnes pratiques pour le personnel de chantier affecté à la démolition.	DGRNE MET	Industries du déchet MET	2000
262. Imposer, préalablement à leur démolition, l'identification de la présence d'amiante les bâtiments susceptibles d'en contenir	Gouvernement wallon	Particuliers Industries Pouvoirs publics ISSeP	1999
<b>b. Collecte</b>			
263. Imposer un démantèlement sélectif des parties de bâtiments contenant de l'amiante avant démolition.	Gouvernement wallon	MET Industries	1999
264. Imposer la dépollution de tout appareillage, équipement ou matériau contenant de l'amiante avant broyage.	Gouvernement wallon	Industries MET/ Tradecowall Associations de communes	1999
265. Etablir un programme de décontamination des bâtiments publics wallons	Gouvernement fédéral	Administration fédérales Administration régionale Gouvernement wallon Administration communautaire Provinces Communes	2000
<b>c. Valorisation</b>			
266. Promouvoir les techniques de valorisation de l'amiante et le développement d'installations en Région wallonne.	DGRNE	Industries Industries du déchet Issep	1999
<b>d. Elimination</b>			
267. Interdire la mise en CET de l'amiante libre non stabilisée.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
268. Encourager une étude technico-économique de destruction de l'amiante libre par voie thermique ou autre.	DGRNE DGRTE	Industries Industries du déchet	1999

## 4. Déchets de fusion, d'incinération et de combustion

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
269. Etablir les conditions d'utilisation en génie civil ou en agriculture ou dans la fabrication du ciment des matières suivantes afin de les assimiler à des produits : — laitiers; — scories Ld; — cendres volantes de centrales électriques.	Gouvernement wallon	Industries Associations de communes MRW MET ISSeP	1998
<b>b. Collecte</b>			
270. Mettre en place un ou plusieurs centres de regroupement pour le conditionnement des sables de fonderies, des mâchefers et des REFIO	DGRNE	Industries/ Communes Associations de communes Industries du déchet	2000
<b>c. Elimination</b>			
271. Interdire la mise des déchets non ultimes en CET — des scories des métaux ferreux (ME 3 ans) — des mâchefers (ME 6 ans) — des laitiers (ME 3 ans) — des scories LD et EAF (ME 3 ans) — cendres volantes et mâchefers de centrales électriques au charbon (ME 3 ans) — Poussières de haut fourneau et aciérie (ME 4 ans) — Sables de fonderie (ME 6 ans)	Gouvernement wallon	Industries	1999

## 5/ Déchets de gypses et anhydrites

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
272. Etablir un programme de prévention et de gestion des déchets inclus dans le programme de réduction des charges polluantes issues des grandes installations de combustion.	DGRNE	Industries	1999
273. Etablir des normes d'utilisation des gypses assimilés à des produits.	Gouvernement wallon	Industries	1998
<i>b. Collecte</i>			
274. Promouvoir l'apport volontaire des gypses résiduels issus des ménages auprès des parcs à conteneurs.	Intercommunales	Intercommunales Particuliers	1998
275. Promouvoir le tri des gypses résiduels sur les sites de démolition et de valorisation des déchets de construction et de démolition	DGRNE	Industries	1999
		Industries du déchet	
276. Mettre en place des campagnes de formation, d'information et de sensibilisation visant à une amélioration du tri à la source des déchets en vue de favoriser leur valorisation.	DGRNE	Industries Communes Industries du déchet	1998
<i>c. Valorisation</i>			
277. Etablir un partenariat entre les acteurs du marché pour l'établissement d'un réseau adéquat et complet d'installations de valorisation.	DGRNE	Gouvernement wallon Industries Industries du déchet DGRNE	1999
<i>d. Elimination</i>			
278. Examiner l'opportunité de permettre l'accès du centre d'enfouissement technique de la sa Prayon - Rupel à tous les déchets d'origine wallonne composés de gypses.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet SPA- QuE	2000
<i>e. Import/export</i>			
279. Confirmer l'interdiction d'exportation et d'importation des gypses et anhydrites pour mise en centre d'enfouissement technique ou pour dépôt sur le sol.	DGRNE	DGRNE Industries du déchet	continu
<i>f. Financement</i>			
280. Accorder une aide publique à la recherche de technologies pour une production de gypse de qualité et pour le développement d'installations innovatrices de valorisation.	Gouvernement wallon	Industries DGRNE DGTRE	2000

## 6/ Solvants organiques

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
281. Réaliser un cahier technologique sur : — les technologies alternatives aux solvants halogénés et autres présentant des risques pour l'environnement ou la santé publique. — le développement de technologies à circuit fermé.	DGTRE DGRNE	Industries	1999
282. Réaliser un code de bonnes pratiques présentant les technologies propres destinées aux secteurs utilisant des solvants en vue de réduire le nombre des machines "à circuit ouvert" et d'accélérer le remplacement des machines "à circuit ouvert".	DGTRE DGRNE	Industries Fédérations industrielles	1999
283. Prescrire les mesures préventives et les moyens à mettre en œuvre pour réduire les pertes de solvants : - matériel adapté (bac de rétention pour les fuites liquides de solvants, systèmes de fermeture munis de sécurités électriques, joints étanches pour éviter toute évaporation); - méthode de stockage de solvants (bac étanche, local à l'abri de la chaleur et de la lumière..., sélection des locaux affectés à la production...).	Gouvernement wallon	Industries	1999

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>b. Collecte</i>			
284. Optimiser la collecte sélective de déchets contenant des solvants usagés auprès des ménages (PAC, espaces propreté) et des PME (parcs industriels à conteneurs, collecteurs agréés).	DGRNE	PME Particuliers	continu
<i>c. Valorisation</i>			
285. Interdire l'incinération sans valorisation énergétique des solvants présentant un pouvoir calorifique.	Gouvernement wallon	Industries	1999
286. Imposer la régénération des solvants technologiquement et économiquement régénérables.	Gouvernement wallon	Industries	2003
<i>d. Financement</i>			
287. Prendre en charge la collecte/traitement des déchets de solvants issus des ménages, à l'exception des emballages ménagers pris en charge par l'organisme agréé.	Gouvernement wallon	DGRNE	continu

## 7/ Déchets d'encres, de peintures et de colles

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
288. Réaliser un cahier technologique traitant des alternatives de remplacement des composants dangereux des peintures, encres et colles (solvants, métaux lourds et pigments) et des techniques d'application existantes.	DGRNE DGTRE	Laboratoires Industries	2000
289. Identifier et étiqueter les produits dangereux susceptibles de devenir des déchets dangereux.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	2000
290. Inciter les fabricants à labelliser leurs produits selon les normes européennes.	DGRNE	Industries Fédérations industrielles Gouvernement fédéral	continu
291. Réaliser un code de bonnes pratiques destiné aux applicateurs de peintures : information sur les techniques d'application permettant de réduire les pertes, sur la minimisation des déchets (éviter les mélanges de déchets) et sur les solutions existantes pour se défaire de ces déchets.	DGRNE	DGTRE Particuliers Industries Fédérations industrielles	2000
292. Mettre au point et diffuser des programmes de sensibilisation à l'usage du grand public et des utilisateurs	DGRNE	Industries	2000
293. Informer les citoyens sur les dangers de réutiliser à d'autres fins, sans traitement ou lavage approprié, les récipients ayant contenu des peintures, encres ou colles, sensibiliser aux méthodes de tri.	DGRNE	Communes Fédérations industrielles	continu
<i>b. Collecte</i>			
294. Imposer un tri sélectif aux producteurs de déchets et des aires de stockage spécialement aménagées pour les détenteurs générant plus de 10 tonnes de déchets par an.M.E. : 2 ans	Gouvernement wallon	Industries	1999
295. Promouvoir la réutilisation des cartouches d'encre.	DGRNE	Industries Réseau wallon éco- consommation	1999
296. Obliger la remise des déchets de ménages via les PAC les collecteurs ou les responsables d'emballages; ainsi que celle des déchets industriels aux PIC, collecteurs ou responsables d'emballages.	Gouvernement wallon	Industries Particuliers Communes Associations de communes	1999
<i>c. Valorisation</i>			
297. Etablir un programme de recherche dans le domaine du recyclage	DGRNE	DGTRE Fédérations Industries Laboratoires industriels	1998
<i>d. Financement</i>			
298. Maintenir la prise en charge financière par la Région des coûts de gestion des déchets collectés sélectivement auprès des ménages, à l'exception des emballages ménagers pris en charge par l'organisme agréé.	Gouvernement wallon	DGRNE	continu

## 8/ Déchets contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
299. Renforcer le contrôle de l'application des dispositions réglementaires en matière de limitation ou d'interdiction de l'importation et de l'utilisation des fluides ainsi que de l'état de fonctionnement des installations frigorifiques.	Autorités fédérales compétentes	Industries DGRNE	continu
300. Imposer un entretien régulier des installations frigorifiques industrielles par des techniciens compétents et la tenue d'un "carnet de bord" précisant les caractéristiques techniques de l'installation et détaillant les opérations d'entretien effectuées.	Gouvernement wallon	Industries	1999
301. Interdire le mélange des fluides avec d'autres fluides ou matériaux qui en sont exempts.	Gouvernement wallon	Industries	1998
302. Rendre obligatoire l'identification de la nature des fluides contenus dans les appareils hors d'usage susceptibles de contenir des substances qui appauvrissent la couche d'ozone préalablement à leur gestion.	Gouvernement wallon	Industries	1998
303. Etablir, diffuser et faire appliquer un code de bonnes pratiques concernant la maintenance des installations en activités et le démantèlement des installations en fin de vie.	DGRNE DGTRE	Industries Fédérations industrielles	1999
<i>b. Collecte/regroupement</i>			
304. Organiser la collecte sélective via les : — détaillants en électroménager; — parcs à conteneurs; — collecteurs agréés; — centres de démantèlement/ dépollution.	Gouvernement wallon	Industries Particuliers Associations de communes Communes	1999
305. Rendre obligatoire la dépollution des appareils préalablement à une opération de valorisation ou d'élimination.	Gouvernement wallon	Industries du déchet	1999
<i>c. Valorisation</i>			
306. Finaliser le réseau d'installations de dépollution/démantèlement (13 sites).	DGRNE	Industries du déchet	2002
<i>d. Elimination</i>			
307. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique.	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
308. Planifier l'élimination des appareils contenant des CFC en fonction de leur durée de vie : — réfrigérateurs ménagers; — climatiseurs de véhicules : — installations frigorifiques industrielles	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	2010 2003 2003
<i>e. Import/export</i>			
309. Interdire l'exportation des déchets en dehors de l'Union européenne.	DGRNE	Industries du déchet	1998
<i>f. Financement</i>			
310. Rendre obligatoire la reprise des appareils et installations auprès des points de collecte et l'élimination des fluides à charge des producteurs, ou des importateurs, ou des distributeurs, ou des détaillants. La Région financera, le cas échéant, des prises de participation dans les sociétés de dépollution/démantèlement. (M.E. : 1 an)		Gouvernement wallon Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999

## 9/ Déchets contaminés aux PCB

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a) Prévention</i>			
311. Imposer l'identification des appareils susceptibles de contenir des PCB soit en fin de vie, soit en cas de déplacement de ceux-ci, soit en cas d'intervention ou de changement de propriétaire.	Gouvernement wallon	Détenteurs DGRNE	1998
312. Imposer l'inventaire des fluides et des appareils contenant des PCB d'une teneur supérieure à 50 ppm en poids et d'un volume supérieur à 1 dm <sup>3</sup> .	Gouvernement wallon	DGRNE Détenteurs	1998
313. Assurer le suivi et le contrôle des déplacements des PCB et des appareils qui en contiennent ainsi que le respect des conditions normatives de fonctionnement.	DGRNE	DGRNE Détenteurs	1998
Réglementer le confinement de tous les déchets contenant des PCB jusqu'au moment de leur élimination, en veillant à ce que la période s'écoulant entre la cessation d'utilisation et le traitement soit aussi courte que possible.	Gouvernement wallon	Détenteurs	1998
315. Fixer une méthode de référence de détermination rapide de la teneur en PCB. Gouvernement wallon	Laboratoire de référence	DGRNE 1999	
316. Etablir des normes relatives aux teneurs en PCB des sols.	Parlement wallon	Industries Particuliers	1999
317. Etablir des règles de sécurité et d'autres conditions d'utilisation des appareils en fonctionnement (cuve de rétention, protection électrique,...).	Gouvernement wallon	Détenteurs	1998
<i>b. Collecte et regroupement</i>			
318. Equiper les centres de démantèlement et de dépollution d'infrastructures pour séparer les systèmes contenant les PCB des appareils, dès l'implantation de ces centres.	Fédérations industrielles DGRNE	Industrie du déchet	2002
<i>c. Valorisation</i>			
319. Favoriser le recyclage des composants décontaminés	DGRNE	Industries	1998
<i>d. Elimination</i>			
320. Etablir un programme d'élimination en concertation avec les secteurs économiques concernés prévoyant l'engagement volontaire et à défaut l'imposition des mesures suivantes : — élimination des appareils stockés, en mauvais état de fonctionnement ou présentant des fuites; — mise hors service des PCB et appareils qui par leur localisation et leur état de fonctionnement présentent des risques pour l'environnement ou la santé publique; — élimination des condensateurs et autres appareils, à l'exception des transformateurs; - élimination ou décontamination des transformateurs à huiles minérales contaminés par des PCB à une concentration supérieure à 500 ppm; — élimination des transformateurs contenant des PCB. Par dérogation ministérielle, les transformateurs de plus de 50 kVA en bon état de fonctionnement pourront être maintenus en service jusqu'en 2010. Ces appareils devront être éliminés au plus tard en 2010.	Gouvernement wallon	Détenteurs	1998  1999  2000  2002 2005 2005
<i>e. Import/export</i>			
321. Interdire l'importation en absence de capacité de regroupement ou de valorisation ou d'élimination en Région wallonne, et l'exportation hors Union européenne.	Gouvernement wallon	DGRNE	continu
<i>f. Financement</i>			
322. Imposer l'application du principe "pollueur-payeur". La charge financière de gestion des PCB et des appareils d'origine industrielle qui en contiennent sera supportée par leurs détenteurs.	Gouvernement wallon	Industries Particuliers	continu

## 10/ Déchets huileux

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
323. Mettre en œuvre et diffuser le code de bonnes pratiques pour les huiles de coupe.	DGRNE/DGTRE	Industries	continu
324. Edicter des normes de composition d'huiles usagées permettant leur assimilation à des fuels	Gouvernement wallon	Industries	continu
325. Promouvoir l'utilisation d'huiles végétales en remplacement des huiles minérales.	DGRNE DGA	Industries	2001
<i>b. Collecte</i>			
326. Intégrer les bulles à huiles dans le réseau des PAC.	Gouvernement wallon	Communes	2000
327. Rendre obligatoire la reprise des huiles usagées non alimentaires par le secteur et la remise de celles-ci par les ménages dans les garages ou les PAC. (M.E. 1 an)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants/Particuliers	1999
328. Rendre obligatoire la reprise des huiles usagées alimentaires par le secteur et la remise de celles-ci par l'horeca et les friteries à un collecteur ou aux PAC industriels. (M.E. : 3 ans)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants/Particuliers	1999
329. Informer et inciter la population à gérer efficacement les huiles.	DGRNE	Communes	1998
330. Mettre en place un point de collecte des déchets d'huiles alimentaires en provenance des particuliers par commune.	Gouvernement wallon	Communes	1999
<i>c. Valorisation</i>			
331. Créer un comité de gestion en vue d'examiner la faisabilité du développement d'une unité de régénération des huiles usagées	DGRNE	Industries DGRNE/ DGEE/ DGTRE	2000
332. Imposer la régénération des huiles non alimentaires technologiquement et économiquement régénérables. usagées	Gouvernement wallon	Industries	2003
333. Etudier de nouvelles possibilités de valorisation des huiles alimentaires.	DGRNE	Industries DRGNE/ DGEE/DGTRE	2002
<i>d. Financement</i>			
334. Mettre à charge du secteur la gestion des huiles usagées non alimentaires collectées dans les garages et les PAC (M.E. : 1 an)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
335. Mettre à charge du secteur la gestion des huiles alimentaires collectées dans les points collecte communaux. (M.E. : 3 ans)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999

## 11/ Les piles et accumulateurs électriques usagés

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
336. Promouvoir par des mesures fiscales la mise sur le marché de piles présentant moins de risques lors de la gestion, le développement de produits en fonction de leur recyclabilité, la démontabilité des appareils afin de faciliter la récupération des piles ainsi que la durée de vie des piles (piles rechargeables).	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral Commission européenne	Industries	2001
337. Sensibiliser les citoyens aux problèmes posés par les piles et plus particulièrement à ceux résultant de leur incinération avec les déchets ménagers.	DGRNE	Industries Communes	Continu
338. Informer le citoyen sur les modalités de	collecte des piles et ainsi encourager le tri sélectif des piles usagées.	DGRNE Industries	continu
339. Déterminer et mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation du gisement	DGRNE	DGRNE Autres administrations régionales compétentes Ministère des finances Industries	1998



<i>b. Collecte</i>			
340. Rendre obligatoire la reprise, par le secteur, des piles ménagères et leur remise, par les particuliers, aux parcs à conteneurs, détaillants ou tout autre réseau de collecte.	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1998
341. Rendre obligatoire la reprise, par le secteur des piles industrielles et leur remise aux vendeurs ou collecteurs.	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
342. Intensifier la collecte sélective des piles dans les écoles et autres activités de service.	Gouvernement wallon	Industries	continu
343. Rendre obligatoire la reprise, par le secteur, des accumulateurs au plomb usagés et leur remise aux garagistes/PAC/collecteurs	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
<i>c. Valorisation</i>			
344. Poursuivre le développement des procédés existants et soutenir les recherches en cours pour le traitement des piles alcalines et salines, afin d'augmenter le taux de recyclage.	DGRNE/Industries	Industries du déchet	continu
<i>d. Elimination</i>			
345. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des piles et de leurs résidus de traitement non ultimes non traités (M.E. 1 an.)	Gouvernement wallon	Communes	1999
<i>e. Financement</i>			
346. Mettre à charge du secteur la reprise et le traitement des piles usagées. (M.E. 1 an) Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1998	
347. Mettre à charge du secteur la reprise et le traitement des accumulateurs au plomb(M.E. 1 an)	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	2000

## 12/ Déchets d'équipements électriques / électroniques

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
348. Développer un écolabel relatif au "matériel" électronique".	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	continu
349. Etablir un code de bonnes pratiques pour le démantèlement et la dépollution.	DGRNE	DGTRE DGRNE/ Fédérations Industries du déchet	1999
350. Mettre en place une information sur les systèmes de reprise par un étiquetage spécifique des produits	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries	1999
351. Promouvoir la mise en place de centres d'achat et d'échanges de biens de seconde main.	DGRNE	Entreprises d'économie sociale Communes	continu
<i>b. Collecte</i>			
352. Rendre obligatoire la reprise du "gros électroménager" par le secteur et la remise aux PAC, PIC, détaillants et aux collecteurs. (M.E. 1 an)	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs, ou à défaut importateurs ou, à défaut distributeurs ou, à défaut détaillants	1999
353. Rendre obligatoire la reprise du "petit électroménager" par le secteur et la remise aux PAC, PIC, détaillants et aux collecteurs. M.E. 3 ans)	Gouvernement wallon	Particuliers Producteurs, ou à défaut importateurs ou, à défaut distributeurs ou, à défaut détaillants	1999
354. Interdire le broyage sans dépollution	Gouvernement wallon	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale	1999

c. Valorisation			
355. Mettre en place les 13 centres de démantèlement.	DGRNE	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale	2002
d. Elimination			
356. Interdire la mise en CET, des gros équipements électriques et électroniques.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale	1999
357. Interdire la mise en CET des petits équipements électriques et électroniques. (M.E. 3 ans)	Gouvernement wallon	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale	1999
e. Financement			
358. Mettre à charge du secteur la gestion des E.E.E. usagés (M.E. : 1 an pour le "gros électroménager", M.E. : 3 ans pour le "petit électroménager").	Gouvernement wallon	Producteurs, ou à défaut importateurs ou, à défaut distributeurs ou, à défaut détaillants	1999
f. Exportation			
359. Interdire l'exportation hors CEE des appareils non dépollués conformément au code de bonnes pratiques	DGRNE	Industries	2000

## 13/ Véhicules hors d'usage

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Prévention			
360. Elaborer un code de bonnes pratiques à l'attention des centres de dépollution-démontage en vue d'établir un inventaire des matières soumises à dépollution et démantèlement.	DGRNE	DGTRE Industries	1998
361. Mettre en oeuvre un Eco-Label "voiture recyclable" (réduction du poids, réduction de la quantité de composants dangereux,...).	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries DGRNE	2000
362. Coordonner les actions menées à différents niveaux en vue de la standardisation des matières utilisées et de leur marquage.	Gouvernement wallon Communauté européenne	Gouv. fédéral Industries	2000
363. Imposer l'établissement d'un programme de prévention.	Commission européenne	Producteurs	2005
364. Imposer une codification commune standardisée des composants et matériaux utilisés dans les véhicules à moteur, afin de faciliter, lors du traitement des épaves de véhicules, l'identification des composants et matériaux valorisables. M.E. 5 ans.	Communautés européennes Gouvernement fédéral Gouvernement wallon	Industries	2000
b. Collecte			
365. Rendre obligatoire la reprise des VHU par le secteur. M.E. : 2 ans	Gouvernement wallon	Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
366. Imposer la dépollution des VHU repris : enlèvement des fluides et des pièces contaminantes.	Gouvernement wallon	Industries Entreprises d'économie sociale	1999
367. Implanter 13 centres de dépollution- démontage.	DGRNE	Industries Entreprises d'économie sociale	2001
368. Rendre obligatoire le démantèlement des pièces recyclables et réutilisables.	Gouvernement wallon	Industries	2001
369. Mettre à disposition des opérateurs des centres de dépollution-démontage des manuels permettant l'identification des différents composants et matériaux ainsi que la localisation des éléments dangereux.	Fédérations industrielles	Industries Entreprises d'économie sociale	2001
370. Adapter en conséquence la législation en matière d'autorisation d'exploiter des centres de démolition et de broyage.	Gouvernement wallon	Industries	continu
c. Valorisation			
371. Développer la valorisation des solides non recyclables comme combustibles.	DGRNE	Industries Industries du déchet	1998
372. Imposer le démontage sélectif en vue de favoriser le recyclage et la réutilisation de seconde main. M.E. : 2 ans	Gouvernement wallon	Industries Entreprises d'économie sociale Industries du déchet	1999

<i>d. Elimination</i>			
373. Interdire la mise en CET des résidus non ultimes. M.E. : 2 ans	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
<i>e. Financement</i>			
374. Mettre en place un système de financement des opérations de reprise et de gestion par le secteur privé assurant la cession gratuite pour le détenteur final. M.E. 2 ans.	Gouvernement wallon	Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants Industries du déchet	1999

## 14/ Déchets métalliques

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
375. Améliorer la conception des produits à base d'éléments métalliques en vue de limiter les contaminants et de faciliter leur recyclage notamment par l'élaboration des cahiers de technologies propres.	DGRNE	DGTRE Industries	continu
376. Edicter les critères et conditions d'assimilation de déchets métalliques déterminés à des produits.	Gouvernement wallon	Industries	1998
377. Promouvoir la création de centres d'achat et d'échange de biens d'équipements.	Gouvernement wallon Communes	Entreprises d'économie sociale/Industries	continu
378. Rendre obligatoire l'installation d'un détecteur de radioactivité à l'entrée des centres de dépollution, démantèlement et traitement de métaux ferreux et non-ferreux (M.E. 3 ans)	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet	1999
<i>b. Collecte</i>			
379. Obliger le tri et le conditionnement des déchets de sorte qu'ils soient en adéquation avec le mode de traitement.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries du déchet Industries	1999
380. Améliorer la récupération des métaux à partir des installations d'incinération.	Gouvernement wallon DGRNE	Associations de communes Industries	continu
381. Organiser la collecte sélective par zone d'activités économiques.	Industries	Industries Entreprises d'économie sociale	1999
<i>c. Valorisation</i>			
382. Identifier les marchés pour les déchets et les produits recyclés.	DGRNE	Industries du déchet Industries DGRNE	continu
383. Implanter 13 centres de dépollution-démontage	DGRNE	Industries Entreprises d'économie sociale	2002
384. Créer une unité de valorisation des résidus de broyage.	DGRNE Industries	Industries Industries du déchet	2000
<i>d. Elimination</i>			
385. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets non-ultimes. (M.E. : 1an)	Gouvernement wallon	Industries	1999
<i>e. Import/export</i>			
386. Réviser les listes de déchets soumises à un système de contrôle par le règlement CE/259/93 afin d'éviter les divergences d'interprétation par les autorités compétentes.	Commission européenne Gouvernement wallon	DGRNE Industries	1999
387. Interdire l'exportation des résidus de broyage en dehors de l'Union Européenne.	DGRNE	Industries Industries du déchet	1998

## 15/ Pneus usés

	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
388. Etablir des normes de produit facilitant la valorisation des pneus usés.	Gouvernement fédéral CE	Industries	2005
<b>b. Collecte</b>			
389. Compléter le recensement des stocks existants et assurer le suivi de l'inventaire.	DGRNE	Industries du déchet Industries	1998
390. Rendre obligatoire la reprise des pneus usés par le secteur.	Gouvernement wallon	Producteurs ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999
391. Rendre obligatoire l'enlèvement des pneus avant broyage des VHU.	Gouvernement wallon	Industries du déchet Entreprises d'économie sociale	1999
392. Créer au minimum un centre de tri des pneus usés.	DGRNE	Industries du déchet Industries	1999
<b>c. Valorisation</b>			
393. Imposer aux producteurs et aux distributeurs d'atteindre les taux déterminés de valorisation et de rechapage.	Gouvernement wallon	Industries	1999
<b>d. Élimination</b>			
394. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Industries	1999
<b>e. Financement</b>			
395. Mettre à charge du secteur privé la gestion des pneus usés	Gouvernement wallon	Industries	1999

## 16/ Matières enlevées des cours d'eau et boues d'avaloirs

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Prévention</b>			
396. Mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire et des bonnes pratiques agricoles favorisant la lutte contre l'érosion des sols.	Gouvernement wallon DGATLP	DGRNE DGA	continu
397. Veiller à la bonne application des lois et arrêtés visant à la protection des eaux de surface, et en particulier renforcer le contrôle des normes de rejet d'eaux usées (urbaines, industrielles et agricoles).	DGRNE	DGRNE	continu
398. Edicter des normes de composition des boues assimilables à des produits et leurs conditions de production et d'utilisation.	Gouvernement wallon	MET/DGRNE Industries	1998
399. Etablir un code de bonnes pratiques de lutte contre l'érosion des sols.	DGRNE/DGA/ DGATLP	Agriculteurs/Industries Communes/Provinces	1999
400. Renforcer la concertation internationale en vue de réduire, avec les pays du même bassin hydraulique, la contamination et le volume des boues de dragage.	Gouvernement wallon Autorités compétentes étrangères	Commissions internationales Meuse et Escaut MET/DGRNE	continu
<b>b. Collecte</b>			
401. Créer des centres de regroupement et de prétraitement des matières draguées et/ou curées. ME : 3 ans.	Gouvernement wallon	MET Associations de communes	1999
402. Pour les voies navigables : — Etablir un plan de dragage. — Etablir une liste guide de critères environnementaux à prendre en considération lors de l'exécution du plan de dragage. — Etablir une liste prioritaire des canaux navigables à draguer afin de rétablir la navigation fluviale. — Inventorier le nombre de km de voies navigables à draguer (composition, m3 à enlever, traitement) chaque année. — Libérer les budgets d'analyse et de remédiation nécessaires. — Réaliser une carte de caractérisation des sédiments des voies navigables.	Gouvernement wallon	MET DGRNE	1999

403. Pour les voies non navigables : — Etablir avec les responsables provinciaux et communaux la liste des travaux de curage et assimilés tels que : — cours d'eau non navigables; — enlèvement des terres éboulées des talus; — travaux de terrassements; — etc. — Etablir une liste prioritaire des voies non navigables à curer. — Etablir une liste guide de critères environnementaux à prendre en considération lors de l'exécution du plan de curage. — Libérer les budgets d'analyse et de remédiation nécessaires. — Harmoniser les mesures de quantification des boues (m3, tonne, mètre courant du cours d'eau) utilisées au niveau régional, provincial et communal.	Gouvernement wallon Provinces DGRNE Communes	DGRNE Provinces Communes	1999
404. Mettre en place un comité de gestion des boues de curage/dragage comprenant les représentants des acteurs publics et privés chargé de : — coordonner l'établissement des plans de dragage et de curage; — veiller au respect des plans de dragage et de curage et des critères environnementaux; s'assurer de la valorisation maximale des matières draguées ou curées; — veiller au respect des réglementations relatives à la mise en CET de ces matières.	MET DGRNE DGATLP	MET DGRNE DGATLP Industries Associations environnementales Provinces Communes	1999
c. Valorisation			
405. Promouvoir l'utilisation des matières de dragage/curage et des matériaux fabriqués à partir de ceux-ci par le biais de leur inscription dans les cahiers des charges du secteur public, de leur labellisation,...	Gouvernement wallon DGTRE	DGRNE MET	1999
406. Réviser la classification des boues et établir une catégorie supplémentaire pour les boues contaminées susceptibles d'être valorisées après regroupement (pré-traitement). M.E. 1 an.	Gouvernement wallon	DGRNE MET	1999
407. Mettre en place des unités de traitement des boues contaminées.	DGRNE	Industries Industries du déchet Associations de communes	1999
d. Elimination.			
408. Créer les centres d'enfouissement technique nécessaires et suffisants réservés exclusivement à l'enfouissement de boues contaminées de dragage/curage- catégorie B et des boues d'avaloirs présentant une composition comparable. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon MET	DGRNE	1999

## 17/ Déchets de stations d'épuration d'eaux usées domestiques et de préparation d'eau potable

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Prévention			
409. Revoir les normes sectorielles pour les rejets industriels et les conditions d'exploitation pour les secteurs non couverts par des normes sectorielles et renforcer le contrôle.	Gouvernement wallon	Industries	1999
410. Réduire les pertes dans le réseau de distribution.	Sociétés de distribution	Sociétés de distribution	Continu
411. Appliquer la politique générale intégrée de l'égouttage et de l'épuration.	Gouvernement wallon DGRNE	Communes Associations de communes	Continu
412. Informer et sensibiliser sur la nécessité de ne pas jeter dans les égouts des déchets liquides dangereux ou nuisibles à la qualité des boues.	DGRNE Communes	Communes Particuliers Industries	1998
413. Etablir des normes environnementales pour les produits qui, après consommation, aboutissent dans les égouts et les eaux de surface et souterraines.	Gouvernement fédéral	Industries	2000
414. Elaborer une législation complète sur la protection des sols.	Parlement wallon	DGRNE-DGA Industries	1999

<i>b. Collecte</i>			
415. Organiser la reprise des filtres à charbon actif utilisés dans le cadre de l'épuration individuelle.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Particuliers	1999
416. Augmenter la collecte des eaux usées par les égouts et des gadoues de fosses septiques par les vidangeurs agréés.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries Particuliers	Continu
417. Interdire l'épandage direct des gadoues de fosses septiques. M.E. 2 ans	Gouvernement wallon	Particuliers Industries	2000
<i>c. Valorisation</i>			
418. Etablir des normes de production, de composition et d'utilisation des boues de stations d'épuration en agriculture et sylviculture.	Gouvernement wallon	Agriculteurs Associations de communes Industries Industries du déchet	1999
419. Soumettre l'utilisation des boues de stations d'épuration et des gadoues de fosses septiques à l'obligation d'émission d'un plan d'épandage et d'un certificat d'utilisation délivré par la DGRNE au producteur du déchet.	Gouvernement wallon DGA	Agriculteurs	1999
420. Optimiser la qualité des boues en vue d'une valorisation agronomique par séchage, par apports de composés minéraux, organiques...	Industries DGRNE DGTRE / DGA	Industries Industries du déchet Universités	2000
421. Encourager d'autres modes de valorisation que la valorisation agronomique et créer un centre de traitement des boues aux fins de valorisation énergétique.	DGRNE DGTRE	Industries Industries du déchet Associations de communes	2002
422. Augmenter les capacités de traitement des gadoues dans les stations d'épuration	DGRNE	Associations de communes	2005
423. Organiser le déversement des gadoues dans les stations d'épuration de moins de 10.000 EH de manière à les incorporer régulièrement et à éviter des déséquilibres de charges.	DGRNE	Associations de communes	2005
424. Interdire toutes les importations de boues destinées à une valorisation agricole directe.	DGRNE	Industries	1998
425. Garantir l'accès aux stations d'épuration pour les collecteurs agréés pour la vidange de fosses septiques. L'accès sera gratuit.	Gouvernement wallon	Associations de communes Industries du déchet	2000
<i>d. Elimination</i>			
426. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des gadoues de fosses septiques, des boues d'épuration et de préparation d'eau potable. M.E. 3 ans	Gouvernement wallon	Associations de communes Vidangeurs Producteurs d'eau	1999

## 18/ Les déchets organiques fermentescibles

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
427. Etablir des normes de production, de caractérisation et d'utilisation de la matière organique.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries du déchet Industries Associations de communes	1999
428. Informer l'utilisateur de la composition et des modalités d'utilisation des matières organiques.	DGRNE - DGA	Industries DGA	1999
429. Etablir un code de bonnes pratiques du tri et du compostage à domicile ou sur le site de production.	DGRNE	Particuliers Industries	1999
<i>b. Collecte</i>			
430. Développer progressivement la collecte séparée de la fraction organique des déchets ménagers.	DGRNE	Communes Associations de communes.	1998
431. Obliger le tri dans le secteur Horeca et de la distribution.	Gouvernement wallon	Horeca Industries	1999

432. Inciter les communes à collecter sélectivement les résidus organiques des marchés.	DGRNE	Communes Industries	1998
433. Permettre l'accès des déchets verts des collectivités et communes aux installations de compostage et aux PAC.	Gouvernement wallon	Communes Collectivités Associations de communes	1998
c. Valorisation			
434. Informer l'utilisateur sur la qualité et l'intérêt agronomique de ces matières.	DGRNE DGA	Industries Associations de communes	1999
435. Favoriser la commercialisation des composts produits en particulier auprès des services publics.	DGRNE DGA	MET Communes Associations de communes Industries Industries du déchet	1999
436. Créer de 6 à 8 infrastructures de compostage de matière organiques fermentescibles.	DGRNE Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Industries Industries du déchet	1999
437. Créer une structure permanente ayant pour mission la mise en place des infrastructures, la labellisation et la commercialisation des matières recyclées.	DGRNE Fédérations industrielles	Industries DGRNE	1999
d. Elimination			
438. Interdire l'enfouissement des matières organiques fermentescibles. m.e. 6 ans	Gouvernement wallon	Particuliers Associations de communes Industries Industries du déchet Communes	1999
e. Financement			
439. Accorder des subventions aux opérateurs publics ou privés pour la création d'installations de valorisation de déchets organiques fermentescibles d'origine ménagère	Gouvernement wallon	Industries Associations de communes	1998
440. Accorder aux communes des subventions au prorata des quantités de déchets organiques fermentescibles collectés séparément	Gouvernement wallon	Communes	1999

## 19/ Déchets animaux

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Prévention			
441. Prescrire des conditions d'exploiter intégrales pour les boucheries et sectorielles pour les abattoirs (définition de normes de stockage et de rejets atmosphériques et aqueux).	Gouvernement wallon	Industries	1999
442. Instaurer une coordination entre les services de contrôle.	Ministère de la Santé publique et de l'environnement	Industries DGRNE	1998
b. Collecte			
443. Imposer aux abattoirs la séparation des déchets à haut et faible risques.	Gouvernement wallon	Industries	1999
444. Imposer la collecte séparée des déchets à faible risque, à haut risque et à risques spécifiés.	Gouvernement wallon	Industries	1999
445. Renforcer les mesures d'hygiène et de sécurité en matière de transport.	Ministère des Communications Ministère de la Santé publique et de l'environnement	Industries	1999

c. Valorisation			
446. Sécuriser le traitement des déchets à haut risque et à risques spécifiés par la conclusion de protocoles entre, d'une part, les Régions ou Etats limitrophes disposant d'une installation de traitement et la Région et, d'autre part, les entreprises wallonnes de valorisation énergétique et la Région (cimenteries, fours à chaux, centrales électriques...).	Gouvernement wallon DGRNE	Industries	1999
d. Elimination.			
447. Etudier la faisabilité d'une installation de traitement de déchets à haut risque et à risques spécifiés en Région wallonne.	DGRNE DGA	DGA DGRNE	1998
448. Intensifier le contrôle et la répression en matière d'interdiction de la mise en CET et du déversement à l'égoût.	DGRNE	DGRNE	1998
e. Financement			
449. Maintenir la prise en charge financière par les autorités publiques de la collecte et du traitement des déchets afin, notamment, d'assurer une gestion sûre.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	DGRNE	Continu

## 20/ Les déchets de pesticides et leurs emballages

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Prévention			
450. Etablir des critères en vue d'une harmonisation des types d'emballages.	CEE Gouvernement fédéral	Industrie	2005
451. Renforcer la concertation au sein du Comité Phyto et donner un plus large écho à ses résultats.	DGRNE-DGA	Comité Phyto	1998
452. Développer la lutte biologique et intégrée	DGRNE DGA	Industries	2005
453. Développer l'éco-consommation des ménages.	DGRNE	Particuliers Réseau éco- consommation	1998
b. Collecte et tri			
454. Développer des points de collecte disponibles pour les agriculteurs, soit chez les vendeurs de produits, soit dans les entreprises de pulvérisation, soit dans les espaces communaux réservés à cet effet et ce en parallèle avec la collecte des plastiques agricoles.	DGRNE	Communes Industries Industrie du déchet	1998
455. Rendre obligatoire l'inscription sur les emballages de la manière dont le détenteur peut se débarrasser de son déchet d'emballage.	Gouvernement wallon	Industries	2000
456. Informer les agriculteurs sur les endroits de collecte.	DGRNE	DGA Communes Industries	1998
c. Valorisation			
457. Rendre obligatoire le recyclage des emballages métalliques.	Gouvernement wallon	Industries Industrie du déchet	1999
d. Elimination			
458. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique de tous les emballages de produits phytopharmaceutiques.	Gouvernement wallon	Industries Industrie du déchet	2000
459. Interdire l'incinération en dehors des installations spécialisées et autorisées et veiller à l'application stricte de l'interdiction.	Gouvernement wallon	Industries Communes Industrie du déchet	1998
e. Import/export			
460. Interdire l'exportation des déchets d'emballages pesticides en dehors de la CEE.	DGRNE	Industries	1998



<i>f. Financement</i>			
461. Rendre obligatoire la reprise des déchets d'emballages par le secteur conformément à l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, en tenant compte des particularités de traitement requises pour ce type d'emballages.	Gouvernement wallon	Industrie du déchet	continu

## 21/ Les médicaments périmés ou déclassés

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
432. Allier les objectifs de protection de la santé publique et de protection de l'environnement.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Ministère de la Santé publique et de l'environnement DGRNE	Continu
<i>b. Collecte</i>			
463. Organiser la collecte via les officines de manière régulière	Gouvernement wallon Industries	Industries	Continu
464. Mettre en place des campagnes d'information pour assurer la promotion des collectes sélectives des médicaments périmés ou déclassés.	DGRNE	Industries Pharmaciens Particuliers Communes	1998
<i>c. Elimination</i>			
465. Interdire la mise en CET des médicaments périmés. M.E. : 1 an.	Gouvernement wallon	Particuliers/Industries Associations de communes	1999
<i>d. Import-export</i>			
466. Interdire l'envoi de médicaments périmés à destination des pays en voie de développement.	Gouvernement wallon Communauté européenne	Industries du déchet ONG/Industries	1999
<i>e. Financement</i>			
467. Mettre à charge du secteur privé le financement de la gestion des médicaments périmés ou déclassés.	Gouvernement wallon	Industries	Continu

## 22/ Déchets d'hôpitaux et de soins de santé

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
468. Réaliser le suivi, le sondage et le contrôle des quantités de déchets générés par les hôpitaux et plus particulièrement les professions libérales.	DGRNE	DGRNE	1999
469. Etablir un guide des bonnes pratiques du tri.	DGRNE DGASS	Producteurs des déchets Industrie du déchet Commission interrégionale de l'emballage	1999
470. Préciser les définitions des déchets hospitaliers, notamment en créant une classe C.	Gouvernement wallon	DGRNE-DGASS Producteurs des déchets	1999
<i>b. Collecte</i>			
471. Imposer un rapport annuel sur la gestion des déchets par les hôpitaux et les maisons de repos et de soins.	Gouvernement wallon	Hôpitaux Maisons de repos	1999
472. Rendre obligatoire la désignation d'une personne responsable de la gestion des déchets au sein des hôpitaux.	Gouvernement wallon DGRNE	Hôpitaux	1999
473. Promouvoir la mise en place des moyens de collecte sélective des déchets A	Gouvernement wallon	Hôpitaux Maisons de repos	
474. Rendre obligatoire une couleur pour chaque type d'emballages de classe de déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE Producteurs des déchets Industrie du déchet	1998

475. Définir les caractéristiques des emballages utilisés pour conditionner les déchets.	Gouvernement wallon	Collecteurs Hôpitaux	1999
476. Obliger la création d'une zone de stockage pour le regroupement des déchets au sein de chaque hôpital.	Gouvernement wallon	Hôpitaux	1999
477. Inciter les communes à informer les producteurs de déchets de soins de santé des obligations de gestion des déchets.	Gouvernement wallon	Communes Producteurs des déchets	continu
<i>c. Elimination</i>			
478. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets de la classe A. M.E. 3 ans.	Gouvernement wallon	Industrie du déchet Pro- ducteurs de déchets Asso- ciations de communes	1999
479. Adapter les infrastructures et les permis d'exploiter d'incinérateurs de déchets ménagers pour le traitement des déchets de classe A et B1 ainsi que les B2 après un traitement spécifique qui permet de les assimiler à des B1.	DGRNE	Associations de commu- nes	2000
480. Promouvoir la recherche de techniques de prétraitement des déchets B2	DGRNE	Hôpitaux/Industries Associations de commu- nes	2000
481. Promouvoir les négociations entre les hôpitaux et les associations de communes en vue de traiter les déchets de la classe B1 dans les incinérateurs d'ordures ménagères.	Gouvernement wallon	Associations de commu- nes Producteurs de déchets	1999
<i>d. Financement</i>			
482. Prendre en compte le coût de la gestion des déchets dans les règles tarifaires de la journée d'hospitalisation ou de la prestation de soins	Gouvernement fédéral	Ministère de la Santé publique et de l'environ- nement	2000

## 23/ Déchets photographiques

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
483. Réaliser un code de bonnes pratiques destiné aux laboratoires photographiques, visant à : - informer de la toxicité ou de la dangerosité de certains produits; — informer sur les consignes d'utilisation et les dispositifs de collecte; - organiser la collecte sélective; - stimuler l'utilisation d'installations de régénération de fixateurs dans les entreprises ayant une consommation annuelle élevée.	DGRNE	DGTRE Industries	1999
484. Réaliser un cahier technologique relatif aux techniques permettant la réduction du gisement de déchets photographiques liquides et aux méthodes permettant de réduire l'utilisation des bains et leur nocivité pour l'environnement.	DGRNE DGTRE	Industries Laboratoires photographiques	1999
485. Prévoir dans le permis d'exploiter des entreprises photographiques l'obligation de déclaration de la consommation de produits et de gestion des déchets.	Autorités compétentes	Industries	1999
<i>b. Collecte</i>			
486. Encourager le dépôt des plaques radiologiques des particuliers à l'entrée des hôpitaux, radiologues, cabinets de médecins et laboratoires médicaux.	DGRNE	Communes/Médecins Laboratoires médicaux Hôpitaux Particuliers	1998
487. Rendre obligatoire l'information auprès du détenteur d'une plaque radiologique sur les possibilités de remise des plaques aux hôpitaux, laboratoires médicaux, cabinets médicaux et radiologues et auprès des détenteurs de bains photographiques usagés sur l'interdiction de rejet à l'égout.	Gouvernement wallon	Médecins Radiologues Hôpitaux Particuliers Industries	1998
488. Obliger la remise des déchets photographiques des entreprises dans le réseau de collecte et des déchets des ménages aux PAC.	Gouvernement wallon	Particuliers Industriels Communes Associations de communes	1999

489. Rendre obligatoire la reprise des déchets photographiques par le secteur. (M.E. : 2 ans)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants Particuliers	1999
490. Organiser des collectes pour les plaques radiologiques, dans les cabinets médicaux.	Industries du déchet	Collecteurs/Communes Hôpitaux/Médecins	2000
c. Valorisation			
491. Mettre en place une structure de coordination en vue d'encourager la valorisation des bains photographiques.	DGRNE	Industries Industries du déchet ISSEP Fédérations industrielles et hospitalières	1998
d. Elimination			
492. Interdire les rejets des bains photographiques à l'égout.	Gouvernement wallon	Industries Particuliers	continu
e. Financement			
493. Mettre à charge du secteur la gestion des déchets photographiques. (M.E. : 2 ans)	Gouvernement wallon	Fabricants ou à défaut Importateurs ou à défaut Distributeurs ou à défaut Détaillants	1999

## 24/ Déchets de papiers et cartons

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
a. Prévention			
494. Développer l'éco-consommation dans les bureaux en vue de : - réutiliser le papier; - réduire le nombre de photocopies; - encourager la correspondance par voie électronique; - utiliser systématiquement du papier recyclé.	DGRNE	Industries Banques Administrations Réseau éco-consommation	continu
495. Elaborer un accord volontaire avec les éditeurs des quotidiens, des hebdomadaires d'information et des journaux-annonces afin de développer la prévention et la communication dans le domaine de l'édition et des collectes sélectives.	Gouvernement wallon	DGRNE Fédérations industrielles	1998
496. Mettre en place, par un accord volontaire avec le secteur de l'édition, des dispositions en vue de diminuer la distribution sans discernement des journaux-annonces.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	1998
b. Collecte et tri			
497. Rendre obligatoire la séparation du papier et du carton dans les parcs à conteneurs.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1999
498. Rendre obligatoire la collecte sélective des papiers/cartons dans les administrations régionales et communales.	Gouvernement wallon	MRW MET Communes	2000
499. Imposer la collecte en porte-à-porte des papiers/cartons au minimum une fois par mois	Gouvernement wallon	Communes Entreprises d'économie sociale/Industrie des déchets	1998
c. Recyclage			
500. Promouvoir, par un investissement en capital, la création d'une unité de recyclage en Région wallonne, en garantissant notamment : - que les collectes sélectives wallonnes seront dirigées vers cette unité en priorité; - une qualité des papiers/cartons collectés.	Gouvernement wallon	Communes Gouvernement wallon Industries SRIW(Spaque)	2001
d. Valorisation			
501. Interdire la valorisation énergétique des papiers/cartons collectés sélectivement et techniquement et économiquement recyclables (compostables). (M.E. : 3 ans)	Gouvernement wallon	Industries Communes	1999
e. Elimination			
502. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets de papiers/cartons. (M.E. : 6 ans)	Gouvernement wallon	Industrie/Communes Association de communes	1999

<i>f. Financement</i>			
503. Rendre obligatoire le financement par le secteur de la collecte sélective et du recyclage des publicités toutes-boîtes et des annuaires téléphoniques. Le financement sera alloué au budget de la Région conformément à la mesure 11.	Gouvernement wallon	Industries	1999
504. Subventionner la collecte sélective en porte à porte de la fraction du papier qui n'est pas payée via la gestion des déchets d'emballages.	Gouvernement wallon	Communes Industries du déchet Entreprise d'économie sociale	1998

## 25/ Déchets de verre

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
505. Développer et promouvoir via l'écoconsommation le verre réutilisable dans le domaine ménager.	DGRNE	Particuliers Réseau éco-consommation	1998
506. Développer le verre réutilisable dans l'Horeca et les administrations.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral/ CE	Horeca MET MRW	1999
507. Soutenir financièrement les entreprises productrices pour la mise sur le marché d'emballages réutilisables pour boissons.	Gouvernement wallon	Industries	2000
508. Imposer aux secteurs de la distribution au minimum une surface pour la reprise des déchets via les autorisations d'exploiter.	Autorités compétentes	Industries	2000
<i>b. Collecte</i>			
509. Etendre le réseau des bulles selon les principes suivants : - nettoyage obligatoire des bulles 2 x/an; - tri en deux couleurs; - au minimum un point de collecte par entité et 1 point de collecte/600 habitants par commune.	Gouvernement wallon	Communes Industries Associations de communes	1999 2000 2000
510. Obliger l'orientation des déchets de verre de construction vers les centres de recyclage avec obligation de démontage et de nettoyage.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	2000
511. Réglementer le marquage des emballages en vue de préciser si l'emballage est recyclable/réutilisable.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral CE	Industries Commission interrégionale de l'emballage	2000
<i>c. Valorisation</i>			
512. Rechercher d'autres méthodes de valorisation que la production de produits en verre creux.	DGRNE DGTRE Industries	Industries Industries du déchet ISSeP	2002
<i>d. Elimination</i>			
513. Réduire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets de fibres de verre	Gouvernement wallon	Industries ISSeP	2000

## 26/ Déchets plastiques

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
514. Développer des produits en une seule matière plastique (monoconception).	DGRNE DGTRE	Industries	2001
515. Développer une éco-consommation des produits en matières plastiques réutilisés et recyclés.	DGRNE	Particuliers Industries Réseau éco-consommation Commission interrégionale de l'emballage	2000
516. Promouvoir le développement des consignes pour les emballages plastiques boissons	Gouvernement wallon	Industries Réseau éco-consommation Commission interrégionale de l'emballage	2000

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
517. Développer la réutilisation grâce aux centres de démantèlement VHU et d'équipements électriques/électroniques.	DGRNE	Industries Industries des déchets	2001
<i>b. Collecte</i>			
518. Promouvoir des espaces communaux de regroupement des déchets plastiques agricoles.	Communes DGRNE	Communes Industries Associations professionnelles agricoles	2000
519. Rendre obligatoire le tri sur les chantiers.	Gouvernement wallon	Industries	2000
520. Veiller à l'exécution de l'obligation de reprise des emballages.	Gouvernement wallon	DGRNE/Commission interrégionale de l'emballage	1998
<i>c. Recyclage - valorisation</i>			
521. Promouvoir la recherche de techniques de recyclage notamment par la création d'un syndicat d'étude.	DGRNE	Industries	2002
522. Promouvoir la recherche, le développement et l'utilisation de plastiques biodégradables.	Gouvernement wallon Commission européenne	DGRNE Industries	2000
523. Lancer des appels à projet pour le recyclage des déchets.	DGRNE	Industries Fédérations industrielles	1999
<i>d. Elimination</i>			
524. Interdire la mise en centre d'enfouissement technique des déchets non-ultimes de plastique. M.E. : 3 ans	Gouvernement wallon	Industries Industries du déchet Associations de communes	1999
525. Interdire l'incinération des déchets en dehors des installations spécialisées et autorisées.	Gouvernement wallon	Particuliers Communes Industries	1998
<i>e. Financement</i>			
526. Instaurer une obligation de reprise des déchets de plastiques agricoles. M.E. : 1 an	Gouvernement wallon	Producteurs Importateurs Distributeurs Détaillants	1999
527. Etudier les conditions de prises de participations de la Région en vue de développer une industrie du recyclage performante.	Gouvernement wallon DGRNE	Industries du déchet	2000

## 27/ Déchets textiles

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
528. Promouvoir les produits bénéficiant d'un Eco-label (MST, MUT, ÖKO-TEX, ECO-TEX, EURO-LABEL et ECO-LABEL européen) dans le cadre du réseau d'éco-consommation	DGRNE	DGRNE	continu
529. Développer l'implantation de points de vente et d'échange de vêtements de seconde main	DRGNE	Communes/ONG Entreprise d'économie sociale	2000
530. Informer la population de l'implantation des points de vente de vêtements de seconde main.	DGRNE	Communes/ONG Entreprises d'économie sociale	continu
531. Réaliser un code de bonnes pratiques prônant le tri à la source et encourageant l'emploi de fibres recyclées.	DGRNE	Communes Associations de communes Industries	1999
<i>b. Collecte</i>			
532. Optimiser la collecte sélective, par le développement d'actions communales de sensibilisation que la Région soutiendra financièrement.	DGRNE	Particuliers, Communes, Associations de communes	1998
533. Interdire le dépôt des déchets textiles ménagers dans les poubelles.	Communes	Particuliers	1999

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>c. Valorisation</i>			
534. Encourager toutes formes de valorisation : - panneaux isolants thermiques et phoniques; - coton d'essuyage; - matériaux de construction; - fourrage de poupées (quantités faibles); - garnitures isolantes; - fourrage de matelas (quantités faibles); — valorisation agricole.	DGRNE	DGTRE Industries Entreprises d'économie sociale	continu
535. Permettre le maintien et promouvoir le développement des activités d'économie sociale enregistrées par la Région, par la conclusion de contrats entre ces entreprises et les autorités communales.	Gouvernement wallon	Communes Industries Entreprises d'économie sociale	1999
<i>d. Elimination</i>			
536. Interdire la mise en CET des déchets textiles non ultimes. (M.E. : 1 an)	Gouvernement wallon	Industries	1999

## 28/ Les déchets d'emballages

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
537. Mettre en place un centre d'information et de recherche dans le domaine de la prévention.	Gouvernement fédéral Fédérations Commission interrégionale de l'emballage	Commission interrégionale de l'emballage Fédérations	1999
538. Etablir des normes de produit visant à une prévention qualitative et quantitative.	Gouvernement fédéral Commission interrégionale de l'Emballage	Industries	1999
539. Tenir compte, dans l'accord de coopération, des efforts accomplis par les entreprises en matière de réutilisation.	Parlement wallon	Commission interrégionale de l'emballage	2000
540. Réglementer les logos afin de déterminer un message non équivoque pour le consommateur en ce qui concerne le procédé et le coût de la valorisation.	Gouvernement fédéral Commission interrégionale de l'emballage CE	Industries	2000
541. Promouvoir la mise en place d'une standardisation et d'une harmonisation des types d'emballages	Gouvernement fédéral Gouvernement wallon CE	Industries	2003
542. S'assurer de la rédaction d'un plan unique de prévention et d'un examen unique par une coopération entre les autorités régionales et fédérale.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries Commission interrégionale de l'emballage Ministère de la santé publique et de l'environnement	2000
543. Veiller à la concrétisation des plans de prévention de l'apparition des déchets d'emballages.	Commission interrégionale de l'emballage Ministère de la santé publique et de l'environnement	Industries	1999
544. Promouvoir l'achat en vrac suivant des conditions d'hygiène strictes et dans certains domaines définis.	DGRNE	Industries	2001
545. Promouvoir les avantages des emballages réutilisables et garantir le choix entre un emballage réutilisable ou recyclable par le consommateur.	DGRNE Gouvernement wallon	Réseau éco-consommation Industries	continu
546. Imposer l'utilisation des emballages réutilisables de boissons dans les administrations publiques.	Gouvernement wallon	MET MRW	1998
<i>b. Collecte</i>			
547. Développer des méthodes de collecte des déchets d'emballages en adéquation avec les objectifs de recyclage et de valorisation imposés par l'accord interrégional et avec des dispositions prévues pour chaque catégorie de déchets.	Gouvernement wallon	Associations de communes Communes Industrie	2001
548. Mettre en place des centres de regroupement des déchets d'emballages industriels par les P.M.E. et commerces en vue de la reprise par l'organisme agréé.	DGRNE	Industries du déchet Organisme agréé	1998

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>c. Recyclage</i>			
549. Promouvoir les produits élaborés à base de matière recyclée.	DGRNE	Industries ONG	1998
550. Modifier les cahiers de charge des travaux publics pour incorporer des produits en matières recyclées.	DGRNE	DGRNE MRW MET	2000
551. Organiser des appels à projet pour la création de filières de recyclage.	DGRNE	Industries	1998
<i>d. Elimination</i>			
552. Interdire la mise en CET des déchets non-ultimes d'emballages. ME : 1 an	Gouvernement wallon	Industries	1999
553. Interdire la mise en CET des déchets d'emballages métalliques. (M.E. 3 ans)	Gouvernement wallon	Industries	1999

## 29/ Déchets de la circulation automobile et fluviale

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<i>a. Prévention</i>			
554. Réaliser un code de bonnes pratiques destiné aux bateliers et aux chargeurs : - reprenant les principes contenus dans le Traité; - présentant les bonnes pratiques à adopter pour le chargement et le déchargement de façon à minimiser la création de déchets.	DGRNE/MET DGTRE	Bateliers Fédérations industrielles	1999
555. Promouvoir l'utilisation d'huiles biodégradables en navigation fluviale	DGRNE	Bâteliers Industries	2003
556. Intégrer les conditions de chargement et de déchargement mentionnées dans la Convention dans les permis d'exploitation des entreprises réceptrices des cargaisons et des chantiers navals.	Autorités compétentes	Industries	2002
557. Rendre les carnets de contrôle des huiles usagées obligatoires et assurer leur suivi.	Autorités compétentes	Bateliers	2000
558. Définir le mode d'organisation des stations de réception agréées pour le dépôts des huiles usagées.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries du déchet	2000
559. Définir le type de justificatif à fournir lors des dépôts d'huiles usagées.	Gouvernement wallon	Industries	2000
560. Assurer une coordination entre les services chargés du contrôle et de la répression des rejets et des dépôts illicites.	Gouvernement wallon	MET DGRNE Autorités judiciaires	2000
<i>b. Collecte</i>			
561. Etablir un accord de coopération entre le pouvoir fédéral et les pouvoirs régionaux pour la mise en oeuvre complète des projets de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et pour la répartition des moyens de financement de la collecte et du traitement des déchets huileux et graisseux dégagés par les rétributions payées par les bateliers.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	MET DGRNE Ministères fédéraux	2000
562. Définir les modalités de fonctionnement de l'institution nationale responsable de l'organisation du système de financement uniforme pour les déchets huileux et graisseux : — définir les modalités de " vente " des timbres; — définir les modalités de contrôle des paiements; — informer les bateliers du rôle de l'institution nationale choisie.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Ministères fédéraux DGRNE MET	2000
563. Installer dans les ports, les installations de manutention ou écluses (là où ce n'est pas déjà fait) des espaces propreté agréés pour la collecte séparée des déchets ménagers et des déchets dangereux.	MET DGRNE	Industries du déchet MET	2002

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
564. Installer dans les ports des équipements et installations adéquates pour recueillir les déchets liés à la cargaison.	DGRNE MET	Ports autonomes Industries du déchet2002	
565. Développer des espaces de propreté équipés de conteneurs pour le tri des PMC, verres et déchets dangereux. : a) au niveau des places publiques, b) au niveau des routes et autoroutes	MET MET	Communes MET	2000 2002
c. Elimination			
566. Interdire la mise en CET des déchets collectés de la circulation automobile et fluviale, avec entrée en vigueur fin 1999.	Gouvernement wallon	Industries MET	1999

## 5/ Remise en état des sites

## A Objectifs

265. Diminuer et maîtriser les risques de pollution des sols.

266. Assurer l'assainissement des sites d'ici 2010 selon un programme pluriannuel.

## B Organisation

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateur	Echéance
567. Mettre en place un " Observatoire de la Qualité des Sols ", dont la mission serait d'assurer le suivi de la qualité des sols dans le temps, de manière à pouvoir mettre en évidence l'évolution à long terme de cette qualité.	Gouvernement wallon	DGRNE DGATL Spaque ISSeP	1999
568. Systématiser les analyses des sols sur base d'un seul protocole régional et généraliser la standardisation de la saisie des données.	DGRNE	DGATLP Issep/Spaque Laboratoires	1999
569. Diffuser les informations sur les pratiques respectueuses des sols.	DGRNE DGATLP	Communes Associations de communes DGRNE	Continu
570. Mettre en place une législation spécifique relative à la préservation de la qualité des sols.	Parlement wallon	DGRNE DGATL	1999
571. Finaliser la publication des cartes pédologiques réalisées par l'I.R.S.I.A.	DGRNE	IRSIA	1998
572. Déterminer les conditions d'utilisation des matériaux non contaminés.	Gouvernement wallon	Industries Particuliers	1998
573. Réduire le nombre de " chancres " industriels.	Gouvernement wallon	DGATLP DGRNE Communes Associations de communes Spaque Industries	2010



Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateur	Echéance
<p>574. Harmoniser les réglementations existantes en matière de remise en état des sites (réhabilitation, assainissement et rénovation). A cette fin, le projet législatif devra consacrer les principes suivants.</p> <p>A titre préventif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— une obligation générale de précaution se basant sur un critère objectif de légalité concrétisé soit par le respect des normes obligatoires et un critère scientifique de danger, soit à défaut de normes par référence à une détérioration physique, chimique ou biologique importante et mesurable;</li> <li>— un système d'état des lieux d'entrée et de sortie avant et au terme de l'exploitation industrielle en soumettant les exploitants à une analyse de leur site;</li> <li>— une obligation de surveillance tout au long de l'exploitation, via une mesure sur les sols tous les cinq ans et une évaluation des résultats en fonction de normes guides;</li> <li>— l'établissement progressif d'un registre des sites contaminés ou des sols à usage industriel, d'une cartographie de la qualité des sols des zones agricoles et des zones forestières.</li> </ul> <p>A titre curatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— un tronc commun arrêtant les principes de réparation et de modalités d'exonération de responsabilités pour les pollutions historiques qui s'articulent avec les lois, décrets, polices administratives qui se rapportent à cette problématique (droit civil, droit de l'urbanisme, droit de l'environnement);</li> <li>— la généralisation, l'harmonisation et le renforcement des mesures de sécurité (mesures provisoires d'attente, mesures de publicité, mesures d'indisponibilité ou d'intransmissibilité du bien) lesquelles devraient être adaptées en fonction des situations particulières;</li> <li>— la définition des mesures de réparation. Par ordre de préférence : réhabilitation légère, assainissement, travaux d'aménagement, réparation par équivalent, réalisation d'une étude de caractérisation;</li> <li>— une généralisation de l'obligation de réhabilitation des exploitations soumises à permis ou déclaration préalable non seulement en fin d'exploitation mais à tout moment dès lors que la situation l'impose;</li> <li>— la soumission du plan de réhabilitation aux avis des différents services administratifs concernés. Il vaudra autorisation d'environnement ou d'urbanisme nécessaire à son exécution;</li> <li>— la mise en place d'un système de financement complémentaire aux moyens budgétaires existants de la Région (taxes sur les dépotoirs et les sites industriels désaffectés) devra être envisagée pour appréhender et financer les pollutions historiques et les sites orphelins. Ce système de financement pourrait comprendre des incitants à l'acquisition des sites à dépolluer et/ou des contributions à charge des titulaires de permis d'environnement ou d'urbanisme.</li> </ul>	Parlement wallon	Industries Associations de communes	1998
<p>575. Renforcer la sensibilisation des communes et des propriétaires quant à l'obligation légale de réhabiliter les sites pollués. Cette action pourra être orientée vers les communes, par exemple par la distribution de fascicules explicatifs des risques liés aux sites pollués et des remèdes possibles. Elle se cumulera utilement par le renforcement des mises en demeure et contacts directs avec les redevables.</p>	DGRNE	Communes Industries Particuliers	1998
<p>576. Mettre en place le fonds d'indemnisation des victimes de pollutions par les déchets.</p>	Gouvernement wallon	Particuliers	1998
<p>577. Mieux définir les responsabilités des pollueurs et les classes d'assurance en concertation avec l'Union professionnelle des Entreprises d'Assurances.</p>	DGRNE	Industries Compagnies d'assurance	1999

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateur	Echéance
<p>578. Mettre en place une cellule de coordination composée notamment de la DGRNE, la DGATLP, la Spaque et les associations de communes. En vue de parvenir aux propositions qu'elles auront à formuler au Gouvernement au cours de la procédure, les administrations (selon une répartition des tâches à définir entre-elles) auront conjointement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— définir le statut juridique du site et, le cas échéant, rechercher les interlocuteurs qui pourraient se substituer au propriétaire et avec lesquels il serait envisageable de remettre le site réaffecté, ainsi que les conditions de cette opération;</li> <li>— estimer les budgets à affecter aux opérations sur chaque site; - prendre les contacts nécessaires avec des consultants extérieurs en vue d'investiguer les possibilités techniques d'une réaffectation respectueuse des impératifs environnementaux et urbanistiques;</li> <li>— déterminer pour les sites pollués les objectifs et les modalités d'assainissement et de réaffectation à atteindre en fonction des caractéristiques du site (présence d'une nappe aquifère, proximité de l'habitat, l'intérêt biologique...) et de la destination future de celui-ci (agriculture, habitat, zone artisanale,...) étant entendu que des limitations d'utilisation pourraient être imposées;</li> <li>— compléter les propositions de mesures d'assainissement et de réaffectation par un programme de surveillance de chaque site à moyen ou long terme;</li> <li>— assurer un suivi attentif des travaux réalisés et gérer le programme de surveillance. Par ailleurs, cette cellule de coordination assurera la représentation de la Région dans les enceintes internationales. En effet, depuis mars 1993, sous l'égide de l'A.E.E., un groupe de travail international sur les sites contaminés a été créé. Par ailleurs une action concertée a été mise en place en 1994 par la D.G. XII de la Commission européenne. Cette action, appelée CARACAS ("Concerted Action on Risk Assessment for Contaminated Sites"), a pour objectif d'intégrer les données des différents pays membres de l'U.E. en matière de sols contaminés, de proposer des programmes de recherche prioritaires et d'élaborer des recommandations et des valeurs guides à suivre pour les décontaminations de ces sites. Il conviendra d'être particulièrement attentif à l'évolution des normes et de la législation dans les pays étrangers.</li> </ul>	Gouvernement wallon	Ministère de la Région wallonne Industries Associations de communes Particuliers	1998

## 6/ Moyens

## A. Objectifs

## 1/ La sensibilisation, l'information et la formation

267. Promouvoir un changement de mentalités et des comportements du citoyen face à son environnement pour aboutir à long terme à un véritable éco-civisme en Wallonie. Que ce soit dans son milieu professionnel, familial ou social, chaque citoyen doit se sentir responsable et acteur de son environnement.

A longue échéance, le changement et le renouveau dépendront du taux d'acceptation et d'appui du public

conscientisé, informé et donc prêt à collaborer par des actions appropriées.

268. Induire, par une stratégie de sensibilisation, d'information et de communication du citoyen, une prise de conscience et une participation qui provoqueront l'acquisition de nouveaux comportements, à former les jeunes à être responsable de leur environnement et à donner aux éducateurs des moyens efficaces et adéquats.

## 2/ Instruments réglementaires, économiques et financiers

269. Renforcer l'efficacité et la cohérence des instruments réglementaires, économiques et financiers dans le cadre des principes et objectifs fixés par le présent plan.

Les instruments économiques et financiers auront pour objectif premier d'inciter à la valorisation. L'intérêt spécifique des taxes consistera à rendre les filières de recyclage économiquement attractives, viables et pérennes, notamment en faisant supporter progressivement le coût-vérité de l'élimination des déchets. A terme, les instruments fiscaux devront pénaliser les techniques et les produits les plus défavorables à l'environnement.

270. Intégrer progressivement le coût de l'environnement dans l'économie, le prix des produits et des services.

271. Optimiser le rapport coût/efficacité des instruments économiques et financiers.

272. Concentrer les aides de façon stratégique sur les étapes décisives dans le processus de réduction des déchets et de recyclage matière.

273. Développer les secteurs industriels et techniques wallons dans le domaine des technologies propres et de la gestion des déchets.

3/ Les ressources humaines

274. Veiller à l'adhésion continue et coordonnée de toutes les parties au plan wallon des déchets "Horizon 2010" et à l'exercice des responsabilités de chacun.

275. Réguler et contrôler les conditions de cohabitation entre un environnement de qualité auquel chaque citoyen a droit et les sources de pollution inhérentes à nos activités humaines de production et de consommation. L'action de vigilance est plus efficace et moins coûteuse que l'action de réparation.

276. Intégrer les exigences en matière de protection de l'environnement dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques des autorités publiques et des stratégies industrielles.

Les structures administratives publiques seront aménagées afin d'assurer une approche intégrée en matière de pollution et une prise en compte de la gestion des déchets dans les autres politiques. Des structures de coordination entre acteurs, privés et publics, seront mises en place en exécution des principes de partage des responsabilités et de partenariat prévus par le plan. En particulier, il y a lieu d'encourager les initiatives susceptibles de développer l'emploi notamment dans les entreprises d'économie sociale.

277. Renforcer le rôle social et éducatif de l'administration, notamment par une participation à des actions spécifiques de communication.

278. Renforcer le rôle des communes et des fédérations professionnelles qui sont les relais privilégiés de la politique régionale vis à vis des citoyens et des entreprises, sera renforcé. Le dialogue et le partenariat avec les associations de protection de l'environnement et des consommateurs seront poursuivis.

279. Déployer les moyens humains nécessaires au niveau des entreprises, des fédérations professionnelles, des pouvoirs subordonnés et des associations de protection de l'environnement.

B. Organisation

1/ La sensibilisation, l'information et la formation

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
<b>a. Sensibilisation</b>			
579. Continuer les actions telles que : — organiser une semaine verte annuelle d'actions de sensibilisation du citoyen tant à la prévention de l'apparition de déchets qu'à leur tri sélectif et à leur valorisation; — promouvoir la participation du public au processus de décision (enquête publique, référendum,...) en situant la concertation en amont de ce processus et en informant correctement le citoyen sur les enjeux de la décision; — soutenir les campagnes de sensibilisation initiées par les associations et les mouvements; — assurer la diffusion gratuite de brochures et de documents de sensibilisation.	DGRNE Communes Gouverne- ment wallon DGRNE DGRNE	Communes ONG/ Ecoles Mouve- ments de jeunesse Com- munes(service conseil en environnement) DGRNE ONG Mouvements de jeunesse DGRNE ONG Ecoles/ Communes/ Pro- vinces	continu continu continu continu
580. Promouvoir le tri sélectif des déchets ménagers, en particulier à l'occasion de l'instauration dans la zone d'intercommunale d'une collecte sélective.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes Organismes agréés pour la reprise	continu
581. Promouvoir l'utilisation des produits issus de la valorisation des déchets ménagers (produits recyclés, seconde main, réutilisation des contenants et emballages...).	Gouvernement wallon	DGRNE Communes Associations de communes Ecoles	continu
582. Sensibiliser les entreprises à la prise en compte de l'environnement dans leur gestion : — par la mise à disposition d'incitants financiers en faveur de l'innovation technologique, de l'application du règlement européen de management environnemental, de la certification iso14000; — par la mise à disposition de conseillers en environnement pour les PME; — par l'élaboration d'un code de déontologie écologique de la publicité.	Gouvernement wallon Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Industries Industries Industries	continu continu 2000
583. Intégrer dans le plan communal type des actions communales en matière de prévention et de collectes sélectives.	Gouvernement wallon	DGRNE Conseil supérieur des Vil- les, Communes et Provin- ces de la Région wal- lonne	1999

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
584. Assurer une action continue de sensibilisation à la protection de l'environnement dans les médias, notamment en prévoyant dans la grille des programmes télévisés une plage horaire consacrée à la protection de l'environnement et assurer une action continue de sensibilisation.	Gouvernement wallon/ Gouvernement de la Communauté française	Particuliers Médias	1999
585. Mettre à disposition des ménages un guide de bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des déchets cohérent avec la politique régionale.	DGRNE	Communes Associations de communes Particuliers	1999
586. Organiser l'information des citoyens des risques sur la santé découlant des activités de gestion des déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE ISSeP Université Ministère de la Santé Publique Ministère de la recherche scientifique	1998
587. Développer l'action du Réseau éco-consommation : - en continuant l'actualisation de la banque de données informatisées; — en développant les actions ciblées en fonction du public visé; — en assurant quotidiennement la permanence téléphonique gratuite via le téléphone vert.	Gouvernement wallon	D G R N E / O N G Industries/Ecoles	continu
588. Assurer la publication et la diffusion gratuite de documents d'information.	Gouvernement wallon DGRNE	DGRNE	continu
589. Assurer la diffusion d'un bilan périodique du Plan wallon des déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE	continu
590. Etablir des bases de données accessibles au grand public en matière de technologies et de produits propres.	DGRNE	Industries Bureaux d'études Univer- sités ISSEP	continu
591. Poursuivre l'élaboration et la promotion de cahiers sectoriels sur les techniques et l'utilisation de produits et de matériaux non polluants.	DGRNE/ DGTRE	Industries	continu
592. Promouvoir l'éco-label européen : — par une assistance aux entreprises désirant labelliser un de leurs produits; — par la reconnaissance de centres d'expertise wallons pour l'élaboration et la reconnaissance de normes européennes.	Gouvernement wallon	DGRNE Industries	continu
593. Mettre à la disposition des entreprises et du grand public des brochures de vulgarisation des textes légaux et d'explication des procédures légales, de promotion des filières de valorisation et de recyclage des déchets.	DGRNE Fédérations industrielles	Industries Industries du déchet ONG Particuliers	continu
594. Développer des codes de bonnes pratiques sectoriels portant sur la gestion des ressources, la conception et la fabrication ainsi que sur la gestion et la commercialisation des produits.	DGRNE	DGTRE Industries	2005
595. Continuer la promotion des formations : — de conseillers en environnement; — de fonctionnaires publics; — des syndicats; — des membres des comités de sécurité et d'hygiène.	Gouvernement wallon	DGRNE Instituts de formation	continu
596. Assurer la promotion de formations à distance (télé-enseignement) des gestionnaires d'entreprises.	DGRNE	Universités/Chambres de commerce Fédérations industrielles	continu
<i>d. Education</i>			
597. Continuer le programme " Ecoles pour demain " visant à l'application aux écoles secondaires du système de management environnemental développé par l'asbl COREN : — en informant les écoles du programme d'actions et des moyens mis à leur disposition; — en élaborant un guide d'actions concrètes; — en mettant à leur disposition du matériel de sensibilisation; — en organisant l'accompagnement des enseignants et des animateurs " éco-gestionnaires ".	Gouvernement wallon Gouvernement de la Communauté française	DGRNE Ecoles/ONG	continu

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
598. Continuer la mise à disposition des écoles de matériel pédagogique adéquat.	DGRNE	Ecoles	continu
599. Relancer la concertation avec la Communauté française en vue de la négociation d'un protocole d'accord visant : — à l'intégration de l'éducation relative à l'environnement dans les programmes scolaires à tous les niveaux; — au financement commun d'initiatives novatrices et de projets-pilotes en ERE; — à la formation continue des enseignants dans le domaine de l'environnement.	DGRNE Communauté française		1998
600. Assurer la promotion du "cartable vert".	DGRNE	ONG/Enseignants	continu
e. Relais			
601. Assurer les relais locaux : — sécuriser le statut des conseillers en environnement dans les communes et celui des gestionnaires des PAC. — développer la mise en pratique de plans communaux de l'environnement intégrant notamment la gestion des déchets; — instaurer le prix de la commune la plus performante en matière de gestion de déchets.	Gouvernement wallon Gouvernement wallon DGRNE	Communes Communes Communes	1999 1999 1999
602. Mettre à disposition des écoles des éco-pédagogues permettant l'accompagnement et le conseil des enseignants.	Communauté française	Ecoles ONG	continu
603. Développer les centres de documentation et d'information.	MRW MET	ONG/Administrations publiques	continu
604. Organiser le fonctionnement de comités d'accompagnement pour les installations gérant des quantités importantes de déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE/ISSeP Industries du déchet Associations de communes Particuliers	1999
605. Mettre en place un service d'assistance administrative et technique aux communes et aux industries pour la mise en œuvre du plan.	Gouvernement wallon	Structure à déterminer	1999

## 2/ Instruments réglementaires, économiques et financiers

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
606. Elaborer un ensemble homogène et simplifié de mesures réglementaires, économiques et auto-régulatrices.	Parlement wallon wallon	D.G.R.N.E. Entreprises Communes	1999
607. Simplifier la procédure d'octroi des permis d'exploiter et la procédure d'accès aux aides financières et limiter les délais de prise de décision.	Parlement wallon	Autorités compétentes	1999
608. Imposer des règles tarifaires de gestion des déchets aux installations de traitement de déchets.	Gouvernement wallon	D.G.R.N.E. Industries	1999
609. Etablir un mécanisme d'association systématique des organes spécialisés et des acteurs concernés à l'élaboration des actes ou accords internationaux.	Gouvernement wallon	D.G.R.N.E. Fédérations industrielles	1999
610. Promouvoir l'insertion des mesures prévues par le plan dans les règlements communaux	Gouvernement wallon	Communes	1999
611. Préciser la portée juridique des conventions sectorielles. Le régime juridique portera sur : — la procédure d'élaboration des conventions; — la publicité à attacher aux conventions; — la durée pour laquelle les conventions; peuvent être conclues et la procédure présidant à leur reconduction éventuelle; — les règles relatives à la modification et à la réalisation des conventions; — le contrôle de l'exécution des conventions; — les clauses de sauvegarde pour garantir la réalisation des engagements.	Parlement wallon	Gouvernement wallon Fédérations industrielles	2000

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
612. Prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement des réalisations du plan dans l'optique : — d'un meilleur respect du principe pollueur/payeur; — de la pénalisation de la mise en C.E.T. à des fins de diminution des quantités mises en enfouissement; — de la responsabilisation des autorités locales.	Parlement wallon	Industries du déchet Associations de communes Communes	1998
613. Instaurer un taux de TVA préférentiel sur la main-d'œuvre pour la réparation des biens de consommation.	Gouvernement fédéral	Industries Entreprises d'économie sociale	2002
614. Mettre en œuvre progressivement l'objectif de coût-vérité par l'application d'un des dispositifs suivants : — l'obligation de reprise; — la création de fonds sectoriels de financement privé visant à assurer les opérations de valorisation.	Gouvernement wallon	Industries du déchet D.G.R.N.E.	2000
615. Accentuer l'effet incitatif des écotaxes en coordination avec la politique régionale.	Gouvernement wallon	Gouvernement fédéral	Continu
616. Accorder aux communes des subventions proportionnelles aux résultats en matière de prévention et de collecte sélective des déchets. Une enveloppe budgétaire annuelle de 300 millions de BEF y sera consacrée. En plus, une subvention annuelle de 500.000 F sera accordée pour l'engagement d'un éco-conseiller.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1998
617. Accorder aux entreprises une aide financière pour la recherche et le développement de techniques de produits propres ainsi que pour la mise en place d'infrastructures de recyclage des déchets. Les moyens budgétaires annuels seront de l'ordre de 300 millions BEF.	Gouvernement wallon	Industries	1998
618. Assurer aux entreprises d'économie sociale une aide financière pour la réalisation d'actions de recyclage.	Gouvernement wallon	Entreprises d'économie sociale	1998
619. Rendre obligatoire l'analyse économique pour tout projet public de gestion des déchets non explicitement prévu par le Plan	Gouvernement wallon	Associations de communes	1998
620. Accorder des subventions aux pouvoirs subordonnés pour la construction des infrastructures ci-après retenues par le plan : — 32 parcs à conteneurs; — 2 centres de transferts; — 8 centres de tri des encombrants ménagers et de préconditionnement; — l'adaptation aux normes des infrastructures d'incinération avec récupération thermique et matière; — 6 infrastructures de valorisation des matières organiques fermentescibles. Le remplacement des installations subventionnées durant la période d'amortissement de ces installations et l'aménagement des C.E.T. ne seront pas subventionnés. Les taux de subventionnement varieront entre 40 % et 70 % suivant le bénéfice environnemental et économique du projet. Ils seront maintenus à 85 % pour les infrastructures annoncées par le Plan wallon des déchets 91-95 et les parcs à conteneurs.	Gouvernement wallon	D.G.R.N.E. Communes Associations de communes	1998
621. Maintenir la gratuité d'accès des ménages aux PAC. Les artisans, commerçants et petites PME pourront y avoir accès pour des quantités limitées de déchets valorisables et moyennant l'application de leur participation financière.	Gouvernement wallon	Communes Associations de communes	1998
622. Rendre obligatoire le remboursement des subsides au prorata des tonnages de déchets industriels traités dans toute installation publique subventionnée.	Gouvernement wallon	Associations de communes	1998
623. Créer un fonds de solidarité et de garantie pour la réhabilitation des sites pollués.	Parlement wallon Gouvernement wallon	Industries	2002
624. Promouvoir la généralisation du sac payant, du pesage électronique de la poubelle ou d'autres moyens équivalents assurant l'équité sociale et l'application progressive du prix-vérité. Cette mesure concerne en premier lieu les communes dotées d'un système de collecte sélective adéquat. Le prix proportionnel aux quantités ne pourra être inférieur aux frais variables que constituent les coûts de traitement, le système forfaitaire demeurant souhaitable pour couvrir les coûts de collecte et d'investissement qui sont essentiellement des coûts fixes.	Gouvernement wallon	Communes	1998

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
625. Etablir et tenir à jour un catalogue des aides financières octroyées par les institutions publiques, régionales, fédérales et internationales en précisant les modalités et les conditions d'accès.	D.G.R.N.E. D.G.T.R.E	Industries	Continu
626. Développer un partenariat entre les opérateurs publics et privés de gestion de déchets visant à optimiser l'efficacité environnementale, économique et financière des infrastructures de gestion de déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE SRIW Industries Industries du déchet Associations de communes	1998
627. Etablir un programme triennal d'aides financières régionales.	Gouvernement wallon	Industries/Communes Associations de communes	1998
628. Etablir un programme budgétaire de réhabilitation des sites pollués à charge des pouvoirs publics.	Gouvernement wallon	D.G.R.N.E. SPAQUE	1998

## 3/ Les ressources humaines

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
629. Elargir la composition et les missions du Comité consultatif de l'Office des déchets.	Gouvernement wallon	DGRNE Communes Associations de communes Industries Industrie du déchet ONG	1998
630. Mettre en place la Direction de la coordination de l'environnement au sein de la DGRNE composée de : — une unité "documentation et sensibilisation" chargée de coordonner l'élaboration de brochures, l'organisation de séminaires et de séances d'informations, la diffusion de l'information, la publicité des actes réglementaires...; — une unité "comptabilité environnementale" chargée d'organiser la collecte des données et des informations émanant de la surveillance écologique, économique et sociale des différents milieux, de les intégrer et de les traiter, de veiller à leur intégration dans les programmes internationaux de surveillance de l'environnement. Les données seront consignées dans une banque de données accessibles au grand public, via notamment le réseau internet; — une unité "relations internationales" chargée de suivre les travaux des organisations internationales dans le domaine de l'environnement et de préparer les positions de la Région wallonne dans les enceintes extérieures; — une unité "planification et de programmation".	DGRNE	DGRNE	1998
631. Créer au sein de la Division de l'Eau un service chargé de la politique des sols. Ses missions seront exercées en étroite collaboration avec les Directions générales concernées.	Gouvernement wallon	DGRNE	1998
632. Rebaptiser la division DPPGSS "Division de la Prévention et des Autorisations (DPA). Elle sera chargée de l'instruction de toutes les demandes d'autorisation afin que la procédure et les conditions d'autorisation soient pleinement coordonnés et afin de garantir une approche intégrée effective entre tous les avis des services de la DGRNE et des autres directions générales du Ministère de la Région wallonne et du Ministère de l'Équipement et des Transports. Cette division comportera une unité prévention chargée des missions des cellules " technologies propres " et " produits propres ".	Gouvernement wallon	DGRNE	1998
633. Adapter le cadre de l'Office wallon des déchets en créant : — une Direction " transferts de déchets " chargée du contrôle administratif des déplacements internationaux, inter et intrarégionaux de déchets, — un service juridique et de l'indemnisation chargée notamment de la mise en œuvre des articles 39 § 3 et 44 du décret du 27 juin 1996, — le Comité permanent de pilotage du plan.	Gouvernement wallon	DGRNE	1998

Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
634. Veiller à une parfaite collaboration effective et efficace entre la DPE et les Parquets, la gendarmerie, les Bourgmestres et les polices locales dans le cadre de ses missions de contrôle, de surveillance, de recherche et de constat des infractions.	Gouvernement wallon Gouvernement fédéral	Gouvernement wallon Communes	Continu
635. Mettre en place, au sein de la DPE, un réseau de contrôle des émissions et immissions liées à l'exploitation des centres de traitement des déchets et en priorité des CET et des incinérateurs.	DGRNE	DGRNE ISSeP	1998
636. Organiser un dispositif de contrôle sur le terrain, assuré par une brigade spécialisée dans le domaine des déchets intégrée à la DPE, en collaboration avec les agents de l'OWD, des services fédéraux, des douanes et accises, la gendarmerie, les polices communales et les autorités compétentes étrangères.	Gouvernement wallon	DGRNE	1998
637. Redéployer les activités de l'ISSeP en matière environnementale ce qui implique le développement de compétences et de spécialisations et confier à l'ISSeP la mission de laboratoire de référence et d'observatoire des technologies environnementales, ce qui comprend notamment l'accomplissement, en collaboration avec la DGRNE des tâches suivantes : — l'établissement des procédures d'échantillonnages, de prélèvements et d'analyses; — la mise au point de programmes d'intercomparaison au niveau analytique; — l'agrément de laboratoires, c'est-à-dire la partie technique de cette procédure et leur suivi; — le développement d'une veille technologique comportant l'établissement des meilleures technologies disponibles et la création d'un réseau d'informations; — l'intégration dans le réseau permanent d'information et d'observation pour l'environnement géré par l'Agence européenne de l'environnement.	Gouvernement wallon	ISSeP	1999
638. Etablir un protocole de coordination entre la DGRNE, la SPAQuE et la DGATLP visant à optimiser la cohérence des actions et des outils d'intervention. Un rapport commun d'activités sera établi et transmis au Gouvernement.	DGRNE	Spaque DGRNE DGATL	1998
639. Désigner un coordinateur environnemental au sein de chaque direction générale. Ces coordinateurs se réuniront chaque fois qu'il le faudra et au moins une fois par an sous la présidence du responsable du Comité permanent de suivi du plan.	Gouvernement wallon	DGRNE	1999
640. Etablir un audit externe des différents services de la Région pour une meilleure coordination et une rationalisation des tâches.	Gouvernement wallon	MRW/MET	2000
641. Créer 3 structures permanentes de promotion et d'exécution des mesures prévues par le plan en matière de recyclage industriel, de valorisation agronomique et de valorisation en génie civil. Elles seront composées de membres des Directions générales concernées, des producteurs de déchets et des valorisateurs. Ces structures seront dirigées par un Conseil d'administration composé de représentants des administrations concernées et des producteurs de déchets visés. Le Conseil sera présidé par un représentant désigné au sein de la DGRNE. Le financement de ces structures sera assuré par les cotisations dues par les membres, la cotisation de l'Office wallon des déchets étant au moins égale au total des cotisations des autres membres. Les objectifs de ces structures s'articuleront notamment autour des axes suivants : — la certification (" labels de qualité ") des déchets ou matières assimilables à des produits et des installations les produisant; — la promotion des déchets ou matières assimilables à des produits et l'amélioration des filières de distribution; — l'amélioration de la communication par le développement de services, de statistiques, de documentations utiles; — le développement de la recherche et de l'amélioration des techniques de traitement et d'utilisation.	DGRNE	DGRNE Fédérations Industries Associations de communes SPAQuE	1998



Mesures spécifiques	Promoteurs	Opérateurs	Echéance
642. Désigner un ou des fonctionnaires communaux spécialisés dans le domaine de l'environnement et ayant suivi une formation reconnue par la Région.	Gouvernement wallon	Communes	Continu
643. Attribuer aux éco-conseillers une mission complémentaire de relais avec la Région.	Gouvernement wallon	DGRNE/ Communes	1998
644. Poursuivre la prise en charge par le budget régional des agents pour la surveillance des PAC, en permettant l'accès payant à ces infrastructures aux PME, commerçants e.a.	Gouvernement wallon	DGRNE DGPL	continu
645. Reconnaître aux fédérations des associations de défense de l'environnement, Interenvironnement Wallonie, et autres : — un rôle général d'information, de soutien technique et juridique et de sensibilisation à l'attention des associations de défense de l'environnement et du citoyen, en accord avec le gouvernement; — un rôle de relais vers le pouvoir politique régional des positions et propositions du milieu associatif environnemental; — des missions spécifiques ponctuelles.	Gouvernement wallon	ONG	1998
646. Promouvoir la participation active des citoyens aux processus de prise de décisions en matière de gestion des déchets, aux C.C.A.T. dont l'objet sera ouvert à l'environnement et donc à la politique des déchets.	Communes	Particuliers	Continu
647. Promouvoir le rôle d'interlocuteur en matière d'environnement des chambres de commerce. Une collaboration étroite entre les conseillers en environnement, les chambres de commerce, les intercommunales de développement économiques, les invests et les administrations compétentes dans les domaines économique, commercial et environnemental sera organisée.	DGRNE	DGRNE	Industries 1998
648. Imposer la désignation d'un coordinateur environnemental par entreprise de plus de 250 travailleurs et par fédération professionnelle.	Gouvernement wallon Industries Fédérations industrielles Industries du déchet	1999	
649. Inclure dans les conditions d'exécution des marchés publics, une dimension sociale	Gouvernement wallon	MRW/MET Provinces Communes	1999

## 7/ Annexes

## A. Lexique

**Associations de communes :**

les 8 associations de communes ayant pour objet la gestion des déchets (BEPN, IBW, ICDI, IDELUX, INTERSUD, INTRADEL, IPALLE, ITRADEC).

**Co-valorisation :**

opération de valorisation effectuée dans une installation intégrée à un processus de production industrielle, non spécifique à la gestion de déchets.

**Collecte :**

activité de ramassage, de regroupement et/ou de tri des déchets.

**Déchet :**

toute matière ou tout objet qui relève des catégories figurant à l'annexe I du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

**Déchets industriels :**

déchets provenant d'une activité à caractère industriel, commercial ou artisanal non assimilés aux déchets ménagers.

**Déchets ménagers :**

déchets provenant de l'activité normale des ménages et les déchets y assimilés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

**Déchet inerte :**

déchet qui, de par ses caractéristiques physico-chimiques, ne peut à aucun moment altérer les fonctions du sol, de l'air ou des eaux ni porter atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme.

**Déchet inerté :**

déchet traité de manière telle qu'il ne peut, dans des conditions de gestion déterminées, à aucun moment altérer les fonctions du sol, de l'air ou des eaux, ni porter atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme.

**Déchet stabilisé :**

déchet traité de façon à réduire son caractère polluant ou dangereux et à répondre aux critères stricts fixés pour des installations d'élimination déterminées.

**Déchet ultime :**

déchet qui n'est plus susceptible d'être valorisé ou traité en vue de la réduction de son caractère polluant ou dangereux.

**Echéance :**

l'année au cours de laquelle la mesure doit être totalement réalisée. Lorsque la mesure vise l'adoption d'une mesure légale ou réglementaire, l'entrée en vigueur de l'obligation nouvelle peut être proposée par rapport à l'échéance fixée pour son adoption. Dans ce cas, la date d'entrée en vigueur est indiquée après les mots " mise en exécution " (M.E.).

**Elimination :**

toute opération prévue à l'annexe II du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et toute opération définie par le Gouvernement conformément aux dispositions européennes en vigueur.

**Gestion :**

la collecte ou le transport ou la valorisation ou l'élimination des déchets, y compris la surveillance de ces opérations, ainsi que la surveillance et la remise en état des sites d'élimination ou de valorisation après leur fermeture.

**Gestion non connue :**

la valorisation ou l'élimination non communiquée à l'administration ou la gestion illégale.

**Industries :**

ensemble des activités et des professions qui produisent des biens et des services engendrant des déchets à l'exception des industries du déchet.

**Industries du déchet :**

entreprises privées de gestion des déchets.

**Opérateurs :**

institutions, services, groupements ou personnes à qui la mesure s'applique et/ou chargés de la mettre en oeuvre.

**Promoteurs :**

institutions, services, groupements ou personnes chargés d'initier et d'encadrer la réalisation de la mesure.

**Recyclage :**

valorisation, y compris le compostage, consistant en la récupération de matières premières ou de produits des déchets, à l'exclusion de l'énergie.

**Remise en état :**

ensemble d'opérations en vue de la réintégration du site dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de ce site en ce compris les opérations de maintenance, de surveillance et de contrôle que l'exploitant est tenu d'assurer au terme de l'exploitation compte tenu des risques potentiels que le site peut présenter.

**Transfert :**

activité visant à transférer des déchets à l'intérieur, vers l'intérieur ou vers l'extérieur de la Région wallonne, à l'exclusion des déchets en transit.

**Transport :**

ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des déchets.

**Valorisation :**

toute opération prévue à l'annexe III du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et toute opération définie par le Gouvernement conformément aux dispositions européennes en vigueur.

## B. Abréviations

A.C.S.	Agent contractuel subsidié
A.E.R.W./A.G.W.	Arrêté de l'Exécutif régional wallon (jusqu'en 1993)/Arrêté du Gouvernement wallon (à partir de 1993)
A.R.	Arrêté royal
B.E.P.N.	Bureau économique de la Province de Namur
C.C.T.	Cahier des Charges type
C.E.	Commission européenne
C.E.T.	Centre d'Enfouissement technique
C.F.C.	Chlorofluorocarbures
C.O.V.	Composés organiques volatils
C.R.R.	Centre Recherche routière
C.S.T.C.	Centre scientifique et technique de la Construction
C.W.A.T.U.P.	Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine
C.W.D.	Catalogue wallon des Déchets
D.B.O.	Demande biologique en Oxygène
D.C.O.	Demande chimique en Oxygène
D.I.B.	Déchets industriels banals
D.E.E.E.	Déchets d'Equipements électriques et électroniques
D.E.M.	Déchets encombrants des ménages
D.G.A.	Direction générale de l'Agriculture
D.G.A.T.L.P.	Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine
D.G.E.E.	Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
D.G.P.L.	Direction générale des Pouvoirs locaux
D.G.R.N.E.	Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
D.G.T.R.E.	Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie
D.M.	Déchets ménagers
D.P.E.	Division de la Police de l'Environnement
D.S.M.	Déchets spéciaux des Ménages
E.E.E.	Equipements électriques et électroniques
E.H.	Equivalent-habitant
F.O.R.E.M.	Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi
G.W.	Gouvernement wallon
H.C.F.C.	Hydrochlorofluorocarbures
IBW	Intercommunale pour l'Aménagement et l'Expansion économique du Brabant wallon
ICDI	Intercommunale pour la Collecte et la Destruction des Immondices
IDEA	Intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement du Territoire des Régions du Centre et du Borinage

IDELUX	Intercommunale d'Équipement économique de la Province de Luxembourg
INTERSUD	Intercommunale pour le développement économique et l'Aménagement du Territoire du Sud du Hainaut
INTRADEL	Intercommunale de Traitement des Déchets de la région liégeoise
IPALLE	Intercommunale de Propreté publique des régions de Pérulwez, Ath, Leuze, Lessines
ISPH	Intercommunale de Salubrité publique Hennuyère
I.S.S.e.P.	Institut scientifique de Service public
ITRADEC	Intercommunale de Traitement des Déchets du Centre et du Borinage
J.O.C.E.	Journal officiel des Communautés européennes
M.B.	<i>Moniteur belge</i>
M.E.	Mise en exécution
M.E.S.	Matière en Suspension
M.E.T.	Ministère wallon de l'Équipement et du Transport
M.I.O.M.	Mâchefers d'incinérateur d'Ordures ménagères
M.R.W.	Ministère de la Région wallonne
M.S.	Matière sèche
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique
O.D.P.	Potentiel d'appauvrissement de la Couche d'Ozone
O.M.	Ordures ménagères
O.N.G.	Organisation non gouvernementale
O.R.N.I.	Office régulateur de la Navigation intérieure
O.W.D.	Office wallon des Déchets
P.C.B.	Polychlorobiphényles
P.C.G.E.	Plan communal général d'Égouttage
P.C.I.	Pouvoir calorifique inférieur
P.C.T.	Polychloroterphényles
P.E.D.D.	Plan d'Environnement pour le Développement durable
P.E.H.D.	Polyéthylène haute densité
P.E.T.	Polyéthylène téraphtalate
P.N.U.E.	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
P.V.C.	Polychlorure de vinyle
P.W.D.	Plan wallon des Déchets
R.B.	Résidu de broyage
R.E.F.I.O.M.	Résidus d'épuration des Fumées d'Incinérateur d'Ordures ménagères
R.G.P.E.	Règlement général pour la Gestion de l'Environnement
R.G.P.T.	Règlement général pour la Protection du Travail
S.A.E.D.	Site d'Activité économique désaffecté
S.P.A.Qu.E.	Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement
S.R.I.W.	Société régionale d'Investissement de Wallonie
U.E.	Union européenne
U.W.E.	Union wallonne des Entreprises
V.H.U.	Véhicules hors usage

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 98/27241]

**Wallonischer Abfallplan, Horizont 2010**

Die wallonische Regierung hat durch einen Erlaß vom 15. Januar 1998 den wallonischen Abfallplan Horizont 2010 verabschiedet.

Die vorliegende Bekanntmachung enthält in Auszügen die gesamten Bestimmungen über die Ziele und Maßnahmen dieses Plans.

Die vollständigen Exemplare dieses Plans sind im Centre d'Accueil et d'Information des Ministeriums der Wallonischen Region, rue des Mineurs 17 in 4000 Lüttich, rue Godefroid 54 in 5000 Namur, Passage de la Bourse 21-23 in 6000 Charleroi oder durch einen Anruf der grünen Telefonnummer der Wallonischen Region 1901 erhältlich.

**Wallonischer Abfallplan, Horizont 2010**

1/ Der Industrieabfall

A. Ziele

a. Kennzeichnung

1. Die Kennzeichnung der Industrieabfälle muß immer genauer und gemeinsam mit einer sicheren Verwertungs- und Entsorgungspolitik erfolgen.

b. Statistik

2. Erweiterung der Kenntnisse und der Transparenz im Bereich der Abfallerzeugung und -bewirtschaftung.

3. Verbesserung der Organisation für die Erhebung von zuverlässigen und vollständigen Informationen.

c. Vermeidung

4. Im Rahmen des Möglichen die Erzeugung von Abfällen vermeiden;

5. Die Umweltbelastung durch Abfälle und Behandlungsmethoden verringern;

Bis zum Jahr 2010 eine Vermeidung von mindestens 50 % des gesamten Aufkommens von Industrieabfällen erreichen im Vergleich zu der zu erwartenden Entwicklung des Abfallaufkommens. Pro Abfallsorte sind die folgenden Vermeidungsquoten geplant:

Art der Abfälle	Vermeidung					
	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Steinbruchabfall	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bauabfall, Bauschutt und Beschichtungsabfall	25 %	650.000	30 %	750.000	30 %	690.000
Asbestabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Schmelz- und Verbrennungsabfälle	82 %	2.705.210	87 %	2.850.605	87 %	2.850.605
Gips- und Anhydridabfälle	50 %	423.500	45 %	435.600	45 %	495.000
Organische Lösungsmittel	7 %	830	15 %	1.775	20 %	2.365
Abfälle aus Tinte, Farben und Klebstoffen	5 %	570	15 %	1.575	20 %	2.010
Ozonschicht schädigende Abfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
PCB-kontaminierte Abfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Altöl	2 %	1.220	4 %	3.050	9 %	6100
Altbatterien und gebrauchte elektrische Akkumulatoren	0 %	60	0 %	70	0 %	75
Abfälle aus elektronischen und elektrischen Anlagen	10 %	5.850	18 %	11.600	26 %	18.300
Autowracks	10 %	11.100	10 %	12.200	10 %	12.400
Metallabfälle	50 %	240.330	48 %	223.875	49 %	228.020
Altreifen	4 %	1.250	8 %	1.875	10 %	2.500
Schlamm aus Wasserläufen und Einlaufschächten	30 %	618.000	40 %	408.000	49 %	461.000
Kläranlagenschlamm	0 %	0	1 %	0	2 %	0
Organische Abfälle	76 %	842.800	76 %	860.300	76 %	891.200
Tierische Abfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0

Vermeidung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Abfälle von Pestiziden und ihren Verpackungen	2 %	10	5 %	25	7 %	35
Abgelaufene Medikamente	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus Krankenhäusern	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Fotografieabfälle	5 %	110	12 %	260	30 %	660
Altpapier und Pappe	4 %	15.595	15 %	64.661	26 %	132.795
Altglas	8 %	22.420	16 %	46.785	22 %	74.500
Kunststoffabfälle	11 %	16.185	21 %	38.650	30 %	65.130
Textilabfälle	6 %	885	12 %	2.235	16 %	3.050
Abfälle aus der Binnenschifffahrt	2 %	400	12 %	3.000	20 %	6.300
Anorganische Schlämme, Galvanisierungsbäder, ...	4 %	8.500	6 %	14.900	10 %	25.900
Insgesamt	47 %	5.564.825	52 %	5.731.640	54 %	5.918.445

(\*) Die Vermeidungsziele im Bereich des Verpackungsabfalls werden in die Ströme der gebrauchten Stoffe umgesetzt.

7. Förderung von Forschungs- und Entwicklungsprogrammen im Bereich des sauberen Technologien und der sauberen Produkte;

8. Verbesserung der Kenntnisse über die Vermeidungstechniken und die ökologischen sowie ökonomischen Vorteile der Vermeidungsmaßnahmen;

9. Verringerung im Rahmen des Möglichen des Verbrauchs der natürlichen Ressourcen in den Produktionsverfahren und Verbesserung der Verwaltung und Kontrolle der Produktionsverfahren für eine effiziente Abfallbewirtschaftung;

10. Abfallbewirtschaftungsformen, die die Umwelt belasten, erschweren und insbesondere eine Verringerung des deponiefähigen Restmülls;

11. Die KMU mobilisieren, damit sie ihre Situation in bezug auf ihre Umwelt- und Abfallpolitik analysieren;

12. Die Kosten in bezug auf die Abfälle in die industriellen Strategien integrieren.

d. Abfallsammlung

13. Erreichen bestimmter Sätze in der Sammlung pro Abfallsorte.

Die Sätze werden festgelegt in bezug auf die voraussichtliche Entwicklung des Aufkommens von Industrieabfall und des Haushaltsabfalls, die getrennt gesammelt werden und in Industrieanlagen behandelt werden können.

Die absolute Entwicklung des Aufkommens wird im Kapitel über die Abfallsorten aufgeführt.

Sammlung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Steinbruchabfall	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Bauabfall, Bauschutt und Beschichtungsabfall	94 %	1.836.665	96 %	1.682.520	98 %	1.579.380
Asbestabfälle	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Schmelz- und Verbrennungsabfälle	100 %	611.790	100 %	416.395	100 %	416.395
Abfälle aus Gips und Anhydrid	99 %	419.265	99 %	527.075	99 %	539.055
Organische Lösungsmittel	90 %	9.900	95 %	9.555	98 %	9.275
Abfälle aus Tinte, Farben und Klebstoffen	95 %	9.915	98 %	8.755	99 %	7.950
Ozonschicht schädigende Abfälle	89 %	110	100 %	116	100 %	44
PCB-kontaminierte Abfälle	99 %	990	100 %	1.000	100 %	1.000
Altöl	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Gebrauchte Batterien und Akkumulatoren	92 %	14.880	93 %	15.225	93 %	15.320
Abfälle aus elektrischen und elektronischen Anlagen	87 %	45.870	93 %	49.480	95 %	50.280
Autowracks	99 %	99.900	90 %	109.800	90 %	111.600
Metallabfälle	96 %	226.925	96 %	233.645	96 %	228.850
Altreifen	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Stoffe aus Wasserläufen und der Kanalisation	100 %	1.437.000	100 %	617.000	100 %	474.000

Sammlung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Schlämme aus Kläranlagen, Trinkwasseraufbereitungsanlagen	89 %	37.585	100 %	48.270	100 %	60.755
Vergärbare organische Stoffe	88 %	232.495	96 %	265.630	96 %	267.650
Tierische Abfälle	100 %	88.500	100 %	88.500	100 %	88.500
Abfälle von Pestiziden und ihren Verpackungen	80 %	440	85 %	435	90 %	440
Abgelaufene und aus dem Verkehr gezogene Medikamente	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Abfälle aus Krankenhäusern und dem Gesundheitswesen	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Fotografieabfälle	75 %	1.570	95 %	1.840	95 %	1.465
Altpapier und Pappe	85 %	288.210	90 %	332.480	90 %	339.760
Glasabfälle	85 %	209.510	89 %	224.510	91 %	233.085
Kunststoffabfälle	76 %	103.380	86 %	125.130	93 %	139.240
Textilabfälle	100 %	13.600	100 %	17.025	100 %	16.210
Abfälle aus dem Verkehr	95 %	17.670	97 %	21.730	98 %	24.300
Schlämme...	92 %	207.600	94 %	218.300	97 %	227.400
Insgesamt	95 %	6.039.579	96 %	5.139.476	97 %	4.962.949

14. Die Gewährleistung der Transparenz der Sammeltätigkeiten, das heißt ein besseres Verständnis der Probleme, die mit dem Abfall zusammenhängen und eine Erhöhung des Wissens über die Produktion und die Entsorgungswege, sowie bessere Informationen.

15. Die Entwicklung von Methoden und der Infrastruktur für die Sammlung, um die für die Einzelnen Abfallsorten festgelegten Ziele zu erreichen. In bezug auf die KMU/KMI, das Handwerk und den Handel die Sammlung von Haus zu Haus, die für alle zugänglich ist, mit annehmbaren Kosten und der Unterstützung der Region und betroffenen Berufsverbände.

16. Die Förderung der Zusammenarbeit zwischen den Abfallerzeugern einerseits und den Erzeugern und der Abfallwirtschaft andererseits, um unnötige Ausgaben im Bereich der Sammlung zu vermeiden.

17. Die Ermöglichung der Entwicklung der Gemeinwirtschaft.

e. Verwertung

18. Die Unschädlichkeit der Abfälle bei der Verwertung für die Umwelt und die Volksgesundheit gewährleisten.

19. Die Bevorzugung der besten Option für die Verwertung aus der Sicht der Umwelt und der wirtschaftlichen Kosten sowie eine attraktivere Gestaltung der Wiederverwendung und des Recycling.

20. Begrenzung des Zugangs zu den Energiemitverwertungsanlagen allein auf Abfälle, die nicht ökologisch und wirtschaftlich recycelt werden können.

21. Die Entwicklung einer eigenen Abfallverwertungs Kapazität unter Achtung der Umwelt und der Volksgesundheit, die kohärent ist auf der internationalen Ebene.

22. Den Abwässern aus der Tierzucht und anderen Stoffen, die der wallonischen Landwirtschaft entstammen, ist bei der agronomischen Verwertung Vorrang einzuräumen.

23. Die Einführung von erforderlichen und ausreichenden Vorschriften, um die Verwertung der Abfälle als Futtermittel zu sichern.

24. Erweiterung des wallonischen Netzes für die Energiemitverwertung der Abfälle.

25. Entwicklung eines Informationsaustausches über das Vorkommen von verwertbaren Stoffen und die Verwertung der Abfälle, um neue und dauerhafte Verwertungsmethoden zu schaffen.

26. Förderung der Nutzung von recycelten Produkten bei den öffentlichen Aufträgen und Gewährleistung vorteilhafter Bedingungen für die Vermarktung der recycelten Produkte.

27. Eine beträchtliche Erhöhung der Benutzung recycelter Produkten.

28. Die Gewährleistung der Fortdauer der privaten und öffentlichen Initiativen im Bereich der Abfallverwertung im Rahmen der Regionalpolitik sowie im Bereich der Umwelt und der sozio-ökonomischen Veränderungen.

29. Erhöhung des Gesamtsatzes der Verwertung in bezug auf die vorhersehbare Entwicklung des Aufkommens von 62 % 1995 auf 85 % 2010. Pro Abfallsorte sollten folgende geplante Zielsätze in der Verwertung erreicht werden:

Verwertung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Steinbruchabfall	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bauabfall, Bauschutt, Beschichtungsabfall	74 %	1.451.735	81 %	1.413.720	87 %	1.405.820
Asbestabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Schmelz- und Verbrennungsabfälle	88 %	538.650	95 %	395.000	96 %	399.000
Abfälle aus Gips und Anhydrid	74 %	314.449	79 %	421.660	89 %	485.150

Verwertung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Organische Lösungsmittel	68 %	7.425	86 %	8.650	94 %	8.850
Abfälle aus Tinten, Farben und Klebstoff	76 %	7.935	88 %	7.860	94 %	7.550
Ozonschicht schädigende Abfälle	44 %	55	50 %	58	50 %	22
PCB- kontaminierte Abfälle	81 %	810	85 %	850	87 %	870
Altöl	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Gebrauchte Batterien und Akkumulatoren	89 %	14.465	92 %	15.025	93 %	15.320
Abfälle aus elektrischen und elektronischen Anlagen	75 %	39.380	85 %	44.850	89 %	47.130
Autowracks	86 %	85.445	90 %	98.820	92 %	102.670
Metallabfälle	88 %	207.400	90 %	219.495	94 %	222.400
Altreifen	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Stoffe aus Wasserläufen und der Kanalisation	16 %	223.000	32 %	195.800	61 %	288.000
Schlämme aus Klär-, Trinkwasseraufbereitungs- u. biol. Klär- anlagen	80 %	33.900	100 %	48.270	100 %	60.755
Vergärbare organische Stoffe	50 %	132.100	80 %	221.360	80 %	223.040
Tierabfälle	95 %	84.500	95 %	84.500	95 %	84.500
Abfälle aus Pestiziden und ihren Verpackungen	20 %	110	45 %	230	60 %	295
Abgelaufene und aus dem Verkehr gezogene Medikamente	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus Krankenhäusern und dem Gesundheitswesen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Fotografieabfälle	60 %	1.255	80 %	1.550	80 %	1.310
Altpapier und Pappe	95 %	320.820	98 %	361.850	98 %	369.815
Glasabfälle	80 %	198.340	87 %	219.425	90 %	231.405
Kunststoffabfälle	86 %	115.910	92 %	133.605	94 %	141.685
Textilabfälle	96 %	13.110	80 %	13.540	87 %	14.050
Abfälle aus dem Verkehr	47 %	8.80	48 %	10.700	54 %	13.500
Schlämme, ...	72 %	162.300	74 %	171.600	77 %	179.600
Insgesamt	63 %	4.030.574	78 %	4.155.108	86 %	4.375.337

Man sollte darauf hinweisen, daß die organischen Stoffe aus den Haushalten, die getrennt gesammelt werden, in der obigen Tabelle nicht verbucht sind, was jedoch nicht ausschließt, daß die Verwertung auch im Privatsektor erfolgen kann.

30. Die Gewährleistung der Koordinierung und der Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Stellen, zwischen den privaten Akteuren und zwischen den öffentlichen und privaten Akteuren, die für die Erzeugung und die Verwertung der Abfälle verantwortlich sind.

31. Die Gewährleistung des Zugangs der Abfallproduzenten und -sammler zu den industriellen Verwertungsanlagen in der Wallonie, ohne jede Diskriminierung.

32. Die Sicherung der vollständigen Transparenz der Verwertungswege und -kosten.

f. Entsorgung

33. Gewährleistung einer sicheren Entsorgung und Kontrolle der Industrieabfälle während und nach dem Betrieb.

34. Vermeidung der einfachen Entsorgung der Abfälle und insbesondere der Ablagerung in einer Mülldeponie.

35. Verbot bis zum Jahr 2005, nicht deponiefähige Industrieabfälle und einige Abfallsorten wie die im Kapitel 4 von Titel 3 aufgeführten Abfälle in einer Mülldeponie abzulagern.

36. Sicherung der Selbstversorgung der Wallonie im Bereich der Kapazitäten der Mülldeponien bis zum Jahr 2002.

37. Gewährleistung der völligen Transparenz bei den Abfallströmen und den Entsorgungspreisen.

38. Begrenzung der Anlagen auf das unbedingt notwendige und optimale Nutzung der für die Energieverwertung und Entsorgung der Industrieabfälle in Synergie mit den Haushaltsabfällen vorgesehenen Flächen.



39. Im Bereich der Verbrennung von Industrieabfall sind folgende Ziele festgelegt worden:

Müllverbrennung						
Art der Abfälle	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Steinbruchabfall	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bauabfall, Bauschutt, Beschichtungsabfall	1 %	18.330	1 %	16.800	1 %	15.780
Asbestabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Schmelz- und Verbrennungsabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gips- und Anhydridabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Organische Lösungsmittel	23 %	2.475	9 %	905	4 %	425
Abfälle aus Tinten, Farben und Klebstoff	9 %	990	10 %	895	5 %	400
Ozonschicht schädigende Abfälle	44 %	55	50 %	58	50 %	22
PCB-kontaminierte Abfälle	18 %	180	15 %	150	13 %	130
Altöl	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gebrauchte Batterien und Akkumulatoren	1 %	90	1 %	100	0 %	0
Abfall aus elektrischen und elektronischen Anlagen	3 %	1.390	2 %	985	1 %	550
Autowracks	5 %	4.995	5 %	5.490	3 %	3.350
Metallabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Altreifen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Stoffe aus Wasserläufen und Kanalisation	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus Klär-, Trinkwasseraufbereitungs- und Kläranlagen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Vergärbare organische Stoffe	30 %	79.260	19 %	53.340	20 %	55.760
Tierische Abfälle	5 %	4.000	5 %	4.000	5 %	4.000
Abfälle von Pestiziden und ihren Verpackungen	55 %	300	40 %	205	30 %	145
Abgelaufene und aus dem Verkehr gezogene Medikamente	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Abfälle aus Krankenhäusern und dem Gesundheitswesen	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Fotografieabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Altpapier und Pappe	3 %	8.690	2 %	6.730	2 %	6.945
Glasabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Kunststoffabfälle	10 %	14.010	8 %	11.570	6 %	8.230
Textilabfälle	3 %	370	20 %	3.485	13 %	2.160
Abfälle aus dem Verkehr	53 %	9.800	52 %	11.700	46 %	11.300
Schlämme, ...	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Insgesamt	2 %	158.970	2 %	130.908	2 %	123.767

Folgende Abfallmengen müssen in zugelassenen Verbrennungsanlagen für gefährlichen Abfall verbrannt werden.

	2000	2005	2010
Organische Lösungsmittel, Tinten und Farben, Pestizide	3.765	2.005	970
Abfälle aus ozonschädigenden und PCB-haltigen Stoffen	235	208	152
Zerkleinerungsreste aus der Metallverarbeitung	6.475	6.575	3.900
Bestimmte Tierabfälle	4.000	4.000	4.000
Abfälle aus Krankenhäusern und dem Gesundheitswesen (B2)	3.670	3.785	3.785
Insgesamt	18.145	16.573	12.807

40. Ausarbeitung eines Mülldeponieplanes unter Berücksichtigung der Ziele und Bedürfnisse im Bereich der Ablagerung in Mülldeponien.

41. Der in Mülldeponien abzulagernde Industrieabfall soll so weit wie möglich verringert werden. Pro Abfallsorte ist folgender Rhythmus bei der Verringerung vorgesehen:

Art der Abfälle	Sammlung					
	2000		2005		2010	
	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage	Satz	Tonnage
Steinbruchabfall	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Bauabfall, Bauschutt, Beschichtungsabfall	19 %	366.600	14 %	252.000	10 %	157.780
Asbestabfälle	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Schmelz- und Verbrennungsabfälle	12 %	73.140	5 %	21.395	4 %	17.395
Gips- und Anhydridabfälle	25 %	104.816	20 %	105.415	10 %	53.905
Organische Lösungsmittel	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus Tinten, Farben und Klebstoffen	9 %	990	0 %	0	0 %	0
Ozonschicht schädigende Stoffe	0 %	0	0 %	0	0 %	0
PCB- kontaminierte Abfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Altöl	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gebrauchte Batterien und Akkumulatoren	2 %	325	1 %	100	0 %	18
Abfälle aus elektrischen und elektronischen Anlagen	10 %	5.100	7 %	3.645	5 %	2.600
Autowracks	9 %	9.460	5 %	5.490	5 %	5.580
Metallabfälle	8 %	19.525	6 %	14.150	3 %	6.450
Altreifen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Stoffe aus Wasserläufen und der Kanalisation	84 %	1.214.000	68 %	421.200	39 %	186.000
Abfälle aus Klär-, Trinkwasseraufbereitungs- und biologischen Kläranlagen	9 %	3.686	0 %	0	0 %	0
Vergärbare organische Stoffe	20 %	52.840	0 %	0	0 %	0
Tierabfälle	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfall von Pestiziden und ihren Verpackungen	5 %	30	0 %	0	0 %	0
Abgelaufene und aus dem Verkehr gezogene Medikamente	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus Krankenhäusern und dem Gesundheitswesen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Fotografieabfälle	15 %	315	15 %	290	10 %	155
Altpapier und Pappe	3 %	8.700	0 %	0	0 %	0
Glasabfälle	20 %	48.585	13 %	32.595	10 %	25.270
Kunststoffabfälle	4 %	5.590	0 %	0	0 %	0
Textilabfälle	1 %	120	0 %	0	0 %	0
Abfälle aus dem Verkehr	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Industrieschlämme, ...	28 %	64.400	26 %	60.700	23 %	54.300
Insgesamt	32 %	2.021.315	18 %	960.855	11 %	553.310

Die abzulagernden Abfallmengen verteilen sich folgendermaßen auf die Mülldeponiearten:

Deponien für	2000(t)	2005(t)	2010(t)
gefährliche Abfälle	19.591	0	0
industrielle Abfälle	443.395	184.143	145.420
inerte Abfälle	426.235	291.740	187.550
Abfall aus 1 Produkt	1.190.000	403.200	170.000
Abfall von 1 Erzeuger	142.865	142.260	139.250

## g. Abfalltransfers und internationale Zusammenarbeit

a. Größtmögliche Verringerung der Risiken der Transfers und der Transporte von Abfällen für die Umwelt und die Gesundheit des Menschen.

b. Einrichtung eines integrierten und angemessenen Netzes von Abfallbewirtschaftungsanlagen nach dem Grundsatz der besten zur Verfügung stehenden Option.

c. Begünstigung der regionalen Abfälle beim Zugang zu den wallonischen Anlagen. Dann folgen die aus den belgischen Regionen und abschließend die aus den Nachbarregionen oder -staaten.

d. Koordinierung der Aktionen der zuständigen Behörden, um einen in ökologischer und ökonomischer Hinsicht sicheren und ausgewogenen Abfallhandel zu gewährleisten.

e. Verbot der Exporte und Importe von nicht deponiefähigem Abfall zur Ablagerung in einer Mülldeponie bis zum Jahr 2002.

f. Stärkung der regionalen Überwachung und Kontrolle der Abfalltransfers.

## B. Organisation

## a. Kennzeichnung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
1. Eindeutigere Unterscheidung zwischen Abfall und dem, was kein Abfall ist, insbesondere durch die Festlegung von objektiven Kriterien zur Charakterisierung der Produkte, der Abfälle und der den Produkten gleichgestellten Stoffe.	W a l l o n i s c h e Regierung/EG OECD UNEP	DGRNE (Generaldirektion für natürliche Ressourcen und Umwelt) Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
2. Einsatz für die Anerkennung eines einzigen Abfallkataloges auf internationaler Ebene	UNEP	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	2000
3. Definition des deponiefähigen Restmülls, der stabilisierten und inerten Abfälle sowie der ungefährlichen Abfälle auf der Grundlage eines oder mehrerer Bewirtschaftungsverfahren.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
4. Festlegung einer Methode und von Zertifizierungskriterien für den deponiefähigen Restmüll sowie für den stabilisierten oder inerten Abfall.	DGRNE Abfallwirtschaft	Industrie	2000
5. Einsetzung einer wissenschaftlichen Kommission für die Charakterisierung und Einstufung der Abfälle.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP Universitäten	1998
6. Einführung einer Konzertierung zwischen der Föderalregierung und den Regionen im Bereich der Bewirtschaftung des radioaktiven Abfalls und der Bewirtschaftung des in kleinen Mengen auftretenden radioaktiven Abfalls.	Wallonische Regierung Föderalregierung	SPAQUE	1998

## b. Statistik

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
7. Einführung der Bestimmung, daß alle Produzenten, Abfallsammler und Betreiber von Abfallvorbehandlungsanlagen ein standardisiertes Verzeichnis führen, das quantitative und qualitative umweltrelevante und wirtschaftliche Daten in bezug auf alle Abfälle enthält; die Sicherung der Kontrolle bei Eingang in und Ausgang aus den Produktions- und Abfallwirtschaftsunternehmen;	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999
8. Die regelmäßige Aktualisierung der Daten des Planes alle 2 Jahre und die jährliche Veröffentlichung der globalen und anonymen Statistiken sowie der Studien über die Auswirkungen der Abfälle auf die Umwelt oder die Volksgesundheit.	DGRNE	Industrie Gemeinden Kommunalverbände	Laufend
9. Erstellung eines Kataloges, in dem für jede Sorte oder für jeden Typ von Abfall die beste zur Verfügung stehende oder potentielle Bewirtschaftungsmethode, die Anlagen der Abfallwirtschaft und ihre Zugangsbedingungen identifiziert werden.	DGRNE DGTRE	Industrie Gemeinden ISSEP	2001
10. Die Ermutigung der Unternehmen, Forschungsarbeiten aufzunehmen, die darauf abzielen, die Abfälle besser zu charakterisieren, und die sich aus einer Exposition gegenüber den Abfällen und der Behandlung ergebenden Auswirkungen auf die Gesundheit sowie die ökologischen und sanitären Risiken zu messen.	DGRNE/ Industrieverbände	Industrie	Laufend
11. Die Automatisierung der Datenverarbeitung in bezug auf die Abfälle und den Zugang zu diesen Informationen und die Übermittlung an die Behörden.	DGRNE	DGRNE Industrie Kommunalverbände	1999
12. Einführung einer Stoffbilanz und eines Abfallwirtschaftsvertrages sowie der Meldung der Informationen über die Abfälle.	Zuständige Behörden	Industrie Kommunalverbände DGRNE	1999

## c. Vermeidung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<p>Programm zur Einführung und Entwicklung der gezielten Integration der Umwelt in die Unternehmen – ODICEE</p> <p>13. Verbindliche Einführung mehrjähriger Abfallvermeidungspläne pro Sektor und/oder Unternehmen mit mehr als 250 Angestellten oder Arbeitern. Diese Pläne enthalten eine Beschreibung der gegenwärtigen Situation, eine technisch wissenschaftliche Studie über alternative Lösungen, eine Charta über die Ziele und Maßnahmen im Bereich der Verringerung von Umweltbelastungen, darunter der Bereich der Abfallvermeidung und der Abfallwirtschaft. D.T.: 2 Jahre.</p>	Wallonische Regierung	Industrieverbände Industrie DGRNE Abfallwirtschaft Kommunalverbände	1999
14. Die Verbindung der Betriebsgenehmigung für eine neue Anlage mit der Annahme sauberer Technologien. Die für das Projekt getroffenen Entscheidungen müssen in technischer und wirtschaftlicher Hinsicht sowie in bezug auf den Umweltschutz begründet werden.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
15. Vereinfachung der Verfahren zur Ausstellung der Betriebsgenehmigung für die Unternehmen, die einen Standort unter Anwendung der Verordnung Nr. 1836/93 EWG angemeldet haben.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	2000
16. Die Entwicklung eines Verhaltenskodex in den einzelnen Sektoren in bezug auf die Verwaltung der Ressourcen, die Konzeption und die Herstellung sowie die Verwaltung und die Vermarktung der Produkte.	DGRNE DGTRE	Industrieverbände Industrie	Laufend
17. Erweiterung der Bandbreite der Projekte im Programm für Umwelttechnologie. Das Abkommen mit der Abteilung für Forschung und Entwicklung der Wallonischen Region wird revidiert, um es den KMU zu ermöglichen, Fachkräfte zu verpflichten, die für die Innovation in bezug auf den Umweltschutz zuständig sind. Diese Maßnahme stützt sich auf Artikel 3, §4 des Erlasses vom 5. Juli 1990 über Forschungsarbeiten, deren durch die Verpflichtung einer für die technologische Innovation zuständigen Person entstehenden Kosten zu 80 % subventioniert werden. Das Programm für Umwelttechnologie kann andererseits Projekte für die industrielle Grundlagenforschung unterstützen, die die Forschungszentren und Universitätsinstitute im Umweltbereich vorlegen, solange die industrielle Entwicklung und die Verbesserung der Umwelt eindeutig gewährleistet sind.	DGRNE DGTRE	Industrie SPAQUE ISSEP	1998
18. Die Entwicklung von Pilotenheiten für die Behandlung von Abfällen im Rahmen von europäischen Programmen, die von der Kommission und der Region kofinanziert werden. Eines der wesentlichen Ziele besteht darin, es den Unternehmen zu ermöglichen, Technologien für die Behandlung von Abfällen zu erwerben und zu entwickeln, die ihnen Zugang zu neuen Märkten verschaffen können.	DGRNE Europäische Kommission	Industrie Abfallwirtschaft SRIW	Laufend
19. Die Begünstigung der Entwicklung von Industrieprojekten, die die Umwelt schützen, durch finanzielle Anreize oder die Bereitstellung von Kapital, das Umweltprojekten vorbehalten bleibt. Die Investoren erhalten ein Ziehungsrecht auf den Fonds für Abfallwirtschaft, um Industrieprojekte, insbesondere KMU, im Umweltbereich zu unterstützen, die eine beispielhafte Vermeidung von Abfall gewährleisten (Benutzung von saubereren Technologien und Produkten, die aus recycelten Stoffen bestehen...).	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft SRIW SPAQUE	1998
20. Die Hersteller und Verbraucher dazu anregen, Güter zu bevorzugen, die einen längeren Lebenszyklus haben, um die natürlichen Ressourcen mit mehr Mäßigung zu benutzen und die Beschäftigung zu erhöhen, da mehr Arbeitskräfte benötigt werden, um diese Güter zu warten und aufzubereiten.	DGRNE		1998
21. Unterstützung der kleinen und mittleren Betriebe. Die Industrie- und Wirtschaftsverbände erhalten im Rahmen des wallonischen Abfallplanes die Aufgabe, die Aktion der Umweltberater vor Ort in den durch die Wallonische Region bestimmten Sektoren oder im Rahmen einer gemeinsamen Struktur zu koordinieren. Diese müssen durch die Hilfe von Umweltberatern durch eine von der Wallonischen Region festgelegte Methode die Ziele und Ergebnisse im Bereich der Sensibilisierung der Unternehmen für die Einhaltung der Vorschriften und die Förderung der Integration des Umweltmanagement erreichen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrieverbände	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
22. Die Entwicklung eines umweltfreundlichen Verbrauchs in den Unternehmen und den öffentlichen Verwaltungen im Bereich der Verpackung, der Wahl der Stoffe, eines rationellen Energieverbrauchs, ...	Wallonische Regierung	MET/MRW Gemeinden Kommunalverbände Industrie	Laufend
23. Die Förderung der Anmeldung der Standorte gemäß der Verordnung über das Öko-Audit oder der ISO-Zertifizierung 14000 durch die Gewährung von finanziellen Anreizen an die KMU, die folgendes umfaßt: Die Durchführung einer Umweltanalyse, die ihren Ausdruck in einem Verzeichnis über die Auswirkungen des Standortes auf die Umwelt sowie in einem Verzeichnis über die geltenden Rechtsvorschriften findet; die Ausarbeitung einer Umweltpolitik, die Ziele und Fristen enthält, um die uneingeschränkte Einhaltung der rechtlichen Verpflichtungen und die ständige Leistungssteigerung zu gewährleisten. 3. Annahme eines Verwaltungssystems, das die Umwelt schützt, was insbesondere die Durchführung eines internen Audit bedeutet, das die Anforderungen der Verordnung über das Öko-Audit erfüllt; 4. die Anmeldung des Standortes kraft der Verordnung über das Öko-Audit, was die Durchführung der vorhergehenden Etappen und die Veröffentlichung einer Umwelterklärung bedeutet.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999
24. Eine aktive Beteiligung an den europäischen Programmen in bezug auf die Forschung und die technologische Entwicklung (PREPARE, LIFE, ...).	DGRNE	Industrie ISSEP DGRNE	Laufend

Das Programm zur Förderung der Annahme von Verhaltensweisen und Praktiken der Konzertierung und des Erfahrungsaustausches - SYNERGIES. Dieses Programm stützt sich auf die neue Unternehmensstruktur.

25. Entwicklung der Ausbildung und Unterrichtung innerhalb und in Richtung der Unternehmen. Die Gewerkschaftsorganisationen leisten einen Beitrag als Informationsvermittler, da ihre Handlungsfähigkeit im Umweltbereich durch die Entwicklung eines Beratungs- und Unterstützungssystems für Gewerkschaftsinitiativen verbessert worden ist, indem die wissenschaftliche, technische, rechtliche und pädagogische Dimension der Umwelt integriert wird. Außerdem werden die Umweltkenntnisse der Manager der KMU erhöht. Es werden Kurse über Umweltfragen auf der Ebene der für den Zugang zum Beruf vorgeschriebenen Kurszyklen der Universitätsausbildung der Ingenieure und Unternehmensleiter durchgeführt.	DGRNE Französische Gemeinschaft	Gewerkschaften Industrieverbände	1999
26. Die Förderung der Umweltpolitik und ihrer Ergebnisse durch die Durchführung von Seminaren, Videoaufzeichnungen Dokumentation, die Organisation einer "Abfallvermeidungswoche", ...	DGRNE	DGRNE Industrie	Laufend
27. Die Förderung der Schaffung von Unternehmensclubs, die sich auf die Umwelt konzentrieren (die EMAS Clubs), um den Austausch von Fertigkeiten und Erfahrungen zwischen den Unternehmen zu fördern und dadurch eine neue Dynamik zu schaffen. Die angeschlossenen Unternehmen und die Region teilen sich die Kosten für die Berater/Leiter dieser Zentren.	DGRNE	DGRNE Industrie	Laufend
28. Verbesserung der Beziehungen zwischen der Region und den Unternehmen. Die Ernennung eines Umweltkoordinators pro Unternehmen und/oder Industriesektors wird gefördert. Er ist der Vermittler zwischen dem Unternehmen und der Verwaltung sowie zwischen der Öffentlichkeit und den zuständigen Behörden für alle Themen, die sich auf die Umwelt beziehen: die Anwendung der Umweltbestimmungen, Kontrolle der Anlagen, Stellungnahmen zu den Investitionsvorschlägen, Schulungen usw. Dieser Koordinator erstellt außerdem einen Jahresbericht für den Vorstand und den Ausschuß für Sicherheit und Gesundheitsfragen. Der Umweltkoordinator führt das Selbstüberwachungsverfahren der Anlagen auf der Grundlage des von der DGRNE erarbeiteten Modells für jedes Unternehmen durch, das zu den im Anhang der Richtlinie über IPPCE (Integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung), Umweltverträglichkeitsprüfung und SEVESO festgelegten Kategorien gehört. Das Verfahren ist Teil der Betriebsgenehmigung. Das vorgelegte Dokument wird im Unternehmen gebilligt (im Ausschuß für Sicherheit und Gesundheitsfragen).	Wallonische Regierung	Industrie Industrieverbände DGRNE	1999

29. Die Erstellung von Partnerschaftschartas für den Umweltschutz. Die Region unterstützt jede positive Aktion, die darauf abzielt, einen ständigen und konstruktiven Dialog zwischen den Verbänden und Bürgerinitiativen sowie den Unternehmen einzurichten, die Belastungen verursachen. Die Region spricht Empfehlungen aus, die darauf abzielen, die Beziehungen zwischen den Anwohnern und den Unternehmen zu verbessern und schreibt einen Mustervertrag vor, die sogenannte "Partnerschaftscharta", der abgeschlossen werden kann, um diese Beziehungen langfristig zu regeln.	DGRNE	Industrie Gemeinden Umweltschutz-verbände Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
30. Die Benutzung von sauberen Technologien, Recyclingtechniken oder recycelten Produkten als Auswahlkriterium bei öffentlichen Aufträgen berücksichtigen.	Wallonische Regierung	MRW MET Gemeinden Kommunalverbände	1999

Programm zur Erstellung einer Übersicht über die Informationen und einer Anleitung für die neuen Technologien und Verwaltungs- und Rechtsvorschriften im Umweltbereich - SIGNALE

31. Durchführung einer bewährten Technologie zur Erfassung der besten zur Verfügung stehenden Technologien, der statistischen Informationen über die mit den Umweltaktivitäten zusammenhängenden Informationen,...	DGRNE	DGRNE Unternehmen ISSEP	Laufend
32. Die Sicherung der Verbreitung der Aktionen und Perspektiven im Bereich der Abfallvermeidung bei den Haushalten und Industriesektoren, insbesondere im Bereich der technologischen Entwicklung, Veranstaltung von Seminaren, Erstellung von Broschüren und technischen sowie ökologischen Daten über die Produkte, Erarbeitung von Instrumenten, um auf die Fragen der Industrie eingehen zu können).	DGRNE	DGRNE Industrie NGO ISSEP	Laufend
33. Die Fortsetzung bei der Erstellung der sektoriellen Lastenhefte und ihre Förderung.	DGRNE DGTRE	Industrie	Laufend
34. Die Förderung und schrittweise verbindliche Einführung einer grünen Buchführung, das heißt die Aufnahme der Daten und Umweltrisiken, insbesondere in finanzieller Hinsicht, in den Jahresabschluß der Unternehmen. Diese Maßnahme, die die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen erhöhen soll, insbesondere indem sie dazu in die Lage versetzt werden, die Umweltkosten vorherzusehen, richtet sich insbesondere an bestimmte als prioritär eingestufte Sektoren. Gemeinsam mit den Unternehmen und den Wirtschaftsprüfern wird ein Modell für eine grüne Buchführung entwickelt. D.T.: 2 Jahre.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrieverbände Wirtschaftsprüfer	2000
35. Die Förderung der Erstellung von Umweltberichten.	Wallonische Regierung	Industrie Industrieverbände DGRNE Abfallwirtschaft	2000

Rechtliche und finanzielle Maßnahmen.

36. Die Einrichtung einer Arbeitsgemeinschaft "Abfallvermeidung" innerhalb der DGRNE für die Koordinierung der regionalen Umwelt- und Abfallvermeidungspolitik.	Wallonische Regierung	DGRNE	1998
37. Die Schaffung eines europäischen Zentrums für die Evaluierung der Technologien, den Technologietransfer sowie die Ausbildung und Unterrichtung über die Abfallvermeidungspolitik:	Wallonische Regierung Europäische Kommission	ISSEP Industrieverbände DGRNE	2002
38. Die Festlegung von Kriterien und der Methode für die Analyse des Lebenszyklus der Produkte und der Evaluierungsmethoden für Technologien sowie die Entwicklung ihrer Anwendungen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie ISSEP	2000
39. Festlegung von quantitativen und qualitativen Normen für den Abfall, der durch bestimmte Produkte erzeugt wird (Verpackungen, Öl, Tinte...).	Wallonische Regierung	Industrie	2000
40. Schrittweiser Abbau der Stoffe, die ein unverhältnismäßig hohes Risiko darstellen oder die schwierig zu bewirtschaften sind und Betonung der wirtschaftlich zugänglichen Ersatzstoffe.	Wallonische Regierung Föderalregierung Europäische Kommission	Industrie	Laufend
41. Festlegung der Bedingungen und allgemeinen Kriterien für die Gleichstellung von Stoffen und Produkten und Erstellung einer jährlich zu revidierenden Liste dieser Stoffe.	Wallonische Regierung	Industrie MET DGRNE	1998

42. Förderung des europäischen Umweltkennzeichens durch die Anerkennung der wallonischen Fachzentren für die Erarbeitung und die Anerkennung der europäischen Normen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	Laufend
43. Festlegung eines Berufsethos für umweltbewußte Werbung und eines Zertifizierungsverfahrens für umweltfreundliche Technologien.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie	1999
44. Verwendung von 20 % der Einnahmen der Abfallsteuer für die Durchführung von Abfallvermeidungsmaßnahmen. Es wird ein Dreijahresprogramm für die Zuteilung dieser Steuererträge an die Abfallvermeidungspolitik aufgelegt.	Wallonische Regierung	Industrie DGRNE DG TRE	1998

## d. Sammlung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
45. Allen an der Sammlung Beteiligten wird die Führung eines standardisierten Verzeichnisses vorgeschrieben, und sie sind verpflichtet, jährlich eine Erklärung bei den Behörden abzugeben.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
46. Das Verbot der Verdünnung bei der Müllsammlung. Es ist untersagt, einen Abfall, der unerwünschte Elemente enthält, mit anderen Abfällen oder Stoffen zu mischen, die diese nicht enthalten, es sei denn, es wird nachgewiesen, daß die Mischung zu einem Gewinn für die Umwelt und die Volksgesundheit führt..	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1998
47. Die Erstellung von Methoden und Leitfäden für gute Praktiken beim Sortieren an der Quelle, der Sammlung und dem Transport des Abfalls gemeinsam mit den Berufsverbänden.	DGRNE Industrieverbände DG TRE	Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
48. Die Entwicklung von Bildungs- und Sensibilisierungsprogrammen für die Öffentlichkeit und die Unternehmen in bezug auf die tägliche Abfallbewirtschaftung: - das Sortieren der Abfälle gemäß den Spezifikationen; - Teilnahme am eingerichteten Sammlungssystem.	DGRNE Die französische Gemeinschaft	Industrie Behörden Arbeitnehmer NGO Gemeinden/ Gewerkschaften	Laufend
49. Ernennung eines Umweltkoordinators, der insbesondere für die Abfallsammlung pro Wirtschaftsbereich, Dienstleistungsbereich und Behörden von mehr als 50 Personen und Unternehmen mit Ausschuß für Sicherheit und Gesundheitsfragen zuständig ist. D.T.: 1Jahr.	Wallonische Regierung	Dienstleistungs-bereich Behörden Industrie Abfallwirtschaft Ausschuß für Sicherheit und Gesundheitsfragen	1999
50. Die Auflage der Rückgabe der im folgenden aufgezählten Abfälle an die Hersteller und/oder die Importeure und/oder die Vertreiber sowie der Rücknahme und Bewirtschaftung durch sie nach den herrschenden Vorschriften: - Batterien und Elektroakkumulatoren (D.T.: 1 Jahr) - gebrauchte Reifen; (D.T.: 1 Jahr) - Haushaltsgeräte mit einem Gewicht über 10 kg; (D.T.: 1 Jahr) - Haushaltsgeräte mit einem Gewicht unter 10 kg; (D.T.: 3 Jahre) - abgelaufene Arzneimittel; - phytosanitäre Abfälle und ihre Verpackungen; - Autowracks; (D.T.: 1 Jahr) - Papier und Pappe; (D.T.: 1 Jahr) - Altöl; (D.T.: 1 Jahr) - Speiseöle; (D.T.: 3 Jahre) - landwirtschaftliche Kunststoffabfälle. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller Importeure Vertreiber Einzelhändler	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<p>51. Die Schaffung eines integrierten und vollständigen Netzes für das Sammeln von Abfall bestehend aus:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 204 Containerparks für: Batterien, Speiseöle, Altöl, abgelaufene Arzneimittel, chemischen Haushaltsmüll, Papier/Pappe, Kunststoffe, Metalle und Haushaltsgeräte, Restgips, verwertbaren und nicht verwertbaren Bauschutt, ...</li> </ul> <p>Sie müssen der breiten Öffentlichkeit kostenlos zugänglich sein. Handwerk, Handel und KMU können für begrenzte Mengen recycelbaren Abfalls mittels einer Kostenbeteiligung Zugang dazu bekommen;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5.500 Glasbehälter;</li> <li>- Abfallsammelstellen auf Parkplätzen und an Schleusen, in den Behörden, Schulen, Dienstleistungsbereichen... für die getrennte Sammlung von ungefährlichem Abfall (Papier, Kunststoff, Metall...) und Haushaltsabfall;</li> <li>- Sammelstellen für Batterien;</li> <li>- Krankenhäuser für die Wiedergewinnung von Röntgenplatten und abgelaufenen Arzneimitteln;</li> <li>- Apotheken für die Rückgabe von abgelaufenen Arzneimitteln;</li> <li>- wenigstens 5 Sortierstellen für Industrieabfall und Haushaltsabfall, der durch eine bestimmte selektive Sammlung entsteht;</li> <li>- ungefähr 100 Containerparks für die Industrie, in den Gewerbegebieten für die getrennte Sammlung von in kleinen Mengen in dem Gebiet erzeugten Abfällen;</li> </ul> <p>ungefähr 13 Einrichtungen für das Auseinanderbauen und die Sanierung von Autowracks, elektrischen und elektronischen Anlagen, ...</p> <p>Abstellplätze für landwirtschaftliche Abfälle, für Abfälle aus der Industrie und dem Handel sowie Krankenhausabfälle;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- wenigstens 1 Sondersortierstelle für gebrauchte Reifen;</li> <li>- wenigstens 1 Sondereinrichtung für Glasabfall;</li> <li>- wenigstens 1 Einrichtung für das Zerkleinern und die Aufbereitung von brennbarem Haushalts- und Industrieabfall für die Energiemittelverwertung;</li> <li>- wenigstens 4 Einrichtungen für das Zerkleinern und Trennen von Haushalts- und Industrieabfall aus Metall für die Verwertung von Eisenmetallen und Nichteisenmetallen;</li> <li>- wenigstens 7 Sortierstellen für Bauschutt und Abbruchabfälle angeschlossen an die bestehenden Verwertungsanlagen.</li> </ul>	<p>Wallonische Regierung</p> <p>DGRNE</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>DGRNE DGRNE</p> <p>DGRNE</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>DGRNE</p> <p>Wallonische Regierung</p> <p>Wallonische Regierung</p>	<p>Gemeinden Privatpersonen Industrie Kommunalverbände Gemeinden Privatpersonen Gemeinden MET Dienstleistungs-bereiche Privatpersonen Industrie/ Abfallwirtschaft Privatpersonen/ Krankenhäuser Pharmazeutische Industrie Privatpersonen Abfallwirtschaft Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft Gemeinden Industrie/ Abfallwirtschaft Industrie Abfallwirtschaft Industrie Abfallwirtschaft Abfallwirtschaft Kommunalverbände Abfallwirtschaft Industrie Abfallwirtschaft SPAQUE Industrie</p>	<p>2000</p> <p>1999</p> <p>2000</p> <p>1998 1998-02-11 Laufend</p> <p>2000</p> <p>2002</p> <p>2002</p> <p>2002</p> <p>2000</p> <p>1999</p> <p>Laufend</p> <p>1999</p> <p>Laufend</p> <p>2000</p>
52. Festlegung von Leistungskriterien für die Sortierstellen.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft	1999
53. Die Schaffung von Einrichtungen für den Kauf und den Austausch von Gebrauchsgütern.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft/ Gemeinden	Laufend
54. Sicherung des Weiterbestehens der Sammlungs- und Verwertungsmöglichkeiten für den Abfall, der selektiv gesammelt wird, und die Förderung insbesondere der Einrichtung eines privaten Fonds durch die betroffenen Sektoren. Es ist sinnvoll, in allen Bereichen einen Mindestpreis für die gesammelten Stoffe einzuführen, um das Interesse der Betroffenen an der Sammlung zu fördern.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft SPAQUE	2000
55. Die Fakturierung der Sammlung und der Bewirtschaftung des dem Haushaltsmüll gleichgesetzten Abfalls zum tatsächlichen und zu einem gerechten Preis..	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	1999
56. Die finanzielle Unterstützung der Infrastruktur und der Einrichtungen zur technischen Unterstützung der Abfallwirtschaft zugunsten der KMU sowie der kollektiven Aktionen. Die Region finanziert insbesondere die Erarbeitung von Verhaltenskodizes und Minderheitsbeteiligungen in den Zwischenlagern, solange die Dringlichkeit oder die Notwendigkeit zur Schaffung solcher Einrichtungen dies rechtfertigt und die Privatinitiative nicht darauf eingeht.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999



## e. Verwertung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
57. Annahme eines Erlasses über den Bodenschutz.	Wallonisches Parlament	MET/DGA DGRNE Industrie/ Landwirte	1999
58. Die Vereinfachung des Verfahrens zur Gewährung einer Betriebsgenehmigung und von Finanzhilfen sowie die Begrenzung der Fristen für die Entscheidungen. Insbesondere bei der Bearbeitung von Fällen in folgenden Bereichen werden strenge Fristen eingeführt: - Baugenehmigung; - Betriebsgenehmigung; - Antrag auf den Bau einer Pilotanlage oder einer vorübergehenden Anlage; - Antrag auf öffentliche Hilfen (Wirtschaftsförderung, Forschung und Entwicklung, Kapitalbeteiligungen, Investitionen,...).	Wallonisches Parlament	Behörden	1999
59. Umsetzung der Richtlinie EG/94/67 über die Verbrennung von gefährlichem Abfall in wallonisches Recht und Festlegung von Normen für Dioxinrückstände in den Verwertungsanlagen und den Anlagen zur Energiemitverwertung.	Wallonisches Parlament	Industrie Kommunalverbände	1999
60. Gewährleistung der Kohärenz der Betriebsbedingungen zwischen den einzelnen Mitverwertungsanlagen in bezug auf die Zulassungsbedingungen für den Abfall, die Emissionsgrenzwerte und die Kontrollen.	Die zuständigen Behörden	Industrie Europäische Kommission	2002
61. Einführung von Betriebsbedingungen in den Recyclinganlagen, die denjenigen in vergleichbaren herkömmlichen Produktionsanlagen ähnlich sind.	Die zuständigen Behörden	Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
62. Festlegung von Evaluierungsmethoden für die Abfallverwertungstechniken, die Probenahmen und die Analyse der Abfälle.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP	1999
63. Harmonisierung der Verwertungsbedingungen der Abfälle in der Landwirtschaft, im Tiefbau und in der Energieverwertung auf europäischer Ebene.	Wallonische Regierung/ Rat der Europäischen Union	Landwirte DGA/DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	2002
64. Verbot der Benutzung von Schadstoffen oder von unerwünschten Stoffen für das industrielle Recycling oder die Verwertung beim Inverkehrbringen und der Benutzung der Produkte.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie	Laufend
65. Festlegung der Bedingungen für die Abfallsammlung, je nach bestehenden Recycling- oder Verwertungsanlagen.	Wallonische Regierung	DGRNE Abfallwirtschaft Industrie	1999
66. Erstellung eines Kataloges, der für jede Abfallart die besten zur Verfügung stehenden oder potentiellen Verwertungsoptionen, die Verwertungsanlagen und ihre Zugangsbedingungen sowie die Märkte für die recycelten Produkte auführt.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrieverbände ISSEP	2000
67. Einrichtung einer Abfallbörse und eines Vermittlungsdienstes zur Förderung des Austausches von Abfällen zwischen den Industriesektoren. Die Region ist für den Zugang zu dieser Abfallbörse und die breite Verteilung ihrer Informationen verantwortlich.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	1999
68. Einführung eines Verhaltenskodex bei der Verwertung in der Landwirtschaft und im Tiefbau.	DGRNE DGTRE/DGA	Industrie Landwirtschaft	Laufend
69. Die Sicherung der Fortdauer der Sektoren der Abfallverwertung der Region durch die Schaffung einer Partnerschaft auf dem Markt zwischen den Akteuren. Zu diesem Zweck werden Verwertungsverträge zwischen den Herstellern der Produkte und Handelsgüter, den Verbrauchern und den Verarbeitungsunternehmen sowie Einzelverträge zwischen Industriesektoren oder Abfallverwertungsunternehmen und der Regierung Walloniens abgeschlossen, um die Verwertung der wallonischen Abfälle zu garantieren.	DGRNE Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
70. Aufnahme von recycelten oder recycelbaren Produkten in die Lastenhefte der öffentlichen Aufträge	Wallonische Regierung	Behörden	Laufend
71. Entwicklung von Bildungs- und Sensibilisierungsprogrammen für Studenten, die Öffentlichkeit und Unternehmen zur Förderung der Benutzung von sauberen recycelbaren und recycelten Produkten.	Wallonische Regierung Regierung der französischen Gemeinschaft*	Abfallwirtschaft	Laufend

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
72. Verhandeln von Kooperationsabkommen zwischen der Region und den angrenzenden Regionen oder Staaten, um gemeinsam Forschungsarbeiten im Bereich der Verwertung durchzuführen und ein Netz von gemeinsamen Abfallverwertungsanlagen einzurichten.	Wallonische Regierung	DGRNE	1999
73. Schaffung eines Dreijahresprogramms zur finanziellen Förderung der Forschung, der Abfallverwertungsversuche und der Schaffung von Verwertungsanlagen. 40 % der Jahreseinnahmen durch die Gebühren auf die Industrie werden in diesem Programm gebunden.	Wallonische Regierung	DGRNE DGTRE	1999
74. Einsatz für einen MwSt- oder Verbrauchssteuervorzugsatz auf die Vermarktung von recycelten Stoffen.	Föderalregierung Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1998
75. Entwicklung der erforderlichen Zusatzkapazität bei der Verbrennung mit effektiver Energierückgewinnung aus den nicht recycelbaren Industrieabfällen.	DGRNE	Kommunalverbände Abfallwirtschaft	2002
76. Schaffung eines vollständigen Verwertungssystems für bestimmte Abfälle, bei denen die Privatinitiative in der vorgeschriebenen Frist nicht auf die Probleme oder auf die Ziele reagiert. Die finanzielle Beteiligung der Region muß in erster Linie die Schaffung der Infrastruktur in der Wallonischen Region und ihre Bewirtschaftung unter Achtung der Grundsätze des öffentlichen Dienstes sichern.	Wallonische Regierung	DGRNE SPAQE Industrie Abfallwirtschaft	1999
77. Einführung eines Qualitätskennzeichens für recycelbare Produkte und Materialien, die Produkten gleichgestellt werden, die in der Landwirtschaft oder im Tiefbau benutzt werden sowie die Förderung ihrer Vermarktung.	Wallonische Regierung	DGRNE MET Industrie	1999
78. Einführung eines Wettbewerbs, in dem die größten Erfolge im Bereich der Produktion von recycelten Produkten belohnt werden.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	1998
79. Identifizierung der empfindlichen Umgebung und Umwelt, bei der die Benutzung bestimmter Abfälle reguliert oder verboten werden muß.	Wallonische Regierung	DGRNE/DGA MET	1999
80. Organisation des Transports von Abwässern aus der Tierzucht und anderen Stoffen, die auf die Anbauflächen ausgebracht werden können, durch die Einführung von Jahresquoten und eine geographische Aufteilung.	Wallonische Regierung	Landwirtschafts- verbände DGA/DGRNE	1998
81. Das Verbot der Einfuhr von Gülle zum direkten Ausbringen auf den Boden. D.T.: 1 Jahr.	Wallonische Regierung	DGRNE/DGA MET	1999
82. Einführung eines Düngungsplanes für alle Abfälle, die eine agronomische oder umweltpolitische Kontrolle erfordern. Der Düngungsplan wird von der DGA (Generaldirektion für Landwirtschaft) verabschiedet und bezieht sich auf die technischen, wirtschaftlichen und rechtlichen Aspekte sowie auf die Transparenz der vorgesehenen Operationen.	Wallonische Regierung	DGA DGRNE Landwirte	1999
83. Einrichtung von Kompostierungs- und Methanisierungsanlagen sowie anderer Einrichtungen zur Verarbeitung und Aufbereitung der organischen Abfälle, um sie agronomisch zu nutzen.	Wallonische Regierung /DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft ISSEP Kommunalverbände	2005
84. Durchführung einer agronomischen und umweltspezifischen Kontrolle der in der Landwirtschaft benutzten Abfälle. Es wird eine Datenbank für eine informatisierte Parzellenverwaltung des Bodens eingeführt.	DGRNE	DGA DGRNE	2000
85. Schaffung einer jährlichen Energiebilanz, die insbesondere die erzielten Energieeinsparungen pro Unternehmen aufführt, das eine Energiemitverwertung betreibt. Diese Informationen sind in der regionalen Energiebilanz aufgeführt, die die DGTRE erarbeitet.	DGTRE	Industrie	1999
86. Einsetzung von Abfallbewirtschaftungsgruppen bestehend aus Vertretern der betroffenen Behörden und Industrieverbände, um Synergien zwischen den Produzenten, Verwertern und potentiellen Benutzern zu schaffen.	DGRNE	Behörden Industrie Abfallwirtschaft	1998
87. Einsetzung eines Bodenausschusses, bestehend aus Vertretern der DGRNE, der DGA, des Föderalen Ministeriums für Landwirtschaft, den Vertretern der Produzenten, der Verarbeiter und Benutzer der Abfälle, die für die Verwertung in der Landwirtschaft vorgesehen sind. Er ist dafür zuständig, die in der Landwirtschaft verwertbaren Abfälle zu bestimmen und die Benutzungsbedingungen dieser festzulegen.	Wallonische Regierung Föderalregierung	DGRNE DGA Industrie Landwirtschafts- verbände Abfallwirtschaft	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
88. Einrichtung von ständigen Industrieförderstrukturen (gemeinnützige Einrichtungen) mit der Aufgabe, die Maßnahmen in bezug auf das industrielle Recycling, die Verwertung in der Landwirtschaft und den Tiefbau durchzuführen.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999

## f. Entsorgung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
89. Einführung insbesondere der folgenden Bedingungen für die Verbrennungsanlagen: 1. Zurückgewinnung der abgegebenen Wärme 2. Verwertung von 65 % der Reststoffe Anwendung der Normen im Bereich der Verbrennung von gefährlichem Abfall D.T.: 4 Jahre.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
90. Pro Industriesektor und Unternehmen mit mehr als 250 Angestellten und Arbeitern wird ein Dreijahresplan zur Senkung der zu entsorgenden Abfallmengen aufgelegt. D.T.: 2 Jahre.	Wallonische Regierung	Industrieverbände Industrie DGRNE	1999
91. Durchführung von Forschungsarbeiten über die Auswirkungen der Abfallentsorgung auf die Gesundheit und über die sanitären und umweltpolitischen Risiken.	DGRNE	Ministerium für Volksge- sundheit Ministerium für Land- wirtschaft ISSEP Industriesektoren Ministerium für For- schung und Wissenschaft	1999
92. Erstellung eines Verzeichnisses über die Stabilisierungstechniken, der Umwandlung in inerte Abfälle und der Beseitigung pro Industrieabfallsorte.	DGRNE	ISSEP Industrieverbände Abfallwirtschaft	1999
93. Einführung von Rechtsvorschriften über die Behandlung und die Umwandlung von Industrieabfällen in inerte Abfälle.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
94. Einführung eines formellen und ständigen Evaluierungsmechanismus für die Entsorgungstechniken und -verfahren.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP	1999
95. Anwendung der gleichen Betriebs- und Umweltschutzbedingungen für alle Entsorgungsanlagen, unabhängig davon, ob sie individuell oder kollektiv genutzt werden, und eine erneute Evaluierung alle 5 Jahre.	Zuständige Behörden	Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999
96. Verschärfung der Umweltschutz- und Risikovermeidungsaufgaben bei der Verwaltung der Entsorgungsanlagen und Vergrößerung der wirtschaftlichen Verantwortung der Unternehmensleiter in bezug auf die Schäden, die ihre Aktivitäten verursachen gemeinsam mit einer Politik wirtschaftlicher Anreize.	Wallonische Regierung Zuständige Behörden	Abfallwirtschaft Kommunal-verbände Gemeinden SPAQUE	1999
97. Verweisung des Lastenheftes für die Neugestaltung der Mülldeponien und die Kontrolle seiner Durchführung an eine zugelassene Stelle im Geiste der Qualitätsnormen ISO und NEN.	Wallonische Regierung	DGRNE SPAQUE	1998
98. Verbindliche Einführung einer Beschreibung des Abfalleinzugsgebietes in den Antrag auf Betriebsgenehmigung für eine Entsorgungsanlage für Industrieabfälle.	Zuständige Behörden	Industrie DGRNE Kommunal-verbände	1998
99. Erstellung und Veröffentlichung einer genauen Liste der zugelassenen Abfälle pro Entsorgungsanlage.	Zuständige Behörden	Abfallwirtschaft/ Gemeinden Kommunal-verbände	1998
100. Erstellung einer Liste über Abfälle, deren Ablagerung in einer Mülldeponie verboten ist, einer Liste über Abfälle, die getrennt in einer Mülldeponie abgelagert werden müssen und einer Liste über Industrieabfälle, die in einer Mülldeponie für Haushaltsabfälle abgelagert werden können.	Wallonische Regierung	Industrie Gemeinden Kommunal-verbände SPAQUE	1999
101. Einführung einer neuen Klasse von Mülldeponie "mehrere Erzeuger - ein Produkt", in denen nur Abfälle abgelagert werden, die durch ihren Ursprung, ihre Zusammensetzung und ihre Laugen vergleichbar sind. Neben einer besseren Beherrschung der Risiken ermöglichen solche Anlagen die Rücknahme bestimmter Abfälle für eine Verwertung.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Industrie Kommunal-verbände	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
102. Beschränkung der Mülldeponien auf die Erzeuger, bei denen die abzulagernden Abfallmengen und die Qualität den Zielen der Verringerung der Ablagerung in den Mülldeponien entsprechen und einen getrennten Betrieb rechtfertigen und bei denen die Garantien für den Betrieb und die Instandsetzung sowie die Überwachung der Anlagen den strengsten Vorschriften entsprechen.	Zuständige Behörden	Industrie	Laufend
103. Einrichtung eines Verwaltungsausschusses für Klär- und Baggerschlämme, um ihre Bewirtschaftung zu rationalisieren. Er besteht aus den Vertretern der zuständigen öffentlichen Behörden: Region (befahrte und nicht befahrbare Wasserläufe erster Kategorie), der Provinzen (nicht befahrbare Wasserläufe zweiter Kategorie) und der Gemeinden (nicht befahrbare Wasserläufe dritter Kategorie).	DGRNE MET	DGRNE MET Provinzen Gemeinden	1998
104. Planung des Betriebs der im Mülldeponieplan aufgeführten Anlagen je nach Anforderungen unter Vermeidung von Unterbrechungen.	Zuständige Behörden	DGRNE/SPAQUE Kommunalverbände	1999
105. Koordinierung der Programme für die Schaffung von öffentlichen und privaten Anlagen für die Entsorgung von Industrieabfall.	Wallonische Regierung	Industrie Kommunalverbände Gemeinden/ DGRNE	Laufend
106. Einrichtung eines Garantiefonds nach dem Beispiel des Nationalen Garantiefonds für Schäden durch den Steinkohleabbau, der die Fortsetzung der Verwaltung und Kontrolle der stillgelegten Mülldeponien nach der Phase der nachträglichen Verwaltung, falls erforderlich, ermöglicht.	Wallonisches Parlament	DGRNE SPAQUE Abfallwirtschaft	2000
107. Streichung aller Subventionen an die Leiter von Mülldeponien, so daß die Benutzer den wirklichen Preis tragen müssen.	Wallonische Regierung		1998
108. Aufnahme der Kosten für die Instandsetzung und die Kosten der langfristigen Überwachung der Mülldeponie nach dem Ende des Betriebes in den Behandlungspreis.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Gemeinden Kommunalverbände	1998
109. Veröffentlichung der Preise der Abfallentsorgung. Die allgemeinen Kosten und der Gewinn dürfen 15 % der Betriebskosten nicht überschreiten.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Gemeinden Kommunalverbände	1998
110. Einrichtung einer automatisierten Buchhaltung über die Abfallströme in die Entsorgungsanlagen und einer Kontrolle der Emissionen und Immissionen.	Zuständige Behörden	Abfallwirtschaft Gemeinden Kommunalverbände	2000
111. Die Betreiber einer Entsorgungsanlage erhalten die Auflage, die zuständige Behörde über alle Ergebnisse des Kontroll- und Überwachungsverfahrens zu unterrichten, die schädliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können, sowie über die ergriffenen Maßnahmen.	Wallonische Regierung	Industrie Gemeinden Kommunalverbände	1998
112. Die Betreiber erhalten die Auflage, wenigstens einmal pro Jahr der zuständigen Behörde Bericht zu erstatten über die Art und die Menge des entsorgten Abfalls sowie über die Ergebnisse des Überwachungsprogramms, um zu prüfen, ob sie mit den Bedingungen der Genehmigung übereinstimmen und um das Wissen über die Auswirkungen zu erweitern. Der Bericht enthält ebenfalls Informationen über die Stückkosten der Ablagerung in einer Mülldeponie und die Berechnungsmethode.	Wallonische Regierung Zuständige Behörden	Abfallwirtschaft Gemeinden Kommunalverbände	1999
113. Einführung von abschreckenden Strafen für illegale Müllablagerungen.	Wallonische Regierung	DGRNE Zuständige Föderalbehörden Gemeinden	1998

## g. Abfalltransfers und internationale Zusammenarbeit

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
114. Die Abfälle auf der grünen Liste und die Abfälle, die eine Gefahr für die Umwelt und die Volksgesundheit darstellen können, sowie illegaler Handel (Reifen, elektrische und elektronische Abfälle ...) werden dem Abfallkontrollmechanismus unterworfen.	Wallonische Regierung E.G.	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	1999
115. Genehmigung des Transfers von Abfällen, wenn sie unter den leistungsstärksten technischen und Umweltschutzbedingungen gehandelt werden.	DGRNE	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
116. Die Exporte von ungefährlichem Abfall in die Länder außerhalb der OECD zur Verwertung werden genehmigungspflichtig.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	1998
117. Einrichtung eines geeigneten und kohärenten Überwachungs- und Kontrollsystems für interregionale Transfers von gefährlichem Abfall, das mit dem Gemeinschaftssystem in Einklang steht.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	1999
118. Begrenzung oder Verbot der Lagerung oder der Ablagerung von Abfällen aus dem Ausland in Mülldeponien, solange in der Region ein Defizit der Kapazität besteht.	Zuständige Behörden	DGRNE Industrie	Laufend
119. Bevorzugung der sicheren und unschädlichen Transportmittel und -bedingungen.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
120. Abschluß von Abkommen zwischen der Region Wallonien und den Nachbarregionen und -staaten, die auf folgendes abzielen: - die Entwicklung eines angemessenen und vollständigen Netzes von Abfallbehandlungsanlagen; - mittelfristige Sicherung des Abfallhandels; - Sicherung des gegenseitigen Zugangs der Industrieunternehmen zu den gemeinsamen Behandlungsanlagen unter Stützung auf Komplementarität und Synergien; - Stärkung der Überwachung und Kontrolle; - Organisation der Rückkehr illegaler Abfälle; - Anstrengungen für eine Harmonisierung der Normen des Betriebs der Anlagen und der Wirtschaftsinstrumente sowie der Analyse der Abfälle und der Umweltverträglichkeitsprüfung.	Wallonische Regierung	DGRNE Abfallwirtschaft	2000
121. Unterrichtung der Gemeinden über das Ausbringen von eingeführten Abfällen in der Landwirtschaft ihres Gebietes.	DGRNE	Abfallwirtschaft Landwirte	1998
122. Verbindliches Anbringen von bestimmten Warnsignalen auf den Transportmitteln für Abfall.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft	1999
123. Einrichtung einer Sonderbrigade für die Kontrolle der Abfalltransfers.	DGRNE	DGRNE	1998
124. Organisation einer Kontrolloperation nach dem Grundsatz "schnelles Zugreifen" mit den Nachbarbehörden wenigstens einmal pro Monat.	DGRNE	DGRNE	Laufend
125. Veröffentlichung der Genehmigungen für die internationalen Transfers von gefährlichem Abfall im belgischen Staatsanzeiger.	Wallonische Regierung	DGRNE	1999

## 2/ Haushaltsabfälle

## A. Ziele

## a. Statistik

48. Unter Berücksichtigung der sehr konkreten Ziele für die Bewirtschaftung der im Rahmen des Planes festgelegten Abfälle und der Entwicklung der Rechtsvorschriften im Bereich der Steuern und der Bestimmungen über die Bewirtschaftung der Abfälle ist es unbedingt erforderlich, über zuverlässige Daten bezüglich des Aufkommens und der Bearbeitungsmethoden von Haushaltsabfällen und gleichartigen Abfällen zu verfügen.

49. Harmonisierung des Systems der Erhebung, Validierung und Bearbeitung der Informationen über die gesammelte, recycelte, verwertete und entsorgte Menge von Haushaltsabfall. Die Datenübertragung erfolgt verbindlich über ein Datennetz nach den Bestimmungen der wallonischen Regierung.

## b. Vermeidung

50. Reduzierung des Aufkommens an Hausmüll, der auf dem Gebiet produziert wird, durch die Rationalisierung der Produktion und die Anwendung der Mittel, das Auftreten und die Erzeugung dieses Abfalls zu vermeiden, und andererseits die drastische Reduzierung des Aufkommens, das auf Mülldeponien abgelagert wird, wobei der Gebrauch dieser Infrastruktur auf die Entsorgung der deponiefähigen Abfälle begrenzt wird.

Vermeidung							
	1995	2000		2005		2010	
	kg/Einw/Jahr	Satz	kg/Einw/Jahr	Satz	kg/Einw/Jahr	Satz	kg/Einw/Jahr
Hausmüll	367	7 %	340	19 %	317	31 %	292
Sperrmüll aus Haushalten	159	6 %	166	17,5 %	160	29 %	153
Haushaltsabfall	526	6 %	506	18 %	477	29 %	445

Das geschätzte Aufkommen unter Berücksichtigung der Ziele im Bereich der Vermeidung der einzelnen Arten von Haushaltsabfall ausgedrückt in Tonnen und in kg/Einwohner sieht folgendermaßen aus:

	2000		2005		2010	
	Tonnen/Jahr	kg/Einw/Jahr	Tonnen/Jahr	kg/Einw/Jahr	Tonnen/Jahr	kg/Einw/Jahr
<b>Bevölkerung</b>	3.394.065		3.434.769		3.465.329	
<b>1. Haushaltsabfälle</b>						
Glas	133.658	39	125.823	37	117.024	34
Papier/Pappe	302.271	89	284.553	83	264.653	76
Getränkekarton	18.523	5	17.438	5	16.218	5
Kunststoffe	112.698	33	106.093	31	98.673	28
Metalle	48.306	14	45.475	13	42.295	12
Textilien	24.698	7	23.250	7	21.624	6
Organische Stoffe, darunter:	423.340	125	398.527	116	370.655	107
- Küchenabfälle	408.381	120	384.445	112	357.558	103
- Grünabfälle	14.959	5	14.082	4	13.097	4
Feinstoffe	12.594	4	12.886	4	12.900	4
Nichtsortierte Reststoffe	77.726	22	73.170	21	68.053	20
<b>GESAMT</b>	<b>1.153.814</b>	<b>340</b>	<b>1.087.214</b>	<b>317</b>	<b>1.012.094</b>	<b>292</b>
<b>2. Abfälle mit großem Volumen</b>						
Grünabfälle	121.463	36	111.331	32	101.693	29
Inerte Abfälle	224.057	66	222.403	65	214.606	62
Sperrmüll	218.194	64	217.413	63	215.137	62
<b>GESAMT</b>	<b>563.714</b>	<b>166</b>	<b>551.148</b>	<b>160</b>	<b>531.437</b>	<b>153</b>
<b>Haushaltsabfälle gesamt</b>	<b>1.717.528</b>	<b>506</b>	<b>1.638.362</b>	<b>477</b>	<b>1.543.531</b>	<b>445</b>

51. Die Reduzierung besteht darin, die Zusammensetzung der Produkte dergestalt zu verändern, daß die durch diese Produkte verursachten Abfälle größtenteils aus verwertbaren (vorrangig recycelbaren) Stoffen bestehen und frei von gefährlichen Bestandteilen sind.

Die Region verfügt über zwei Wirkungsbereiche:

- Empfehlung von Aktionen an die föderalen Behörden, die allein für die Errichtung von Produktnormen zuständig sind, insbesondere hinsichtlich der Verringerung oder des Abbaus bestimmter, als vorrangig eingestuft Bestandteile wie Schwermetalle;
- deutliche Verringerung des Vorkommens von kleinen, schwer entsorgbaren Sonderabfällen in den Mülleimern der Haushalte.

c. Sammlung

52. Getrennte Sammlung des größtmöglichen Anteils Abfälle, die technisch und wirtschaftlich wiederverwendet und recycelt werden können.

Die nachfolgende Tabelle umfaßt die Ziele der gesamten Region für das Getrenntsammlen von Abfällen auf der Grundlage des optimalen Aufkommens infolge abfallvermeidender Maßnahmen (voluntaristisches Szenario).

Art der Abfälle	Anteil der gesammelten Abfälle (in %)			Getrennt gesammelte Abfälle (in Tonnen)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Glas	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papier/Pappe	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Getränkekartons	15	20	20	2.778	3.488	3.244
Kunststoffe	20	25	25	22.540	26.523	24.668
Metalle	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textilien	32	50	50	7.903	11.625	10.812
Organische Stoffe:	23	50	60	93.928	192.222	214.535
Grünabfälle	94	94	94	128.943	118.372	108.242
Grünabfälle aus Containerparks	100	100	100	121.463	111.331	101.693
Aus Haushaltsabfällen*	50	50	50	7.480	7.041	6.549
Inerte Abfälle	70	70	70	156.840	155.682	150.224
Sperrmüll	90	95	98	196.375	206.542	210.834
Sonderabfälle Haushalte	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Getrennt gesammelte Abfälle				864.309	993.619	1.006.253
Aufkommen Haushaltsabfälle				1.717.528	1.638.352	1.543.531
Anteil der getrennt gesammelten Abfälle				50 %	61 %	65 %

Die Menge der gesammelten Grünabfälle umfaßt nicht nur die Grünabfälle, die in den Containerparks gesammelt werden, sondern auch den Teil der Grünabfälle, der sich zur Zeit unter dem Haushaltsmüll befindet.

d. Verwertung

53. Die optimale Verwertung der getrennt gesammelten Stoffe und die Entwicklung der Recyclinginfrastruktur auf dem wallonischen Gebiet.

Die nachstehende Tabelle faßt die Ziele in bezug auf die Verwertungssätze und die Mengen zusammen, die die Region bei der Umsetzung des zweiten Abfallplanes erreichen will.

Abfallart	Anteil der Verwertung der Stoffe im Vergleich zur gesamten Menge (in %)			Verwertete Menge (in Tonnen/Jahr)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Glas	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papier/Pappe	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Getränkekarton	15	18	18	2.778	3.139	2.919
Kunststoffe	15	20	20	16.905	21.219	19.735
Metalle	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textilien	30	35	40	7.409	8.138	8.650

Abfallart	Anteil der Verwertung der Stoffe im Vergleich zur gesamten Menge (in %)			Verwertete Menge (in Tonnen/Jahr)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Inerte Abfälle	56	63	63	125.472	140.114	135.202
Sperrmüll	30	30	30	65.458	65.224	64.541
	23	50	60	93.628	192.222	214.535
Grünabfälle	85	85	85	116.048	106.535	97.418
- aus Containerparks	90	90	90	109.317	100.198	91.524
- aus Haushaltsabfällen*	45	45	45	6.732	6.337	5.894
Sperrmüll	30	30	30	65.458	65.224	64.541
Haushaltssondermüll	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Verwertete Mengen				683.000	815.750	826.690
Aufkommen an Haushaltsabfällen				1.717.528	1.638.362	1.543.531
Anteil der verwerteten Stoffe				40 %	50 %	54 %

54. Die integrale Behandlung des Restanteils der Haushaltsabfälle in den Anlagen für Energieverwertung je nach Bedürfnissen bis zum Jahr 2005. Diese Kapazität beträgt 800.000 Tonnen pro Jahr unter Berücksichtigung der Tatsache, daß eine Reservezusatzkapazität in Höhe von über 10 % des Aufkommens erforderlich ist, um das gute Funktionieren dieser Anlagen zu gewährleisten.

Die Tonnage der Abfälle, die für die Energieverwertung bestimmt sind, entspricht dem Restanteil der Gesamthaushaltsabfälle, die nicht getrennt gesammelt sind zuzüglich des selektiv gesammelten Abfalls, der nicht sortiert werden kann.

Die nachstehende Tabelle gibt das Abfallaufkommen an, das in Tonnen pro Jahr verbrannt werden kann.

Abfallart	2000	2005	2010
Restanteil der Gesamthaushaltsabfälle nach Getrenntsammlung und Sortierung	764.180	567.150	468.590
Sperrmüll (ohne Metall und unverbrennbare Stoffe)	121.290	127.570	130.220
Unsortierter Abfall (ohne inerte Abfälle)	19.000	20.980	18.240
Gesamtmenge, die verbrannt werden kann	904.470	715.700	617.050
Gesamtmenge an Haushaltsabfällen	1.717.530	1.638.360	1.543.530
Anteil der Verbrennung	47 %	44 %	40 %

Diese Menge entspricht dem Anteil der Abfälle die aufgrund ihrer niedrigeren Qualität nicht recycelt oder als Dünger in der Landwirtschaft verwertet werden können. Dieser Teil der Abfälle besitzt jedoch in bestimmten Fällen einen hohen Brennwert, insbesondere bei Papierstaub und bei Abfällen aus der Zerkleinerung von Sperrmüll. Sie können dann in Energieverwertungsanlagen oder Kraftwerke gebracht werden. In diesem Fall stünde die frei werdende Kapazität unter voller Ausnutzung der bestehenden Infrastruktur für die Verwertung der gewöhnlichen Industrieabfälle zur Verfügung.

55. Erreichen eines Anteils von 75 % für die Verwertung von Verbrennungsrückständen bis zum Jahr 2010.

Abfallart	2000	2005	2010
Menge der Verbrennungsrückstände der Haushaltsabfälle (T/Jahr)			
Schlacken	200.000	179.000	154.000
Abfälle aus der Gasreinigung	32.000	29.000	25.000
Verwertete Menge (T/Jahr)	58.000	135.000	134.000
Verwerteter Anteil (%)	25 %	65 %	75 %

Angesichts der Leitlinien der Region, das heißt des Verbots der Ablagerung von gefährlichem Abfall in Deponien auf ihrem Gebiet, muß jeder Abfall aus der Gasreinigung verbindlich behandelt werden, bevor er in einer Deponie entsorgt werden kann. Es werden Forschungsarbeiten durchgeführt, um die Produktion dieser Abfälle zu begrenzen und Verwertungstechniken zu entwickeln.



e. Entsorgung  
 56. Drastische Verringerung der Abfälle und Sicherung der Deponieablagerung durch ein Verbot der Ablagerung in Deponien für bestimmte Abfälle oder durch die verbindliche Behandlung vor der Entsorgung.

	Ablagerung von inerten Abfällen auf einer Mülldeponie						Ablagerung von nicht gefährlichen Abfällen in einer Mülldeponie					
	2000		2005		2010		2000		2005		2010	
	Satz	Aufkommen	Satz	Aufkommen	Satz	Aufkommen	Satz	Aufkommen	Satz	Aufkommen	Satz	Aufkommen
	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)
Rest des groben Hausmülls	0	0	0	0	0	0	0 à 10	0 à 74.000	0	0	0	0
Verbrennungsabfälle	0	0	0	0	0	0	10,1	174.000	4,4	72.600	2,9	44.700
Nicht sortierter inerer Abfall	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	0	0	0	0	0	0
Deponie-fähiger Rest des Sperrmülls	0	0	0	0	0	0	0,9	16.200	1,0	17.000	1,1	17.400
Höchst-menge, die auf Mülldeponien abgelagert wird.	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	21,	364.200	5,4	89.600	4,0	62.100

57. Gewährleistung der konstanten Selbstversorgung im Bereich der Mülldeponien.

B. Organisation

a. Statistik

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
126. Regelmäßige Bestandsaufnahme über die Vermeidungsmaßnahmen der Gemeinden, der Kommunalverbände, der Wallonischen Region und der Industrie.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände Industrie/ Ministerien Interregionaler Verpackungs-ausschuß	Laufend
127. Regelmäßige Untersuchungen über das Aufkommen und die Zusammensetzung des Hausmülls nach sozioökonomischen und geographischen Kriterien.	DGRNE	DGRNE	Laufend
128. Automatische Übertragung und Bearbeitung der Daten über die Bewirtschaftung des Hausmülls und Zugang zu diesen Informationen nach bestimmten Regeln.	DGRNE DGPL	Gemeinden Kommunal-verbände Industrie DGRNE	2000
129. Verpflichtung der Gemeinden und der Kommunalverbände zur Führung eines standardisierten Verzeichnisses über die quantitativen und qualitativen Daten in bezug auf die Sammlung von Hausmüll. D.T. 1 Jahr.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	1999
130. Verpflichtung der Leiter der Sortierzentren zur Führung eines standardisierten Verzeichnisses über die quantitativen und qualitativen Daten in bezug auf die Sortierung von Hausmüll. D.T. 1 Jahr.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Industrie	1999
131. Verpflichtung der Gemeinden, der Kommunalverbände und der Industrie zur Führung eines standardisierten Verzeichnisses über die quantitativen und qualitativen Daten in bezug auf das Kompostieren oder das Recycling von Hausmüll. D.T.: 1 Jahr.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Industrie	1999
132. Verpflichtung der Kommunalverbände und der Industrie zur Führung eines standardisierten Verzeichnisses über die quantitativen und qualitativen Daten in bezug auf die Energieverwertung des Hausmülls. D.T.: 1 Jahr.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Industrie	1999
133. Verpflichtung der Kommunalverbände zur Führung eines standardisierten Verzeichnisses über die quantitativen und qualitativen Daten in bezug die Entsorgung von Hausmüll. D.T.: 1 Jahr	Wallonische Regierung	Kommunal-verbände	1999
134. Die Aktualisierung der Daten des Plans alle zwei Jahre und Veröffentlichung der allgemeinen Statistiken pro Zone der Kommunalverbände.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend

## b. Vermeidung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
135. Ausweitung der Funktionen der Arbeitsgruppe "Vermeidung".	DGRNE	Industrie Privatpersonen	Laufend
136. Ausweitung der Aufgaben des Wallonischen Netzwerkes für umweltschonenden Verbrauch.	DGRNE Industrie	Industrie Privatpersonen Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	Laufend
137. Ausweitung der Sensibilisierungs- und Bildungsaktionen für die Umwelt in den Schulen und Gemeinden.	Wallonische Regierung Föderalregierung Französische Gemeinschaft	Bildungswesen Gemeinden FOREM DGRNE	Laufend
138. Anwendung der Maßnahmen für einen umweltschonenden Verbrauch und die Sortierung in den öffentlichen Diensten.	Wallonische Regierung	MRW/MET Stellen von öffentlichem Interesse/ Gemeinden Kommunalverbände Provinzen	2000
139. Zusammenarbeit mit den föderalen Instanzen im Bereich der Wertung und der Umweltkennzeichen.	Föderalregierung Wallonische Regierung	Industrie DGRNE	Laufend
140. Förderung der Einrichtung von Aktionsprogrammen der Gemeinden im Bereich der Vermeidung, Sammlung und Sortierung der Abfälle. Diese Maßnahmen sind in der Zukunft integraler Bestandteil des Umweltplans der Gemeinden für eine nachhaltige Entwicklung.	Wallonische Regierung	Gemeinden DGRNE	1999
141. Förderung der Ausweitung des gebührenpflichtigen Abfallsacks, des elektronischen Wiegens des Mülleimers oder anderer gleichwertiger Maßnahmen unter Berücksichtigung der sozialen Gerechtigkeit und der schrittweisen Anwendung des tatsächlichen Preises.	Wallonische Regierung	Gemeinden	1998
142. Gewährleistung einer technischen und administrativen Hilfe für die Gemeinden.	Wallonische Regierung	Noch zu bestimmen	1998
143. Förderung der Verwendung von Produkten mit einem Umweltkennzeichen.	DGRNE	Industrie Privatpersonen Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	1999
144. Festlegung von Normen für die Charakterisierung und eines Verhaltenskodex für die Erzeugung und korrekte Nutzung des Kompost der organischen Stoffe.	DGRNE	Privatpersonen Gemeinden Industrie Abfallwirtschaft	1999
145. Förderung der Verwendung von wiederverwendbaren Verpackungen, insbesondere durch den Abschluß von sektoriellen Abkommen.	Wallonische Regierung	Industrie Industrieverbände Interregionaler Verpackungs-ausschuß	2000
146. Bevorzugung der Verwendung von Mehrwegverpackungen im Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe.	Wallonische Regierung	Industrie MRW/MET Gemeinden/ Provinzen	1999
147. Finanzielle Unterstützung der wallonischen Unternehmen, die in die Verwendung von Mehrwegverpackungen investieren.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
148. Förderung des Verbrauchs von Leitungswasser, um die Verwendung von Wegwerfverpackungen zu verringern.	Wallonische Regierung	Wasserverteilungsunternehmen Privatpersonen	2001
149. Entwicklung der Information zur Förderung der Benutzung von recyceltem Papier und Tinte mit einer günstigen Umweltbilanz.	DGRNE	Industrie Öffentliche Behörden Privatpersonen Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	1999
150. Verbindliche Zurücknahme von Postwurfsendungen und Telefonbüchern, um insbesondere eine willkürliche Verteilung zu verhindern. D.T.: 1 Jahr.	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
151. Festlegung von Normen für die Produktion, Charakterisierung und Verwendung des Komposts der Abfälle.	Wallonische Regierung	Privatpersonen Gemeinden	1999
152. Aufstellen eines Verhaltenskodex über das Kompostieren und die Verwendung des Kompost zu Hause.	DGRNE	Privatpersonen Gemeinden	1999
3) Inerte Abfälle			
153. Förderung der selektiven Zerlegung der Bauteile für ihre Wiederverwendung.	DGRNE WTCB	Privatpersonen Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
154. Festlegung der Normen für die Benutzung der wiedergewonnenen Stoffe aus inerten Abfällen in Recyclingzentren, um sie Produkten gleichzustellen	Wallonische Regierung	Industrie MET	1999
155. Förderung der Wiederverwendung von Sperrmüll aus Haushalten durch Zentren für den Kauf und Austausch von Waren zweiter Hand.	Wallonische Regierung	Privatpersonen Gemeinden Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
156. Förderung der Verwendung von elektrischen/elektronischen Anlagen mit einem Umweltkennzeichen.	Wallonische Regierung	Privatpersonen Gemeinden Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch Industrie	Laufend
157. Bevorzugung eines umweltbewußten, gemäßigten und angemessenen Verbrauchs von Produkten, die spezifische Abfälle produzieren.	DGRNE	Privatpersonen Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	1998
158. Ausweitung der Etikettierung der Produkte, die gefährlichen Abfall produzieren und Erläuterung der Bewirtschaftung.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie Privatpersonen	Laufend
159. Information der Bürger über die Gefahren der Wiederbenutzung von Behältern, die gefährliche Produkte enthalten haben sowie einer unangemessenen Abfallbewirtschaftung.	DGRNE	Gemeinden Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	Laufend

## c. Sammlung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
160. Anpassung der Gemeindeverordnungen für die Verlängerung der regionalen Aktion.	Wallonische Regierung	Gemeinden	2000
161. Vervollständigung des Netzes der Containerparks.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	2000
162. Den KMU, Einzelhändlern, Landwirten, Schulen und Verwaltungen durch den tatsächlichen Preis in begrenzten Mengen den Zugang zu den Containerparks für verwertbare Abfälle ermöglichen. Diese Maßnahme wird gemeinsam mit der Entwicklung der industriellen Containerparks durchgeführt.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände DGRNE	2000
163. Vergrößerung der Flexibilität der Öffnungszeiten der Containerparks.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände	1999
164. Einrichtung von Pufferlagern für die gesammelten Abfälle aus den Containerparks.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	1999
165. Entwicklung der Infrastruktur für den Transfer und die Sortierung der Abfälle.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände	2000
166. Einführung einer selektiven Sammlung in den Gemeinden und Kommunalverbänden, die auf ihrem Gebiet den im Plan vorgesehenen Satz nicht erreichen.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	2000
167. Erhöhung der Zahl der Sammelstellen für Glas und Sicherung der regelmäßigen Wartung der Standorte.	Gemeinden	Gemeinden Industrie	2000
168. Verbindliche Einführung eines Raumes für die Rücknahme von Verpackungen in den Supermärkten.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
169. Trennung des Papiers von der Pappe in den Containerparks.	DGRNE	Gemeinden Privatpersonen Kommunalverbände	1999
170. Sammlung des Aufkommens von Papier/Pappe wenigstens einmal pro Monat an der Haustür.	DGRNE	Gemeinden Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
171. Selektive Sammlung des Papiers in den öffentlichen Verwaltungen.	Wallonische Regierung	Öffentliche Behörden	Laufend
172. Sammlung von Kunststoff, Metall, Pappe, Getränkekartons und gegebenenfalls Glas zweimal pro Monat an der Tür.	Wallonische Regierung	Gemeinden Industrie	2000
173. Annahme der Infrastruktur für die Behandlung der Abfälle, um die Wiedergewinnung der Metalle zu ermöglichen: - Verbrennungsanlagen; - Sortieranlagen für Hausmüll; - Zerkleinerungsanlagen für Sperrmüll; - Anlagen für die Enteisung der Schlacken.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände	2000
174. Förderung der Sammlung des Textilabfalls an der Tür und freiwillige Abgabe an den Sammelstellen.	Wallonische Regierung	Unternehmen der Gemeinwirtschaft Gemeinden	2000
175. Schrittweise Durchführung der Sammlung der organischen vergärbaren Abfälle an der Tür, um folgende Bevölkerung zu erfassen: - 30 % im Jahr 2000; - 50 % im Jahr 2005; - 70 % im Jahr 2010.	DGRNE	Gemeinden	1999
176. Durchführung einer technisch-wirtschaftlichen und umwelt-technischen Studie über die Sammelmethode bei vergärbaren Abfällen.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände	1998
177. Sammlung des Sperrmülls in den Zonen, in denen es noch keinen Containerpark gibt, viermal pro Jahr.	DGRNE	Gemeinden	1998
178. Getrennte Sammlung der Haushaltsgeräte und des übrigen Sperrmülls in den Containerparks.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Industrie Privatpersonen	1999
179. Einrichtung von höchstens 6 Zentren für das Sortieren/Zerkleinern des Sperrmülls. D.T.: 3 Jahre.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft	1999
180. Sammlung der Altöle durch die Werkstätten oder durch Ölbehälter in den Containerparks.	Wallonische Regierung	Werkstätten Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft Privatpersonen	1999
181. In jedem Containerpark ist eine Sammelstelle für Speiseöle vorzusehen.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft Privatpersonen	1999
182. Förderung der Erhöhung der Zahl der Sammelstellen für Batterien, insbesondere in den Schulen und Containerparks.	DGRNE Französische Gemeinschaft	Privatpersonen Industrie Gemeinden Kommunalverbände	Laufend
183. Sammlung der abgelaufenen Medikamente durch die Apotheken.	Wallonische Regierung	Apotheken Industrie	Laufend
184. Optimierung der selektiven Sammlung von Spezialabfällen aus Haushalten über die Containerparks, um die Qualität der Schlämme aus den Verbrennungsanlagen zu verbessern.	DGRNE	Gemeinden Industrie Kommunalverbände	Laufend

## d. Verwertung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
185. Entwicklung einer oder mehrerer Recyclinganlagen für Papier und Kunststoffe, die getrennt gesammelt werden. a) Projektausschreibungen; b) Ausarbeitung des Projekts;	GRNE DGRNE SPAQUE	Abfallwirtschaft Industrie Abfallwirtschaft Industrie	1999 2000
186. Erforschung und Entwicklung von neuen Techniken für die Verwertung der gesammelten Stoffe.	DGRNE DGTRE	Industrie Abfallwirtschaft	2000

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
187. Optimierung der Verwertung der Sortier/Zerkleinerungsreste aus Sperrmüll.	DGRNE	Abfallwirtschaft Industrie Kommunalverbände	2000
188. Verpflichtung zur Rücknahme der Abfälle aus elektrischen und elektronischen Anlagen.	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
189. Abschluß des Netzwerks von 7 Anlagen für die Sortierung/Verwertung von inertem Abfall.	Wallonische Regierung	DGRNE/Industrie Gemeinden und Kommunalverbände SPAQUE	2000
190. Abschluß des Netzes von 9 Zentren für die Kompostierung von grünem Abfall.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände	2002
191. Einführung von 7 Zentren für die Verwertung von organischen Stoffen.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Abfallwirtschaft	2005
192. Erstellung einer vergleichenden technisch-wirtschaftlichen und umweltrelevanten Analyse der Technologien zur Kompostierung und Biomethanisierung.	DGRNE DGTRE	Abfallwirtschaft Kommunalverbände	1998
193. Verbindliche Einführung der Energiezurückgewinnung in den Verbrennungsanlagen. D.T.: 4 Jahre.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände	1999
194. Einführung der Emissionsnormen der Richtlinie 94/67/EWG über die Verbrennung von gefährlichen Abfällen für die Verbrennungsanlagen. D.T.: 4 Jahre	Wallonische Regierung	Kommunalverbände	1999
195. Festlegung der Produktions- und Benutzungsbedingungen für Schlacken (Enteisung, Reifung, Lagerung)	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Industrie	1999
196. Förderung der Schaffung von Verwertungsanlagen für Schlacken auf der Grundlage von technisch-wirtschaftlichen Analysen.	Wallonische Regierung	Industrie Kommunalverbände	2002
197. Erforschung der Verwertungsbedingungen für Abfälle aus der Gasreinigung und Schaffung eines Verwertungszentrums (Projektausschreibung).	DGRNE	Industrie SPAQUE	2000
198. Gewährleistung des Verbots, Abfälle in nicht zugelassenen Anlagen zu verbrennen.	DGRNE	Gemeinden Privatpersonen Zuständige föderale Behörden	Laufend

## e. Entsorgung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
199. Verbot der Ablagerung von Abfall auf Mülldeponien, - der getrennt gesammelt wird; - für den eine Rücknahmepflicht gilt; - der verwertbar ist: - Glas; (D.T.: 1 Jahr) - inerte nicht deponiefähiger Abfall; (D.T.: 1 Jahr) - Verpackungen; (D.T.: 3 Jahre) - Metalle; (D.T.: 1 Jahr) - Batterien; (U.T.: 1 Jahr) - abgelaufene Medikamente; (D.T.: 1 Jahr) - phytopharmazeutische Verpackungen; (D.T.: 1 Jahr) - elektrische und elektronische Anlagen; (D.T.: 3 Jahre) - brennbarer Sperrmüll (D.T.: 3 Jahre) - Abfall von Krankenhäusern und der Gesundheitspflege der Gruppe A (D.T.: 3 Jahre) - Papier/Pappe; (D.T.: 3 Jahre) - organische Stoffe; (D.T.: 6 Jahre) - nicht deponiefähige Schlacken (D.T.: 6 Jahre)	Wallonische Regierung DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft	1999
200. Einführung von Bedingungen für die Stabilisierung und Ablagerung der Abfälle aus der Gasreinigung auf Mülldeponien. (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft	1999

## 3/ Gefährliche Abfälle

## A. Ziele

## a. Vermeidung

58. Verminderung der Erzeugung gefährlicher Abfälle bis zum Jahr 2010 um 10 %.

59. Verringerung der Streuung gefährlicher Abfälle sowie der Risiken und Schädigungen in Verbindung mit ihrer Bewirtschaftung.

60. Hebung des allgemeinen Niveaus der quantitativen, qualitativen und wirtschaftlichen Informationen bezüglich der gefährlichen Abfälle und ihrer Auswirkungen.

61. Sicherstellung der Transparenz der Verfahren für die Aufbereitung gefährlicher Abfälle.

## b. Einsammlung

62. Ausdehnung der Sortierung gefährlicher Abfälle an der Quelle.

63. Erreichung eines Anteils von 30 % bei der getrennten Sammlung von gefährlichen Haushaltsabfällen bis zum Jahr 2005 und von 50 % bis zum Jahr 2010.

64. Erreichung eines Anteils von 80 % bei der getrennten Sammlung von gefährlichen Gewerbeabfällen bis zum Jahr 2002.

65. Ausgestaltung der Solidarität zwischen Erzeugern gefährlicher Abfälle in unterschiedlichen Mengen, um unnötige Ausgaben zu vermeiden.

## c. Verwertung

66. Erreichung eines Anteils von 75 % bei der Verwertung gefährlicher Abfälle bis zum Jahr 2010, ohne Gefährdung der öffentlichen Gesundheit, Umwelt und Sicherheit.

67. Suche nach dem besten Verwertungsverfahren in jedem Einzelfall.

68. Vorrang der Mitverbrennung gegenüber der konventionellen Verbrennung.

69. Sicherstellen des Fortbestandes der Möglichkeiten und Aufbereitungsverfahren, um eine sichere Abfallbewirtschaftung zu gewährleisten.

70. Vorrangiger Zugang zu den Verwertungsanlagen für gefährliche Abfälle aus der Wallonischen Region gegenüber Abfällen aus dem Ausland.

## d. Entsorgung

71. Beschränkung der für die Entsorgung gefährlicher Abfälle von bestimmten Ausrüstungen auf die strikten Erfordernisse.

72. Verbot der Entsorgung gefährlicher organischer Abfälle bzw. Brennstoffe in Abfalldeponien bis zum Jahr 2002.

73. Verbot der Entsorgung nicht deponiefähiger und nicht stabilisierter gefährlicher Abfälle in Abfalldeponien bis zum Jahr 2005.

74. Verbot der Ausfuhr gefährlicher Abfälle zum Zwecke der Entsorgung in Abfalldeponien bis zum Jahr 2000.

75. Vergrößerung der Sicherheit und der Kontrolle der Entsorgungsoperationen.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (T)	420.000	420.000	420.000	420.000
Vermeidung		2 %	5 %	10 %
Verwertung	44 %	55 %	70 %	75 %
Verbrennung	4 %	5 %	5 %	5 %
Abfalldeponie nach physikalisch-chemischer Behandlung, Stabilisierung bzw. Inertierung.	13 %	15 %	25 %	20 %
Abfalldeponie	39 %	25 %	0 %	0 %

## B. ORGANISATION

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
a. Verzeichnis			
201. Verbindliche Einführung eines einheitlichen Registers, welches die zutreffenden quantitativen, qualitativen und wirtschaftlichen Daten über gefährliche Abfälle, ihre Herkunft, ihren Bestimmungsort und die Bearbeitungsrückstände umfaßt, sowie einer einheitlichen halbjährlichen Meldung, welche die in dem Register angelegten Informationen wiederaufnimmt und Stichprobenkontrollen unterzogen wird, um die Seriosität und Objektivität der Meldungen zu gewährleisten.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft Kommunalverbände	1999
202. Vorschrift der jährlichen Meldung der als gefährliche Abfälle erzeugend eingestuft Erzeugnisse, die streng geregelt bzw. verboten sind.	Wallonische Regierung	Industrie	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
203. Entwicklung eines automatisierten Systems für die Erfassung der Meldungen und Errichtung einer für die Betreiber und die Öffentlichkeit zugänglichen Datenbank, unter Berücksichtigung der Vertraulichkeit bestimmter Informationen. Neben den durch die Meldungen gegebenen Informationen enthält die Datenbank auch Angaben bezüglich der Sammler, Beförderer und Betreiber der Bewirtschaftungsanlagen und Informationen über saubere Technologien und die Bewirtschaftungsmethoden.	DGRNE		1999
<i>b. Vermeidung</i>			
204. Einschätzung der Auswirkungen auf die Gesundheit und die gesundheitlichen sowie ökologischen Gefahren, die sich ergeben, wenn man gefährlichen Abfällen ausgesetzt ist und die aus den bestehenden und alternativen Bewirtschaftungsverfahren hervorgehen.	Wallonische Regierung Ministerium für Volksge- undheit Ministerium für Wissen- schaft und Forschung	DGRNE ISSEP Industrie	1999
205. Bewertung und Auswahl der Technologien und Verfahren nach folgenden Kriterien: - Sicherheit der Personen, - Schutz der Umwelt; - Herabsetzung der Gefahren; - wirtschaftliche Effizienz; - wirtschaftliche Durchführbarkeit.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP	1999
206. Entwicklung und Durchführung der Analysen über den Lebenszyklus der gefährliche Abfälle verursachenden Produkte.	DGRNE Föderale Verwaltungen	DGRNE ISSEP Industrie	1999
207. Regelung der Herstellung, Lagerung bzw. des Verkaufs von gefährliche Abfälle verursachenden Produkten im Hinblick auf die Förderung ihrer Bewirtschaftung bzw. auf ihr Verbot, für den Fall, daß die Bewirtschaftung nicht ordnungsgemäß durchgeführt werden kann.	Wallonische Regierung/ Föderalregierung	Industrie	2000
208. Förderung der Annahme von Bewirtschaftungsverfahren durch die Abfallsammler und Bewirtschaftungszentren für gefährliche Abfälle, die dem Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und -audit (SMEA) bzw. einem anderen gleichartigen System (ISO 14000) entsprechen.	DGRNE	Abfallwirtschaft	2000
209. Errichtung allgemeiner Vorschriften für den Zugang gefährlicher Abfälle zu den Bewirtschaftungszentren und von Vorschriften über die Zustimmung zu Probeentnahmen, Überwachung und Lagerung von gefährlichen Abfällen.	Wallonische Regierung	DGRNE Abfallwirtschaft	1999
210. Verbindliche Einführung systematischer Analysen für die Kennzeichnung und Überwachung einer jeden Fracht von gefährlichen Abfällen, die in einem Zwischenlager, Verwertungszentrum oder einer Deponie ankommen, bevor sie gelagert werden.	Zuständige Behörden	Abfallwirtschaft	1999
211. Unterordnung der Genehmigung für eine neue Anlage unter die Annahme sauberer Technologien und einer Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt sowie der Produkte, aus denen gefährliche Abfälle werden können.	Zuständige Behörden	Industrie	1999
212. Anwendung der gleichen Bestimmungen zum Schutz der Umwelt auf Behandlungsanlagen zur privaten Verwendung wie auf Anlagen zur gemeinschaftlichen Verwendung.	Wallonische Regierung/ Zuständige Behörden	Industrie	1999
213. Sensibilisierung der Bevölkerung für tägliche Handlungen, um ihre Abfallerzeugung zu vermindern und deren Trennung zu gewährleisten.	Regierung der französi- schen Gemeinschaft	DGRNE / Bildungs- wesen Gemeinden Privatpersonen	1998
214. Die Arbeitnehmer auf die Bewirtschaftung gefährlicher Produkte und Abfälle aufmerksam machen. Kampagnen zur Sensibilisierung müssen nach wirtschaftlichen Tätigkeitsbereichen organisiert werden.	DGRNE	Gewerkschafts- organisation Industrie	1998
215. Stärkung der Überwachung, Kontrolle, einschließlich der Selbstkontrolle der Aktivitäten zur Bewirtschaftung gefährlicher Abfälle, vor allem durch die Einsetzung von leitenden Gruppen für Anlagen zur Behandlung gefährlicher Abfälle und einer Kontrolleinrichtung, die von einer spezialisierten Brigade von Kontrolleuren gewährleistet wird.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft DGRNE	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>c. Sammlung</i>			
216. Erstellung einer Liste mit gefährlichen Abfällen in zerstreuten Mengen, die getrennt einzusammeln sind.	Wallonische Regierung	Industrie Gemeinden	1999
217. Erstellung von praktischen Verhaltensregeln auf dem Gebiet der Sortierung, Sammlung und Verbringung von gefährlichen Abfällen.	DGRNE DGTRE	Industrie/ Industrieverbände Abfallwirtschaft	1999
218. Förderung der Getrenntsammlung gefährlicher Haushaltsabfälle durch freiwillige Abgabe in den Containerparks.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände	Laufend
219. Organisation der Getrenntsammlung von gefährlichen Gewerbeabfällen durch: - gewerbliche Containerparks; - zugelassene Abfallsammler; - Containerparks für jährliche Mengen von weniger als 10 kg pro Erzeuger bei Berechnung der tatsächlichen Kosten; - Erstellung von umfassenden Verträgen zur Beseitigung von gefährlichen Abfällen nach geographischem Gebiet und wirtschaftlichen Tätigkeiten.	DGRNE Industrie	Industrie Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft	1998
220. Bereitstellung von Sammelflächen für den Transit gefährlicher Abfälle zugunsten der KMU/KMI sowie von Pufferlagerflächen, die speziell im Hinblick auf die bevorstehende Zuführung zu den Verwertungsunternehmen eingerichtet werden.	Industrie	Abfallwirtschaft	1999
<i>d. Verwertung</i>			
221. Europaweite Harmonisierung der Bedingungen für den Zugang gefährlicher Abfälle und des Betriebs von industriellen Anlagen, die die Mitverwertung praktizieren.	Wallonische Regierung Europäische Kommission	Industrie Abfallwirtschaft	2000
222. Erarbeitung von besonderen Vereinbarungen zwischen den industriellen Bereichen oder Verwertungsunternehmen für gefährliche Abfälle und der Wallonischen Region, die darauf abzielen, die Bewirtschaftung von gefährlichen Abfällen aus der Wallonischen Region sicherzustellen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft	2000
<i>e. Entsorgung</i>			
223. Nach Kategorien gefährlicher Abfälle geordnete Verfahren zur Stabilisierung und Inertierung.	DGRNE	DGRNE Industrie	1999
224. Einführung eines dauerhaften und formellen Mechanismus für die Validierung der Techniken und Verfahren für die Entsorgung.	Wallonische Regierung	DGRNE	1999
225. Erstellung von Normen für die Behandlung und Inertierung sowie deren Vorschrift vor der Entsorgung in Abfalldeponien.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
226. Anpassung der Hausmüllverbrennungsanlagen, um die Verbrennung bestimmter Arten von gefährlichen Abfällen, die in der Wallonischen Region erzeugt werden, zu ermöglichen. In Anbetracht der Kapazitäten der Verbrennungseinheiten der angrenzenden Staaten und Regionen und im Hinblick auf die Kapazitäten der wallonischen Hausmüllverbrennungsanlagen ist die Errichtung einer Verbrennungsanlage für gefährliche Abfälle nicht gerechtfertigt.	Zuständige Behörden	Kommunalverbände Abfallwirtschaft	1999
227. Koordinierung der Programme für die öffentlichen und privaten Anlagen zur Entsorgung von gefährlichen Abfällen.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Abfallwirtschaft	1999
228. Anwendung der gleichen Bedingungen für den Betrieb und den Schutz der Umwelt bei allen Entsorgungsanlagen für private oder gemeinschaftliche Nutzung sowie die Bewertung der Betriebsbedingungen.	Wallonische Regierung Zuständige Behörden	Industrie Abfallwirtschaft	1999
229. Pflicht zur Erstellung eines Dreijahresprogramms zur Reduzierung der zu entsorgenden Menge gefährlicher Abfälle durch die Erzeuger bzw. Industriesektoren.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
230. Einrichtung von Anlagen zur Behandlung verunreinigter Böden.	Industrie	Industrie Abfallwirtschaft	2000



Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
231. Aufrechterhaltung der exklusiven Abfalldeponien gemäß den Zielen, soweit die dort zu deponierenden Mengen ausreichen. Die Zugänglichkeit dieser Abfalldeponien für Abfälle wallonischer Herkunft mit der gleichen Zusammensetzung wird untersucht.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	Laufend
232. Ermöglichung der Einrichtung einer Fläche für behandelte gewerbliche Abfälle innerhalb der Abfalldeponien. Die Errichtung einer eigens für gefährliche Abfälle vorgesehenen gemeinschaftlichen Abfalldeponie ist nicht gerechtfertigt.	Wallonische Regierung	Industrie Kommunalverbände Abfallwirtschaft SPAQUE	1999
<i>f. Transfers</i>			
233. Verbot der Ausfuhren von gefährlichem Abfall zum Zwecke der Entsorgung, wenn diese unter gleichwertigen technischen und Umweltbedingungen auch von wallonischen Anlagen entsorgt werden können.	DGRNE	Abfallwirtschaft Industrie	1998
234. Pflicht zur Einführung einer "Vorgenehmigung" für Unternehmen, die gefährliche Stoffe für die Verwertung einführen gemäß Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 259/93. Diese Bestätigung wird der Europäischen Kommission und dem Sekretariat der Konvention von Basel übermittelt.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft DGRNE	2000
<i>g. Finanzierung</i>			
235. Aufrechterhaltung der Kostenübernahme für die Bewirtschaftung der aus Containerparks und anderen durch die Gemeinden organisierten Sammlungen stammenden gefährlichen Abfälle.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend
236. Subventionierung des Ersatzes von Technologien durch saubere Technologien, die eine exemplarische Reduzierung, Behandlung oder Verwertung der gefährlichen Abfälle sicherstellen. Vorrang gilt dabei den KMU/KMI.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	Laufend

4/ Die Abfallsorten

A. ZIELE

1/ Steinbruchabfall

a. Vermeidung

76. Die Nutzung der Reststoffe aus dem Betrieb von Steinbrüchen als sekundäre Rohstoffe optimieren.

b. Entsorgung

77. Bis zum Jahr 2002 die Lagerung in Deponien auf deponiefähigen Restmüll begrenzen.

Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen	2.610	500	500	500
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %
Verwertung	0 %	0 %	0 %	0 %
Mülldeponien	95 %	95 %	95 %	95 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	5 %	5 %	5 %	5 %

2/ Baustellen - und Abbruchabfälle

a. Vermeidung

78. Die Vermeidung muß zur Verwendung von hochwertigem Material führen, das leicht zerlegbar und recycelfähig ist. Ferner müssen die durch das Recycling gewonnenen Produkte eine Wiederbenutzungsgarantie beinhalten.

b. Verwertung

79. Die Stärkung der bestehenden Recyclingzentren. Das Ziel für das Jahr 2010 ist ein Recyclingsatz von 87 %.

80. Die Aufnahme der Recyclingprodukte in die Lastenhefte.

81. Weiterentwicklung der Sortierung, damit den Recyclingzentren hochwertiges Material angeliefert wird und so ein Qualitätsprodukt garantiert werden kann.

## c. Entsorgung

Die Entsorgung in Abfalldeponien bis zum Jahr 2010 auf einen Anteil von 10 % begrenzen.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen	2.100.000	2.600.000	2.500.000	2.300.000
Vermeidung	20 %	25 %	30 %	30 %
Verwertung im Tiefbau	68 %	74 %	81 %	87 %
Verbrennung*	0 %	1 %	1 %	1 %
Abfalldeponien	20 %	19 %	14 %	10 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	12 %	6 %	4 %	2 %

\* Diese Bewirtschaftung gilt für die Reststoffe (Holz, Kunststoff...) aus dem Sortieren von inerten Abfällen.

## 3/ Asbest

## a. Vermeidung

83. Den Bürger sensibilisieren, Stellen, die eine Gefährdung darstellen, zu erkennen und Erstellung eines Verzeichnisses über die asbesthaltigen öffentlichen Gebäude in der Wallonie.

## b. Sammlung

84. Beim freien Asbest besteht das Ziel darin, bis zum Jahr 2010 das gesamte Aufkommen zu beseitigen, das heißt 4400 Tonnen gefährlicher Abfall, der pro Jahr eingesammelt werden muß. Beim gebundenen Asbest ist der Zeitraum länger, (20 Jahre), und jährlich werden 39.000 Tonnen bearbeitet.

## c. Verwertung

85. Förderung der Verwertung von Abfällen in bestehenden Einrichtungen auf europäischer Ebene.

## d. Entsorgung

86. Pflicht der Inertierung der gefährlichen Abfälle vor ihrer Lagerung in Abfalldeponien.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Noch zu entsorgendes Aufkommen (T)				
- freier Asbest	44.000	34.300	12.300	0
- gebundener Asbest	780.000	701.100	506.100	311.100
Zu behandelnde Menge	-	43.400	43.400	39.000
(t)				
( %)	601	42.532	43.400	43.400
Entsorgung	-	98 %	100 %	100 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung				
(gebundener Asbest)	-	2 %	0 %	0 %

## 4/ Schmelz- und Verbrennungsabfälle

## a. Vermeidung

87. Verbesserung des getrennten Einsammelns von Hausabfall, der Schlacken verschmutzt.

88. Verwendung von Schlacken, LD-Schlacke und Hochofenschlacken und Flugasche aus Kraftwerken nach physikalischer Behandlung als Zusatzmaterial und Kennzeichnung der Umweltmerkmale dieser Stoffe. Auch die Verwendung von Schlacken als Dünger in der Landwirtschaft sollte gefördert werden.

89. Wiederverwertung von 50 % des Gußandes bis zum Jahr 2002.

## b. Verwertung

90. Verwertung von 75 % der Rückstände von Haushaltsabfällen aus Verbrennungsanlagen bis zum Jahr 2010, um das in Deponien zu lagernde Aufkommen schrittweise zu senken und um die natürlichen Ressourcen zu bewahren.

91. Der Teil der Schlacke, der nicht als landwirtschaftlicher Dünger oder im Straßenbau eingesetzt wird, muß bis zum Jahr 2002 vollständig verwertet werden.

92. Die Hälfte des Gußandaufkommens soll bis zum Jahre 2000 öffentlichen Arbeiten verwertet werden.

93. Die Flugasche aus Stromkraftwerken soll bis zum Jahr 1999 zu 100 % verwertet werden.

## c. Entsorgung

94. Das Ablagern in Abfalldeponien soll bis zum Jahr 2005 auf 1,5 % des Aufkommens gesenkt werden.

## Übersichtstabelle

a. Abfall aus Verbrennungsanlagen für Haushaltsabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	81.635	232.000	232.000	232.000
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %
Verwertung	0 %	25 %	65 %	75 %
Abfalldeponien	100 %	75 %	35 %	25 %
Gefährlicher Abfall	3 %	0 %	0 %	0 %
Nicht gefährlicher Abfall	97 %	100 %	100 %	100 %

b. Industrieabfall				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	3.732.000	3.317.000	3.267.000	3.267.000
Vermeidung	3 %	82 %	87 %	87 %
Verwertung	95 %	88 %	95 %	96 %
Abfalldeponien	5 %	12 %	5 %	4 %

## 5/ Gips- und Anhydridabfälle

## a. Vermeidung

95. Steigerung der Herstellung von Phosphogips, der einer Handelsware gleichgesetzt wird und Herstellung von Phosphogips der recycelt werden kann. Er wird auf dem Produktionsort aufbereitet, so daß er einen Mindestgehalt von 50 % an Stoffen hat, die einem Produkt gleichgestellt sind.

## b. Sammlung

96. 50 % der gipshaltigen Abfälle in Bauabfall und Bauschutt selektiv sammeln.

## c. Verwertung

97. Eine Materialverwertung von 90 % für Phosphogips und von 90 % für Sulfogips bis zum Jahr 2010.

## d. Entsorgung

98. Ab 2002 lediglich noch deponiefähige Gips- und Anhydritrückstände in Mülldeponien zulassen. Ab 2010 darf nicht mehr als 10 % des Synthesegips in Mülldeponien gelagert werden.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	821.300	847.000	968.000	990.000
Vermeidung	0 %	50 %	50 %	50 %
Recycling	69 %	74 %	79 %	89 %
Mülldeponien	30 %	25 %	20 %	10 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	1 %	1 %	1 %	1 %

## 6/ Organische Lösungsmittel

## a. Vermeidung

99. Die Dispersion der Lösungsmittel vermeiden.

100. Bis 2010 das Lösungsmittelaufkommen um 20 % verringern. Diese Verminderung bezieht sich in erster Linie auf halogenisierte Lösungsmittel.

## b. Sammlung

101. Bis zum Jahr 2010 sollen 98 % der Lösungsmittelabfälle aus Haushalten gesammelt werden.

## c. Verwertung

102. Förderung der Rückgewinnung und der Energieverwertung der nicht rückgewonnenen Ströme.

103. Verwertung von 93 % bis zum Jahr 2010.

*d. Entsorgung*

104. Thermische Zerstörung der Destillationsschlämme und der kontaminierten Abfälle.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen	11.830	11.830	11.830	11.830
Vermeidung	0 %	7 %	15 %	20 %
Rückgewinnung	21 %	25 %	25 %	25 %
Energiemitverwertung	40 %	50 %	60 %	68 %
Verbrennung	11 %	15 %	10 %	5 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	28 %	10 %	5 %	2 %

## 7/ Tinten-, Farb- und Klebstoffabfälle

*a. Vermeidung*

105. Die Gefährdung der Umwelt und der menschlichen Gesundheit durch diese Abfälle verringern durch:

- Beseitigung der Schwermetalle in einigen Pigmenten;
- die Verringerung des Einsatzes von Lösungsmitteln
- die Lösungsmittel teilweise durch andere weniger gefährliche Stoffe oder durch Wasser ersetzen.

106. Das Abfallaufkommen bis zum Jahr 2010 in bezug auf die vorhersehbare Entwicklung des Aufkommens um 20 % senken.

*b. Sammlung*

107. Optimierung der Sammlung von verwertbaren Abfällen und Abfällen, die bei der Verbrennung in Hausmüllverbrennungsanlagen ein Risiko für die Umwelt und die öffentliche Gesundheit darstellen.

*c. Verwertung*

108. Der stofflichen Verwertung den Vorzug gegenüber einer Energieverwertung geben, wenn die umwelttechnischen, technischen und wirtschaftlichen Bedingungen akzeptabel sind.

*d. Entsorgung*

109. Bis zum Jahr 2002 lediglich die Lagerung von stabilisierten oder inertierten Abfällen in Deponien zulassen.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	12.150	11.510	11.060	10.540
Vermeidung		5 %	15 %	20 %
Materialverwertung	5 %	19 %	29 %	45 %
Energiemitverwertung	58 %	56 %	59 %	49 %
Verbrennung	13 %	10 %	10 %	5 %
Abfalldeponien	13 %	10 %	0 %	0 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	11 %	5 %	2 %	1 %

## 8/ Ozonschicht gefährdende Abfälle

*a. Vermeidung*

110. Die Verbreitung der ozonschichtzerstörenden Substanzen auf ein Minimum verringern.

*b. Sammlung*

111. Bis 1999 eine Sammelquote von 100 % erreichen.

*c. Verwertung*

112. Die Flüssigkeiten für die lebenswichtigen Anwendungen, die von der Europäischen Gemeinschaft erlaubt wurden, recyceln.

*d. Entsorgung*

113. Die Lagerung in Deponien verbieten.

114. Unter sicheren Bedingungen bis 2010 die ozonschichtzerstörenden Substanzen und die Geräte, die solche Stoffe enthalten, entsorgen.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Zu behandelndes Aufkommen (t)	152	124	116	44
Recycling	5 %	45 %	50 %	50 %
Verbrennung	5 %	45 %	50 %	50 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	90 %	10 %	0 %	0 %

9/ PCB-kontaminierte Abfälle

a. Vermeidung

115. Maximale Senkung der PCB-Verbreitung und der mit deren Nutzung und Bewirtschaftung einhergehenden Risiken. Das derzeitige Inventar führt nur die Flüssigkeiten und Geräte, deren PCB-Gehalt über 100 ppm liegt. Gemäß den internationalen Maßnahmen muß es um die Flüssigkeiten und Geräte erweitert werden, deren PCB-Gehalt zwischen 50 und 100 ppm liegt.

116. Identifizierung der Mineralöltransformatoren, die möglicherweise PCB enthalten.

b. Verwertung

117. Recycling der Metallummantelung der PCB-haltigen Geräte.

118. Verwertung der PCB-haltigen Öle, deren Verseuchung unter einer Konzentration von 500 ppm liegt.

c. Entsorgung

119. Vollständige Beseitigung von PCB und PCB-haltigen Geräten unter sicheren Bedingungen bis spätestens Ende 2010. Zu diesem Zweck wird 1998 ein Entkontaminierungs- und Entsorgungsprogramm erstellt. Es berücksichtigt das Alter und den Funktionszustand der Geräte sowie die Nutzungsbedingungen.

Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2008	2010
Aufkommen (t)	13.644	10.840	5.840	2.840	840
- registriert	6.584	4.340	2.440	0	0
- nicht registriert	7.060	6.500	3.400	2.840	840
Zu behandelndes Aufkommen	110	1.000	1.000	1.000	1.000
Recycling	66 %	67 %	68 %	68 %	68 %
Verwertung	0 %	14 %	17 %	19 %	19 %
Sonderverbrennung	33 %	18 %	15 %	13 %	13 %
Mülldeponie	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %

10/ Altöl

a. Vermeidung

120. Für die gewerblichen Öle einen Vermeidungssatz von 2 % im Jahr 2000, 5 % im Jahr 2005 und 10 % im Jahr 2010 erreichen.

121. Verlängerung der Lebensdauer der Öle, so daß die Anzahl jährlicher Ölwechsel der Fahrzeuge gesenkt werden kann.

122. Festlegung von Produktnormen für die Zusammenstellung der Öle.

123. Einführung neuer Nutzungstechniken, die eine bessere Bewirtschaftung ermöglichen.

b. Sammlung

124. Die folgenden Sammelsätze sind zu erreichen:

	1995	2000	2005	2010
Lebensmittelgebrauch	1 %	15 %	30 %	60 %
Gewerblicher Einsatz	53 %	60 %	70 %	80 %

c. Verwertung

125. Die Verwertung der ölhaltigen Abfälle aus dem Lebensmittelbereich gewährleisten.

126. Entwicklung der Rückgewinnung und der Energieverwertung von gewerblichen Ölen (Zementfabriken, Kalköfen, s.a. OLEA...)

Übersichtstabelle

a. Für gewerbliche Altöle					
	1995	2000	2005	2010	
Aufkommen (t)	61.000	61.000	61.000	61.000	
Vermeidung	0 %	2 %	5 %	10 %	
Energiemitverwertung	53 %	60 %	70 %	80 %	
Verlust der Fahrzeuge	10 %	8 %	8 %	8 %	
Unkontrollierte Bewirtschaftung	37 %	32 %	22 %	12 %	
b. Für Altöle aus dem Lebensmittelbereich					
	1995	2000	2005	2010	
Aufkommen (t)	9.500	9.700	10.000	10.300	
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %	
Stoffliche Verwertung	1 %	15 %	30 %	60 %	
Unkontrollierte Bewirtschaftung	99 %	85 %	70 %	40 %	

## 11/ Gebrauchte Batterien und elektrische Akkumulatoren

## a. Vermeidung

127. Erreichen einer Verringerung des Gewichtes der Batterien um 5 % bis zum Jahr 2000 durch die Entwicklung eines umweltfreundlichen Verbrauchs.

## b. Sammlung

128. Die Verstärkung der Sammelkreisläufe für Batterien durch die Übertragung der Finanzierungslast auf die Industrie und das Erreichen folgender Sammelquoten:

	1998	1999	2000	2005	2010
Sammelquoten	60 %	67,5 %	75 %	75 %	75 %

129. Einsammlung von 95 % der Bleiakkumulatoren.

## c. Verwertung

130. Vollständige Verwertung der Bestandteile bis zum Jahr 2010. Dann werden alle Batterien aus verwertbaren Bestandteilen bestehen.

## Übersichtstabelle

Gebrauchte Batterien				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	1.115	1.230	1.360	1.500
Vermeidung	0 %	5 %	5 %	5 %
Sammlung	7 %	75 %	75 %	75 %
Recycling	25 %	53 %	80 %	100 %
Ablagerung in Mülldeponien nach Behandlung	38 %	37 %	10 %	0 %
Verbrennung nach Behandlung	37 %	10 %	10 %	0 %

Gebrauchte elektrische Akkumulatoren				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	15.000	15.000	15.000	15.000
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %
Verwertung	90 %	93 %	95 %	95 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	10 %	7 %	5 %	5 %

## 12/ Abfälle aus elektrischen und elektronischen Anlagen

## a. Vermeidung

131. Das Gewicht der auf den Markt gebrachten Geräte verringern. Diese Verringerung soll die Zunahme des Aufkommens ausgleichen und somit einen Wert von 2 % pro Jahr erreichen.

132. Das Vorhandensein gefährlicher Stoffe in bestimmten Bestandteilen vermeiden.

133. Den Energieverbrauch herabsetzen.

134. Die Zerlegung vereinfachen.

## b. Sammlung

135. Einrichtung eines wirksamen Abfallsammel- und Sortiersystems.

136. Für die großen Elektrohaushaltsgeräte und die derartigen Industrieabfälle besteht das Ziel darin, bis zum Jahre 2000 90 % und zum Jahre 2010 95 % des Aufkommens getrennt einzusammeln.

137. Bei den kleinen Elektrohaushaltsgeräten werden 95 % für das Jahr 2005 angestrebt.

## c. Verwertung

138. 1995 soll ein Gesamtverwertungssatz von 61 %, 2005 von 90 % und 2010 von 95 % erreicht werden.

Die Materialverwertungssätze können für jede der 14 Gruppen unter gleichzeitiger Berücksichtigung der Zusammensetzung der Abfälle festgelegt werden.

Um die angekündigten Ziele zu erreichen, werden die Kunststoffe energetisch verwertet, da sie vorerst nicht recycelt werden können.

## d. Entsorgung

139. Verbrennung der verseuchten Bestandteile (verseuchte Schaumstoffe, ...) in Spezialöfen unter besonderen Betriebsbedingungen für verseuchte Abfälle.

140. Einschränkung der Lagerung in Abfalldeponien auf deponiefähigen Abfall, der nicht verwertet werden kann, also 5 % des Aufkommens im Jahre 2010.

Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	53.000	58.500	64.600	71.300
Vermeidung	0 %	10 %	18 %	26 %
Getrennte Sammlung	83 %	88 %	93 %	95 %
Stoffliche Verwertung	60 %	66 %	75 %	80 %
Energieverwertung	0 %	10 %	9 %	10 %
Sonderverbrennung	0 %	3 %	2 %	0 %
Abfalldeponien	23 %	10 %	7 %	5 %

13/ Autowracks

a. Vermeidung

141. Senkung des Anteils nicht-verwertbarer Materialien der auf den Markt gebrachten Fahrzeuge zum Erreichen der Verwertungs- und Entsorgungsziele.

142. Die Hersteller in die Verantwortung nehmen für:

- die deutliche Kennzeichnung der verwertbaren, nicht verwertbaren oder gefährlichen Elemente;
- die Ausarbeitung von Verfahren zur Zerlegung dieser Bauteile;
- die Information aller an diesen Zerlegungs- und Entsorgungsverfahren Beteiligten.

143. Beherrschung und Einschränkung der Produktion und der Benutzung von Bestandteilen und Stoffen, die schädlich für die Umwelt sind, in den Kraftfahrzeugen. Dafür ist es erforderlich, bei der Konstruktion der Fahrzeuge Sachzwänge wie die Behandlung des Fahrzeuges am Ende des Lebenszyklus, die maximale Verwertung der eingesetzten Bauteile usw. zu berücksichtigen, ...ohne dadurch die Vorschriften in bezug auf die Qualität, die Sicherheit und die Benutzung der Kraftfahrzeuge zu beeinträchtigen.

b. Sammlung

144. Organisieren eines Sammelnetzes, damit bis zum Jahre 2000 alle Fahrzeuge schadstoffbefreit in die Zerkleinerungsanlagen gelangen.

Auf der Grundlage einer wirtschaftlichen Analyse, von umweltpolitischen Erwägungen und einer weiträumig geprüften Erfahrung in der Schweiz muß ein Säuberungs- und Demontagezentrum eine Behandlungskapazität von mindestens 10.000 Altfahrzeugen/Jahr besitzen. Angesichts des geschätzten Aufkommens muß also die Einrichtung von 13 Zentren in der Wallonischen Region vorgesehen werden, in denen außerdem die Abmeldung der Fahrzeuge erfolgt.

c. Verwertung

145. Steigerung der Forschung und Entwicklung, um Bauteile für die Kraftfahrzeuge herzustellen, die aus Materialien bestehen, deren Verwertungspotential größer ist als das von heute.

146. Den Konstrukteuren Anreize geben, einen zunehmenden Teil von recycelten Stoffen zu integrieren.

d. Entsorgung

147. Den Anteil der Lagerung auf Abfalldeponien beschränken auf nicht gefährliche und deponiefähige Abfälle.

Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	90.000	111.000	122.000	124.000
Vermeidung	10 %	10 %	10 %	10 %
Stoffliche Verwertung	76 %	76 %	80 %	82 %
Energiemitverwertung	1 %	10 %	10 %	10 %
Sonderverbrennung	0 %	5 %	5 %	3 %
Abfalldeponien	23 %	9 %	5 %	5 %

14/ Altmittel

a. Vermeidung

148. Reduzierung der erzeugten Abfallmenge um 40 % bis zum Jahre 2010. Diese Reduzierung beinhaltet die Verringerung der Metallbestandteile unter Einhaltung der technischen Anforderungen und der Sicherheitsauflagen sowie die Aufbereitung der Rückstände an der Quelle, damit sie als Produkte verwendet werden können, ohne die Umwelt und öffentliche Gesundheit zu gefährden. Dies trifft im besonderen den Neumetallschrott.

149. Reduzierung des Gehalts an gefährlichen Schadstoffabfällen und an Schadstoffen, die das Recycling erschweren.

b. Sammlung

150. Optimierung der Einsammlungsrate und im besonderen Verbesserung der Einsammlungsrate eisenhaltiger und nicht eisenhaltiger Abfälle aus den Haushalten durch Verbesserung der selektiven Einsammlung und der Wiedergewinnung in den Verbrennungsanlagen.

## c. Verwertung

151. Optimierung der Verwertungsraten von Altmetallen durch stoffliche und thermische Verwertung der Zerkleinerungsrückstände.

## d. Entsorgung

152. Bis zum Jahr 2002 ausschließliche Einlagerung von deponiefähigem Restmüll in Mülldeponien.

Die auf das Nötigste reduzierte Einlagerung in Mülldeponien muß mit einer technischen Verbesserung der Entsorgung und der Verwertung der Zerkleinerungsrückstände einhergehen. Im besonderen ist die Einlagerung von schweren Zerkleinerungsrückständen in Mülldeponien ab dem Jahr 2000 untersagt.

## Übersichtstafel

	1995	2000	2005	2010
Sammlung der Metalle aus Hausmüll	28 %	80 %	85 %	90 %
Sammlung der Metalle aus Haushaltssperrmüll	33 %	90 %	95 %	98 %
Sammlung der Metalle aus der Industrie	95 %	98 %	98 %	98 %
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	621.000	672.300	732.500	797.700
Vermeidung	9 %	40 %	38 %	39 %
Getrennte Sammlung	87 %	96 %	97 %	97 %
Recycling	67 %	86 %	90 %	93 %
Entsorgung	20 %	10 %	7 %	4 %

## 15/ Altreifen

## a. Vermeidung

153. Senkung des Reifenverbrauchs um 5 % bis zum Jahr 2000 und um 10 % bis zum Jahr 2010 durch erhöhte Lebensdauer der Reifen

154. Sicherung der Lagerung von Altreifen, vor allem durch progressive Reduzierung der gelagerten Mengen. Dieser Materialfluß soll den bestehenden Behandlungsanlagen zugeleitet werden.

155. Herabminderung des Schadstoffgehaltes, der die Verwertungsmöglichkeiten von Altreifen begrenzt.

156. Wiederverwendung von Altreifen (5 %).

## b. Sammlung

157. Organisation der Sammlung des gesamten Altreifenvolumens.

158. Erreichen einer Sammlungs- und Sortierungsrate von 100 % für Altreifen bis zum Jahr 2000.

159. Verringerung der in unerlaubten Lagern und Halden erfaßten Altreifenmengen und Abtransport dieser Altreifen zu bestehenden Behandlungsanlagen, damit das Aufkommen gelagerter Abfälle bis zum Jahr 2002 nur noch 50 % beträgt

## c. Verwertung

160. Erreichen der in der Übersichtstabelle angegebenen Ziele in bezug auf Recycling, Runderneuerung und Verwertung.

161. Angemessene Maßnahmen ergreifen, um die Entwicklung von Recyclinganlagen für Altreifen in der Wallonischen Region zu fördern und deren Versorgung zu gewährleisten.

## d. Entsorgung

162. Verbot der Ablagerung in Mülldeponien ab dem Jahr 2000.

163. Überwachung des Auftretens unerlaubter Lager.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen	25.000	32.600	25.000	25.000
Lagerung	45.000	30.000	11.600	11.250
Vermeidung	0 %	4 %	8 %	10 %
Runderneuerung	16 %	20 %	25 %	25 %
Verwertung	53 %	80 %	75 %	75 %
Mülldeponien	1 %	0 %	0 %	0 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	30 %	0 %	0 %	0 %



- 16/ Schlämme aus Wasserläufen und Einlaufschächten
- a. Vermeidung
164. Reduzierung der Verschmutzung der Schlämme.
165. Reduzierung des Abfallaufkommens in ausgebagerten und ausgesäuberten Schlämmen um 50 %.
- Nicht verschmutzte Schlämme der Kategorie A werden Produkten gleichgestellt, deren Verwendung genau vorgeschrieben um umweltschonend sein muß.
- b. Sammlung
166. Aufstellung eines Ausbaggerungsplans.
- c. Verwertung
167. Erweiterung der Verwertungsmöglichkeiten bei ausgebagerten und/oder ausgesäuberten Substanzen aus schiffbaren und nicht schiffbaren Wasserwegen sowie bei Schlämmen aus Einlaufschächten.
- 50 % der verschmutzten Ausbaggerungs- und Säuberungsschlämme werden zu Verwertungszwecken vorbehandelt.
  - 80 % der Schlämme aus Einlaufschächten werden verwertet.
- d. Entsorgung
168. Einrichtung spezifischer Mülldeponien für Ausbaggerungsschlämme, deren Auswirkungen zur Zeit geprüft werden, innerhalb kürzester Zeit.
169. Begrenzung des in Mülldeponien einzulagernden Aufkommens ab dem Jahr 2000 auf ausschließlich deponiefähigen Restmüll.

Übersichtstabelle

	Schiffbare Wege				Nicht schiffbare Wege				Einlaufschächte			
	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (in 1000 Tonnen)	560	2.000	960	850	29	30	40	60	25	25	25	25
Vermeidung	0 %	30 %	40 %	50 %	60 %	60 %	60 %	60 %				
Verwertung/ Zwischenlager	0 %	15 %	30 %	60 %	0 %	25 %	50 %	75 %	20 %	40 %	60 %	60 %
Einlagerung in Mülldeponien und Klärbecken	100 %	85 %	70 %	40 %	100 %	75 %	50 %	25 %	80 %	60 %	40 %	40 %

- 17/ Abfälle aus Kläranlagen für häusliche Abwässer sowie aus Trinkwasseraufbereitungsanlagen
- a. Vermeidung
170. Die Erzeugung von Schlämmen aus Kläranlagen für häusliche Abwässer von konstanter Qualität, um eine effiziente und schadlose Verwertung der Bestandteile gewährleisten.
171. Reduzierung der Verluste des Trinkwasserverteilernetzes, um die Erzeugung der aus der Wasseraufbereitung stammenden Schlämme zu senken.
172. Bei den Sickergrubenschlämmen müssen die Kanalisationsanschlüsse vermehrt und die individuellen Sanierungssysteme gemäß PCGE unterhalten werden.
- b. Sammlung
173. Erhöhung der Kanalisationsanschlüsse, Erweiterung des Kanalisationsnetzes und Erhöhung der Zahl der Kläranlagen.
174. Bei den Sickergrubenschlämmen muß die Aufnahmeerhöhung und die Vorbehandlung intensiviert werden.
- c. Verwertung
175. Ziel ist die 100prozentige Verwertung der Schlämme aus Abwasserkläranlagen bis zum Jahr 2002 durch stoffliche Verwertung (Biomethanisierung, agronomische Nutzung) und Energieverwertung, insbesondere bei den Schlämmen, die den Verwertungskriterien für Böden nicht gerecht werden.
176. Ziel ist die 100prozentige stoffliche Verwertung der Schlämme aus der Trinkwasseraufbereitung.
177. Förderung der landwirtschaftlichen Verwertung der Sickergrubenschlämme nur nach Vorbehandlung in der Kläranlage (Rechensäuberung, Entsandung und Fettabcheidung der Schlämme)
178. Anordnung und Sicherstellung der auf folgenden Prinzipien beruhenden Schlammstreuverfahren auf regionaler Ebene:
- Prinzip der Vorsorge
  - der agronomischen Effizienz
  - der Schadloshaltung von Umwelt und öffentlicher Gesundheit
  - der geringstmöglichen Entfernung
  - der Bevorzugung von Abwässern und sonstigen Abfällen landwirtschaftlichen Ursprungs in der Landwirtschaft für die Ausbringung in den Landwirtschaft.

## d. Entsorgung

179. Verbot der Einlagerung von Sickergrubenschlämmen in Mülldeponien und der direkten Streuung auf den Boden ab dem Jahr 2000.

180. Verbot der Einlagerung von Schlämmen aus Kläranlagen in Mülldeponien ab dem Jahr 2000 und der Schlämme aus der Wasseraufbereitung ab dem Jahr 2005.

## Übersichtstabelle

Schlämme aus Kläranlagen für städtische Abwässer				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t.TS)	14.350	23.200	33.200	45.000
Sammlung	100 %	100 %	100 %	100 %
Stoffliche und/oder energetische Verwertung	79 %	95 %	100 %	100 %
Entsorgung	21 %	5 %	0 %	0 %

Schlämme aus der Wasseraufbereitung				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t.TS)	13.700	14.385	15.070	15.755
Sammlung	100 %	100 %	100 %	100 %
Stoffliche Verwertung	23 %	80 %	100 %	100 %
Entsorgung	77 %	20 %	0 %	0 %

Schlämme aus Sickergruben				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t.TS)	11.700	11.700	11.100	10.530
Sammlung	20 %	60 %	100 %	100 %
Direkte landwirtschaftliche Verwertung	3 %			
Vorbehandlung zwecks:				
Verwertung	13 %	60 %	100 %	100 %
Entsorgung	4 %	0 %	0 %	0 %

## 18/ Vergärbare organische Abfälle

## a. Vermeidung

181. Erreichung bestimmter Qualitätsnormen für den als Dünger verwertbaren Abfall und Festlegung von Bedingungen für den Gebrauch je nach Bodentyp.

182. Förderung der Verwertung organischer Stoffe, die den Streu- und Gebrauchsnormen entsprechen, sowie die haushaltsinterne Kompostierung unter Beachtung des Umweltschutzes.

183. Die 825.830 Tonnen (Erde und Schaum), die zur Zeit wiederverwendet werden gemäß Artikel 3 des Abfallerlasses vom 27. Juni 1986 als Produkten gleichgestellt betrachten.

184. In quantitativer Hinsicht bei organischem Haushaltsabfall bis zum Jahr 2000 einen Prozentsatz von 6 %, bis 2005 von 12 % und bis 2010 von 20 % erreichen.

## b. Sammlung

185. Die im Hausmüll enthaltenen organischen Abfälle sowie gleichgestellte Abfälle sollen in zunehmendem Maße selektiv eingesammelt werden, um die Erzeugung von hochwertigem Kompost oder Biogas zu ermöglichen.

186. Bis zum Jahr 2000, 2005 und 2010 sind Selektivsammlungsraten in Höhe von 23 %, 50 % bzw. 60 % zu erreichen.

187. Außerdem ist bis zum Jahr 2005 eine Sammlungsrate von 80 % für kleine verstreute Abfallmengen aus dem Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe und Verwaltungsbereich zu erzielen.

188. Für die organischen Abfälle industriellen Ursprungs sind Zwischenlager einzurichten, von denen aus die Materialflüsse in die Verwertungsanlagen geleitet werden können.

## c. Verwertung

189. Alle selektiv eingesammelten Abfälle werden in Anlagen verwertet, die dem Prinzip der geringstmöglichen Entfernung gerecht werden. In Kapitel II des Plans (Hausmüll) sind die bezuschußbaren öffentlichen Infrastrukturen aufgeführt.

Die Privatwirtschaft hat die Verwertung zu bestimmen, die für die Behandlung organischer Stoffe erwünscht ist (Kompostieren, Biomethanisierung oder Energiemittelverwertung).

*d. Entsorgung*

190. Wie in der Rechtsetzung bereits festgehalten die Einlagerung von organischen Abfällen in Mülldeponien spätestens ab dem Jahr 2010 verbieten. Dieser Frist ist jedoch vorzugreifen, indem alle verwertbaren Materialflüsse schrittweise den mit Energiegewinnung arbeitenden Verwertungs- und Verbrennungsanlagen zugeführt werden. Laut Plan soll auch die Deponierung vergärbarer organischer Abfälle ab dem Jahr 2005 verboten werden.

## Übersichtstabelle

Industrieabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	1.055.000	1.107.000	1.137.000	1.170.000
Vermeidung	0 %	76 %	76 %	76 %
Lagerung	78 %	-	-	-
Verwertung	14 %	50 %	80 %	80 %
Verbrennung	4 %	30 %	20 %	20 %
Mülldeponien	8 %	20 %	0 %	0 %

Hausmüll				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	505.000	578.000	580.000	583.000
Vermeidung	-	61 %	12 %	20 %
Verwertung	18 %	40 %	60 %	65 %
Verbrennung	17 %	50 %	40 %	35 %
Mülldeponie	65 %	10 %	0 %	0 %

## 19/ Tierabfälle

*a. Vermeidung*

191. Die Qualität des Abfalls durch eine Verbesserung der Sortier- und Lagerbedingungen verbessern.

192. Die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Kontrolldiensten einführen. Es geht dabei um die "Abteilung Umweltpolizei" ("Division de la Police de l'Environnement") und das "Institut für Veterinärgutachten" ("Institut d'Expertise vétérinaire) des Gesundheitsministeriums.

*b. Sammlung*

193. Die selektive Sammlung auf der Ebene der Schlachthöfe und der Metzger verbessern, um:

- eine Mischung von Tierabfällen mit hohem und mit niedrigem Risiko zu vermeiden;
- eine optimale Verwertung bestimmter Abfallprodukte zu fördern.

194. Die Einführung der selektiven Sammlung von Abfällen mit spezifischen Risiken. Die Mischung von Abfällen mit geringem Risiko und mit hohem Risiko sowie der Zustand der Verwesung erhöhen den Anteil von Abfällen, die nicht anders verwertet werden können als die Produktion von Tiermehl. Das Sortieren von Abfall mit niedrigem Risiko (Blut, Knochen, Fett usw.) bietet verschiedene Verwertungsmöglichkeiten.

*c. Verwertung*

195. Diversifizierung der Verwertungsarten der Abfälle mit geringem Risiko und Entwicklung der Energieverwertung von Abfällen mit bestimmtem Risiko.

*d. Entsorgung*

196. Die Entsorgung der Tierabfälle auf ein Minimum beschränken.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)				
- Abfälle mit geringem Risiko	48.500	48.500	48.500	48.500
- Abfälle mit hohem Risiko und mit bestimmtem Risiko	40.000	40.000	40.000	40.000
Verwertung	91 %	94 %	94 %	94 %
Verbrennung	0 %	6 %	6 %	6 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	9 %	0 %	0 %	0 %

## 20/ Die Pestizidabfälle und ihre Verpackungen

## a. Vermeidung

197. Angabe von vollständigen Informationen von seiten der Hersteller für die Landwirte, um die Handhabung und die Verwendung der Pestizide zu optimieren, aber auch um genau anzugeben, wie sie sich der Verpackungsabfälle entledigen können.

198. Intensivierung der Untersuchungen zur Verbesserung der biologischen und integrierten Bekämpfung und zur Senkung des Pestizidverbrauchs auf den Feldfrüchten.

199. Die Angleichung der verwendeten Verpackungen, um die Sammlung aber auch das Spülen zu erleichtern.

200. Mit der SNCB verhandeln über konkrete und effiziente Vorbeugungsmaßnahmen.

## b. Sammlung

201. Entwicklung der Sammlung des Sondermülls aus Haushalten durch eine Ausweitung der Containerparks.

202. Die Sammlung in der Landwirtschaft und der Industrie verallgemeinern und intensivieren. Im Falle des Scheiterns müssen Umweltsteuern verbindlich eingeführt werden.

203. Bevorzugung des Recycling von Verpackungsabfällen und deren Verwertung in der Wallonischen Region.

204. Erreichung der im Erlaß vom 16. Januar 1997 festgelegten Ziele in bezug auf die Genehmigung zum Kooperationsvertrag vom 30. Mai 1996 über die Vermeidung und die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle sowie der Ziele für die Sammlung in Höhe von 80 % der Verpackungen, die im Gesetz über die Ökosteuern festgelegt wurden.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	580	560	540	525
Vermeidung	-	2 %	5 %	7 %
Stoffliche und energetische Verwertung	5 %	20 %	45 %	60 %
Spezifische Verbrennung	20 %	55 %	40 %	30 %
Ablagerung auf Abfalldeponien	5 %	5 %	0 %	0 %
Unkontrollierte Bewirtschaftung	70 %	20 %	15 %	10 %

## 21/ Abgelaufene oder aus dem Verkehr gezogene Medikamente

## a. Vermeidung

205. Eine Reflexion über Verpackungen, die innerhalb der strengen Bedingungen der öffentlichen Gesundheit das Erreichen der Umweltziele ermöglichen, in Anbetracht der Tatsache, daß die Aufmachung, die Abmessungen der Packungen, der Verbrauch der Medikamente usw. Bereiche sind, die die öffentliche Gesundheit betreffen und die auf der Ebene der Föderalregierung streng reglementiert sind.

## b. Sammlung

206. Selektive Sammlung von 200 Tonnen bis zum Jahr 2000 und 250 Tonnen bis zum Jahr 2010 und Erhöhung der Zahl der Sammelstellen für abgelaufene oder aus dem Verkehr gezogene Medikamente sowie deren kontinuierliche Sammlung.

## c. Verwertung – Entsorgung

207. Solange die europäischen Behörden die getrennt eingesammelten abgelaufenen oder aus dem Verkehr gezogenen Medikamente als ungefährlich einstufen werden diese Abfälle weiterhin in Hausmüllverbrennungsanlagen verbrannt.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	350	350	350	350
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %
Selektive Sammlung	49 %	57 %	64 %	71 %
Sonderverbrennung	49 %	57 %	64 %	71 %

## 22/ Abfälle aus Krankenhäusern und der Gesundheitspflege

## a. Vermeidung

208. Verringerung der Risiken, die mit der Handhabung von Abfall zusammenhängen besonders durch die Einrichtung eines optimalen Informationssystems in den Krankenhäusern über die Einstufung der Abfälle.

209. Das Krankenhauspersonal sensibilisieren und zur Verantwortung ziehen.

## b. Sammlung

210. Einrichtung eines Bewirtschaftungssystems für Verpackungsabfall innerhalb der Krankenhäuser nach Maßgabe des Erlasses vom 16. Januar 1997 über die Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 1996 in bezug auf die Vermeidung und die Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen.

## c. Verwertung

211. Bei den A-Abfällen die gleichen Ziele erreichen wie beim Haushaltsabfall.

212. Verfeinerung der Bewirtschaftungsmethoden und der Einordnung der unterschiedlichen Klassen von Abfällen aus Krankenhäusern und der Gesundheitspflege.

213. Sammlungseinheiten für Abfälle aus der Gesundheitspflege entwickeln.

## d. Entsorgung

214. Verbot der Ablagerung aller Krankenhausabfälle im Jahr 2000.

215. Verstärkte Kontrolle der Behandlungsmethoden.

## e. Finanzierung

216. Berücksichtigung der optimalen Bewirtschaftung der Abfälle in der Finanzausstattung der Krankenhäuser und Dienstleistungserbringer in der Gesundheitspflege.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	33.980	33.980	33.980	33.980
Vermeidung	0 %	0 %	0 %	0 %
Selektive Sammlung	93 %	95 %	98 %	98 %
Verbrennung	31 %	76 %	87 %	87 %
Sonderverbrennung	37 %	11 %	11 %	11 %
Ablagerung in Mülldeponien	25 %	8 %	0 %	0 %

## 23/ Fotografischer Abfall

## a. Vermeidung

217. Senkung des Gewichts um 12 % bis zum Jahr 2005 und um 30 % bis zum Jahr 2010.

Die qualitative Vermeidung erfolgt über:

- die Verbesserung der herkömmlichen Entwicklungstechniken;
- eine effizientere Verwendung der Rohstoffe (dünnere lichtempfindliche Schicht und Senkung der Silberkonzentration in den Emulsionen);
- Ersatz bestimmter Bestandteile der Bäder durch Bestandteile, die weniger Auswirkungen auf die Umwelt haben;
- Verbesserung der Regenerationsfähigkeit der Bäder;
- Verlängerung der Verwendungsdauer der Bäder (Verringerung der Menge des Fixiermittels um 75 %)
- den Ersatz der herkömmlichen Techniken durch:
  - die digitale Bilderzeugung
  - eine Kombination aus digitaler Bilderzeugung und herkömmlichen Techniken
  - thermische Techniken, die keine Bäder mehr erfordern
  - Verringerung der Belastung durch die Verteilung des Abfalls in der Umwelt.

## b. Sammlung

218. Erreichung eines Sammlungsanteils von 75 % (80 % bei Einweg-Fotoapparaten) bis zum Jahr 2000 und Anstreben von 95 % im Jahr 2005.

## c. Verwertung

219. Erreichen eines Verwertungsanteils der gesammelten Abfälle von 80 % bis zum Jahr 2005 (optimale Rückgewinnung des Silbers und anderer Metalle, die in den fotografischen Platten und Bädern enthalten sind).

## d. Entsorgung

220. Beschränkung der Ablagerung in Mülldeponien auf deponiefähigen Restmüll bis zum Jahr 2005.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	2.200	2.200	2.200	2.200
Vermeidung	-	5 %	12 %	30 %
Sammlung	33 %	75 %	95 %	95 %
Verwertung	27 %	60 %	80 %	85 %
Ablagerung in Abfalldeponien	6 %	15 %	15 %	10 %

## 24/ Altpapier und Pappe

## a. Vermeidung

221. Senkung des Volumens der Papier- und Kartonabfälle durch Maßnahmen zum ökologischen Gebrauch, insbesondere für Büros und Verwaltungen sowie Umsetzung von Plänen zur Vermeidung von Verpackungsabfällen.

## b. Sammlung

222. Entwicklung neuer Aktivitäten zur Rückgewinnung in der Wallonie und Verbesserung der Steuerbedingungen für Unternehmen, die Papier und Pappe zurückgewinnen.

223. Verbesserung des Sammelns und Sortierens im Bereich des Haushaltsabfalls.

224. Entwicklung der Sammlung bei Behörden und Banken.

## c. Recyceln/Verwertung/Entsorgung

225. Entwicklung von wenigstens einer großen Recyclinganlage für Altpapier in der Wallonie.

226. Beschränkung der Verwertung auf die Papier- und Kartonabfälle, die technisch und wirtschaftlich nicht zurückgewonnen werden können.

227. Verbot der Entsorgung von Altpapier, das leicht sortierbar ist.

## Übersichtstabelle

Papier und Pappe aus Haushaltsmüll				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	307.000	324.500	374.500	432.000
Vermeidung	-	7 %	24 %	39 %
Selektive Sammlung	10 %	40 %	50 %	55 %
Recycling		10 %		40 %
	50 %		55 %	
Nicht-selektive Sammlung	90 %	60 %	50 %	45 %
Verbrennung		40 %		40 %
	50 %		45 %	
Mülldeponie		50 %		20 %
	0 %		0 %	

Papier und Pappe aus Industrieabfall				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	204.000	224.000	246.000	272.000
Vermeidung	-	3 %	8 %	15 %
Selektive Sammlung	74 %	77 %	84 %	84 %
- Abfälle des Vorverbrauchs	95 %	95 %	95 %	95 %
- Büros und Verwaltungen	35 %	50 %	70 %	80 %
- Vertrieb und Handel	80 %	80 %	80 %	80 %
- Industrie	60 %	65 %	80 %	80 %
Recycling	74 %	77 %	84 %	84 %

Papier und Pappe aus Industrieabfall				
Nicht-selektive Sammlung	26 %	23 %	16 %	16 %
Energiemitverwertung	17 %	15 %	13 %	13 %
Verbrennung	4 %	4 %	3 %	3 %
Mülldeponie	5 %	4 %	0 %	0 %

Insgesamt				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	511.000	548.500	620.500	704.000
Vermeidung	-	5 %	18 %	30 %
Selektive Sammlung	35 %	55 %	65 %	69 %
Recycling	35 %	55 %	65 %	69 %
Nicht-selektive Sammlung	65 %	45 %	35 %	31 %
Energiemitverwertung	7 %	6 %	6 %	6 %
Verbrennung	26 %	25 %	29 %	25 %
Mülldeponie	32 %	14 %	0 %	0 %

## 25/ Glasabfälle

## a. Vermeidung

228. Sensibilisierung der Unternehmen, um es ihnen zu ermöglichen, die Mittel zu entwickeln, den Abfall aus Flachglas auf allen Produktionsebenen zu verringern.

229. Entwicklung der Verwendung von wiederverwendbarem Verpackungsglas. Es muß ein deutliches Zeichen gegeben werden, damit diese Art von Verpackung neben recycelbaren Wegwerfverpackungen bestehen kann.

230. Durchführung von verschiedenen Vermeidungsprogrammen auf der Grundlage von neuen Herstellungsverfahren oder der Optimierung der bestehenden Verfahren für die anderen Glasarten bis zum Jahr 2000. Ihr Rückgewinnungspotential wird im Jahre 2000 auf 19 % des Gesamtaufkommens geschätzt. Es müssen Zusatzmaßnahmen ergriffen werden, um die Abfallproduktion 2005 um 50 % und 2010 um 75 % zu senken.

## b. Sammlung/Verwertung

231. Erhöhung der selektiven Sammlung in den Haushalten und im Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe sowie Einführung von Sammelsystemen für Flachglasabfälle aus den Bau- und Abrißaktivitäten sowie aus Automobilen/Autowracks. Das gesamte gesammelte Glas soll recycelt werden. Wir weisen darauf hin, daß der wallonische Abfallplan 1991-1995 für das Jahr 1999 bereits einen Sammlungsanteil von 75 % als Ziel festgelegt hatte.

232. Qualitative und quantitative Optimierung der Sammlung von Hohlglas in Glascontainern.

233. Im Bereich des Flachglases Durchführung von technischen und wirtschaftlichen Studien über die Möglichkeit, Glasbruch in die Flachglasproduktion aufzunehmen. Die Wallonische Region ist dazu bereit, die Untersuchung zu unterstützen, die darauf abzielt, die Integration von Glasbruch beträchtlich zu erhöhen.

234. Erreichen eines Satzes von 50 % des Gesamtaufkommens für die Wiederverwertung bei den anderen Glasarten bis zum Jahr 2000.

## c. Entsorgung

235. Verringerung der Menge an Galsfaserabfall in den Mülldeponien.

236. Das Volumen an Glasfaserabfall, das auf Mülldeponien verbracht wird, bis zum Jahr 2005 auf 30 % und bis zum Jahre 2010 auf 15 % senken.

## Übersichtstabelle

Flachglasabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Abfälle des Vorverbrauchs				
Aufkommen (t)	20.000	22.000	24.000	27.000
Vermeidung	0 %	10 %	15 %	20 %
Sammlung	85 %	100 %	100 %	100 %
Verwertung	85 %	100 %	100 %	100 %
Entsorgung	15 %	0 %	0 %	0 %
Abfälle des Nachverbrauchs				
Aufkommen (t)	43.000	47.000	52.000	57.000
Vermeidung	0 %	10 %	15 %	20 %
Sammlung	0 %	15 %	40 %	50 %
Verwertung	0 %	15 %	40 %	50 %
Entsorgung	100 %	85 %	60 %	50 %

Flachglasabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Hohlglassabfall				
Aufkommen (t)	198.600	209.400	227.500	246.600
Vermeidung	0 %	3 %	10 %	18 %
Sammlung	62 %	79 %	83 %	86 %
Verwertung	62 %	79 %	83 %	86 %
Mülldeponie	38 %	21 %	17 %	14 %
Sonstiger Glasabfall				
Aufkommen an Glasfasern (t)	30.000	33.300	33.300	33.300
Aufkommen an Neonröhren (t)	600	600	600	600
Vermeidung				
- Glasfasern	0 %	19 %	50 %	75 %
- Neonröhren	0 %	0 %	0 %	0 %
Verwertung				
- Glasfasern	37 %	50 %	70 %	85 %
- Neonröhren	4 %	50 %	60 %	70 %
Entsorgung				
- Glasfasern	63 %	50 %	30 %	15 %
- Neonröhren	96 %	50 %	40 %	30 %

## 26/ Kunststoffabfälle

## a. Vermeidung

237. Verbesserung der Materialeistung. Bei einigen Produkten ist sie vor 10/20 Jahren nur schwer zu beziffern.

238. Einführung einer wirklichen Wiederverwendungspolitik.

239. Streben nach einer maximalen Monokonzeption von Kunststoffen in einem Produkt.

## b. Sammlung

240. Getrennte Sammlung von Kunststoffverpackungen aus den Haushalten.

241. Verbesserung des Sortierens, um optimale Bedingungen für eine chemische Verwertung zu schaffen.

242. Organisation von Sammlungen in der Landwirtschaft, bei Altfahrzeugen (Zerlegungsanlagen) und bei elektronischen und elektrischen Anlagen. Auf den großen Bau- und Abrißstellen muß eine selektive Sortierung vorgenommen werden.

## c. Verwertung

243. Durchführung von Forschungsarbeiten und Einsetzung einer Piloteinheit für chemische Verwertung.

## d. Entsorgung

244. Schrittweise Verringerung der Ablagerung in Mülldeponien für Abfälle, die verwertet werden können.

## Übersichtstabelle

Hausmüll				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	115.000	121.000	149.000	184.000
Vermeidung	-	2 %	21 %	37 %
Selektive Sammlung	8 %	20 %	25 %	25 %
Recycling	3 %	15 %	20 %	20 %
Verbrennung	5 %	5 %	5 %	5 %
Nicht-selektive Sammlung	92 %	80 %	75 %	75 %
Verbrennung	48 %	66 %	70 %	75 %
Mülldeponie	44 %	14 %	5 %	0 %



Industrieabfälle Industrielle Herstellungsabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	30.000	33.000	36.000	39.000
Vermeidung	-	10 %	20 %	30 %
Recycling	60 %	70 %	80 %	80 %
Energieverwertung	10 %	30 %	20 %	20 %
Mülldeponie	30 %	0 %	0 %	0 %

Industrieabfall des Nachverbrauchs				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	8.000	11.500	14.500	18.000
Vermeidung davon Wiederverwendung	- %	15 %	30 %	45 %
		15 %	20 %	25 %
Recycling	0 %	5 %	10 %	25 %
Energieverwertung	10 %	60 %	60 %	50 %
Mülldeponien	90 %	35 %	30 %	25 %

Automobilabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	10.000	12.000	14.000	16.000
Vermeidung davon Wiederverwendung	- %	15 %	35 %	50 %
		10 %	20 %	20 %
Recycling	5 %	10 %	18 %	25 %
Energieverwertung	0 %	55 %	70 %	70 %
Mülldeponien	95 %	35 %	12 %	5 %

Abfälle aus dem Handel und der Industrie				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	30.000	33.000	36.000	40.000
Vermeidung	- %	20 %	25 %	30 %
Recycling	10 %	40 %	60 %	70 %
Energieverwertung	10 %	50 %	35 %	25 %
Mülldeponien	80 %	10 %	5 %	5 %

Bauabfall und Abbruchschutt*				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	20.000	27.000	34.000	43.000
Vermeidung	- %	0 %	0 %	0 %
Recycling	0 %	5 %	10 %	15 %
Energieverwertung	0 %	30 %	50 %	70 %
Mülldeponien	100 %	65 %	40 %	15 %

Abfälle aus der Landwirtschaft				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	10.000	11.000	12.000	13.000
Vermeidung	- %	10 %	20 %	30 %
Recycling	5 %	20 %	50 %	70 %
Energieverwertung	5 %	30 %	40 %	30 %
Mülldeponie	90 %	50 %	10 %	0 %

Industrieabfälle insgesamt				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	108.000	127.500	146.500	169.000
Vermeidung	0 %	11 %	19 %	26 %
Selektive Sammlung	27 %	72 %	83 %	91 %
Recycling	20 %	32 %	42 %	47 %
Energiemitverwertung	5 %	32 %	33 %	36 %
Verbrennung	2 %	8 %	8 %	8 %
Nicht-selektive Sammlung	73 %	28 %	17 %	9 %
Verbrennung	51 %	16 %	7 %	2 %
Mülldeponien	22 %	12 %	10 %	7 %

## 27/ Textilabfälle

## a. Vermeidung

245. Ermöglichung einer Verringerung des Aufkommens an industriellen Textilabfällen um ungefähr 10 % bis zum Jahr 2005.

246. Verringerung des Textilabfalls aus den Haushalten um 4 % bis zum Jahr 2010.

## b. Sammlung

247. Erreichen einer Sammlungsquote bei Textilabfällen aus den Haushalten von 32 % des theoretischen Aufkommens im Jahr 2000 und 50 % im Jahr 2010.

## c. Verwertung

248. Erreichen eines Anteils von 95 % bei der Verwertung von industriellen Textilabfällen bis zum Jahr 2000.

## d. Entsorgung

249. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem industriellen Textilabfall in Mülldeponien.

250. Verbot der Ablagerung von Teppichabfällen aus den Haushalten (Sperrmüll) bis zum Jahr 2000.

## Übersichtstabelle

	1995	2000	2005	2010
<b>Industrietextilien</b>				
Aufkommen (t)	6.000	6.500	7.000	7.000
Vermeidung	0 %	5 %	10 %	10 %
Selektive Sammlung	100 %	100 %	100 %	100 %
Stoffliche Verwertung	58 %	80 %	80 %	85 %
Energiemitverwertung	7 %	15 %	15 %	10 %
Mülldeponie	35 %	5 %	5 %	5 %
<b>Haushaltstextilien</b>				
Aufkommen (t)	25.000	26.500	26.500	26.500
Vermeidung	5 %	10 %	20 %	20 %
Selektive Sammlung	23 %	32 %	50 %	50 %
Stoffliche Verwertung	22 %	30 %	35 %	40 %
Mülldeponie	1 %	2 %	5 %	5 %
Verbrennung	0 %	0 %	10 %	5 %
Nicht-selektive Sammlung	77 %	68 %	50 %	50 %
Verbrennung	30 %	51 %	50 %	50 %
Mülldeponie	47 %	17 %	0 %	0 %

28/ Verpackungsabfälle

a. Vermeidung

251. Verbesserung der physischen Eigenschaften und der Merkmale der Verpackungen, um somit ihre Ökotoxizität zu verringern und ihr Recycling zu erleichtern.

252. Förderung von monokonzeptuellen Verpackungen.

253. Verhinderung von Überverpackungen.

254. Förderung der Wiederverwendung von Verpackungen im Bereich der Transport- und Vertriebsverpackungen.

255. Förderung der Wiederverwendung im Bereich der Haushaltsverpackungen.

Die Vermeidungsmaßnahmen sollten bis 2005-2010 eine Stabilisierung des Aufkommens bewirken. Für einige Produkte kann diese Stabilisierung ziemlich schnell eintreten, für Kunststoffverpackungen wird sie aber wahrscheinlich langsam sein wegen der hohen Wachstumsrate in der vorhergehenden Periode und andererseits wegen eines Substitutionseffekts zugunsten der Kunststoffe.

b. Sammlung

256. Einführung eines leistungsfähigen Sammlungssystems, das die gesamte wallonische Bevölkerung erfaßt und durch das hohe Sammlungsquoten erreicht werden können im Bereich des Glases, von Papier/Karton, der Kunststoffe, Metalle und Getränkekartons insbesondere durch die Ausweitung der Sammlung vor recycelbaren Verpackungen, Papier und Pappe vor der Haustür sowie durch ein Netzwerk von Glascontainern.

c. Verwertung

257. Gewährleistung der Anwendung der Zielvorgaben der bestehenden Rechtsvorschriften. Das Kooperationsabkommen sieht vor, daß vor dem 1. Januar 1998 ein Satz von mindestens 15 % für das Recyceln der einzelnen Verpackungsmaterialien erreicht werden muß (im Vergleich zu dem Gesamtgewicht der einzelnen Einwegverpackungen, die im vorigen Jahr in Belgien auf den Markt gebracht worden sind). Für die industriellen Verpackungsabfälle wird die Frist um ein Jahr verlängert.

Das Gesetz vom 16. Juli 1993 über die Ökosteuer sieht folgende Sätze vor (in %)

	Recyclingrate				Sammlungsrate			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Getränkeverpackungen								
Glas	62	67	73	80				
Metall	47.5	58	64	80				
Synthetische Werkstoffe	30	43	56	70				
Getränkekartons	30	43	56	70				
Behälter, die gewisse Industrieprodukte enthalten								
Klebstoffe					55	70		
>20 l								
< 20 l und > 5 l					*	*		
Druckfarben								
> 2,5 l					40	60	85	
Landwirtschaftliche Pestizide*					60	80		
Nicht-landwirtschaftliche Pestizide*				*	*			

\* Verpflichtung eines Pfand-, Rückgabepremien- oder Verpackungskreditsystems

\*\* Siehe das Kapitel über Pestizide, das die Freistellungsbedingungen aufzählt.

d. Entsorgung

258. Verbot der Ablagerung in Mülldeponien bis zum Jahr 2005 mit Ausnahme der Verwertungsrückstände.

Übersichtstabelle

Verpackungsabfälle der Haushalte				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	383.000	399.600	456.000	522.200
Vermeidung	-	7 %	17 %	38 %
Recycling	24 %	47 %	53 %	56 %
Verbrennung	41 %	35 %	47 %	44 %
Mülldeponien	35 %	18 %	0 %	0 %

Industrielle Verpackungsabfälle				
	1995	2000	2005	2010
Aufkommen (t)	262.000	286.000	302.000	320.000
Vermeidung	-	7 %	13 %	16 %
Recycling	43 %	70 %	84 %	88 %
Verbrennung	19 %	21 %	16 %	12 %
Müldeponie	38 %	9 %	0 %	0 %

## 29/ Abfälle aus Kraftverkehr und Binnenschifffahrt.

## a. Vermeidung

259. Verringerung der Verschmutzung durch illegales Ablagern und Wegwerfen in den Wasserwegen und entlang der Straßen. Wichtigstes Ziele für die Abfälle in bezug auf die Mobilität ist die Vermeidung von wilden Müllkippen. Dafür müssen die Entwicklung kollektiver Strukturen und die Kontrolle der oben genannten Maßnahmen gestärkt werden..

260. Verringerung des Aufkommens an Altöl aus Schiffen bis zum Jahre 2005 (Verwendung von Schiffsschraubensystemen mit wasserlöslichen Schmiermitteln und Verlängerung der Lebensdauer der Öle).

## b. Sammlung

261. Sammlung von 100 % des Hausmülls bis zum Jahr 2000. Der gefährliche Abfall, Papier/Karton, Kunststoffe und Glas werden getrennt gesammelt.

262. Sammlung von 95 % der Altöle bis zum Jahr 2000. Es muß die Möglichkeit berücksichtigt werden, daß die Schiffer ihr Altöl in anderen Ländern ablagern und daß ausländische Schiffer ihr Altöl in der Wallonischen Region abgeben können.

263. Sammlung von 95 % der Abfälle, die mit der Ladung zusammenhängen, bis zum Jahr 2002.

## c. Verwertung/Entsorgung

264. Verwirklichung der in den einzelnen Kapiteln festgelegten Ziele: Hausmüll, Altöl, Batterien, Lösungsmittel, ...

## B. ORGANISATION

## 1/ Steinbruchabfall

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
237. Erstellen von Kriterien und Bedingungen zur Gleichstellung der Stoffe mit Produkten.	Wallonische Regierung	MET/MRW Industrie	1998
238. Erstellen eines technologischen Lastenheftes zur Verwertung von Sägeschlamm und zur Evaluierung der Umweltrisiken in Verbindung mit der Lagerung von Reststoffen auf dem Betriebsgelände.	DGRNE DGTRE	Industrieverbände Abfallwirtschaft	2000
239. Aktualisierung und Kontrolle der Einhaltung der Betriebsbedingungen für Steinbrüche zur maximalen Einschränkung der Staubproduktion.	Zuständige Behörden	Industrie DGRNE	Laufend
240. Festlegung der Bedingungen für die Wiederverwendung von Reststoffen auf dem Betriebsgelände.	Wallonische Regierung	Industrie Industrieverbände	2000
241. Untersuchung des Einflusses eventueller Zusatzstoffe beim Abbau oder bei der Behandlung von Mineralien.	DGRNE DGTRE	Industrie	2002
<b>b. Sammlung</b>			
242. Garantierter Zugang für kleine Erzeuger zu den 7 Recyclingzentren für Bau- und Abrißabfälle.	DGRNE SPAQUE	Industrie	2000
<b>c. Verwertung</b>			
243. Entwicklung von Synergien zwischen den Erzeugern von Sägeschlamm und den Betreibern von Steinbrüchen, um Verwertungswege zu finden.	DGRNE	Industrie Industrieverbände Abfallwirtschaft ISSEP	1999
244. Forschung nach anderen Verwertungsarten, durch die ergänzend zu anderen Abfällen oder Stoffen neue Absatzmärkte gefunden werden können.	DGRNE DGTRE	DGRNE Industrieverbände Abfallwirtschaft ISSEP	1999

## 2/ Bau- und Abbruchabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
245. Ausweitung der Bestimmungen für die öffentlichen Aufträge auf die privaten Aufträge in bezug auf die Angabe und die Spezifizierung der Abfälle, da diese integraler Bestandteil eines Bau- und Abrißprojektes sind. - statistisches Formular; - genaue Angabe über die Abfallbewirtschaftung in den Auswahlverfahren der Angebote, in denen das Recyceln auf dem Standort, die Benutzung der recycelten Stoffe, die in Mülldeponien verbrachte Abfallmenge usw. angegeben werden.	Wallonische Regierung	DGRNE MET Industrie	1999
246. Einführung von Bedingungen für die Abfallbewirtschaftung in die Auswahlverfahren der Angebote.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft MRW/MET Gemeinden	1999
247. Durchführung des Rundschreibens vom 23. Februar 1995 über die Organisation der Beseitigung der Abfälle im Rahmen der öffentlichen Arbeiten in der Region Wallonien.	DGRNE MET	Industrie Abfallwirtschaft Gemeinden	Laufend
248. Sensibilisierung der Architekten, Ingenieure und der privaten Planungsbüros in bezug auf die Problematik der Abfallbewirtschaftung von Beginn des Projekts an;	Ministerium der französischen Gemeinde DGRNE MET	Industrie Universitäten Hochschulen	1999
249. Einführung eines einheitlichen Lastenheftes im Rahmen der Abbrucharbeiten und Anreize für das Sortieren und Recyceln.	MRW MET Gemeinden	Industrie MET Provinzen	1999
250. Entwicklung eines Leitfadens für gute Praktiken für Bauherren, die Abbrucharbeiten vornehmen.	DGRNE MET DGPL	Industrie	2000
251. Förderung der neuen Abbruchtechniken durch Forschungsprogramme und gegebenenfalls durch Finanzhilfen an die Unternehmen, die solche Tätigkeiten durchführen.	DGRNE DGTRE	Industrie	2000
<b>b. Sammlung</b>			
252. Verbindliche Einführung der Sortierung und Sammlung nach den Bestimmungen im Leitfaden für gute Praktiken, um Stoffe zu gewinnen, die leichter wiederverwendet bzw. recycelt werden können.	Wallonische Regierung	Industrie MET Provinzen Gemeinden	2001
<b>c. Verwertung</b>			
253. Die potentiellen Benutzer über die Qualität der recycelten Granulate unterrichten.	Industrie Industrieverbände	Industrie Privatpersonen	1999
254. Anwendung der Ergebnisse der Studie durch RECYWALL über die Entwicklung von Recyclingtechniken.	DGRNE	Industrie	2000
255. Normierung und Zertifizierung der recycelten Materialien in Zusammenarbeit mit dem CSTC und CRR und der CRIC-Zertifizierung um eine konstante Mindestleistung zu gewährleisten. Einrichtung einer Zertifizierungsstelle.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
256. Verbindliche Einführung der Nutzung von recyceltem Material im Rahmen von öffentlichen und privaten Arbeiten.	Wallonische Regierung	Industrie MET Provinzen Gemeinden	1999
257. Schaffung von Zwischenlagern, die gleichmäßig in der Region verteilt sind. Mobile Einrichtungen arbeiten in regelmäßigen Abständen in diesen Zentren.	DGRNE	Industrie Tradecowall SPAQUE	2000
258. Untersuchung der Möglichkeiten der Energieverwertung von Bitumenbeschichtungen in den Anlagen für die Energiemittelverwertung.	DGRNE	Industrie	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
259. Einführung eines abschreckenden Steuersystems für das Ablagern von nicht deponiefähigem Bau- bzw. Abbruchabfall.	Wallonisches Parlament	Industrie Gemeinden Kommunalverbände	1998

## 3/ Asbest

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
260. Erstellung eines Verzeichnisses über die asbesthaltigen öffentlichen Gebäude in der wallonischen Region.	Föderalregierung	Föderale, wallonische, gemeinschaftliche und kommunale Behörden ISSEP	1998
261. Einführung eines Verhaltenskodex für mit Abrißarbeiten auf der Baustelle betrautes Personal	DGRNE MET	Abfallwirtschaft MET	2000
262. Verbindliche Einführung der Verpflichtung, vor dem Abriß der Gebäude festzustellen, ob sie Asbest enthalten, wenn diese Möglichkeit besteht.	Wallonische Regierung	Privatpersonen Industrie Öffentliche Behörden ISSEP	1999
<b>b. Sammlung</b>			
263. Verpflichtung zu einem selektiven Abbau der Gebäudeteile, die Asbest enthalten, vor dem Abriß.	Wallonische Regierung	MET Industrie	1999
264. Verpflichtung zur Reinigung von asbesthaltigen Geräten, Anlagen und Materialien vor dem Zerkleinern.	Wallonische Regierung	Industrie MET/Tradecowall Kommunalverbände	1999
265. Einführung eines Sanierungsprogramms für die öffentlichen wallonischen Gebäude.	Föderalregierung Wallonische Regierung	Föderale Behörden Regionale Behörden Behörden Gemeinschaft Provinzen Gemeinden	2000
<b>c. Verwertung</b>			
266. Förderung der Verwertungstechniken von Asbest und Entwicklung von Anlagen in der wallonischen Region.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft ISSEP	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
267. Verbot der Ablagerung von nicht stabilisiertem freiem Asbest in Mülldeponien.		Wallonische Regierung Abfallwirtschaft	1999
268. Förderung einer technisch wirtschaftlichen Studie über die Vernichtung von freiem Asbest durch thermische oder andere Methoden.	DGRNE	Industrie DGTRE	1999

## 4/ Schmelz- und Verbrennungsabfall

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
269. Erstellung von Nutzungsbedingungen für folgende Stoffe im Tiefbau, in der Landwirtschaft oder in der Zementproduktion, damit sie Produkten gleichgestellt werden können: - Schlacken - LD-Schlacken - Flugasche aus Stromkraftwerken	Wallonische Regierung	Industrie Kommunalverbände MRW MET ISSEP	1998
<b>b. Sammlung</b>			
270. Einrichtung eines oder mehrerer Zwischenlager für die Behandlung von Gußsand, Schlacken und Abfall aus der Gasreinigung.	DGRNE	Industrie/ Gemeinden Kommunalverbände Abfallwirtschaft	2000
<b>c. Entsorgung</b>			
271. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem Abfall: - Schlacken aus Eisenmetallen (D.T. 3 Jahre) - Schlacken (D.T.: 6 Jahre) - Schlacken (D.T.: 3 Jahre) - LD- und EAF-Schlacken (D.T.: 3 Jahre) - Flugasche und Schlacken aus mit Steinkohle gefeuerten Stromkraftwerken (D.T.: 3 Jahre) - Staub aus Hochöfen und Stahlwerken (D.T.: 4 Jahre) - Gußsand (D.T.: 6 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie	1999

5/ Gips- und Anhydridabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
272. Erstellung eines Programms für die Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfall, der Teil des Programms für die Verringerung der Umweltbelastung durch Schadstoffe aus großen Verbrennungsanlagen ist.	DGRNE	Industrie	1999
273. Erstellung von Anwendungsnormen für Gips, der Produkten gleichgestellt ist.	Wallonische Regierung	Industrie	1998
<b>b. Sammlung</b>			
274. Förderung der freiwilligen Abgabe von Gipsresten aus den Haushalten in Containerparks.	Interkommunale	Interkommunale	1998 Haushalte
275. Förderung des Sortierens von Gipsresten auf den Abrißbaustellen und Verwertung der Bau- und Abrißabfälle.		DGRNE Abfallwirtschaft	Industrie
276. Einführung von Ausbildungs-, Informations- und Sensibilisierungsprogrammen zur Verbesserung der Sortierung an der Quelle der Abfälle und zur Förderung ihrer Verwertung.	DGRNE	Industrie Gemeinden Abfallwirtschaft	1998
<b>c. Verwertung</b>			
277. Schaffung einer Partnerschaft zwischen den Marktteilnehmern zur Einrichtung eines angemessenen und umfassenden Netzes an Verwertungsanlagen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie Abfallwirtschaft DGRNE	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
278. Untersuchung der Möglichkeiten, um die Abfalldéponie der S.A. Prayon-Rupel für alle Abfälle zugänglich zu machen, die sich aus Gips zusammensetzen.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft SPAQuE	2000
<b>e. Import/Export</b>			
279. Bestätigung des Export- und Importverbots für Gips und Anhydrid zur Ablagerung in einer Mülldeponie oder auf dem Boden.	DGRNE	DGRNE Abfallwirtschaft	Laufend
<b>f. Finanzierung</b>			
280. Gewährung von öffentlichen Beihilfen für die Forschung nach Technologien zur Herstellung von Qualitätsgips und zur Entwicklung von innovativen Verwertungsanlagen.	Wallonische Regierung	Industrie	2000 DGRNE DGTRE

6/ Organische Lösungsmittel

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
281. Einführung eines technologischen Dossiers über: - alternative Technologien für halogenisierte und andere Lösungsmittel, die Risiken für die Umwelt und die öffentliche Gesundheit mit sich bringen. - Entwicklung von Technologien mit geschlossenen Kreisläufen.	DGTRE DGRNE	Industrie	1999
282. Erstellen eines Verhaltenskodexes, in dem den Sektoren, die Lösungsmittel einsetzen, saubere Technologien vorgestellt werden, um die Anzahl von Maschinen "mit offenem Kreislauf" zu verringern und den Austausch von Maschinen "mit offenem Kreislauf" zu beschleunigen.	DGTRE DGRNE	Industrie Industrieverbände	1999
283. Einführung von vorbeugenden Maßnahmen und Mitteln zur Reduzierung von Lösungsmittelverlusten: - angepaßtes Material (Auffangbecken für flüssige Lösungsmittelverluste, Schließsystem mit elektrischen Sicherungen, dichte Verbindung zur Vermeidung von Verdampfung); - Lagermethoden für Lösungsmittel (dichte Behälter, hitze- und lichtgeschützte Räume, ... Auswahl der Räume, in denen die Produktion stattfindet, ...).	Wallonische Regierung	Industrie	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>b. Sammlung</b>			
284. Optimierung der selektiven Sammlung von lösungsmittelhaltigen Abfällen bei den Haushalten (Containerparks, «espace propreté») und den KUM (industrielle Containerparks, anerkannte Sammler).	DGRNE	KMU Privatpersonen	Laufend
<b>c. Verwertung</b>			
285. Verbot der Verbrennung von Lösungsmitteln mit Brennwert ohne Energieverwertung.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
286. Verbindliche Rückgewinnung der technisch und wirtschaftlich wiederzugewinnenden Lösungsmittel.	Wallonische Regierung	Industrie	2003
<b>d. Finanzierung</b>			
287. Übernahme der Sammlung/Verarbeitung der Lösungsmittelabfälle aus den Haushalten mit Ausnahme der Haushaltsverpackungen, die durch eine zugelassene Stelle übernommen werden.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend

## 7/ Tinten-, Farb- und Klebstoffabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
288. Erstellung eines technologischen Dossiers zu den Alternativen zum Ersatz der giftigen Bestandteile der Farben, Tinten und Klebstoffe (Lösungsmittel, Schwermetalle und Pigmente) sowie der bestehenden Anwendungstechniken.	DGRNE DGTRE	Labors Industrie	2000
289. Identifizierung und Kennzeichnung der gefährlichen Produkte, die zu gefährlichem Abfall werden können.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie	2000
290. Anreize für die Hersteller schaffen, ihre Produkte gemäß den europäischen Normen zu kennzeichnen.	DGRNE Industrieverbände Föderalregierung	Industrie	Laufend
291. Erstellung eines Verhaltenskodexes für die Anwender von Farbe: Information über die Auftragungstechniken zur Reduzierung der Verluste, über die Minimierung der Abfälle (Vermeidung der Mischung von Abfällen) sowie über bestehende Lösungen zur Entsorgung der Abfälle.	DGRNE DGTRE Industrieverbände	Privatpersonen Industrie	2000
292. Einführung und weiträumige Durchführung von Sensibilisierungsprogrammen für die breite Öffentlichkeit und die Benutzer.	DGRNE	Industrie	2000
293. Unterrichtung der Bürger über die Gefahren einer Wiederverwendung der Behälter von Farbe, Tinte oder Klebstoff zu anderen Zwecken, wenn sie nicht vorher gewaschen oder behandelt werden.	DGRNE Industrieverbände	Gemeinden	Laufend
<b>b. Sammlung</b>			
294. Verpflichtung der Abfallerzeuger zur selektiven Sortierung und zur Einrichtung von besonderen Lagerflächen für diejenigen, die mehr als 10 Tonnen Abfall pro Jahr erzeugen. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie	1999
295. Förderung der Wiederverwendung von Tintepatronen.	DGRNE	Industrie Wallonisches Wallonisches Netzwerk für umweltfreundlichen Verbrauch	1999
296. Rückgabepflicht für Industrie- und Haushaltsabfälle an Containerparks, die Einsammler oder die Verantwortlichen für die Verpackung..	Wallonische Regierung	Industrie Haushalte Gemeinden Kommunalverbände	1999
<b>c. Verwertung</b>			
297. Einführung eines Forschungsprogramms für das Recycling.	DGRNE DGTRE	Industrieverbände Industrie Labors	1998
<b>d. Finanzierung</b>			
298. Die Verantwortung für die Kosten für die Bewirtschaftung des bei den Haushalten selektiv gesammelten Abfalls bleibt bei der Region mit Ausnahme der Haushaltsverpackungen, deren Kosten durch die zugelassene Stelle getragen werden.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend



## 8/ Ozongefährdende Abfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
299. Förderung der Kontrolle der Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen im Bereich der Einschränkung oder des Verbots der Einfuhr und der Anwendung der Flüssigkeiten sowie des Funktionszustands der Kühlanlagen.	Zuständige föderale Behörden	Industrie DGRNE	Laufend
300. Verbindliche regelmäßige Wartung der industriellen Kühlanlagen durch kompetente Techniker und Führen eines "Logbuchs", in dem die technischen Merkmale der Anlagen und die durchgeführten Wartungsarbeiten aufgeführt werden.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
301. Verbot des Mischens dieser Flüssigkeiten mit anderen Flüssigkeiten oder Materialien, die diese Substanzen nicht enthalten.	Wallonische Regierung	Industrie	1998
302. Pflicht, vor der Verarbeitung die Art der Flüssigkeiten und Materialien und der aus dem Betrieb genommenen Geräte festzustellen, die möglicherweise die Ozonschicht zerstörende Substanzen enthalten.	Wallonische Regierung	Industrie	1998
303. Einführung, Verbreitung und Anwendung eines Verhaltenskodex über die Wartung der Anlagen in Betrieb und die Stilllegung von Anlagen außer Betrieb.	DGRNE DGTRE Industrieverbände	Industrie	1999
<b>b. Sammlung/Zwischenlager</b>			
304. Organisierung der selektiven Sammlung durch: - Elektro-Einzelhändler; - Containerparks; - anerkannte Sammler; - Zentren für umweltgerechte Zerlegung.	Wallonische Regierung	Industrie Haushalte Kommunalverbände Gemeinden	1999
305. Pflicht zur Entgiftung der Geräte vor Maßnahmen zur Verwertung oder Entsorgung.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft	1999
<b>c. Verwertung</b>			
306. Abschluß des Netzwerkes für Anlagen zur Entgiftung/Zerlegung (13 Zentren).	DGRNE	Abfallwirtschaft	2002
<b>d. Entsorgung</b>			
307. Verbot der Ablagerung in Mülldeponien	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
308. Planung der Entsorgung der Geräte, die FCKW enthalten, je nach Lebensdauer: - Haushaltskühlschränke; - Autoklimaanlagen; - industrielle Kühlanlagen	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	2010 2003
<b>e. Import/Export</b>			
309. Verbot der Exporte von Abfällen außerhalb der Europäischen Union.	DGRNE	Abfallwirtschaft	1998
<b>f. Finanzierung</b>			
310. Rücknahmepflicht für die Geräte und Einrichtungen bei den Sammelstellen und Entsorgung der Flüssigkeiten zu Lasten der Hersteller, Importeure, Vertreiber und Einzelhändler. Die Region finanziert in diesem Fall die Beteiligung in Gesellschaften zur Entgiftung und Zerlegung. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999

## 9/ PCB-kontaminierte Abfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
311. Verbindliche Identifizierung der Geräte, die PCB enthalten können, entweder am Ende ihrer Lebensdauer, bei ihrem Transport, bei Wartungsmaßnahmen oder bei Änderung des Besitzers.	Wallonische Regierung	Inhaber DGRNE	1998
312. Erstellung eines Verzeichnisses über die PCB-haltigen Flüssigkeiten und Geräte mit einem Gehalt von über 50 ppm im Gewicht und einem Volumen über 1 dm <sup>3</sup> .	Wallonische Regierung	DGRNE Inhaber	1998
313. Kontrolle der PCB-Ströme und der Ströme der Geräte, die diese Stoffe enthalten sowie Einhaltung der Betriebsbedingungen.	DGRNE	DGRNE	1998
314. Sichere Aufbewahrung aller PCB-haltigen Abfälle bis zu ihrer Entsorgung unter Beachtung einer möglichst kurzen Zeitspanne zwischen ihrer Außerbetriebnahme und der Weiterbehandlung.	Wallonische Regierung	Inhaber	1998
315. Festlegung einer Referenzmethode zur schnellen Bestimmung des PCB-Gehalts.	Wallonische Regierung	Referenzlabors	1999
316. Erstellung von Normen für den PCB-Gehalt im Boden.	Wallonisches Parlament	Industrie Haushalte	1999
317. Einführung von Sicherheitsregeln und anderen Benutzungsbedingungen für im Betrieb befindliche Geräte (Auffangbecken, elektrischer Schutz, ...)	Wallonische Regierung	Wallonische Regierung	1998
<b>b. Sammeln und Zwischenlager</b>			
318. Unmittelbare Ausstattung der Zerleg- und Reinigungsanlagen mit Infrastrukturen zur Trennung der PCB-haltigen Systeme von den Geräten.	Industrieverbände DGRNE	Abfallwirtschaft	2002
<b>c. Verwertung</b>			
319. Förderung des Recycling von verschmutzten Bestandteilen.	DGRNE	Industrie	1998
<b>d. Entsorgung</b>			
320. Erstellung eines Entsorgungsprogramms unter Absprache mit den betroffenen Wirtschaftssektoren auf freiwilliger Basis und falls das nicht möglich ist durch die Einführung folgender Maßnahmen: - Entsorgung der gelagerten Geräte, die in schlechtem Betriebszustand sind oder undichte Stellen aufweisen; - Außerbetriebnahme von PCB und Geräten, die aufgrund ihres Standortes und ihres Betriebszustandes Risiken für die Umwelt und die öffentliche Gesundheit darstellen; - Entsorgung der Kondensatoren und anderer Geräte mit Ausnahme der Transformatoren; - Entsorgung oder Entkontaminierung der PCB-belasteten Transformatoren mit Mineralöl von einer Konzentration über 500 ppm; - Entsorgung der Transformatoren, die PCB enthalten. Durch eine Freistellung durch das Ministerium können die Transformatoren mit mehr als 50 kVA in einem guten Betriebszustand bis zum Jahr 2010 in Betrieb gehalten werden. Diese Geräte müssen spätestens 2010 entsorgt werden.	Wallonische Regierung	Inhaber	1998 1999 2000 2002 2005 2005
<b>e. Import/Export</b>			
321. Importverbot, wenn die wallonische Region nicht über die nötigen Kapazitäten für Zwischenlager, Verwertung oder Entsorgung verfügt, sowie von Exporten außerhalb der Europäischen Union.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend
<b>f. Finanzierung</b>			
322. Anwendung des "Verursacherprinzips". Die Finanzierung der Bewirtschaftung von PCB und industriellen PCB-haltigen Geräten wird von den Besitzern getragen.	Wallonische Regierung	Industrie Haushalte	Laufend

## 10/ Altöl

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
323. Erstellung eines Verhaltenskodexes für Schneidöle.	DGRNE/DGTRE	Industrie	Laufend
324. Durchführung von Normen für die Zusammensetzung von Altölen, um ihre Gleichstellung mit Heizöl zu ermöglichen.	Wallonische Regierung	Industrie	Laufend
325. Förderung der Nutzung von pflanzlichen Ölen als Ersatz von Mineralöl.	DGRNE DGA	Industrie	2001
<b>b. Sammlung</b>			
326. Integration der Sammel tanks in das Containerparknetz.	Wallonische Regierung	Gemeinden	2000
327. Verpflichtung der Hersteller, Industrialtöle zurückzunehmen und Verpflichtung der Haushalte, diese Öle in die Werkstätten oder Containerparks zu bringen. (U.T.: 1 Jahr).	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
328. Der Sektor wird verpflichtet, Speiseöle zurückzunehmen, und der Hotel-, Restaurant- und Gaststättenbereich sowie die Imbißstuben werden verpflichtet, diese Öle durch einen Sammler oder industrielle Containerparks zurückzubringen. (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
329. Information und Anreize für die Bevölkerung, effizient mit Öl umzugehen.	DGRNE	Gemeinden	1999
330. Einrichtung einer Sammelstelle für Speiseölabfälle aus den Haushalten pro Gemeinde.	Wallonische Regierung	Gemeinden	1999
<b>c. Verwertung</b>			
331. Einrichtung eines Verwaltungsausschusses, um die Durchführbarkeit einer Anlage für die Rückgewinnung von Altölen zu untersuchen.	DGRNE	Industrie DGRNE/DGEE/ DGTRE	2000
332. Verbindliche Rückgewinnung von Industrialtölen, die technologisch und wirtschaftlich zurückgewonnen werden können.	Wallonische Regierung	Industrie	2003
333. Untersuchung von neuen Möglichkeiten für die Verwertung von Speiseölen.	DGRNE	Industrie DGRNE/ DGEE/DGTRE	2002
<b>d. Finanzierung</b>			
334. Rücknahmepflicht von Altöl in Containerparks oder Werkstätten zu Lasten der Hersteller. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
335. Rücknahmepflicht von Speiseöl, das in den gemeinschaftlichen Sammelstellen gesammelt wird zu Lasten der Hersteller. (D.T.: 3 Jahre).	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999

## 11/ Gebrauchte Batterien und elektrische Akkumulatoren

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
336. Förderung der Produktion von weniger umweltbelastenden Batterien, der Entwicklung der Produkte nach Recyclingfähigkeit, der Zerlegbarkeit der Geräte zur leichteren Rückgewinnung der Batterien sowie der Lebensdauer der Batterien (aufladbare Batterien) durch steuerliche Anreize.	Wallonische Regierung Föderalregierung Europäische Kommission	Industrie	2001
337. Sensibilisierung der Bürger für die Probleme durch Batterien und vor allem für die Probleme durch Verbrennung von Batterien gemeinsam mit dem Hausmüll.	DGRNE	Industrie Gemeinden	Laufend
338. Information der Bürger über die Sammelmöglichkeiten für Batterien und Förderung des selektiven Sortierens von gebrauchten Batterien.	DGRNE	Industrie	Laufend
339. Einführung einer Methode für die Evaluierung des Aufkommens.	DGRNE	DGRNE Andere regionale zuständige Behörden Finanzministerium Industrie	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>b. Sammlung</b>			
340. Rücknahmepflicht der Haushaltsbatterien für die Hersteller und Verpflichtung der Haushalte, diese Stoffe an Containerparks, Einzelhändler oder sonstige Sammelstellen zurückzubringen.	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1998
341. Rückgabepflicht von Industriebatterien für die Hersteller und Zurückbringen zu die Verkäufern oder Sammlern.	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler Industrie	1999
342. Intensivierung der selektiven Sammlung von Batterien in den Schulen und sonstigen Dienstbereichen.	Wallonische Regierung	Industrie	Laufend
343. Rücknahmepflicht von gebrauchten Bleiakкумуляtoren und Rückgabepflicht an die Werkstätten, Containerparks und Sammelbetriebe (D.T.: 1 Jahr).	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler Industrie	1999
<b>c. Verwertung</b>			
344. Fortsetzung der Entwicklung der bestehenden Systeme und Förderung der Forschung für die Behandlung von Alkali- und Salzbatterien zur Erhöhung der Recyclingquote.	DGRNE/ Industrie	Abfallwirtschaft	Laufend
<b>d. Entsorgung</b>			
345. Verbot der Ablagerung von Batterien und ihrer nicht behandelten nicht deponiefähigen Reststoffe in Abfalldeponien (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Gemeinden	1999
<b>e. Finanzierung</b>			
346. Firmen, die Batterien in Verkehr bringen, zur Rücknahme und der Behandlung verpflichten. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1998
347. Firmen, die Bleiakкумуляtoren in Verkehr bringen, zur Rücknahme und Behandlung verpflichten. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	2000

## 12/ Abfälle aus elektronischen und elektrischen Anlagen

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
348. Entwicklung eines Umweltkennzeichens für "elektronisches Material".	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie	Laufend
349. Ausarbeitung eines Verhaltenskodex für die Zerlegung und Entkontaminierung.	DGRNE DGTRE	DGRNE/Verbände Abfallwirtschaft	1999
350. Verbreitung von Informationen über die Rücknahmesysteme durch eine spezielle Kennzeichnung der Produkte.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie	1999
351. Förderung der Einführung von Einkaufs- und Austauschzentren für Produkte zweiter Hand.	DGRNE Gemeinden	Unternehmen der Gemeinwirtschaft	Laufend
<b>b. Sammlung</b>			
352. Obligatorische Rücknahme von "großen Haushaltsgeräten" durch die Hersteller sowie der Rückgabe an Containerparks, industrielle Containerparks, Einzelhändler und Sammelbetriebe. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Haushalte Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
353. Obligatorische Rücknahme von "kleinen Haushaltsgeräten" durch die Hersteller sowie der Rückgabe an Containerparks, industrielle Containerparks, Einzelhändler und Sammelbetriebe. (U.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Haushalte Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
354. Verbot der Zerlegung ohne Reinigung.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft.	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>c. Verwertung</b>			
355. Einführung von 13 Zerlegungszentren.	DGRNE	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2002
<b>d. Entsorgung</b>			
356. Verbot der Ablagerung von großen elektrischen und elektronischen Anlagen auf Mülldeponien.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
357. Verbot der Ablagerung von kleinen elektrischen und elektronischen Geräten auf Mülldeponien.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
<b>e. Finanzierung</b>			
358. Übertragung der Bewirtschaftungskosten auf den Sektor. (D.T.: 1 Jahr für "große Haushaltsgeräte", D.T.: 3 Jahre für "kleine Haushaltsgeräte").	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertrieber oder Einzelhändler	1999
<b>f. Export</b>			
359. Verbot der Ausfuhr von nicht gereinigten Geräten außerhalb der EWG in Übereinstimmung mit dem Verhaltenskodex.	DGRNE	Industrie	2000

## 13/ Autowracks

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
360. Ausarbeitung eines Verhaltenskodex für die Reinigungs- bzw. Zerlegungsanlagen, um ein Verzeichnis über die zu entkontaminierenden und zerlegenden Materialien zu erstellen.	DGRNE	DGRNE	Industrie
361. Einführung eines Umweltkennzeichens "recyclfähiges Auto" (Reduzierung des Gewichts und der Zahl gefährlicher Bestandteile,...)	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie DGRNE	2000
362. Koordinierung der auf verschiedenen Ebenen durchgeführten Aktionen zur Normung der benutzten Materialien und deren Kennzeichnung.	Wallonische Regierung Föderalregierung Europäische Gemeinschaft	Industrie	2000
363. Verbindliche Einführung eines Vorbeugungsprogramms.	Europäische Kommission	Hersteller	2005
364. Verbindliche Einführung einer gemeinsamen standardisierten Kodifizierung für die in den Kraftfahrzeugen benutzten Materialien zur Erleichterung der Identifizierung der verwertbaren Bestandteile und Materialien bei der Behandlung der Autowracks. (D.T.: 5 Jahre)	Europäische Gemeinschaften Föderalregierung Wallonische Regierung	Industrie	2000
<b>b. Sammlung</b>			
365. Verbindliche Rücknahme der Altautos durch den Sektor. (D.T.: 2 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertrieber oder Einzelhändler	1999
366. Obligatorische Schadstoffbefreiung der zurückgenommenen Altwagen: Entsorgung der Flüssigkeiten und verseuchten Einzelteile.	Wallonische Regierung	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
367. Einrichtung von 13 Reinigungs- und Zerlegungszentren.	DGRNE	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2001
368. Pflicht zur Zerlegung der recycelbaren und wiederverwertbaren Einzelteile.	Wallonische Regierung	Industrie	2001
369. Ausstattung der Betreiber von Reinigungs- und Zerlegungszentren mit Handbüchern zur Ermöglichung der Identifizierung der einzelnen Einzelteile und Materialien sowie der Lokalisierung der gefährlichen Elemente.	Industrieverbände	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2001
370. Ständige Anpassung der Rechtsvorschriften im Bereich der Betriebsgenehmigungen für die Demontage- und Zerlegungszentren.	Wallonische Regierung	Industrie	Laufend

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>c. Verwertung</i>			
371. Entwicklung der Verwertung von festen nicht recycelfähigen Stoffen als Brennstoff.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	1998
372. Verbindliche Durchführung einer selektiven Demontage zur Förderung des Recycling und der Wiederverwendung von Materialien aus zweiter Hand. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft Abfall- wirtschaft	1999
<i>d. Entsorgung</i>			
373. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem Restmüll in Abfalldeponien.(U.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
<i>e. Finanzierung</i>			
374. Einführung eines Finanzierungssystems für die Rücknahme und Bewirtschaftung durch den Privatsektor, das eine kostenlose Übergabe durch den Endverbraucher sichert. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler Abfallwirtschaft	1999

## 14/ Altmetalle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
375. Verbesserung des Entwurfs der Produkte auf Metallbasis zur Schadstoffbegrenzung und Erleichterung des Recycling, insbesondere durch Lastenhefte für saubere Technologien.	DGRNE DGTRE	Industrie	Laufend
376. Aufstellung von Kriterien und Bedingungen zur Gleichstellung bestimmter Altmetalle mit Produkten.	Wallonische Regierung	Industrie	1998
377. Förderung der Einrichtung von Ankauf- und Austauschzentren für Produkte zweiter Hand.	Wallonische Regierung Gemeinden	Unternehmen der Gemeinwirtschaft/ Industrie	Laufend
378. Verbindliche Einrichtung eines Radioaktivitätsmessers am Eingang der Anlagen für die Reinigung, Zerlegung und Bearbeitung von Nichteisenmetallen.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
<i>b. Sammlung</i>			
379. Verbindliche Sortierung und Aufbereitung des Abfalls, um ihn der jeweiligen Behandlungsmethode anzupassen.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Abfallwirtschaft Industrie Gemeinden	1999
380. Verbesserung der Metallrückgewinnung aus den Verbrennungsanlagen.	DGRNE Wallonische Regierung	Kommunalverbände Industrie	Laufend
381. Organisation der selektiven Sammlung nach Wirtschaftsbe- reich.	Industrie	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
<i>c. Verwertung</i>			
382. Identifizierung von Märkten für Abfall und recycelte Produkte.	DGRNE	Abfallwirtschaft Industrie DGRNE	Laufend
383. Einrichtung von 13 Anlagen für die Reinigung und Zerlegung.	DGRNE	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2002
384. Schaffung einer Verwertungsanlage für Zerkleinerungsrückstände.	DGRNE Industrie	Industrie Abfallwirtschaft	2000
<i>d. Entsorgung</i>			
385. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem Restmüll in Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Industrie	1999
<i>e. Import/Export</i>			
386. Überarbeitung der Listen von Abfällen, die dem Kontrollsystem kraft Verordnung EG/259/93 unterworfen sind, um unterschiedliche Auslegungen von Amtsseite zu vermeiden.	Europäische Kommission Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	1999
387. Verbot des Exports der Zerkleinerungsreste außerhalb der Europäischen Union.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	1998

## 15/ Altreifen

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
388. Aufstellung von Produktnormen zur leichteren Verwertung der Altreifen.	Föderalregierung Europäische Kommission	Industrie	2005
<b>b. Sammlung</b>			
389. Fertigstellung des Verzeichnisses über die bestehenden Vorräte und Gewährleistung der Begleitung des Verzeichnisses.	DGRNE	Abfallwirtschaft	1998
390. Verbindliche Rücknahme der Altreifen durch den Sektor	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999
391. Verbindliche Entsorgung der Altreifen vor Zerlegung der Altwagen.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
392. Einrichtung von wenigstens einer Sortieranlage für Altreifen.	DGRNE	Abfallwirtschaft Industrie	1999
<b>c. Verwertung</b>			
393. Die Hersteller und Vertriebsunternehmen verpflichten, die festgelegten Prozentsätze im Bereich der Verwertung und der Runderneuerung zu erreichen.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
394. Verbot der Ablagerung in Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Industrie	1999
<b>e. Finanzierung</b>			
395. Verlagerung der Verantwortung für die Bewirtschaftung von Altreifen auf den Privatsektor.	Wallonische Regierung	Industrie	1999

## 16/ Schlämme aus Wasserläufen und Einlaufschächten

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
396. Einführung einer Raumordnungspolitik und eines Verhaltenskodex für die Landwirtschaft zur Bekämpfung der Bodenerosion.	Wallonische Regierung	DGRNE DGATLP DGA	Laufend
397. Gewährleistung der guten Anwendung der Gesetze und Erlasse über den Schutz der Oberflächengewässer und insbesondere Stärkung der Kontrolle der Normen über die Freisetzung von Abwasser (Stadt, Industrie, Landwirtschaft). (stedelijk ekken met het oog op een vermindering van de vervuiling en het volume van de baggerspecie.*	Wallonische Regierung Internationale zuständige Behörden	Unternehmen der Gemeinwirtschaft	Laufend
398. Ausarbeitung von Normen über die Zusammensetzung der Schlämme, die Produkten gleichgestellt werden sowie über die Produktions- und Verwendungsbedingungen	Wallonische Regierung	MET/DGRNE Industrie	
399. Erstellung eines Verhaltenskodex für die Bekämpfung der Bodenerosion.	DGRNE/DGA/ DGATLP	Landwirte/Industrie Gemeinden/ Provinzen	1999
400. Stärkung der internationalen Absprachen zur Reduzierung der Verschmutzung und des Volumens an Ausbaggerungs- und Ausäuberungsschlämmen im Becken von Maas und Schelde gemeinsam mit diesen Behörden	Wallonische Regierung Internationale Kommissionen MET/DGRNE		
<b>b. Sammlung</b>			
401. Einrichtung von Zwischenlagern und Vorbehandlungsanlagen für ausgebagerte und ausgesäuberte Schlämme. (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung Kommunalverbände	MET	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
402. Für die Wasserwege: - Aufstellung eines Baggerplanes. - Aufstellung eines Leitfadens mit Umweltkriterien, die bei der Durchführung des Baggerplanes zu berücksichtigen sind. - Aufstellung einer Prioritätenliste der befahrbaren Kanäle, die ausgebaggert werden müssen, um die Flußschifffahrt wieder herzustellen. - Verzeichnis über die Kilometerzahl befahrbarer Wasserwege, die jedes Jahr ausgebaggert werden müssen (Zusammensetzung, zu entsorgende m <sup>3</sup> , Behandlung). - Bereitstellung von Haushaltsmitteln für die Analyse und notwendige Gegenmaßnahmen. - Erstellung einer Karte mit den Eigenschaften der Ablagerungen in den Schifffahrtswegen.	Wallonische Regierung	MET DGRNE	1999
403. Für nicht schiffbare Wasserwege: - Aufstellung einer Liste über die Säuberungsanlagen und die gleichgestellten Anlagen gemeinsam mit den Verantwortlichen der Provinz und der Gemeinschaft: - nicht befahrbare Wasserwege; - Entsorgung der von Böschungen abgerutschten Erde; - Landaufhöhungsarbeiten; - usw. - Aufstellung einer Prioritätenliste für die zu reinigenden nicht schiffbaren Wasserwege. - Erstellen eines Leitfadens mit Umweltkriterien, die bei der Durchführung des Baggerplanes berücksichtigt werden müssen. - Bereitstellung von Haushaltsmitteln für die Analyse und die erforderlichen Gegenmaßnahmen. - Harmonisierung der Maßnahmen zur Quantifizierung des Schlamm (m <sup>3</sup> , laufender Wasserlaufmeter), die auf der Ebene der Region, der Provinz und der Gemeinschaft angewendet werden.	Wallonische Regierung Provinzen Gemeinden DGRNE	DGRNE Provinzen Gemeinden	1999
404. Einsetzung eines Verwaltungsausschusses für ausgesäuberte und ausgebagerte Schlämme, in dem die öffentlichen und privaten Akteure vertreten sind und der folgende Aufgaben hat: - die Koordinierung bei der Aufstellung der Bagger- und Säuberungspläne; - Überwachung der Einhaltung der Bagger- und Säuberungspläne sowie der Umweltkriterien; - Gewährleistung einer maximalen Verwertung der ausgebagerten und ausgesäuberten Stoffe; - Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen über das Ablagern dieser Stoffe in Mülldeponien.	MET DGRNE DGATLP	MET DGRNE DGATLP Industrie Umweltschutz-verbände Provinzen Gemeinden	1999
<b>c. Verwertung</b>			
405. Förderung der Verwendung von ausgebagerten und ausgesäuberten Stoffen und der hieraus hergestellten Produkte durch Angabe in den Lastenheften des öffentlichen Sektors, ihre Kennzeichnung usw.	Wallonische Regierung	DGRNE DGTRE MET	1999
406. Überarbeitung der Klassifizierung von Schlämmen und Einführung einer zusätzlichen Kategorie für verschmutzte Schlämme, die nach dem Zwischenlager (Vorbehandlung) verwertbar sind (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	DGTRE MET	1999
407. Einrichtung von Behandlungsanlagen für verschmutzte Schlämme.	DGRNE	Abfallwirtschaft Kommunalverbände Industrie	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
408. Einrichtung der erforderlichen und ausreichenden Mülldeponien zur ausschließlichen Ablagerung von verschmutztem ausgebagerten und ausgesäuberten Schlamm der Kategorie B sowie von Schlamm aus Einlaufschächten mit einer vergleichbaren Zusammensetzung. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	DGRNE MET	1999

## 17/ Abfälle aus Kläranlagen für häusliche Abwässer sowie aus Trinkwasseraufbereitungsanlagen

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
409. Überarbeitung der sektoriellen Normen für industrielle Abwässer sowie der Betriebsbedingungen für die Sektoren, die nicht durch sektorielle Normen erfaßt werden, und Verstärkung der Kontrolle.	Wallonische Regierung	Industrie	1999



Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
410. Reduzierung der Verluste im Verteilernetz.	Verteilerunternehmen	Verteilerunter-nehmen	Laufend
411. Anwendung einer integrierten Gesamtpolitik im Bereich der Wasserableitung und -klärung.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände DGRNE	Laufend
412. Information und Sensibilisierung über das Verbot, gefährliche oder die Schlammqualität beeinträchtigende Flüssigabfälle in die Kanalisation fließen zu lassen.	DGRNE Gemeinden	Gemeinden Haushalte Industrie	1998
413. Erarbeitung von Normen für Produkte, die nach dem Verbrauch in die Kanalisation sowie in die Oberflächengewässer und das Grundwasser gelangen.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
414. Erarbeitung einer vollständigen Gesetzgebung über den Bodenschutz.	Wallonisches Parlament	DGRNE-DGA Industrie	1999
<b>b. Sammlung</b>			
415. Organisation der Rücknahme von Kohlefiltern mit Aktivkohle, die im Rahmen der Klärung verwendet werden.	Wallonische Regierung	Gemeinden Haushalte	1999
416. Erweiterung der Sammlung von Abwässern aus der Kanalisation und aus Sickergruben durch zugelassene Sammlungsbetriebe.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Industrie Haushalte	Laufend
417. Verbot des direkten Ausbringens von Sickergrubenschlämmen. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie Privatpersonen	2000
<b>c. Verwertung</b>			
418. Erarbeitung von Normen für die Produktion, Zusammensetzung und die Verwendung von Schlämmen aus Kläranlagen in der Land- und Forstwirtschaft.	Wallonische Regierung	Landwirte Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft	1999
419. Der Gebrauch von Klärschlamm und Sickergrubenschlamm wird Gegenstand eines Ausbringungsplanes und einer Nutzungsbescheinigung, die die DGRNE dem Abfallerzeuger ausstellt.	Wallonische Regierung	Landwirte DGA	1999
420. Optimierung der Qualität der Schlämme in bezug auf eine agronomische Nutzung durch Trocknen und Zufügung von Mineralstoffen und organischen Bestandteilen; ...	DGRNE DGTRE/DGA Industrie	Industrie Abfallwirtschaft Univer- sitäten	2000
421. Anregung zu anderen Verwertungsmethoden als den agronomischen Methoden sowie Einrichtung einer Behandlungsanlage für Schlämme für die Energieverwertung.	DGRNE DGTRE	Industrie Abfallwirtschaft Kommunalverbände	2002
422. Erhöhung der Behandlungskapazitäten für Schlämme aus Kläranlagen.	DGRNE	Kommunalverbände	2005
423. Leitung der Schlämme in Kläranlagen von weniger als 10.000 EGW zwecks regelmäßiger Schlammzufuhr in den Kläranlagen und zwecks Vermeidung von Belastungsschwankungen.	DGRNE	Kommunalverbände	2005
424. Verbot der Einfuhr von Schlämmen, die für die direkte Verwertung in der Landwirtschaft bestimmt sind.	DGRNE	Industrie	1998
425. Garantiertes Zugang der zugelassenen Betriebe zur Leerung der Sickergruben zu den Kläranlagen. Der Zugang muß kostenlos sein.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Abfallwirtschaft	2000
<b>d. Entsorgung</b>			
426. Verbot der Ablagerung von Schlämmen aus Sickergruben, Kläranlagen und Trinkwasseraufbereitungsanlagen auf Mülldeponien. (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Leerungs- unternehmen Wassererzeuger	1999

18/ Vergärbare organische Abfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
427. Aufstellung von Normen für die Produktion, die Zusammensetzung und den Gebrauch von organischen Stoffen.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Abfallwirtschaft Industrie Kommunalverbände	1999
428. Information der Benutzer über die Zusammensetzung und die Benutzungsmethoden der organischen Stoffe;	DGRNE-DGA	Industrie DGA	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
429. Aufstellung von Vorschriften für die gute Praxis im Bereich der Sortierung und der Kompostierung im Haushalt oder im Produktionsstandort.	DGRNE	Privatpersonen Industrie	1999
<i>b. Sammlung</i>			
430. Schrittweise Entwicklung der selektiven Sammlung des organischen Teils des Hausmülls.	DGRNE	Kommunalverbände Gemeinden	1998
431. Verpflichtung zur Abfallsortierung im Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe sowie im Vertrieb.	Wallonische Regierung	Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe Industrie	1999
432. Anreize für die Gemeinden geben, die organischen Abfälle von den Märkten getrennt zu sammeln.		Gemeinden Industrie	1998
433. Öffnung der Kompostieranlagen und der Containerparks für grünen Abfall aus öffentlichen Einrichtungen und der Gemeinden.	Wallonische Regierung	Gemeinden Behörden Kommunalverbände	1998
<i>c. Verwertung</i>			
434. Information des Benutzers über die Qualität und die agronomische Bedeutung dieser Stoffe.	DGRNE DGA	Industrie Kommunalverbände	1999
435. Förderung der Vermarktung des erzeugten Komposts, insbesondere bei den öffentlichen Diensten.		MET Gemeinden Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft	1999
436. Schaffung von 6 bis 8 Anlagen für die Kompostierung von gärbaren organischen Stoffen.	DGRNE Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft	1999
437. Einrichtung einer dauerhaften Struktur für den Aufbau der Infrastruktur, die Etikettierung und die Vermarktung von recycelten Stoffen.	Industrieverbände	DGRNE Industrie	1999
<i>d. Entsorgung</i>			
438. Verbot der Ablagerung von gärbaren organischen Abfällen in Mülldeponien. (D.T.: 6 Jahre)	Wallonische Regierung	Haushalte Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft Gemeinden	1999
<i>e. Finanzierung</i>			
439. Bezuschussung öffentlicher und privater Betreiber zur Schaffung von Verwertungsanlagen für vergärbaren organischen Hausmüll.	Wallonische Regierung	Industrie Kommunalverbände	1998
440. Bezuschussung der Gemeinden proportional zu den selektiv eingesammelten vergärbaren organischen Abfällen.	Wallonische Regierung	Gemeinden	1999

## 19/ Tierabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
441. Vorschrift von integralen Betriebsbedingungen für Metzgereien und Schlachthäuser (Definition der Normen für Lagerung, Emissionen und Abwässer).	Wallonische Regierung	Industrie	1999
442. Koordinierung zwischen den Kontrolldiensten.	G e s u n d h e i t s - ministerium DGRNE	Industrie	1998
<i>b. Sammlung</i>			
443. Den Schlachthäusern die Trennung von Abfällen mit hohem Risiko und geringem Risiko vorschreiben.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
444. Die verbindliche getrennte Sammlung von Abfällen mit hohem Risiko, mit geringem Risiko und mit speziellem Risiko.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
445. Verstärkung der Hygiene- und Sicherheitsvorkehrungen beim Transport.	K o m m u n i k a t i o n s - ministerium Gesundheits- ministerium	Industrie	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>c. Verwertung</i>			
446. Vergrößerung der Sicherheit der Behandlung der Abfälle mit hohem Risiko und mit spezifischem Risiko durch die Unterzeichnung von Protokollen zwischen den Regionen oder Nachbarstaaten, die über eine Behandlungsanlage verfügen und der Region einerseits und den wallonischen Energieverwertungsunternehmen und der Region andererseits (Zementfabriken, Kalkbrennereien, Kraftwerke, ...).	Wallonische Regierung	Industrie DGRNE	1999
<i>d. Entsorgung</i>			
447. Untersuchung der Machbarkeit einer Anlage für die Behandlung von Abfällen mit hohem Risiko und spezifischem Risiko in der Wallonischen Region.	DGRNE DGA	DGRNE DGA	1998
448. Intensivierung der Kontrolle und der Bekämpfung der Ablagerungen von Tierabfällen in der Kanalisation.	DGRNE	DGRNE	1998
<i>f. Finanzierung</i>			
449. Die öffentlichen Behörden bleiben für die Kosten der Sammlung und Bearbeitung der Abfälle zuständig, um eine sichere Bewirtschaftung zu gewährleisten.	Wallonische Regierung Föderalregierung	DGRNE	Laufend

20/ Pestizidabfälle und ihre Verpackungen

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
450. Aufstellen von Kriterien, um die Verpackungssorten zu harmonisieren.	EWG Föderalregierung	Industrie	2005
451. Verstärkung der Absprachen im phytosanitären Ausschuß und möglichst weite Verbreitung seiner Ergebnisse.	DGRNE-DGA	Phytosanitärer Ausschuß	1998
452. Entwicklung der biologischen und integrierten Bekämpfung.	DGRNE-DGA	Industrie	2005
453. Entwicklung eines umweltfreundlichen Verbrauchs in den Familien.	DGRNE	Haushalte Wallonisches Netzwerk für umweltfreundlichen Verbrauch	1998
<i>b. Sammlung und Sortierung</i>			
454. Entwicklung von Sammelstellen für die Landwirte bei den Verkäufern der Produkte, bei den Sprüherunternehmen oder bei einer von der Gemeinschaft zur Verfügung gestellten Sammelstelle gemeinsam mit der Sammlung von landwirtschaftlichen Kunststoffabfällen.	DGRNE	Gemeinden Industrie Abfallwirtschaft	1998
455. Verbindliche Angabe der Entsorgungsmöglichkeiten des Verpackungsabfalls auf den Verpackungen.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
456. Information der Landwirte über die Sammelstellen.	DGRNE DGA	Gemeinden Industrie	1998
<i>c. Verwertung</i>			
457. Verbindliche Einführung des Recycling von Metallverpackungen.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1999
<i>d. Entsorgung</i>			
458. Verbot der Verbrennung der Verpackungen von phytopharmazeutischen Produkten.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	2000
459. Verbot der Verbrennung in nicht spezialisierten und zugelassenen Anlagen und strenge Kontrolle des Verbots.	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft	1998
<i>e. Import/Export</i>			
460. Verbot des Exports von Abfällen aus Pestizidverpackungen außerhalb der EWG.	DGRNE	Industrie	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>f. Finanzierung</i>			
461. Verbindliche Rücknahme der Verpackungsabfälle durch den Sektor gemäß dem Kooperationsabkommen vom 30. Mai 1996 über die Vermeidung und Bearbeitung der Verpackungsabfälle unter Berücksichtigung der für diesen Verpackungstyp erforderlichen Besonderheiten bei der Behandlung.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft	Laufend

## 21/ Abgelaufene oder aus dem Verkehr gezogene Medikamente

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
462. Verbindung der Ziele des Schutzes der öffentlichen Gesundheit und der Umwelt..	Wallonische Regierung Föderalregierung	G e s u n d h e i t s - ministerium DGRNE	Laufend
<i>b. Sammlung</i>			
463. Regelmäßige Sammlung durch die Apotheken.	Wallonische Regierung Industrie	Industrie	Laufend
464. Durchführung von Informationskampagnen zur Förderung der selektiven Sammlung von abgelaufenen oder aus dem Verkehr gezogenen Medikamenten.	DGRNE Industrie	Apotheken Haushalte Gemeinden	1998
<i>c. Entsorgung</i>			
465. Verbot der Ablagerung von abgelaufenen Medikamenten in Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung		1999
<i>d. Import-Export</i>			
466. Verbot des Transports von abgelaufenen Medikamenten in Entwicklungsländer.	Wallonische Regierung Europäische Gemein- schaft	Abfallwirtschaft NGO Industrie	1999
<i>e. Finanzierung</i>			
467. Übertragung der Verantwortlichkeit für die Kosten der Bewirtschaftung von abgelaufenen oder aus dem Verkehr gezogenen Medikamenten an den Privatsektor.	Wallonische Regierung	Industrie	Laufend

## 22/ Abfall aus Krankenhäusern und der Gesundheitsversorgung

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
468. Begleitung, Untersuchung und Kontrolle der Abfallmengen, die durch die Krankenhäuser und besonders von den freien Berufen erzeugt werden.	DGRNE	DGRNE	1999
469. Erstellung eines Leitfadens für gute Sortierpraktiken.	DGRNE DGASS		1999
470. Präzisierung der Definitionen der Krankenhausabfälle besonders durch die Schaffung einer Klasse C.	Wallonische Regierung		1999
<i>b. Sammlung</i>			
471. Einführung eines Jahresberichts über die Abfallbewirtschaftung durch die Krankenhäuser sowie die Pflege- und Altersheime.	Wallonische Regierung		1999
472. Ernennung eines Verantwortlichen für die Bewirtschaftung des Abfalls in Krankenhäusern.	Wallonische Regierung		1999
473. Förderung der Einführung von Mitteln für die selektive Sammlung von A-Abfall.	Wallonische Regierung		
474. Einführung einer Farbe für jede Verpackungsorte der Abfallsorten.	Wallonische Regierung		1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
475. Definition der Merkmale der Verpackungen, die für den Abfall gebraucht werden.	Wallonische Regierung		1999
476. Bereitstellung eines Raumes für ein Zwischenlager von Abfall in allen Krankenhäusern.	Wallonische Regierung		1999
477. Die Gemeinden anregen, die Erzeuger von Abfällen aus der Gesundheitsversorgung über ihre Verpflichtungen im Bereich der Abfallbewirtschaftung zu informieren.	Wallonische Regierung		Laufend
<b>c. Entsorgung</b>			
478. Verbot der Ablagerung von Abfall der Klasse A in Mülldeponien.(D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung		1999
479. Anpassung der Infrastruktur und der Betriebsgenehmigung für Verbrennungsanlagen für Hausmüll, für die Abfälle der Klasse A und B1 sowie B2 nach einer spezifischen Behandlung, die diese Stoffe den B1 gleichstellt.	DGRNE	Kommunalverbände	2000
480. Suche nach Techniken zur Vorbehandlung der Abfälle der Klasse B2.	DGRNE	Krankenhäuser/ Industrie Kommunalverbände	2000
481. Förderung der Verhandlungen zwischen den Krankenhäusern und den Kommunalverbänden in bezug auf die Behandlung von Abfällen der Klasse B1 in den Verbrennungsanlagen für Hausmüll.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Abfallerzeuger	1999
<b>d. Finanzierung</b>			
482. Berücksichtigung der Kosten für die Bewirtschaftung in den Tarifregeln für einen Tag im Krankenhaus oder eine Pflegeleistung.	Föderalregierung	G e s u n d h e i t s - ministerium	2000

23/ Fotografische Abfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
	DGRNEDGTriteiten	Industrien	1999
483. Erstellung eines Verhaltenskodex für Fotolabors mit folgendem Ziel:			
- Information über die Toxizität oder die Gefahr bestimmter Produkte;			
- Information über die Gebrauchsvorschriften und die Sammlungsmöglichkeiten;			
- Organisation der getrennten Sammlung;			
- Förderung der Benutzung der Anlagen für die Rückgewinnung der Fixiermittel in den Unternehmen mit einem hohen Jahresverbrauch.			
<b>b. Sammlung</b>			
486. Ermutigung der Privatpersonen, ihre Röntgenfotos in Krankenhäusern, bei Radiologen, in Arztpraxen oder in medizinischen Labors abzugeben.	DGRNE	Gemeinden/Ärzte Medizinische Labors Krankenhäuser Privatpersonen	1998
487. Verbindliche Information der Inhaber von Röntgenfotos über die Möglichkeiten, diese in Krankenhäusern, bei Radiologen, in Arztpraxen oder medizinischen Labors abzugeben sowie der Inhaber von fotografischen Bädern über das Verbot, diese in den Abfluß zu gießen.	Wallonische Regierung	Ärzte Radiologen Krankenhäuser Privatpersonen Industrie	1998
488. Verbindliche Rückgabe des Fotografieabfalls durch die Unternehmen in den Sammlungsnetzen der Containerparks.	Wallonische Regierung		1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
489. Verbindliche Rücknahme des Fotografieabfalls durch den Sektor. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler Privatpersonen	1999
490. Organisierung der Sammlung der Röntgenplatten aus den Arztpraxen.	Abfallwirtschaft	Sammler/ Gemeinden Krankenhäuser/ Ärzte	2000
<i>c. Verwertung</i>			
491. Einführung einer Koordinierungsstruktur in bezug auf die Verwertung der fotografischen Bäder.	DGRNE Industrie	Abfallwirtschaft ISSEP Industrie- und Krankenhaus-verbände	1998
<i>d. Entsorgung</i>			
492. Verbot der Einleitung der Fotobäder in die Kanalisation.	Wallonische Regierung	Industrie Haushalte Laufend	
<i>e. Finanzierung</i>			
493. Übertragung der Bewirtschaftung des Fotografieabfalls an den Sektor. (D.T.: 2 Jahre)	Wallonische Regierung	Hersteller oder Importeure oder Vertreiber oder Einzelhändler	1999

## 24/ Altpapier und Pappe

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
494. Entwicklung des umweltschonenden Verbrauchs in den Büros mit folgenden Zielen: - Wiederverwertung von Papier; - Senkung der Zahl der Fotokopien; - Förderung der Korrespondenz mit E-Mail; - systematischer Gebrauch von recyceltem Papier.	DGRNE	Industrie Banken Verwaltungen Wallonisches Netz für umweltschonenden Verbrauch	Laufend
495. Freiwillige Vereinbarungen mit den Herausgebern von Tages- und Wochenzeitungen sowie Anzeigenblättern, um die Vermeidung und die Kommunikation im Bereich der Verlage sowie die selektive Sammlung zu fördern.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrieverbände	1998
496. Freiwillige Vereinbarung mit den Verlagen, um die willkürliche Verteilung von Anzeigenblättern zu verringern.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	1998
<i>b. Sammlung und Sortierung</i>			
497. Verbindliche Trennung von Papier und Pappe in Containerparks.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	1999
498. Verpflichtung zur selektiven Sammlung von Papier und Pappe in den Regional- und Gemeindeverwaltungen.	Wallonische Regierung	MRW MET Gemeinden	2000
499. Einsammlung des Papiers vor der Haustür wenigstens einmal pro Jahr.	Wallonische Regierung	Gemeinden Unternehmen der Gemeinwirtschaft Abfallwirtschaft	1998
<i>c. Recycling</i>			
500. Förderung der Schaffung eines Recyclingzentrums in der Wallonischen Region durch eine Investition, um dabei insbesondere folgendes zu gewährleisten: - daß die selektiven Sammlungen in Wallonien in erster Linie auf dieses Recyclingzentrum ausgerichtet sind; - die Qualität des gesammelten Papiers und der Pappe.	Wallonische Regierung	Gemeinden Wallonische Regierung Industrie SRIW (SPAQUE)	2001
<i>d. Verwertung</i>			
501. Verbot der Energieverwertung von selektiv gesammeltem Papier/Pappe, das technisch und wirtschaftlich recycelbar ist (kompostierbar). (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie Gemeinden	1999
<i>e. Entsorgung</i>			
502. Verbot der Ablagerung von Papier/Pappe in Mülldeponien. (D.T.: 6 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie/ Gemeinden Kommunalverbände	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>f. Finanzierung</i>			
503. Die Verantwortung für die Finanzierung des selektiven Sammlung und des Recycling von Telefonbüchern und Postwurfsendungen wird dem Sektor übertragen. Die Finanzierung wird dem Haushalt der Region in Übereinstimmung mit Regel 11 zugeteilt.	Wallonische Regierung	Industrie	1999
504. Subventionierung des Teils der selektiven Sammlung von Papier an der Haustür, der nicht durch die Bewirtschaftung des Verpackungsabfalls finanziert wird.	Wallonische Regierung	Gemeinden Abfallwirtschaft Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1998

## 25/ Glasabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
505. Entwicklung und Förderung von Mehrwegglas in den Familien durch einen umweltschonenden Verbrauch.	DGRNE	Haushalte Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch	1998
506. Entwicklung des Mehrwegglases im Hotel-, Restaurant- und Gaststättengewerbe und in den Verwaltungen.	Wallonische Regierung Föderalregierung/ Europäische Kommission	Hotels Restaurants Gaststätten MET MRW	1999
507. Finanzielle Unterstützung der Produktionsbetriebe, die Mehrweggetränkeverpackungen auf den Markt bringen.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
508. Verpflichtung der Vertriebsunternehmen durch die Betriebsgenehmigung, ein Zentrum für die Rücknahme von Abfall einzurichten.	Zuständige Behörden	Gemeinden Industrie Kommunalverbände	2000
<i>b. Sammlung</i>			
509. Erweiterung des Netzes der Altglasbehälter nach folgenden Prinzipien: - verbindliche Reinigung der Behälter zweimal pro Jahr; - Sortieren nach zwei Farben; - wenigstens eine Sammelstelle pro Einheit und 1 Sammelstelle pro 600 Einwohner pro Gemeinde.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	1999 2000 2000
510. Verbindliche Leitung des Glasabfalls zu Recyclingzentren mit der Verpflichtung der Zerlegung und der Reinigung.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	2000
511. Festlegung der Kennzeichnung der Verpackungen, um anzugeben, ob die Verpackung recycelbar/wiederverwendbar ist.	Wallonische Regierung Föderalregierung Europäische Kommission	Industrie I n t e r r e g i o n a l e r Verpackungs-ausschuß	2000
<i>c. Verwertung</i>			
512. Suche nach anderen Methoden der Verwertung als die Herstellung von Hohlglasprodukten.	DGRNE DGTRE Industrie	Industrie Abfallwirtschaft ISSEP	2002
<i>d. Entsorgung</i>			
513. Verringerung der Ablagerung von Glasfaserabfällen in Mülldeponien.	Wallonische Regierung	Industrie	2000

## 26/ Kunststoffabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
514. Entwicklung von Produkten in einem einzigen Kunststoff (Monokonzeption).	DGRNE DGTRE	Industrie	2001
515. Entwicklung eines umweltschonenden Verbrauchs von Produkten aus wiederverwendbaren und recycelbaren Stoffen.	DGRNE	Haushalte Industrie Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch interregionaler Verpackungs-ausschuß	2000

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
516. Förderung des Pfands für Getränkeverpackungen aus Kunststoff.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
517. Förderung der Wiederverwertung von Altwagen und elektrischen bzw. elektronischen Anlagen durch Zerlegungsanlagen.	DGRNE	Industrie Abfallwirtschaft	2001
<b>b. Sammlung</b>			
518. Förderung von Gemeindeflächen für Zwischenlager für Kunststoffabfälle aus der Landwirtschaft.	DGRNE Gemeinden	Gemeinden Industrie Berufsverbände Landwirtschaft	2000
519. Vorschreibung des Sortierens auf Baustellen.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
520. Überwachung der Rücknahme der Verpackungen.	Wallonische Regierung	DGRNE/ Interregionaler Verpackungs-ausschuß	1998
<b>c. Recycling/Verwertung</b>			
521. Förderung der Erforschung von Recyclingtechniken, insbesondere durch die Schaffung eines Studienverbandes.	DGRNE	Industrie	2002
522. Förderung der Forschung, der Entwicklung und des Gebrauchs von biologisch abbaubaren Kunststoffen.	Wallonische Regierung Europäische Kommission	DGRNE Industrie	2000
523. Ausschreibung von Projekten für das Abfallrecycling.	DGRNE	Industrie Industrieverbände	1999
<b>d. Entsorgung</b>			
524. Verbot des Ablagerns von nicht deponiefähigem Kunststoffabfall auf Müllhalden. (D.T.: 3 Jahre)	Wallonische Regierung	Industrie Abfallwirtschaft Kommunalverbände	1999
525. Verbot der Verbrennung von Abfall außerhalb der spezialisierten zugelassenen Anlagen.	Wallonische Regierung Gemeinden	Privatpersonen Industrie	1998
<b>e. Finanzierung</b>			
526. Einführung der Rücknahmepflicht für Kunststoffabfälle aus der Landwirtschaft. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Hersteller Importeure Vertreiber Einzelhändler	1999
527. Prüfung der Bedingungen für Beteiligungen der Region in bezug auf die Entwicklung einer leistungsstarken Recyclingindustrie.	Wallonische Regierung	DGRNE Abfallwirtschaft	2000

## 27/ Textilabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
528. Förderung der Produkte mit Umweltzeichen (MST, MUT, ÖKO-TEX, ECO-TEX, EURO-LABEL und europäischem ECO-LABEL) im Rahmen des Netzwerkes für umweltschonenden Verbrauch.	DGRNE	DGRNE	Laufend
529. Einführung von Stellen für den Verkauf und den Austausch von Kleidung aus zweiter Hand.	DGRNE	Gemeinden/NGO Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2000
530. Information der Bevölkerung über die bestehenden Stellen für den Verkauf von Kleidung zweiter Hand.	DGRNE	Gemeinden/NGO Unternehmen der Gemeinwirtschaft	Laufend
531. Aufstellen eines Verhaltenskodex über das Sortieren an der Quelle und die Förderung der Verwendung von recycelbaren Fasern.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände Industrie	1999
<b>b. Sammlung</b>			
532. Optimierung der selektiven Sammlung durch gemeinschaftliche Sensibilisierungsaktionen, die die Region finanziell unterstützt.	DGRNE	Privatpersonen Gemeinde Kommunalverbände	1998
533. Verbot des Wegwerfens von Textilabfall in Mülleimern.	Gemeinden	Haushalte	1999



Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>c. Verwertung</i>			
534. Förderung aller Arten von Verwertung: - Wärme- und Lärmsolierplatten; - Putztücher - Baustoffe; - Puppenfüllung (geringe Mengen); - isolierendes Dichtungsmaterial; - Matratzenfüllung (geringe Mengen); - Verwertung in der Landwirtschaft.	DGRNE DGTRE	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	Laufend
535. Fortsetzung und Förderung der in der Region angemeldeten Aktivitäten der Gemeinwirtschaft durch den Abschluß von Verträgen zwischen diesen Unternehmen und den kommunalen Behörden.	Wallonische Regierung	Gemeinden Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1999
<i>d. Entsorgung</i>			
536. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem Textilabfall in Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische	Industrie	1999

## 28/ Verpackungsabfälle

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<i>a. Vermeidung</i>			
537. Einführung eines Informations- und Forschungszentrums im Bereich der Vermeidung.	Wallonische Regierung Verbände Interregionaler Verpackungs- ausschuß	I n t e r r e g i o n a l e r Verpackungs-ausschuß	1999
538. Aufstellung von Produktnormen, die auf eine qualitative und mengenmäßige Vermeidung ausgerichtet sind.	Föderalregierung Interregionaler Verpackungs- ausschuß	Industrien	1999
539. Berücksichtigung der Anstrengungen der Unternehmen im Bereich der Wiederverwendung im Kooperationsabkommen.	Wallonisches Parlament	I n t e r r e g i o n a l e r Verpackungs-ausschuß	2000
540. Einführung von Logos, um dem Verbraucher unmißverständliche Informationen über die Verwertungsverfahren und -kosten zu vermitteln.	Föderalregierung Interregionaler Verpackungs- ausschuß Europäische Kommission	Industrie	2000
541. Förderung der Einführung einer Standardisierung und Harmonisierung der Verpackungsarten.	Wallonische Regierung Föderalregierung Europäische Kommission	Industrie	2003
542. Einführung eines einheitlichen Vermeidungsplans und einer einheitlichen Prüfung durch eine Zusammenarbeit zwischen den regionalen und föderalen Behörden.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie I n t e r r e g i o n a l e r Verpackungs-ausschuß G e s u n d h e i t s - ministerium	2000
543. Überwachung der Konkretisierung der Pläne zur Vermeidung von Verpackungsabfällen.	Interregionaler Verpackungs- ausschuß G e s u n d h e i t s - ministerium	Industrie	1999
544. Förderung des Kaufs loser Produkte nach strengen hygienischen Kriterien und in bestimmten genau festgelegten Bereichen.	DGRNE	DGRNE	2001
545. Förderung der Vorteile wiederverwendbarer Verpackungen und Sicherstellung, daß der Verbraucher eine wiederverwendbare oder recycelbare Verpackung wählen kann.	DGRNE Wallonische Regierung	Wallonisches Netzwerk für umweltschonenden Verbrauch Industrie	Laufend
546. Einführung der Nutzung wiederverwendbarer Getränkeverpackungen in den öffentlichen Behörden.	Wallonische Regierung	MET MRW	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>b. Sammlung</b>			
547. Entwicklung von Sammlungsmethoden für die Verpackungsabfälle in Übereinstimmung mit den Zielen, die im interregionalen Abkommen in bezug auf Recycling und Verwertung festgelegt werden sowie mit den Bestimmungen für die einzelnen Abfallsorten.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände Gemeinden Industrie	2001
548. Einführung von Zwischenlagern für industriellen Verpackungsabfall durch die KMU und den Handel, so daß sie durch die zugelassene Stelle zurückgenommen werden können.	DGRNE	Abfallwirtschaft Zugelassene Stellen	1998
<b>c. Verwertung</b>			
549. Förderung von Produkten, die auf der Grundlage von recycelten Stoffen hergestellt werden.	DGRNE	Industrie NGO	1998
550. Änderung der Lastenhefte für öffentliche Bauaufträge, um Produkte aus recycelten Stoffen aufzunehmen.	DGRNE	DGRNE MRW MET	2000
551. Ausschreibung von Projekten für die Schaffung von Recyclingmethoden.	DGRNE	Industrie	1998
<b>d. Entsorgung</b>			
552. Verbot der Ablagerung von nicht deponiefähigem Verpackungsabfall auf Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Industrie	1999
553. Verbot der Ablagerung von metallischen Verpackungsabfällen auf Mülldeponien. (D.T.: 1 Jahr)	Wallonische Regierung	Industrie	1999

## 29/ Abfälle aus dem Kraftverkehr und der Binnenschifffahrt

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Vermeidung</b>			
554. Entwurf eines Verhaltenskodex für die Schiffer und Befrachter: - der die Grundsätze des Vertrages übernimmt; - der die richtige Praxis angibt, die beim Laden und Löschen beachtet werden muß, um das Abfallaufkommen zu minimieren.	DGRNE/MET DGTRE	Binnenschiffer Industrieverbände	1999
555. Förderung des Gebrauchs von biologisch abbaubaren Ölen in der Flußschifffahrt.	DGRNE	Binnenschiffer Industrie	2003
556. Aufnahme der in der Konvention aufgeführten Bedingungen für das Laden und Löschen in die Betriebsgenehmigung für die Unternehmen, die die Ladungen übernehmen und der Schiffswerften.	Zuständige Behörden	Industrie	2002
557. Einführung eines Kontrollheftes für Altöl und Gewährleistung der Anwendung.	Zuständige Behörden	Binnenschiffer	2000
558. Festlegung der Organisation der zugelassenen Stellen für die Aufnahme des Altöls.	Wallonische Regierung Föderalregierung	Abfallwirtschaft	2000
559. Festlegung des Nachweises, der bei der Übergabe von Altöl vorgelegt werden muß.	Wallonische Regierung	Industrie	2000
560. Gewährleistung der Koordinierung zwischen den Behörden, die für Kontrolle und die Bekämpfung von illegalen Ablagerungen zuständig sind.	Wallonische Regierung	MET DGRNE Juristische Behörden	2000

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<b>b. Sammlung</b>			
561. Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der föderalen Ebene und den regionalen Behörden über die vollständige Durchführung der Projekte des Zentralen der Rheinschiffahrtskommission sowie über die Aufteilung der Finanzmittel für die Sammlung und Behandlung von Öl- und Fettabfällen, die durch die Beiträge der Schiffer bereitgestellt werden.	Wallonische Regierung Föderalregierung	MET DGRNE Föderale Ministerien	2000
562. Festlegung der Funktionsweise der nationalen Institution, die für die Organisation des einheitlichen Finanzierungssystems für Öl- und Fettabfälle verantwortlich ist: - Festlegung der Bedingungen für den "Verkauf" der Marken; - Festlegung der Bedingungen für die Kontrolle der Bezahlung; - Information der Binnenschiffer über die Aufgabe der gewählten nationalen Stelle.	Wallonische Regierung	Föderale Ministerien Föderalregierung DGRNE MET	2000
563. Einrichtung von Plätzen für die getrennte Sammlung von Hausmüll und gefährlichem Abfall in den Häfen, den Förderanlagen und Schleusen (wenn das noch nicht der Fall ist).	DGRNE MET	MET Abfallwirtschaft	2002
564. Einrichtung von angemessenen Ausrüstungen und Anlagen in den Häfen für die Aufnahme der Abfälle, die mit der Ladung zusammenhängen.	DGRNE MET	Autonome Häfen Abfallwirtschaft	2002
565. Einführung von speziellen Plätzen, die mit Containern für das Sortieren von PMK-Wertstoffen, Glas und gefährlichem Abfall ausgestattet sind: a) auf der Ebene der öffentlichen Gebäude, b) auf der Ebene der Straßen und Autobahnen.	MET MET	Gemeinden MET	2000 2002
<b>c. Entsorgung</b>			
566. Verbot der Ablagerung von Abfällen aus dem Bereich des Kraftverkehrs und der Binnenschifffahrt von 1999 an.	Wallonische Regierung	Industrie	1999

## 5/ Sanierung von Altlasten

## A. ZIELE

265. Verminderung und Eindämmung der Risiken für die Verunreinigung des Bodens.

266. Sanierung der Standorte bis 2010 gemäß einem mehrjährigen Programm.

## B. ORGANISATION

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
567. Errichtung einer "Beobachtungsstelle für Bodenqualität", um über bestimmte Zeiträume die Qualität der Böden zu untersuchen und die langfristige Entwicklung dieser Qualität sichtbar zu machen.	Wallonische Regierung	DGRNE DGATLOP SPAQUE ISSEP	1999
568. Systematisierung der Bodenanalysen anhand eines einzigen regionalen Protokolls und Vereinheitlichung der Datenerhebung.	DGRNE DGATLP	ISSEP/SPAQUE Laboratorien	1999
569. Verbreitung von Informationen über umweltverträgliche Bodenpraktiken.	DGRNE DGATLP	Gemeinden Kommunalverbände DGRNE	Laufend
570. Einführung besonderer Gesetze für die Erhaltung der Bodenqualität.	Wallonisches Parlament	DGRNE DGATLP	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<p>571. Die Veröffentlichung von: Hierzu bedarf es folgender gesetzlicher Maßnahmen: Präventiv: - allgemeine Pflicht zur Vorsicht auf der Grundlage eines objektiven gesetzlichen Kriteriums entweder durch die Einhaltung verbindlicher Normen und ein wissenschaftliches Gefahrenkriterium oder in Ermangelung von Normen in bezug auf eine erhebliche physikalische, chemische oder biologische Verschlechterung; - eine Bestandsaufnahme über die Ein- und Ausgänge vor und nach Ablauf des industriellen Betriebs, wobei die Betreiber eine Analyse ihres Standortes zulassen müssen; - verbindliche Überwachung während der gesamten Betriebsdauer durch eine Bodenmessung alle fünf Jahre und eine Auswertung der Ergebnisse nach Richtnormen; - schrittweise Erstellung eines Verzeichnisses über die verseuchten Standorte und die industriell genutzten Böden sowie einer Karte über die Bodenqualität von Landwirtschafts- und Forstgebieten; Sanierung: - ein gemeinsamer Grundstock von Sanierungsgrundsätzen und Befreiung von Haftung für die Verschmutzung der Vergangenheit im Einklang mit den Gesetzen, Erlassen und Verordnungen der Verwaltungspolizei, die sich auf diese Problematik beziehen (bürgerliches Recht, Städtebaurecht, Umweltrecht); - Ausweitung, Harmonisierung und Verstärkung der Sicherheitsmaßnahmen (vorläufige Maßnahmen, Öffentlichkeitsarbeit, Maßnahmen bei Nichtverfügbarkeit oder Unübertragbarkeit eines Gutes), die je nach Lage angepaßt werden müssen; - Festlegung von Instandsetzungsmaßnahmen. In folgender Reihenfolge: Sanierung, bauliche Maßnahmen, Instandsetzung durch Äquivalent, Durchführung einer Kennzeichnungsstudie; - allgemeine Verpflichtung zur Sanierung von Anlagen, die genehmigt oder angemeldet werden müssen, nicht nur bei Ende der Anlagennutzung sondern zu jedem Zeitpunkt, sobald dies erforderlich ist; - Vorlage des Sanierungsplanes zur Stellungnahme der verschiedenen zuständigen Verwaltungsdienststellen. Für die Ausführung des Planes sind Umwelt- und Städtebaugenehmigungen erforderlich. - Die Einrichtung einer Zusatzfinanzierung zu den Haushaltsmitteln der Region (Gebühren auf außer Betrieb genommene Abfallbehandlungsanlagen und Industrieanlagen) muß erwogen werden, um die Verschmutzung der Vergangenheit und die stillgelegten Standorte zu erfassen und zu finanzieren. Dieses Finanzierungssystem könnte Anreize für den Erwerb von sanierungsbedürftigen Standorten bzw. Gebühren von seiten der Inhaber von Umwelt- oder Städtebaugenehmigungen erfassen.</p>	Wallonisches Parlament	Industrie Kommunalverbände	1998
<p>575. Stärkere Sensibilisierung der Gemeinden und Eigentümer für die gesetzliche Verpflichtung zur Sanierung verunreinigter Standorte. Diese Maßnahme kann auf die Gemeinden ausgerichtet werden, zum Beispiel durch Verteilung von erläuternden Broschüren über die Risiken an den verseuchten Standorten und über mögliche Abhilfen. Eine sinnvolle Ergänzung sind verstärkte Mahnungen und direkte Kontakte zu den Abgabepflichtigen.</p>	DGRNE	Gemeinden Industrie Privatpersonen	1998
<p>576. Errichtung eines Entschädigungsfonds für die Opfer von Abfallverunreinigungen.</p>	Wallonische Regierung	Privatpersonen	1998
<p>577. Genauere Festlegung der Haftung von Umweltverschmutzern und der Versicherungsklassen in Abstimmung mit dem Berufsverband der Versicherungsunternehmen.</p>	DGRNE	Industrie Versicherungsgesellschaften	1999

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
<p>578. Errichtung einer Koordinierungsgruppe zwischen DGNRE, DGATLP, SPAQUE und den Kommunalverbänden. Um während des Verfahrens Vorschläge an die Regierung ausarbeiten zu können, müssen die Verwaltungen (nach einer unter ihnen zu vereinbarenden Aufgabenteilung) gemeinsam:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- den Rechtsstatus des Standortes festlegen und gegebenenfalls Verhandlungspartner suchen, die die Stelle des Eigentümers einnehmen können und mit dem sie den Standort auf die Wiederbenutzung vorbereiten und die Bedingungen dafür festlegen können;</li> <li>- die Haushaltsmittel, die für die Arbeiten an den einzelnen Standorten bereitgestellt werden müssen, festlegen;</li> <li>- die notwendigen Kontakte mit externen Beratern knüpfen, um die technischen Möglichkeiten einer umweltfreundlichen und städtebaulich annehmbaren Wiederbenutzung zu untersuchen;</li> <li>- für die verseuchten Standorte je nach Merkmalen (Grundwasser, Nähe zu Wohnungen, biologische Aspekte..) und der zukünftigen Bestimmung (Landwirtschaft, Wohngebiet, Gewerbegebiet, ...) die Ziele in bezug auf die Sanierung und die Wiederbenutzung festlegen, wobei Nutzungsbeschränkungen nicht auszuschließen sind;</li> <li>- die Vorschläge für Sanierungs- und Wiederbenutzungsmaßnahmen durch ein mittel- und langfristiges Überwachungsprogramm für die einzelnen Standorte ergänzen;</li> <li>- eine genaue Kontrolle der durchgeführten Arbeiten gewährleisten und das Überwachungsprogramm verwalten.</li> </ul> <p>Darüber hinaus vertritt die Koordinierungsgruppe die Region in internationalen Gremien. Im März 1993 wurde unter der Schirmherrschaft der Europäischen Umweltagentur eine internationale Arbeitsgruppe für verseuchte Standorte gegründet. Darüber hinaus führte die GD XII der Europäischen Kommission 1994 eine konzertierte Aktion durch. Diese Aktion mit dem Namen CARACAS ("Concerted Action on Risk Assessment for Contaminated Sites") hat das Ziel, die Daten der verschiedenen EU-Mitgliedstaaten im Bereich verseuchter Böden zu integrieren, vorrangige Forschungsprogramme vorzuschlagen und Empfehlungen sowie Richtwerte für die Dekontamination dieser Standorte auszuarbeiten. Es ist erforderlich, die Entwicklung der Normen und Rechtsvorschriften im Ausland genau zu verfolgen.</p>	Wallonische Regierung	Ministerium der Wallonischen Region Industrie Kommunalverbände Privatpersonen	1998

## 6/ Mittel

## A. ZIELE

## 1. Sensibilisierung, Information, Erziehung und Ausbildung

267. Förderung einer Änderung von Denkmustern und Verhaltensweisen des Bürgers in bezug auf seine Umwelt, um langfristig ein echtes Umweltbewußtsein in der Wallonie zu erreichen. Ob in Beruf, Familie oder Gesellschaft, jeder Bürger muß sich für seine Umwelt und sein Handeln verantwortlich fühlen.

Auf lange Sicht hängen die Änderung und Erneuerung von der Akzeptanz und Unterstützung der umweltbewußten, aufgeklärten Öffentlichkeit und ihrer Bereitschaft für die Mitwirkung an geeigneten Maßnahmen ab.

268. Entwicklung des Umweltbewußtseins der Bürger durch Sensibilisierung, Aufklärung und Kommunikation, um die Jugend für einen verantwortungsvollen Umgang mit ihrer Umwelt zu schulen und den Erziehern wirksame und angemessene Mittel bereitzustellen.

## 2/ Rechts-, Wirtschafts- und Finanzinstrumente

269. Verstärkung der Wirksamkeit und Einheitlichkeit rechtlicher, wirtschaftlicher und finanzieller Mittel im Rahmen der Grundsätze und Ziele, die im vorliegenden Plan festgelegt sind. Die wirtschaftlichen und finanziellen Mittel haben als wichtigstes Ziel die Vermeidung und dann die Verwertung von Abfällen. Gebühren sind vor allem deshalb interessant, weil sie die Recyclingverfahren zu einem wirtschaftlich attraktiven, stabilen und beständigen Instrument machen und insbesondere die tatsächlichen Kosten für die Abfallentsorgung einführen. In der Zukunft müssen die Techniken und Produkte, die der Umwelt schaden, steuerlich benachteiligt werden.

270. Stufenweise Integration der Umweltkosten in die Volkswirtschaft, die Preise für Produkte und die Dienstleistungen.

271. Optimierung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses der wirtschaftlichen und finanziellen Mittel.

272. Konzentration der Beihilfen nach strategischen Gesichtspunkten auf die entscheidenden Schritte bei der Verminderung von Abfällen sowie auf das Recycling der Grundstoffe.

273. Entwicklung der wallonischen Industriesektoren und -techniken auf dem Gebiet der sauberen Technologien und der Abfallwirtschaft.

3/ Menschliche Ressourcen

274. Gewährleistung der kontinuierlichen und koordinierten Mitwirkung aller Beteiligten am wallonischen Abfallplan "Horizont 2010" sowie der Wahrnehmung der Aufgaben durch jeden einzelnen.

275. Regulierung und Überwachung der Bedingungen, unter denen eine qualitativ hochwertige Umwelt, auf die jeder Bürger Anspruch hat, mit den umweltschädigenden Auswirkungen unseres Erzeuger- und Verbraucherverhaltens zu vereinbaren sind. Wachstames Handeln ist wirkungsvoller und weniger aufwendig als nachträgliche Wiedergutmachung.

276. Die Umweltschutzanforderungen sind in die Festlegung und Durchführung aller Politikbereiche der öffentlichen Behörden und der industriellen Strategien einzubeziehen.

Die öffentlichen Verwaltungsstrukturen werden so ausgerichtet, daß ein integrierter Ansatz in der Bekämpfung von Schadstoffquellen und eine verantwortungsbewußte Abfallbewirtschaftung in den anderen Politikbereichen sichergestellt werden. Eigens einzurichtende Strukturen mit Beteiligung privater und öffentlicher Akteure setzen den im Plan vorgesehenen Grundsatz der Teilung von Verantwortlichkeiten und Partnerschaft in die Tat um. Insbesondere sind die Initiativen zu fördern, die die Beschäftigung vor allem in den Unternehmen der Gemeinwirtschaft unterstützen.

277. Die soziale und erzieherische Aufgabe der Verwaltung wird vor allem durch die Teilnahme an spezifischen Kommunikationsmaßnahmen verstärkt.

278. Stärkung der Rolle der Gemeinden und Berufsverbände als bevorzugte Anlaufstellen der Regionalpolitik für Bürger und Unternehmen. Fortsetzung des Dialoges und der Partnerschaft mit den Umweltschutz- und Verbraucherverbänden.

279. Bereitstellung des Personals für Unternehmen, Berufsverbände, untergeordnete Behörden und Umweltschutzverbände.

## B. ORGANISATION

### 1. Sensibilisierung, Information, Bildung und Ausbildung

Ausbildung	Träger	Betreiber	Frist
<b>a. Sensibilisierung</b>			
579. Fortsetzung von Aktionen wie: - jährliche Veranstaltung einer grünen Woche, um die Bürger für Abfallvermeidung, selektive Sammlung und Verwertung zu sensibilisieren; - Förderung der Teilnahme der Öffentlichkeit am Entscheidungsprozeß (öffentliche Umfragen, Referendum usw.), wobei die Verständigung in diesem Prozeß obenangestellt und der Bürger über die Herausforderungen der Entscheidung richtig informiert wird; - Unterstützung von Sensibilisierungskampagnen von Verbänden und Bewegungen; - kostenlose Verteilung von Broschüren und Unterlagen für die Sensibilisierung.	DGRNE Gemeinden Wallonische Regierung DGRNE DGRNE	Gemeinden NGO/Schulen Jugendbewegungen Gemeinden (Umweltberatungsdienst) DGRNE NGO Jugendbewegungen DGRNE NGO Schulen/Gemeinden/ Provinzen	Laufend Laufend Laufend Laufend
580. Förderung der selektiven Sortierung, insbesondere bei Einführung einer selektiven Sammlung im Versorgungsgebiet der Kommune.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände Zugelassene Einrichtungen für die Rücknahme	Laufend
581. Förderung des Einsatzes von Produkten aus der Verwertung von Hausmüll (Recyclingprodukte, Produkte aus zweiter Hand, Wiederverwendung von Behältnissen und Verpackungen usw.).	Wallonische Regierung	DGRNE Gemeinden Kommunalverbände Schulen	Laufend
582. Sensibilisierung der Unternehmen für die Berücksichtigung der Umweltdimension in ihrem Management: - durch die Bereitstellung finanzieller Anreize für technologische Innovation, die Anwendung der europäischen Verordnung über Umweltmanagement und die Zertifizierung ISO 14000; - durch Bereitstellung von Umweltberatern in KMU; - durch die Entwicklung eines Umweltkodex für die Werbung.	Wallonische Regierung Wallonische Regierung Föderalregierung	Industrie Industrie Industrie	Laufend Laufend 2000
583. Aufnahme von Gemeinschaftsaktionen im Bereich der Vermeidung und der selektiven Sammlung in die Gemeindepläne.	Wallonische Regierung	DGRNE Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region	1999

Ausbildung	Träger	Betreiber	Frist
584. Sicherung einer kontinuierlichen Sensibilisierung für den Umweltschutz in den Medien, insbesondere durch Fernsehprogramme über den Umweltschutz zur Gewährleistung einer kontinuierlichen Sensibilisierung.	Wallonische Regierung/ Regierung der Französischen Gemeinschaft	Privatpersonen Medien	1999
585. Bereitstellung eines Leitfadens für gute Praktiken im Bereich der Vermeidung und der Abfallbewirtschaftung, die im Einklang steht mit der regionalen Politik.	DGRNE	Gemeinden Kommunalverbände Privatpersonen	1999
586. Information der Bürger über die Gesundheitsrisiken durch die Abfallbewirtschaftung.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP Universitäten Gesundheitsministerium Forschungsministerium	1998
587. Förderung der Aktion des Umweltverbrauchernetzes durch: - ständige Aktualisierung der Datenbank; - zielgerichtete Maßnahmen je nach angesprochener Öffentlichkeit; - kostenlosen täglichen Telefondienst (Umwelttelefon).	Wallonische Regierung	DGRNE/NGO Industrie/Schulen	Laufend
588. Sicherstellung der Veröffentlichung und der kostenlosen Verbreitung von Informationsmaterial.	Wallonische Regierung DGRNE	DGRNE	Laufend
589. Verbreitung einer regelmäßigen Bilanz des wallonischen Abfallplans.	Wallonische Regierung	DGRNE	Laufend
590. Erstellung von öffentlich zugänglichen Datenbanken über saubere Technologien und Produkte.	DGRNE	Industrie Planungsbüros Universitäten ISSEP	Laufend
591. Fortsetzung der Ausarbeitung und Förderung branchenspezifischer Verfahrensvorschriften und Einsatz schadstoffarmer Produkte und Werkstoffe.	DGRNE/DGTRE	Industrie	Laufend
592. Förderung des europäischen Umweltzeichens: - durch Unterstützung von Unternehmen, die eines ihrer Produkte kennzeichnen möchten; - durch Anerkennung der wallonischen Gutachterzentren für die Entwicklung und Anerkennung europäischer Normen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	Laufend
593. Bereitstellung von Informationsbroschüren mit Rechtstexten und Erläuterungen zu den gesetzlichen Verfahren sowie zur Förderung von Verwertungstechniken und dem Recycling von Abfall für die Unternehmen und die breite Öffentlichkeit.	DGRNE Industrieverbände	Industrie Abfallwirtschaft NGO Privatpersonen	Laufend
594. Entwicklung sektorspezifischer Verhaltensregeln für die Bewirtschaftung der Ressourcen, der Konzeption und der Herstellung sowie für das Management und die Vermarktung von Produkten.	DGRNE DGTRE	Industrie	2005
595. Weiter Förderung der Ausbildung von: - Umweltberatern; - Staatsbeamten; - Gewerkschaften; - Mitgliedern von Sicherheits- und Arbeitsschutzausschüssen.	Wallonische Regierung	DGRNE Ausbildungseinrichtungen	Laufend
596. Förderung der Fernausbildung (Fernunterricht) für Manager.	DGRNE	Universitäten/ Handelskammern Industrieverbände	Laufend
<i>d. Erziehung</i>			
597. Fortsetzung des Programms "Schulen für morgen" im Hinblick auf die Anwendung des Umweltmanagementsystems der ASBL COREN in weiterführenden Schulen durch: - Information der Schulen über Aktionsprogramme und bereitgestellte Mittel; - Ausarbeitung eines Leitfadens mit konkreten Aktionen; - Bereitstellung von Informationsmaterial; - Begleitung von Lehrkräften und Organisatoren in "Umweltmanagement".	Wallonische Regierung Regierung der Französischen Gemeinschaft	DGRNE Schulen/NGO	Laufend

Ausbildung	Träger	Betreiber	Frist
598. Weiterhin Bereitstellung von geeignetem Lehrmaterial für Schulen.	DGRNE	Schulen	Laufend
599. Wiederaufnahme der Abstimmung mit der Französischen Gemeinschaft im Hinblick auf die Verhandlung eines Vereinbarungsprotokolls über: - die Integration der Umwelterziehung in Schulprogramme auf allen Ebenen; - die gemeinsame Finanzierung innovativer Initiativen und Pilotvorhaben im Umweltunterricht; - die ständige Weiterbildung der Lehrkräfte im Bereich des Umweltschutzes.	DGRNE Französische Gemeinschaft		1998
600. Förderung der "Umweltschulmappe".	DGRNE	NGO/Lehrkräfte	Laufend
<b>e. Vermittlung</b>			
601. Bereitstellung von lokalen Vermittlungen: - Sicherung der Stellung der Umweltberater und der Leiter der Containerparks; - Umsetzung von kommunalen Umweltplänen in die Praxis, insbesondere mit Einbeziehung der Abfallwirtschaft.	Wallonische Regierung Wallonische Regierung DGRNE	Gemeinden Gemeinden Gemeinden	1999 1999 1999
602. Bereitstellung von Umweltpädagogen für Schulen zur Begleitung und Beratung von Lehrkräften.	Französische Gemeinschaft	Schulen NGO	Laufend
603. Einrichtung von Dokumentations- und Informationszentren.	MRW MET	NGO/ Öffentliche Behörden	Laufend
604. Einführung von Begleitausschüssen für die Anlagen, die große Abfallmengen bewirtschaften.	Wallonische Regierung	DGRNE/ISSEP Abfallwirtschaft Kommunalverbände Privatpersonen	1999
605. Einrichtung eines technischen und administrativen Hilfsdienstes für die Gemeinden und die Industrie für die Umsetzung des Plans.	Wallonische Regierung	Noch zu benennen	1999

## 2/ Rechts-, Wirtschafts- und Finanzinstrumente

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
606. Einführung eines einheitlichen und vereinfachten Bündels aus rechtlichen, wirtschaftlichen und selbstregulierenden Maßnahmen.	Wallonisches Parlament	DGRNE Unternehmen Gemeinden	1999
607. Vereinfachung des Verfahrens für die Erteilung von Betriebsgenehmigungen und den Zugang zu Finanzbeihilfen sowie Beschränkung der Entscheidungsfristen.	Wallonisches Parlament	Zuständige Behörden	1999
608. Einführung einer Gebührenordnung für Abfallbewirtschaftung in den Anlagen, die Abfall bearbeiten.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrie	1999
609. Einführung eines Mechanismus für die systematische Einbindung von spezialisierten Organen sowie der betroffenen Akteure in die Ausarbeitung von Rechtsakten und internationalen Abkommen.	Wallonische Regierung	DGRNE Industrieverbände	1999
610. Förderung der Einsetzung der im Plan vorgesehenen Maßnahmen in die Gemeindeverordnungen.	Wallonische Regierung	Gemeinden	1999
611. Erläuterung der rechtlichen Auswirkungen sektorspezifischer Vereinbarungen. Die rechtlichen Bestimmungen betreffen: - das Verfahren für die Ausarbeitung der Vereinbarungen; - die Öffentlichkeitsarbeit in bezug auf diese Vereinbarungen; - den Zeitraum, für den Vereinbarungen getroffen werden Können sowie das Verfahren für eine mögliche Verlängerung; - die Vorschriften für die Änderung und Verwirklichung von Vereinbarungen; - die Überwachung der Ausführung der Vereinbarungen; - Schutzklauseln, um die Erfüllung der Verpflichtungen sicherzustellen.	Wallonisches Parlament	Wallonische Regierung Industrieverbände	2000
612. Ergreifung der notwendigen Maßnahmen, um die Finanzierung und die Verwirklichung des Planes in bezug auf folgende Ziele zu gewährleisten: - eine bessere Beachtung des "Verursacherprinzips"; - die Bestrafung der Abfallablagerungen auf Mülldeponien, um das Aufkommen des Abfalls in den Mülldeponien zu verringern; - die Verantwortung der lokalen Behörden.	Wallonisches Parlament	Abfallwirtschaft Kommunalverbände Gemeinden	1998



Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
613. Einführung eines präferentiellen MwSt-Satzes auf die Arbeit für die Reparatur von Konsumgütern.	Föderalregierung	Industrie Unternehmen der Gemeinwirtschaft	2002
614. Schrittweise Einführung des tatsächlichen Preises durch die Anwendung der folgenden Bestimmungen: - die Rücknahmepflicht; - die Einrichtung sektorieller Fonds für Privatfinanzierungen, um die Verwertungstätigkeit sicherzustellen.	Wallonische Regierung	Abfallwirtschaft DGRNE	2000
615. Erhöhung der Anreize durch die Umweltsteuer in Koordination mit der Regionalpolitik.	Wallonische Regierung	Föderalregierung	Laufend
616. Gewährung von Subventionen an die Gemeinden entsprechend der Ergebnisse bei der Abfallvermeidung und selektiven Sammlung. Hierfür ist ein Jahreshaushalt von 300 Millionen BEF vorgesehen. Außerdem wird eine jährliche Subvention in Höhe von 500.000 BEF für die Einstellung eines Umweltberaters gewährt.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	1998
617. Gewährung einer Finanzhilfe an die Unternehmen für die Forschung und die Entwicklung von umweltfreundlichen Techniken und Produkten sowie für die Einrichtung einer Infrastruktur für das Recycling der Abfälle. Die Haushaltsmittel belaufen sich auf 300 Millionen BEF.	Wallonische Regierung	Industrie	1998
618. Gewährleistung einer Finanzhilfe an die Unternehmen der Gemeinwirtschaft für die Durchführung des Recycling.	Wallonische Regierung	Unternehmen der Gemeinwirtschaft	1998
619. Verpflichtung zur Wirtschaftsanalyse jedes öffentlichen Vorhaben im Bereich der Abfallbewirtschaftung, das nicht ausdrücklich im Plan vorgesehen ist.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände	1998
620. Gewährung von Subventionen an untergeordnete Behörden für die Errichtung der nachgenannten im Plan festgehaltenen Infrastrukturen: - 32 Containerparks; - 2 Umladezentren; - 8 Anlagen für das Sortieren und die Vorbehandlung von Sperrmüll aus Haushalten. - Anpassung der Verbrennungsanlagen mit thermischer und stofflicher Rückgewinnung an die Normen; - 6 Anlagen für die Verwertung von vergärbaren organischen Stoffen. Der Ersatz der subventionierten Anlagen während des Abschreibungszeitraums und die Einrichtung von Abfalldeponien werden nicht subventioniert. Die Subventionssätze bewegen sich zwischen 40 % und 70 %, je nach Umweltverträglichkeit und Wirtschaftlichkeit des Projekts. Der Satz für die im wallonischen Abfallplan 91-95 angekündigten Anlagen sowie der Containerparks beträgt 85 %.	Wallonische Regierung	DGRNE Gemeinden Kommunalverbände	1998
621. Aufrechterhaltung des kostenlosen Zugang der Haushalte zu Containerparks. Handwerker, Einzelhändler und KMU können dort begrenzte Mengen verwertbarer Abfälle entsorgen, wenn sie einen Finanzbeitrag leisten.	Wallonische Regierung	Gemeinden Kommunalverbände	
622. Einführung der Verpflichtung, Subventionen je nach Gesamtaufkommen der in subventionierten öffentlichen Anlagen entsorgten Industrieabfälle zurückzuzahlen.	Wallonische Regierung	Kommunalverbände	
623. Einrichtung eines Solidaritäts- und Garantiefonds für die Sanierung verunreinigter Standorte.	Wallonisches Parlament	Industrie Wallonische Region	2002
624. Förderung der allgemeinen Gebührenpflicht für Müllbeutel, des elektronischen Wiegens von Mülleimern oder anderer gleichwertiger Mittel, um soziale Gerechtigkeit und die allmähliche Anwendung des tatsächlichen Preises sicherzustellen. Diese Maßnahme betrifft an erster Stelle Gemeinden mit geeigneten Systemen für die getrennte Sammlung. Der mengenabhängige Preis darf die variablen Entsorgungskosten nicht unterschreiten, die im wesentlichen die Behandlungskosten darstellen, während das Pauschalsystem für die Deckung der Kosten für die Sammlung und die Investitionen wünschenswert bleibt, die im wesentlichen Fixkosten sind.	Wallonische Regierung	Gemeinden	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
625. Erstellung und Aktualisierung eines Kataloges über die Finanzbeihilfen der Region, der föderalen und internationalen Institutionen unter Angabe der genauen Modalitäten und Zugangsbedingungen.	DGRNE DGTRE	Industrie	Laufend
626. Entwicklung einer Partnerschaft zwischen den öffentlichen und privaten Betreibern der Abfallwirtschaft zur Optimierung der umwelttechnischen, wirtschaftlichen und finanziellen Effizienz der Anlagen der Abfallbewirtschaftung.	Wallonische Regierung	DGRNE SRIW Industrie Abfallwirtschaft Kommunalverbände	1998
627. Erstellung eines Dreijahresprogramms für die regionale finanzielle Hilfe.	Wallonische Regierung	Industrie/ Gemeinden Kommunalverbände	1998
628. Aufstellung eines Haushaltsprogramms für die Sanierung verunreinigter Standorte zu Lasten der öffentlichen Behörden.	Wallonische Regierung	DGRNE SPAQUE	1998

## 3/ Menschliche Ressourcen

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
629. Erweiterung der Zusammensetzung und der Aufgaben des beratenden Ausschusses des Abfallamtes.	Wallonische Regierung	DGRNE Gemeinden Kommunalverbände Industrie Abfallwirtschaft NGO	1998
630. Einführung der Direktion für Umweltkoordinierung innerhalb der DGRNE, bestehend aus: - einer Dienststelle "Dokumentation und Sensibilisierung", die für die Koordinierung der Erstellung von Broschüren, der Veranstaltung von Seminaren und Informationssitzungen, der Verbreitung der Information, die Veröffentlichung von Rechtsakten usw. zuständig ist; - einer Dienststelle "Umwelbuchführung", die für die Sammlung der Daten aus der Umwelt-, Wirtschafts- und Sozialbeobachtung der verschiedenen Kreise, die Integration und die Verarbeitung dieser Daten, ihre Integration in internationale Umweltüberwachungsprogramme zuständig ist. Die Daten werden in eine der Öffentlichkeit insbesondere über das Internet zugängliche Datenbank eingespeist; - eine Dienststelle "internationale Beziehungen", die die Arbeit internationaler Umweltorganisationen verfolgt und die Standpunkte der Wallonischen Region in internationalen Gremien vorbereitet; - eine Dienststelle "Planung und Programmierung".	DGRNE	DGRNE	1998
631. Einrichtung einer Dienststelle für Bodenbewirtschaftungspolitik innerhalb der Abteilung für Wasserwirtschaft, die ihre Aufgaben in enger Zusammenarbeit mit den betroffenen Generaldirektionen durchführt.	Wallonische Regierung	DGRNE	1998
632. Umbenennung der DPPGSS in "Abteilung für integrierte Schadstoffbekämpfung (DPA). Sie überprüft alle Genehmigungsanträge im Hinblick auf eine lückenlose Koordinierung des Verfahrens und einen effektiven integrierten Ansatz zwischen allen Stellungnahmen der DGRNE-Dienststellen und den anderen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Ministeriums für Ausrüstung und Verkehr. Diese Dienststelle enthält eine Abteilung, die für die Aufgaben der Arbeitsgruppen "saubere Technologien" und "saubere Produkte" zuständig ist.	Wallonische Regierung	DGRNE	1998
633. Anpassung des Regionalen Wallonischen Amtes für Abfall durch Einrichtung: - einer Direktion "Abfallverbringung" für die administrative Überwachung der internationalen, interregionalen und internen Transporte von Abfällen, - eines Dienstes für Rechtsfragen und Entschädigung, der insbesondere die Aufgabe hat, die Artikel 39§3 und 44 des Erlasses vom 27. Juni 1996 umzusetzen. - eines ständigen Ausschusses für die Leitung des Plans.	Wallonische Regierung	DGRNE	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
634. Gewährleistung einer effektiven und effizienten reibungslosen Zusammenarbeit zwischen der Umweltpolizei (DPE) und der Staatsanwaltschaft, der Gemeindepolizei und den Bürgermeistern im Rahmen ihrer Aufgaben der Kontrolle, Überwachung, Ermittlung und Feststellung der Verletzung von Umweltgesetzen.	Wallonische Regierung	Wallonische Regierung Föderalregierung Gemeinden	Laufend
635. Einführung eines Kontrollnetzes für Emissionen und Immissionen bei der Betreibung von Abfallbehandlungsanlagen, insbesondere Abfalldeponien und Müllverbrennungsanlagen.	Wallonische Regierung	DGRNE ISSEP	1998
636. Organisation einer Kontrolleinrichtung vor Ort durch eine auf Abfallwirtschaft spezialisierte Umweltbrigade innerhalb der DPE, die mit den Bediensteten der OWD, den föderalen Dienststellen, den Zollbehörden, der Gendarmerie, der Gemeindepolizei und den zuständigen ausländischen Behörden zusammenarbeiten.	DGRNE	DGRNE	1998
637. Ausrichtung der Aufgaben des ISSEP auf die Umweltproblematik, was die Entwicklung von Kompetenzen und Spezialisierungen bedeutet, sowie Beauftragung des ISSEP als Referenzlabor und Beobachtungsstelle für Umwelttechnologie, was insbesondere die Ausführung folgender Aufgaben in Zusammenarbeit mit der DGRNE bedeutet: - Einführung von Verfahren für Stichproben, Musterentnahmen und Analysen; - Erstellung von Analysevergleichsprogrammen; - Zulassung von Labors, das heißt des technischen Teils dieses Verfahrens und ihre Überwachung; - Förderung technologischer Entwicklungen einschließlich der Erfassung der besten, verfügbaren Technologien und Errichtung eines Informationsnetzes; - Integration in das ständige Umweltinformations- und beobachtungsnetz, das von der Europäischen Umweltagentur geleitet wird.	Wallonische Regierung	ISSEP	1999
638. Erstellung eines Protokolls für die Koordinierung zwischen DGRNE, SPAQUE und DGATLP um eine optimale Kohärenz der Maßnahmen und Interventionsmittel zu erreichen. Ein gemeinsamer Tätigkeitsbericht wird erstellt und der Regierung vorgelegt.	DGRNE	SPAQUE DGRNE DGATL	1998
639. Bestellung eines Umweltkoordinators innerhalb jeder Generaldirektion. Diese Koordinatoren versammeln sich jedesmal, wenn dies erforderlich ist und mindestens einmal pro Jahr unter dem Vorsitz des für die Überwachung des Planes verantwortlichen ständigen Begleitausschusses.	Wallonische Regierung	DGRNE	1999
640. Erstellung eines externen Audits der verschiedenen Dienststellen der Region für eine bessere Koordinierung und Rationalisierung der Aufgaben.	Wallonische Regierung	MRW/MET	2000
641. Errichtung von 3 ständigen Strukturen für die Förderung und Ausführung der planmäßigen Maßnahmen in den Bereichen industrielles Recycling, agronomische Verwertung und Verwertung im Tiefbau. Sie setzen sich zusammen aus Mitgliedern der betreffenden Generaldirektionen, den Abfallerzeugern und den Abfallverwertern. Sie werden geleitet durch einen Verwaltungsrat aus Vertretern der betroffenen Verwaltungen und Erzeugern der betreffenden Abfälle. Den Vorsitz führt ein innerhalb der DGRNE ernannter Vertreter. Die Finanzierung dieser Strukturen erfolgt über Beiträge, die von den Mitgliedern zu entrichten sind, wobei der Beitrag des Regionalen Wallonischen Amtes für Abfall wenigstens der Gesamthöhe der Beiträge der übrigen Mitglieder entspricht. Diese Strukturen haben insbesondere folgende Ziele: - Zertifizierung ("Qualitätskennzeichen") von Abfällen oder gleichgestellten Stoffen sowie der Anlagen, in denen sie hergestellt werden; - Förderung der Bewirtschaftung von Abfällen oder Produkten gleichgestellten Stoffen und Verbesserung der Verteilungsverfahren; - Verbesserung der Kommunikation durch den Ausbau von Diensten, Statistiken und zweckdienlichen Dokumentationen; - Förderung der Forschung und Verbesserung der Behandlungs- und Anwendungstechniken.	DGRNE	DGRNE Verbände Industrie Kommunalverbände SPAQUE	1998

Besondere Maßnahmen	Träger	Betreiber	Frist
642. Bestellung eines oder mehrerer auf Umweltfragen spezialisierter Gemeindebeamten mit einer von der Region anerkannten Ausbildung.	Wallonische Regierung	Gemeinden	Laufend
643. Beauftragung der Umweltberater mit einer Bindegliedfunktion zur Region.	Wallonische Region	DGRNE/ Gemeinden	1998
644. Weitere Finanzierung der Bediensteten für die Überwachung der Containerparks aus dem Regionalhaushalt, wobei u.a. die KMU und Einzelhändler gebührenpflichtig Zugang zu diesen Einrichtungen haben.	Wallonische Regierung	DGRNE DGPL	Laufend
645. Der Umweltschutzdachverband (Inter-environnement Wallonie) erhält die Anerkennung: - einer allgemeinen Rolle der Aufklärung, der technischen und rechtlichen Hilfe und der Sensibilisierung der Umweltschutzverbände sowie der Bürger im Einvernehmen mit der Regierung; - einer Rolle als Bindeglied zu den regionalen Behörden und Anlaufstelle für Standpunkte wie Vorschläge von Umweltschutzverbänden; - vereinzelter spezifischer Aufgaben.	Wallonische Regierung	NGO	1998
646. Förderung der aktiven Beteiligung der Bürger bei der Entscheidungsfindung in der Abfallwirtschaft durch den Kommunalen Beratenden Raumordnungsausschuß (KBRA), der für Umweltbelange und damit für Fragen der Abfallpolitik zuständig ist.	Gemeinden	Privatpersonen	Laufend
647. Förderung der Rolle der Handelskammern als Ansprechpartner in Umweltfragen. Ausgestaltung einer engen Zusammenarbeit zwischen Umweltberatern, Handelskammern, interkommunalen Zusammenschlüssen zur Wirtschaftsförderung, Investmentgesellschaften und zuständigen Behörden für die Bereiche Wirtschaft, Handel und Umwelt.	DGRNE	DGRNE Industrie	1998
648. Bestellung eines Umweltkoordinators für Unternehmen mit über 250 Beschäftigten und pro Berufsverband.	Wallonische Regierung	Industrie Industrieverbände Abfallwirtschaft	1999
649. Aufnahme einer sozialen Dimension in die Durchführungsbedingungen für die öffentlichen Aufträge.	Wallonische Regierung	MRW/MET Privatpersonen Gemeinden	1999

## ANLAGEN

## DEFINITIONEN

**Kommunalverbände**

Die 8 Kommunalverbände mit dem Ziel der Abfallbewirtschaftung (BEPN, IBW, ICDI, IDELUX, INTERSUD, INTRADEL, IPALLE, ITRADEC)

**Mitverwertung:**

Verwertungsoperation in einer Anlage innerhalb eines industriellen Produktionsverfahrens, das nicht direkt mit der Abfallbewirtschaftung zusammenhängt.

**Sammlung:**

Sammlung, Zwischenlager und/oder Sortieren von Abfallstoffen.

**Abfall:**

Alle Stoffe oder Gegenstände innerhalb der Kategorien von Anhang I des Erlasses vom 27. Juni 1996 über Abfälle, derer der Besitzer sich entledigen oder sich entledigen möchte oder muß.

**Industrieabfall:**

Abfälle aus einer industriellen, kommerziellen oder handwerklichen Tätigkeit, die den Haushaltsabfällen nicht gleichgestellt sind.

**Haushaltsabfall:**

Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte sowie Abfälle, die durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 über die Einführung eines Abfallkataloges gleichgestellt werden.

**Inerter Abfall:**

Abfälle, die aufgrund ihrer physikalischen und chemischen Merkmale zu keiner Zeit die Funktionen des Bodens, der Luft oder des Wassers ändern können und die keine Gefahr für die Umwelt oder die Gesundheit des Menschen darstellen.

**Inertierter Abfall:**

Abfälle, die so behandelt worden sind, daß sie unter bestimmten Bewirtschaftungsbedingungen zu keiner Zeit die Funktionen des Bodens, der Luft oder des Wassers ändern können und keine Gefahr für die Umwelt oder die Gesundheit des Menschen darstellen.

**Stabilisierter Abfall:**

Abfälle, die so behandelt worden sind, daß ihr verschmutzender oder gefährlicher Charakter verringert wird, so daß sie den strengen Kriterien für bestimmte Entsorgungsanlagen entsprechen.

**Deponiefähiger Restmüll:**

Abfälle, die nicht mehr verwertet oder behandelt werden können, um ihren umweltbelastenden oder gefährlichen Charakter zu verringern.

**Frist:**

Das Jahr, in dem die Maßnahme vollständig umgesetzt sein muß. Wenn es bei der Maßnahme um eine Rechts- oder Verwaltungsvorschrift geht, kann das Inkrafttreten der neuen Verpflichtung in bezug auf das Datum der Verabschiedung festgelegt werden. In diesem Fall wird das Datum des Inkrafttretens nach den Worten "Durchführungstermin" (D.T.) angegeben.

**Entsorgung:**

Jede in Anhang II des Erlasses vom 27. Juni 1996 in bezug auf Abfälle vorgesehene Operation sowie jede Operation, die die Regierung im Einklang mit den geltenden europäischen Bestimmungen festlegt.

**Bewirtschaftung:**

Die Sammlung, der Transport, die Verwertung oder die Entsorgung der Abfälle, darunter die Überwachung dieser Operationen sowie die Überwachung der Instandsetzung der Entsorgungs- oder Verwertungsanlagen nach ihrer Schließung.

**Unkontrollierte Bewirtschaftung:**

Die Verwertung oder Entsorgung, die der Verwaltung nicht mitgeteilt wird, oder die illegale Bewirtschaftung.

**Industrie:**

Die Gesamtheit der Aktivitäten und Berufe, die Güter und Dienstleistungen produzieren, die Abfälle erzeugen, mit Ausnahme der Abfallwirtschaft.

**Abfallwirtschaft:**

Privatunternehmen für die Abfallbewirtschaftung.

**Betreiber:**

Institutionen, Dienststellen, Gruppen oder Personen, für die die Maßnahme gilt und/oder die für die Durchführung zuständig sind.

**Träger:**

Institutionen, Dienststellen, Gruppen oder Personen, die für die Einleitung oder die Begleitung der Durchführung der Maßnahme zuständig sind.

**Recycling:**

Verwertung, darunter Kompostierung, in der Form der Rückgewinnung von Grundstoffen oder Abfallprodukten mit Ausnahme von Energie.

**Instandsetzung:**

Gesamtheit aller Operationen zur Wiedereingliederung des Standortes in die Umgebung, um ihn wieder einsetzen zu können und/oder um die Umweltgefahren durch diesen Standort zu beseitigen, darunter die Wartung, Überwachung und Kontrolle, die der Betreiber nach dem Betrieb angesichts der potentiellen Risiken des Standorts gewährleisten muß.

**Transfer:**

Aktivität, die darauf abzielt, Abfälle innerhalb der Region, in die Region oder aus der Wallonischen Region zu verbringen, mit Ausnahme der Transitabfälle.

**Transport:**

Gesamtheit der Operationen für das Beladen, Verbringen und Abladen der Abfallstoffe.

**Verwertung:**

Jede Operation in Anlage III des Erlasses vom 27. Juni 1996 in bezug auf Abfälle sowie jede Operation, die die Regierung im Einklang mit den geltenden europäischen Bestimmungen festlegt.

## Abkürzungen

A.C.S.	Bezuschufter Vertragsbeamter
A.E.R.W./A.G.W.	Erlaß der Exekutive Wallonischen Region (bis 1993) Erlaß der Regierung der Wallonischen Region (ab 1993)
A.R	K.E.(Königlicher Erlaß)
B.E.P.N.	Wirtschaftsbüro der Provinz Namür.
C.C.T.	Modell-Lastenheft
C.E.	Europäische Kommission
C.E.T.	Technischen Deponie
C.F.C.	FCKW
C.O.V.	SOV
C.R.R.	Zentrum für Straßenforschung
C.S.T.C.	Wissenschaftlich-technisches Zentrum für das Bauwesen
C.W.A.T.U.P.	Wallonischer Kodex für Raumordnung, Städtebau und Kulturerbe
C.D.W.	Wallonischer Abfall-Katalog.
D.B.O.	Biologischer Sauerstoffbedarf
D.C.O.	Chemischer Sauerstoffbedarf
D.I.B.	Leichte Industriabfälle
D.E.E	Abfälle aus elektrischer und elektronischer Ausrüstung
D.E.M.	Sperrmüll
D.G.A.	Generaldirektion für Landwirtschaft
D.G.A.T.L.P.	Generaldirektion für Raumordnung, Wohnungsbau und Kulturerbe
D.G.E.E.	Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung
D.G.P.L.	Generaldirektion für Gebietskörperschaften
D.G.R.N.E.	Generaldirektion für natürliche Ressourcen und Umwelt
D.G.T.R.E.	Generaldirektion für Technologien, Forschung und Energie
D.M.	Hauabfälle
D.P.E.	Abteilung der Umweltpolizei
D.S.M.	Sondermüll aus Haushalten
E.E.E.	Elektrische und elektronische Ausrüstungsgegenstände
E.H.	Einwohner-äquivalent
F.O.R.E.M.	Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung
G.W.	Wallonische Regierung
H.C.F.C.	Kohlenwasserstoffe
IBW	Interkommunale für die Gestaltung und die wirtschaftliche Entwicklung von Wallonisch Brabant
ICDI	Interkommunale für die Sammlung und Vernichtung von Müll
IDEA	Interkommunale für die Wirtschaftliche Entwicklung und die Raumordnung der Zentrumsregionen und des Borinage
IDELUX	Interkommunale für die wirtschaftliche Ausrüstung der Provinz Luxemburg
INTERSUD	Interkommunale für die wirtschaftliche Entwicklung und die Raumordnung im Raum Süd-Hennegau

---

INTRADEL	Interkommunale für die Abfallverwertung der Lütticher Region
IPALLE	Interkommunale für öffentliche Sauberkeit der Regionen Péruwelz, Ath, Leuze, Lessines.
ISPH	Interkommunale für die Öffentliche Sauberkeit im Hennegau
I.S.S.e.P	Wissenschaftliches Institut der Öffentlichen Dienste
INTRADEC	Interkommunale für die Verwertung von Abfällen im Zentrum und im Borinage
I.O.C.E.	Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaft
M.B	Belgisches Staatsblatt
M.E.	Durchführung
M.E.S.	Suspensionsmaterie
M.E.T.	Wallonisches Ministerium für Transport und Ausrüstung
M.I.O.M.	Schlacke aus der Verbrennung von Hausmüll
M.R.W	Ministerium der Wallonischen Region
M.S.	Trockensubstanz
O.C.D.E.	OECD
O.D.P.	Potential zur Verringerung der Ozonschicht
O.M.	Haushaltsmüll
O.N.G.	NRO(r)Nichtregierungsorganisation)
O.R.N.I	Binnenschiffverkehrsbehörde
O.W.D.	Wallonisches Amt für Abfälle
P.C.B.	Polychlorbiphenyl
P.C.G.E	Allgemeiner kommunaler Abwässerungsplan
P.C.I.	Heizwert Hu
P.C.T.	Polychlorterphenyle
P.E.D.D.	Plan zur nachhaltigen Entwicklung der Umwelt
P.E.H.D.	Hochdichtes Polyäthylen
P.E.T.	Polyäthylen tetraphalat.
P.N.U.E.	Umweltsplan der vereinten Nationen
P.V.C.	Polyvinylchlorid
P.W.D.	Plan Wallonischer Abfallplan
R.B	Zerkleinerungsreste
R.E.F.I.O.M.	Rückstände aus der Reinigung der Abluft aus Verbrennungsanlagen für Hausmüll.
R.G.P.E.	Allgemeine Verordnung zur Bewirtschaftung der Umwelt
R.G.P.T.	Allgemeine Verordnung zum Arbeitsschutz
S.A.E.D.	Aufgegebener Wirtschaftstandort.
S.P.A.Q.U.E	Öffentliche Gesellschaft zur Verbesserung der Umweltqualität
U.E.	E.E.- Europäische Union.
U.W.E.	Wallonischer Unternehmerverband.
V.H.U	Altfahrzeuge

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 98/27241]

**Waaals Afvalstoffenplan, Horizon 2010**

De Waalse Regering heeft door het besluit van 15 januari 1998 het Waalse Afvalstoffenplan Horizon 2010 goedgekeurd.

Het onderhavig bericht omvat, bij uittreksel, het geheel van de bepalingen die verband houden met de doelstellingen en de maatregelen die dit Plan bevat.

Exemplaren van het Plan kunnen worden bekomen bij het Centre d'Accueil et d'Information van het Ministerie van het Waalse Gewest, rue des Mineurs 17 te 4000 Luik, rue Godefroid 54 te 5000 Namen, Passage de la Bourse 21-23 te 6000 Charlerloi of door te telefoneren naar het groene telefoonnummer van het Waalse Gewest, nummer 1901.

**Waaals Afvalstoffenplan, Horizon 2010**

1/ Industriële afvalstoffen

A. Doelstellingen

a. Identificatie

1. Het identificeren van industriële afvalstoffen zal steeds nauwkeuriger moeten gebeuren, en zal gekoppeld worden aan het beleid voor de nuttige toepassing en de verwijdering.

b. Statistieken

2. Verhogen van de kennis en de transparantie op het vlak van de productie en het beheer van afval.

3. Verhogen van het organisatieniveau voor de registratie van betrouwbare en volledige informatie.

c. Preventie

4. In de mate van het mogelijke de productie van afvalstoffen voorkomen.

5. De milieuhinder van de afvalstoffen en van de verwerkingsoperaties verminderen.

6. Tegen het jaar 2010 een minimale preventie bereiken van 50 % van het geheel van de industriële afvalstoffen, vergeleken met de te verwachten evolutie van de geproduceerde hoeveelheid. Per afvalcategorie zijn de volgende kwantitatieve preventiepercentages gepland :

Preventie						
Aard van de afvalstoffen	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van steengroeven	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bouw-, afbraak- en bedekkingsafval	25 %	650.000	30 %	750.000	30 %	690.000
Asbestafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Smelt-, verassings- en verbrandingsafval	82 %	2.705.210	87 %	2.850.605	87 %	2.850.605
Gips- en anhydride-afval	50 %	423.500	45 %	435.600	45 %	495.000
Organische oplosmiddelen	7 %	830	15 %	1.775	20 %	2.365
Inkt-, verf- en lijmafval	5 %	570	15 %	1.575	20 %	2.010
Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten	0 %	0	0 %	0	0 %	0
PCB-houdend afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Olieafval	2 %	1.220	4 %	3.050	9 %	6100
Gebruikte batterijen en elektrische accu's	0 %	60	0 %	70	0 %	75
Afval van elektrische & elektronische toestellen	10 %	5.850	18 %	11.600	26 %	18.300
Voertuigen buiten gebruik	10 %	11.100	10 %	12.200	10 %	12.400
Metaalafval	50 %	240.330	48 %	223.875	49 %	228.020
Versleten banden	4 %	1.250	8 %	1.875	10 %	2.500
Stoffen uit waterlopen en slib van straatkolken	30 %	618.000	40 %	408.000	49 %	461.000
Afval van zuiveringsstations	0 %	0	1 %	0	2 %	0
Organische stoffen	76 %	842.800	76 %	860.300	76 %	891.200
Dierlijk afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0



Aard van de afvalstoffen	Preventie					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan	2 %	10	5 %	25	7 %	35
Vervallen geneesmiddelen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van ziekenhuizen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van fotografische producten	5 %	110	12 %	260	30 %	660
Papier- en kartonafval	4 %	15.595	15 %	64.661	26 %	132.795
Glasafval	8 %	22.420	16 %	46.785	22 %	74.500
Plasticafval	11 %	16.185	21 %	38.650	30 %	65.130
Textielafval	6 %	885	12 %	2.235	16 %	3.050
Afval uit de scheepvaart	2 %	400	12 %	3.000	20 %	6.300
Anorganisch slib, galvanisatiebaden, ...	4 %	8.500	6 %	14.900	10 %	25.900
Totaal	47 %	5.564.825	52 %	5.731.640	54 %	5.918.445

(\*) De preventiedoeleinden op het vlak van verpakkingsafval komen terug in de stromen van de gebruikte materialen.

7. bevorderen van de onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's in het domein van schone technologieën en schone producten;

8. verbeteren van de kennis van preventietechnieken en de milieutechnische en economische voordelen van de preventie-acties;

9. verminderen, in de mate van het mogelijke, van het verbruik van de natuurlijke rijkdommen in de productieprocessen en verbeteren van het beheer en de controle van de productieprocedures voor een doeltreffender afvalbeheer;

10. vormen van afvalbeheer die het leefmilieu niet in acht nemen moeilijker maken, en met name op drastische manier het ultieme afval beperken;

11. De KMO's mobiliseren, opdat ze de diagnose zouden stellen van hun situatie ten aanzien van het milieu- en het afvalbeheer;

12. de kosten die verband houden met het afval verrekenen in de industriële strategieën.

d. Ophaling

13. Bereiken van de vastgestelde ophaalpercentages per afvalcategorie.

De percentages zijn vastgesteld met betrekking tot de voorspelbare evolutie van de geproduceerde hoeveelheid van afvalstoffen van industriële oorsprong en huishoudelijke afvalstoffen die afzonderlijk worden ingezameld en in industriële installaties kunnen worden verwerkt.

De evolutie in absolute termen van de geproduceerde hoeveelheid wordt gedetailleerd in het hoofdstuk over de afvalcategorieën.

Aard van de afvalstoffen	Ophaling					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van steengroeven	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Bouw-, afbraak- en bedekkingsafval	94 %	1.836.665	96 %	1.682.520	98 %	1.579.380
Asbestafval	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Smelt-, verbrandings- en verassingsafval	100 %	611.790	100 %	416.395	100 %	416.395
Gips- en anhydride-afval	99 %	419.265	99 %	527.075	99 %	539.055
Organische oplosmiddelen	90 %	9.900	95 %	9.555	98 %	9.275
Inkt-, verf- en lijmafval	95 %	9.915	98 %	8.755	99 %	7.950
Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten	89 %	110	100 %	116	100 %	44
PCB-houdend afval	99 %	990	100 %	1.000	100 %	1.000
Olieafval	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Gebruikte batterijen en elektrische accu's	92 %	14.880	93 %	15.225	93 %	15.320
Afval van elektrische & elektronische toestellen	87 %	45.870	93 %	49.480	95 %	50.280
Voertuigen buiten gebruik	99 %	99.900	90 %	109.800	90 %	111.600
Metaalafval	96 %	226.925	96 %	233.645	96 %	228.850
Versleten banden	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Stoffen uit waterlopen en slib van straatkolken	100 %	1.437.000	100 %	617.000	100 %	474.000

Aard van de afvalstoffen	Ophaling					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Slib van het zuiveren en drinkbaar maken van water	89 %	37.585	100 %	48.270	100 %	60.755
Fermenteerbaar organisch afval	88 %	232.495	96 %	265.630	96 %	267.650
Dierlijk afval	100 %	88.500	100 %	88.500	100 %	88.500
Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan	80 %	440	85 %	435	90 %	440
Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Afval van fotografische producten	75 %	1.570	95 %	1.840	95 %	1.465
Papier- en kartonafval	85 %	288.210	90 %	332.480	90 %	339.760
Glasafval	85 %	209.510	89 %	224.510	91 %	233.085
Plasticafval	76 %	103.380	86 %	125.130	93 %	139.240
Textielafval	100 %	13.600	100 %	17.025	100 %	16.210
Afval uit het verkeer	95 %	17.670	97 %	21.730	98 %	24.300
Slib...	92 %	207.600	94 %	218.300	97 %	227.400
Totaal	95 %	6.039.579	96 %	5.139.476	97 %	4.962.949

14. Garanderen van de transparantie van de ophaalactiviteiten, d.w.z. tot een beter begrip komen van de problemen die verband houden met het afval, de kennis over de productie en de kanalen bevorderen en beter informeren.

15. Ophaalmethoden en -infrastructuren ontwikkelen om de streefdoelen te bereiken die per afvalcategorie zijn vastgelegd. Wat de KMO's/KMI's, de ambachtlieden en de handelaars betreft, een nabijheidsservice ontwikkelen die voor iedereen toegankelijk is tegen een aanvaardbare prijs, met de steun van het Gewest en de betrokken beroepsfederaties.

16. Bevorderen van de samenwerking tussen afvalproducenten enerzijds, tussen afvalproducenten en afvalbeheerders anderzijds, om onnodige kosten in het domein van de ophaling te vermijden.

17. De ontwikkeling van de sociale economie mogelijk maken.

e. Nuttige toepassing

18. De onschadelijkheid van de afvalstoffen voor het leefmilieu en de volksgezondheid garanderen tijdens operaties voor nuttige toepassing.

19. Voorrang geven aan de beste optie voor nuttige toepassing vanuit economisch en milieutechnisch oogpunt en de activiteiten in het domein van het hergebruik en de recyclage aantrekkelijker maken.

20. Uitsluitend de afvalstoffen die niet op een ecologische en economische manier kunnen worden gerecycleerd, toelaten tot de installaties voor nuttige toepassing door verbranding in niet-conventionele ovens.

21. Een eigen capaciteit ontwikkelen voor de nuttige toepassing van afvalstoffen, met inachtneming van het leefmilieu en de volksgezondheid en in een internationale samenhang.

22. Voor de agronomische nuttige toepassing garanderen dat voorrang wordt verleend aan het afvalwater van veeteeltbedrijven en andere stoffen die voortvloeiën uit Waalse landbouwactiviteiten.

23. Reglementaire maatregelen invoeren die nodig zijn en volstaan om de nuttige toepassing van de afvalstoffen als voedingsmiddelen te garanderen.

24. Uitbreiden van het Waalse netwerk voor nuttige toepassing van afvalstoffen door energierecuperatie in niet-conventionele ovens.

25. Ontwikkelen van de informatieuitwisseling over de geproduceerde hoeveelheid van nuttig toe te passen stoffen en de nuttige toepassing van afvalstoffen, teneinde nieuwe en duurzame kanalen voor de nuttige toepassing uit te werken.

26. Bevorderen van het gebruik van gerecycleerde producten in de overheidsaanbestedingen en zorgen voor voordelige voorwaarden voor de verhandeling van gerecycleerde producten.

27. Het gebruik van gerecycleerde producten aanzienlijk verhogen.

28. De duurzaamheid garanderen van privé- en overheidsinitiatieven voor de nuttige toepassing van afvalstoffen die aansluiten bij het gewestelijke beleid op het vlak van het leefmilieu en de sociaal-economische herstructurering.

29. Verhogen van het globale percentage van de nuttige toepassing vergeleken met de voorzienbare evolutie van de geproduceerde hoeveelheid van 60 % in 1995 tot 85 % in 2010. Per afvalcategorie zijn de volgende percentages van nuttige toepassing gepland :

Aard van de afvalstoffen	Nuttige toepassing					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van steengroeven	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bouw-, afbraak- en bedekkingsafval	74 %	1.451.735	81 %	1.413.720	87 %	1.405.820
Asbestafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Smelt-, verbrandings- en verassingsafval	88 %	538.650	95 %	395.000	96 %	399.000
Gips- en anhydride-afval	74 %	314.449	79 %	421.660	89 %	485.150

Nuttige toepassing						
Aard van de afvalstoffen	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Organische oplosmiddelen	68 %	7.425	86 %	8.650	94 %	8.850
Inkt-, verf- en lijmafval	76 %	7.935	88 %	7.860	94 %	7.550
Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten	44 %	55	50 %	58	50 %	22
PCB-houdend afval	81 %	810	85 %	850	87 %	870
Olie-afval	54 %	37.330	64 %	43.565	77 %	50.100
Gebruikte batterijen en elektrische accu's	89 %	14.465	92 %	15.025	93 %	15.320
Afval van elektrische & elektronische toestellen	75 %	39.380	85 %	44.850	89 %	47.130
Voertuigen buiten gebruik	86 %	85.445	90 %	98.820	92 %	102.670
Metaalafval	88 %	207.400	90 %	219.495	94 %	222.400
Versleten banden	100 %	31.350	100 %	23.125	100 %	22.500
Stoffen uit waterlopen en slib van straatkolken	16 %	223.000	32 %	195.800	61 %	288.000
Slib van het zuiveren en drinkbaar maken van water en afval van septische putten	80 %	33.900	100 %	48.270	100 %	60.755
Fermenteerbaar organisch afval	50 %	132.100	80 %	221.360	80 %	223.040
Dierlijk afval	95 %	84.500	95 %	84.500	95 %	84.500
Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan	20 %	110	45 %	230	60 %	295
Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van fotografische producten	60 %	1.255	80 %	1.550	80 %	1.310
Papier- en kartonafval	95 %	320.820	98 %	361.850	98 %	369.815
Glasafval	80 %	198.340	87 %	219.425	90 %	231.405
Plasticafval	86 %	115.910	92 %	133.605	94 %	141.685
Textielafval	96 %	13.110	80 %	13.540	87 %	14.050
Afval uit het verkeer	47 %	8.80	48 %	10.700	54 %	13.500
Slib, ...	72 %	162.300	74 %	171.600	77 %	179.600
Totaal	63 %	4.030.574	78 %	4.155.108	86 %	4.375.337

De organische afvalstoffen van huishoudelijke oorsprong die selectief worden opgehaald, zijn niet opgenomen in de bovenstaande tabel, wat daarom niet uitsluit dat de nuttige toepassing kan worden gerealiseerd door de privésector.

30. Garanderen van de coördinatie van en de samenwerking tussen de openbare actoren, tussen de privé-actoren en tussen de openbare actoren en de privé-verantwoordelijken voor de productie en de nuttige toepassing van de afvalstoffen.

31. Garanderen van de toegankelijkheid van de Waalse industriële centra voor nuttige toepassing voor de producenten en de ophalers van afvalstoffen, zonder enige vorm van discriminatie.

32. Toezien op de volledige transparantie van de kanalen en de kosten van de nuttige toepassing.

f. Verwijdering

33. Garanderen van een veilige en gecontroleerde verwijdering van de industriële afvalstoffen tijdens en na de exploitatie.

34. Vermijden dat de afvalstoffen gewoon worden verwijderd, en met name worden gestort.

35. Verbieden van het storten van niet-ultiem industrieel afval tegen het jaar 2005 en van bepaalde afvalcategorieën zoals gepreciseerd in hoofdstuk 4 van Titel 3.

36. Garanderen van de Waalse zelfvoorziening op het vlak van de begraving van afvalstoffen tegen het jaar 2002.

37. Garanderen van een volledige transparantie van de afvalstromen en van de prijs die moet worden betaald voor de verwijdering ervan.

38. Het gebruik van de uitrustingen beperken tot de strikte behoeften en de ruimten die zijn voorbehouden aan de nuttige toepassing voor energie en de verwijdering van industrieel afval in synergie met het huishoudelijk afval, op optimale wijze gebruiken.

39. In het domein van de verbranding van het industriële afval de volgende doelstellingen hanteren :

Aard van de afvalstoffen	Verbranding					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van steengroeven	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Bouw-, afbraak- en bedekkingsafval	1 %	18.330	1 %	16.800	1 %	15.780
Asbestafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Smelt-, verbrandings- en verassingsafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gips- en anhydride-afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Organische oplosmiddelen	23 %	2.475	9 %	905	4 %	425
Inkt-, verf- en lijmafval	9 %	990	10 %	895	5 %	400
Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten	44 %	55	50 %	58	50 %	22
PCB-houdend afval	18 %	180	15 %	150	13 %	130
Olieafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gebruikte batterijen en elektrische accu's	1 %	90	1 %	100	0 %	0
Afval van elektrische & elektronische toestellen	3 %	1.390	2 %	985	1 %	550
Voertuigen buiten gebruik	5 %	4.995	5 %	5.490	3 %	3.350
Metaalafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Versleten banden	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Stoffen uit waterlopen en slib van straatkolken	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Slib van het zuiveren en drinkbaar maken van water en afval van septische putten	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Fermenteerbaar organisch afval	30 %	79.260	19 %	53.340	20 %	55.760
Dierlijk afval	5 %	4.000	5 %	4.000	5 %	4.000
Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan	55 %	300	40 %	205	30 %	145
Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen	57 %	200	64 %	225	71 %	250
Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg	95 %	13.835	98 %	14.270	98 %	14.270
Afval van fotografische producten	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Papier- en kartonafval	3 %	8.690	2 %	6.730	2 %	6.945
Glasafval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Plasticafval	10 %	14.010	8 %	11.570	6 %	8.230
Textielafval	3 %	370	20 %	3.485	13 %	2.160
Afval uit het verkeer	53 %	9.800	52 %	11.700	46 %	11.300
Slib, ...	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Totaal	2 %	158.970	2 %	130.908	2 %	123.767

De volgende hoeveelheden afval moeten worden verwijderd in de erkende installaties voor gevaarlijk afval :

	2000	2005	2010
Organische oplosmiddelen, inkt en verf, pesticiden	3.765	2.005	970
Stoffen die de ozonlaag aantasten/PCB-houdend afval	235	208	152
Residu's van de verbrijzeling bij de verwerking van metalen	6.475	6.575	3.900
Gespecificeerd dierlijk afval	4.000	4.000	4.000
Afvalstoffen van ziekenhuizen en gezondheidszorg (B2)	3.670	3.785	3.785
Totaal	18.145	16.573	12.807

40. Uitwerken van het STORTPLAATS-plan rekening houdend met de doelstellingen en de behoeften op het vlak van de verwijdering door storten.

41. De hoeveelheden van het industriële afval die worden gestort tot een minimum beperken. Per afvalcategorie geldt het volgende beperkingstempo :

Aard van de afvalstoffen	Storten					
	2000		2005		2010	
	Percentage	Ton	Percentage	Ton	Percentage	Ton
Afval van steengroeven	95 %	475	95 %	475	95 %	475
Bouw-, afbraak- en bedekkingsafval	19 %	366.600	14 %	252.000	10 %	157.780
Asbestafval	98 %	42.620	100 %	43.400	100 %	43.400
Smelt-, verbrandings- en verassingsafval	12 %	73.140	5 %	21.395	4 %	17.395
Gips- en anhydride-afval	25 %	104.816	20 %	105.415	10 %	53.905
Organische oplosmiddelen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Inkt-, verf- en lijmafval	9 %	990	0 %	0	0 %	0
Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten	0 %	0	0 %	0	0 %	0
PCB-houdend afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Olie-afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Gebruikte batterijen en elektrische accu's	2 %	325	1 %	100	0 %	18
Afval van elektrische & elektronische toestellen	10 %	5.100	7 %	3.645	5 %	2.600
Voertuigen buiten gebruik	9 %	9.460	5 %	5.490	5 %	5.580
Metaalafval	8 %	19.525	6 %	14.150	3 %	6.450
Versleten banden	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Stoffen uit waterlopen en slib van straatkolken	84 %	1.214.000	68 %	421.200	39 %	186.000
Slib van het zuiveren en drinkbaar maken van water & afval van septische putten	9 %	3.686	0 %	0	0 %	0
Fermenteerbaar organisch afval	20 %	52.840	0 %	0	0 %	0
Dierlijk afval	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan	5 %	30	0 %	0	0 %	0
Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Afval van fotografische producten	15 %	315	15 %	290	10 %	155
Papier- en kartonafval	3 %	8.700	0 %	0	0 %	0
Glasafval	20 %	48.585	13 %	32.595	10 %	25.270
Plasticafval	4 %	5.590	0 %	0	0 %	0
Textielafval	1 %	120	0 %	0	0 %	0
Afval uit het verkeer	0 %	0	0 %	0	0 %	0
Industrieel slib, ...	28 %	64.400	26 %	60.700	23 %	54.300
Totaal	32 %	2.021.315	18 %	960.855	11 %	553.310

De hoeveelheden die moeten worden opgeslagen volgens het type van stortplaats zijn als volgt verdeeld :

Type van STORTPLAATS	2000(t)	2005(t)	2010(t)
STORTPLAATS gevaarlijk afval	19.591	0	0
STORTPLAATS industrieel afval	443.395	184.143	145.420
STORTPLAATS inert afval	426.235	291.740	187.550
STORTPLAATS één product	1.190.000	403.200	170.000
STORTPLAATS één producent	142.865	142.260	139.250

- g. Overbrenging van afval en internationale samenwerking
- De risico's voor het leefmilieu en de volksgezondheid die verband houden met de overbrenging en het transport van afvalstoffen tot een minimum beperken.
  - Een geïntegreerd en adequaat netwerk van afvalbeheersinstallaties invoeren volgens het principe van de best mogelijke beheersoptie die beschikbaar is.
  - De toegankelijkheid van de Waalse installaties voor het regionale afval bevorderen, en vervolgens voor het afval van de Belgische gewesten en tot slot voor dat van de aangrenzende gewesten of staten.
  - De acties van de bevoegde overheden coördineren, ter garantie van veilige en billijke uitwisselingen vanuit ecologisch en economisch oogpunt.
  - Tegen het jaar 2002 de export en de import van niet-ultiem afval met het doel het te storten, verbieden.
  - De regionale capaciteiten op het vlak van toezicht en controle van de afvaloverbrenging versterken.
- B. Organisatie
- Identificatie

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
1. Duidelijker vaststellen van het onderscheid tussen wat wel en wat geen afval is, met name door middel van de vaststelling van objectieve kenmerkende criteria van de producten, de afvalstoffen, de stoffen die verwerkt kunnen worden in producten.	Waalse Regering EG OESO MPVN	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
2. Aanbevelen van de goedkeuring van een enkele afvalstoffen-catalogus op wereldschaal.	MPVN	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	2000
3. Definiëren van ultieme, gestabiliseerde, geïnerteerde en ongevaarlijke afvalstoffen volgens een of meer vastgestelde beheersprocedures.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
4. Vaststellen van een methodologie en certificeringcriteria voor ultiem, gestabiliseerd en geïnerteerd afval	DGRNE Afvalindustrieën	Industrieën	2000
5. Invoeren van een wetenschappelijke commissie die belast is met de karakterisering en de classificatie van de afvalstoffen.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP Universiteiten	1998
6. Tot stand brengen van overleg tussen de federale staat en de gewesten op het vlak van het beheer van het radioactief afval, en het beheer van het radioactief afval in kleine verspreide hoeveelheden.	Waalse Regering Federale Regering	SPAQuE	1998

b. Statistieken

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
7. Fabrikanten, ophalers en exploitanten van voorverwerkingscentra verplichten tot het bijhouden van een gestandaardiseerd register waarin de milieutechnische en de economische gegevens die verband houden met alle afvalstoffen worden vastgelegd; de follow-up ervan bij het binnenkomen en het verlaten van de productie- en beheerssites garanderen;	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999
8. Om de 2 jaar alle gegevens in dit plan actualiseren en de globale en anonieme statistieken openbaar maken, alsook de studies met betrekking tot de impact van het afval op het leefmilieu of de volksgezondheid.	DGRNE	Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	Doorlopend
9. Samenstellen van een catalogus die voor elke afvalcategorie of elk type afvalstof de best mogelijke beschikbare en potentiële optie, de beheerscentra en hun toegangsvoorwaarden identificeert.	DGRNE DGTRE	Industrieën Gemeenten ISSEP	2001
10. Aanmoedigen van de ondernemingen om onderzoek te doen om de afvalstoffen beter te kenmerken, om hun effecten op de gezondheid te meten en de ecologische en gezondheidsrisico's vast te stellen die voortvloeien uit een blootstelling aan de afvalstoffen en uit de verwerkingsactiviteiten.	DGRNE/ Industriële federaties	Industrieën	Doorlopend
11. De verwerking van gegevens die verband houden met de afvalstoffen, de toegang tot deze informatie en de overdracht naar de administratie automatiseren.	DGRNE	DGRNE Industrieën Verenigingen van gemeenten	1999
12. Opleggen, via de exploitatievergunning, van een materiaalbalans en een afvalbeheerscontract, evenals de modaliteiten voor het aangeven van informatie die verband houdt met de afvalstoffen.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën Verenigingen van gemeenten DGRNE	1999

## c. Preventie

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
Programma voor de opening en de ontwikkeling van de integratie van leefmilieu in de ondernemingen - ODICEE			
13. De meerjarenplannen voor preventie per activiteitensector en per onderneming van meer dan 250 bedienden of arbeiders verplicht maken. Deze plannen bevatten een beschrijving van de bestaande situatie, een technisch-economische studie van de alternatieve oplossingen, een handvest met de doelstellingen en de actiemiddelen op het vlak van een vermindering van de vervuilende massa, onder andere op het vlak van de preventie en het afvalbeheer. U.T. : 2 jaar.	Waalse Regering	Industriële federaties Industrieën DGRNE Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten	1999
14. De toekenning van een exploitatievergunning voor een nieuwe installatie ondergeschikt maken aan de aanwending van schone technologieën. De gehanteerde keuzes voor het project moeten worden geargumenteed op technisch, economisch en ecologisch niveau.	Waalse Regering	Industrieën	1999
15. De afleveringsprocedure voor de exploitatievergunning vereenvoudigen voor de ondernemingen die een site hebben geregistreerd in toepassing van het reglement (EEG) nr. 1836/93.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	2000
16. Sectorale voorschriften voor de goede praktijk ontwikkelen, die betrekking hebben op het beheer van hulpmiddelen, het ontwerp en de fabricatie, alsook op het beheer en de verhandeling van de producten.	DGRNE DGTRE	Industriële federaties Industrieën	doorlopend
17. De waaier van projecten in het programma van de milieutechnologieën uitbreiden. Het akkoord dat werd overeengekomen met de afdeling technologisch onderzoek en ontwikkeling van het Waalse Gewest zal worden herzien om enerzijds de KMO's in staat te stellen verantwoordelijken aan te werven voor de milieutechnische vernieuwing. Deze maatregel zou steunen op artikel 3, §4 van het decreet van 5 juli 1990 over het onderzoek dat het mogelijk maakt een subsidie ten belope van 80 % van de in aanmerking komende kosten toe te kennen bij de aanwerving van een verantwoordelijke voor de technologische vernieuwing. Anderzijds kan het programma van de milieutechnologieën steun verlenen aan de elementaire industriële onderzoeksprojecten die worden voorgesteld door de onderzoekscentra, de universitaire instellingen in het domein van het leefmilieu, voor zover de garanties van de industriële ontwikkeling en verbetering van het leefmilieu duidelijk vast staan.	DGRNE DGTRE	Industrieën SPAQuE ISSEP	1998
18. Pilotcentra ontwikkelen voor de afvalverwerking in het kader van Europese programma's die mee worden gefinancierd door de Commissie en het Gewest. Een van de essentiële doelstellingen bestaat erin ondernemingen in staat te stellen om technologieën voor afvalverwerking aan te schaffen en te ontwikkelen die hen toegang kunnen verschaffen tot nieuwe markten.	DGRNE Europese Commissie	Industrieën Afvalindustrieën SRIW	doorlopend
19. Bevorderen van de ontwikkeling van industriële projecten die het leefmilieu in acht nemen door financiële stimulansen of door kapitalen ter beschikking te stellen voor milieuprojecten. De investeringsmaatschappijen krijgen het recht om afvalbeheersgelden te onttrekken om industriële projecten in het domein van het leefmilieu te steunen, van KMO's in het bijzonder, voor een als voorbeeld dienende afvalpreventie (ontwikkeling van schone technologieën, van producten die zijn vervaardigd van gerecycleerde stoffen, ...).	Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën SRIW SPAQuE	1998
20. De fabrikanten en de consumenten ertoe aanzetten bij voorkeur producten met een langere levensduur te kiezen, om de natuurlijke rijkdommen met mate te gebruiken en de tewerkstelling te verhogen aangezien er meer mankracht nodig is om deze goederen te onderhouden en te behandelen.	DGRNE		1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
21. De kleine en middelgrote ondernemingen bijstaan. De organisaties die de industriële en economische kringen vertegenwoordigen, krijgen in het kader van het Waalse afvalstoffenplan de opdracht om de acties op het terrein van de milieu-adviseurs te coördineren voor de sectoren die worden aangeduid door het Waalse Gewest, of in het kader van een gemeenschappelijke structuur. Volgens een door het Waalse Gewest gedefinieerde methodologie zullen ze verplicht zijn resultaten te boeken op het vlak van de sensibilisering van ondernemingen voor het naleven van de reglementeringen en op het vlak van de aanmoediging tot het integreren van het milieumanagement.	Waalse Regering	DGRNE Industriële federaties	1998
22. Ontwikkelen van het zuinige verbruik in de ondernemingen en de openbare besturen op het vlak van verpakkingen, keuze van materialen, rationeel energiebeheer, ...	Waalse Regering	MET/MRW Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën	doorlopend
23. Aan de hand van financiële stimulansen voor de KMO's de registratie van een site bevorderen, conform het reglement op de milieu-audit of de ISO 14000-certificering, die het volgende omvat : de uitvoering van een milieu-analyse, die vorm krijgt in een register van de effecten van de site op het leefmilieu en in een register van de toepasselijke wetgeving; de uitwerking van een milieubeleid met vermelding van doelstellingen en termijnen, teneinde te garanderen dat de wettelijke verplichtingen ten volle worden nageleefd en de prestaties doorlopend worden verbeterd. het aannemen van een beheerssysteem dat het leefmilieu in acht neemt, wat met name inhoudt dat een interne audit wordt uitgevoerd die voldoet aan de vereisten van het reglement over de milieu-audit; de registratie op het terrein krachtens het reglement over de milieu-audit, wat de uitvoering van de hierboven beschreven stappen en de publicatie van een milieuverklaring veronderstelt.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999
24. Actief participeren aan de Europese programma's inzake technologisch onderzoek en ontwikkeling (PREPARE, LIFE, ...).	DGRNE	Industrieën ISSEP DGRNE	doorlopend

Programma dat de gedragingen en de praktijken voor overleg en uitwisseling van ervaringen aanmoedigt - SYNERGIES. Dit programma is gericht op de nieuwe ondernemingscultuur.

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
25. Ontwikkelen van de opleiding en de informatie naar de onderneming. De vakbondsorganisaties worden ingeschakeld om de informatie over te brengen, aangezien hun interventiecapaciteit inzake het leefmilieu verbeterd is door de ontwikkeling van een systeem voor advies en steun aan de vakbondsinitiatieven door integratie van de wetenschappelijke, technische, juridische en pedagogische dimensies van het leefmilieu. Daarnaast wordt de kennis van de KMO-beheerders over het leefmilieu aangevuld. Er worden cursussen over milieuaangelegenheden voorgesteld op het niveau van opleidingscycli die worden opgelegd voor toegang tot het vak, bij de universitaire opleiding van ingenieurs en bedrijfsleiders.	DGRNE Bestuur van de Franse Gemeenschap	Vakbonden Industriële federaties	1999
26. Bevorderen van het milieubeleid en de resultaten ervan aan de hand van seminaries, video's, documentatie, de organisatie van een "preventieweek",...	DGRNE	DGRNE Industrieën	doorlopend
27. Bevorderen van de oprichting van ondernemingsclubs die gericht zijn op het leefmilieu (EMAS-clubs), teneinde de uitwisseling van vaardigheden en ervaring tussen de ondernemingen te bevorderen en op die manier een nieuwe dynamiek te creëren. De verantwoordelijkheid voor de adviseurs - stuwende krachten van deze centra zal worden gedeeld door de aangesloten ondernemingen en het Gewest.	DGRNE	DGRNE Industrieën	doorlopend



Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
28. Bevorderen van de betrekkingen tussen het Gewest en de ondernemingen. De aanstelling van een milieucoördinator per onderneming en/of per industriële sector zal worden aangemoedigd. Hij zal de tussenpersoon zijn tussen de onderneming en de overheid, evenals met het publiek en de bevoegde overheden voor alle milieu-aangelegenheden : toepassing van milieureglementeringen, follow-up van installaties, advies over investeringsvoorstellen, opleidingen enz. Daarnaast stelt deze coördinator een jaarlijks rapport op ter attentie van de directies en het Comité veiligheid en gezondheid. De milieucoördinator zal de procedure voor de zelfbewaking van de installaties opstellen op basis van het model dat is vastgelegd door het DGRNE voor alle ondernemingen die behoren tot de categorieën die gedefinieerd zijn in de bijlagen van de IPPC-richtlijnen, de effectstudies en SEVESO. De procedure zal opgenomen zijn in de exploitatievergunning. Het presentatiedocument zal het voorwerp zijn van een interne goedkeuring in de onderneming (in het comité veiligheid en gezondheid).	Waalse Regering	Industrieën Industriële federaties DGRNE	1999
29. Opstellen van de handvesten voor milieupartnership. Het Gewest zal alle positieve acties steunen die erop gericht zijn een permanente en constructieve dialoog op gang te brengen tussen de verenigingen en de buurtcomités en de ondernemingen die bepaalde vormen van hinder veroorzaken. Het Gewest zal aanbevelingen uitvaardigen met het oog op een harmonisering van de betrekkingen tussen omwonenden en ondernemingen en zal een standaardcontract opleggen, "partnershipshandvest" genaamd, dat kan worden gesloten om deze betrekkingen op lange termijn te regelen.	DGRNE	Industrieën Gemeenten Milieubeschermingsverenigingen Ondernemingen van de sociale economie	1999
30. Het gebruik van schone technologieën, recyclagetechnieken of gerecycleerde producten als selectievoorwaarde hanteren in overheidsaanbestedingen.	Waalse Regering	MRW MET Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999

Programma van informatie doorstroming, promotie van nieuwe technologieën en begeleiding van de administratieve en wettelijke bepalingen in het domein van het leefmilieu - SIGNALE

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
31. Invoeren van een technologische waakfunctie voor het bijhouden van de beste beschikbare technologieën, de statistische informatie over de economische variabelen die gekoppeld zijn aan activiteiten in het domein van het leefmilieu, ...	DGRNE	DGRNE Ondernemingen ISSEP	doorlopend
32. Garanderen van de verspreiding, naar de gezinnen en de industrie, van acties en perspectieven op het vlak van de preventie en met name op het vlak van de technologische ontwikkeling (organisatie van seminaries, opstellen van brochures en technische en ecologische fiches over de producten, samenstellen van toolboxen om tegemoet te komen aan de vragen van de industrie).	DGRNE	DGRNE Industrieën NGO's ISSEP	doorlopend
33. Doorgaan met het opstellen van sectorale bestekken en hun promotie.	DGRNE DGTRE	Industrieën	doorlopend
34. Bevorderen en geleidelijk opleggen van de realisatie van een milieuboekhouding, met name van de integratie van de gegevens en de milieurisico's, en specifiek op financieel vlak, in de jaarrekeningen van de ondernemingen. Deze maatregel moet de concurrentiekracht van de ondernemingen verhogen, met name door hen de middelen te verschaffen om te anticiperen op de milieukosten, en richt zich in de eerste plaats tot bepaalde sectoren die als prioritair zijn aangeduid. Een voorbeeld van een milieuboekhouding zal worden opgesteld in overleg met de ondernemingen en de bedrijfsrevisoren. U.T. : 2 jaar.	Waalse Regering	DGRNE Industriële federaties Bedrijfsrevisoren	2000
35. Bevorderen van de uitvoering van milieurapporten.	Waalse Regering	Industrieën Industriële federaties DGRNE Afvalindustrieën	2000

## Reglementaire en financiële maatregelen.

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
36. Creëren van een "preventiecel" die binnen het DGRNE belast is met de coördinatie van de regionale beleidslijnen voor preventie op het vlak van het leefmilieu.	Waalse Regering	DGRNE	1998
37. Creëren van een Europees centrum voor de evaluatie van technologieën, de overdracht van technologieën en informatie over het milieubeleid.	Waalse Regering Europese Commissie	ISSEP Industriële federaties DGRNE	2002
38. Vaststellen van de criteria en de methodologie die gehanteerd moeten worden voor de analyse van de levenscyclus van de producten en de evaluatiemethoden die van toepassing zijn op de technologieën, en de toepassingen ervan ontwikkelen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën ISSEP	2000
39. Opstellen van de kwantitatieve en de kwalitatieve normen voor de afvalstoffen die worden voortgebracht door sommige producten (verpakkingen, olie, inkt...).	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	2000
40. Geleidelijk schrappen van de stoffen die een onredelijk risico vormen of die moeilijk te beheren zijn, en de nadruk leggen op economisch haalbare alternatieven.	Waalse Regering Federale Regering Europese Commissie	Industrieën	doorlopend
41. Vaststellen van de algemene voorwaarden en criteria voor het opnemen van stoffen in producten, en opstellen van de lijst met deze stoffen die jaarlijks moet worden herzien.	Waalse Regering	Industrieën MET DGRNE	1998
42. Bevorderen van het Europese ecolabel door de erkenning van Waalse expertisecentra voor de uitwerking en de erkenning van Europese normen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	doorlopend
43. Vaststellen van een deontologische code voor de ecologische reclame en een certificeringsprocedure voor de schone technologieën.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	1999
44. 20 % van de opbrengst van de heffingen op afvalstoffen wijden aan de uitvoering van maatregelen ter preventie van afval. Er zal een driejarenprogramma worden opgesteld voor de toewijzing van deze opbrengst van de heffingen aan het preventiebeleid.	Waalse Regering	Industrieën DGRNE DGTRE	1998

## d. Ophaling

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
45. Alle betrokkenen in de ophaalactiviteiten verplichten tot het bijhouden van een gestandaardiseerd register en om jaarlijks aangifte te doen bij de administratie.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
46. Verbieden van verdunning tijdens ophaalverrichtingen, het vermengen van een afvalstof die ongewenste elementen bevat met andere afvalstoffen of stoffen die deze niet bevatten, behalve indien wordt bewezen dat de mengeling bevorderlijk is voor het leefmilieu of de volksgezondheid.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1998
47. Samen met de beroepsorganisaties de methodologische middelen en de leidraden voor de goede praktijk opstellen voor het sorteren aan de bron, de ophaling en het vervoer van afvalstoffen.	DGRNE Industriële federaties DGTRE	Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
48. Ontwikkeling van programma's om het volk en de ondernemingen voor te lichten over en te sensibiliseren voor het dagelijkse beheer van hun afvalstoffen : - sorteren van het afval volgens de specificaties; - deelnemen aan het ingevoerde ophaalsysteem.	DGRNE Bestuur van de Franse Gemeenschap	Industrieën Administraties Werknemers NGO's Gemeenten/ Vakbonden	doorlopend
49. Elke diensten- en administratie-activiteit van meer dan 50 personen en elke onderneming die beschikt over een Comité veiligheid en gezondheid verplichten een milieucoördinator aan te werven die met name belast is met ophalingen van afval per zone van economische activiteit. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	Dienstenactiviteiten Administraties Industrieën Afvalindustrieën Comité Veiligheid en Gezondheid	1999



Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
55. Factureren van de reële en juiste kostprijs van het ophalen en het beheer door de overheid van het afval dat wordt gelijkgesteld met huishoudelijk afval.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999
56. Financiële steun verlenen aan de infrastructuur en de technische bijstandsstructuren voor het afvalbeheer ten behoeve van de KMO's, alsook collectieve acties. In het bijzonder zal het Gewest de opstelling van voorschriften voor de goede praktijk bevorderen, evenals minderheidsparticipaties in groeperingsondernemingen voor zover de dringendheid of de noodzaak om dergelijke installaties te creëren gerechtvaardigd is en het privéinitiatief hier niet aan beantwoordt.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999

## e. Nuttige toepassing

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
57. Uitvaardigen van een decreet met betrekking tot de bescherming van de bodem.	Waal Parlement	MET/DGA DGRNE Industrieën/ Landbouwers	1999
58. Vereenvoudigen van de procedure voor het toekennen van een exploitatievergunning en financiële steun, en beperken van de besluitvormingstermijnen. In het bijzonder zullen termijnen worden opgelegd voor het onderzoek van dossiers betreffende : - bouwvergunning; - exploitatievergunning; - aanvraag tot het oprichten van proef- en tijdelijke installaties; - aanvraag van overheidssteun (economische expansie, onderzoek en ontwikkeling, participatie in het kapitaal, interventie van de investeringsmaatschappijen,...).	Waal Parlement	Administraties	1999
59. Omzetten in het Waalse recht van de richtlijn CE/94/67 betreffende de verbranding van gevaarlijk afval en vastleggen van de normen voor de dioxine-uitstoot van de installaties voor nuttige toepassing en nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens.	Waal Parlement	Industrieën Verenigingen van gemeenten	1999
60. Garanderen van de samenhang van de exploitatievoorwaarden van de verschillende installaties voor nuttige toepassing van afval door energierecuperatie in niet-conventionele ovens, op het vlak van de voorwaarden voor de aanvaarding van afvalstoffen, de uiterste emissiewaarden en de controles.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën Europese Commissie	2002
61. Opleggen aan de recyclageinstallaties van dezelfde exploitatievoorwaarden als degene die worden opgelegd aan vergelijkbare installaties voor conventionele productie.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
62. Vastleggen van de evaluatiemethodes voor de technieken voor nuttige toepassing van afvalstoffen, evenals de methoden voor monsternamen en analyse van de afvalstoffen.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP	1999
63. Harmoniseren op Europese schaal van de voorwaarden van de nuttige toepassing van afvalstoffen in de landbouw, de civiele bouwkunde en de energie.	Waalse Regering/Raad van de Europese Unie	Landbouwers DGA/DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	2002
64. Wanneer producten op de markt worden gebracht en worden gebruikt, stoffen verbieden die vervuild zijn of ongewenst tegenover de industriële recyclage of de nuttige toepassing.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	doorlopend
65. Vaststellen van de voorwaarden voor de afvalophaling, naar gelang van de bestaande installaties voor recyclage en nuttige toepassing.	Waalse Regering	DGRNE Afvalindustrieën Industrieën	1999
66. Samenstellen van een catalogus die voor elk type afvalstof de beste beschikbare en potentiële opties voor nuttige toepassing, de centra voor nuttige toepassing en hun toegankelijkheidsvoorwaarden identificeert, alsook de markten voor de gerecycleerde producten.	Waalse Regering	DGRNE Industriële federaties ISSEP	2000
67. Creëren van een afvalbeurs en een makelaarsdienst teneinde de uitwisseling van afval tussen industrieën te bevorderen. Het Gewest zal toezicht uitoefenen over de toegankelijkheid van deze afvalbeurs en de ruime verspreiding van de informatie die ze vergaart.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën	1999
68. Invoeren van voorschriften voor de goede praktijk inzake de nuttige toepassing in de landbouw en de civiele bouwkunde.	DGRNE DGTRE/DGA	Industrieën Landbouw	doorlopend

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
69. Garanderen van de duurzaamheid van de kanalen voor nuttige toepassing van afvalstoffen van het Gewest, door de invoering van een partnership tussen de actoren op de markt. Te dien einde zullen contracten voor nuttige toepassing worden gesloten tussen de fabrikanten van producten en handelsgoederen, de consumenten en de verwerkende ondernemingen, evenals bijzondere overeenkomsten tussen industriële sectoren of ondernemingen voor de nuttige toepassing van afvalstoffen en de Waalse Regering, teneinde de nuttige toepassing van het Waalse afval te garanderen.	DGRNE Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
70. Gerecycleerde of recycleerbare producten opnemen in de bestekken van overheidsaanbestedingen.	Waalse Regering	Administraties	doorlopend
71. Ontwikkelen van programma's voor de voorlichting en de sensibilisering van studenten, het publiek en de ondernemingen, ter promotie van het gebruik van schone recycleerbare producten en gerecycleerde producten.	Waalse Regering Regering van de Franse Gemeenschap	Afvalindustrieën	doorlopend
72. Onderhandelen van samenwerkingsakkoorden tussen het Gewest en de aangrenzende Gewesten en Staten, teneinde gezamenlijk onderzoek te verrichten op het vlak van de nuttige toepassing en een netwerk op te richten van gemeenschappelijke installaties voor de nuttige toepassing van afval.	Waalse Regering	DGRNE	1999
73. Vaststellen van een driejarenprogramma voor financiële steun aan onderzoek, aan tests van nuttige toepassing van afval en aan de creatie van installaties voor nuttige toepassing. 40 % van de jaarlijkse ontvangsten van de heffingen op de activiteiten van de industriële sector zijn opgenomen in dit programma.	Waalse Regering	DGRNE DGTRE	1999
74. Aanbevelen van een voordelig BTW-tarief of accijnzen voor de verhandeling van gerecycleerde producten.	Federale Regering Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1998
75. Ontwikkelen, indien nodig, van een aanvullende capaciteit voor de verbranding van niet-recycleerbaar afval met effectieve energierugwinning.	DGRNE	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	2002
76. Invoeren van volledige kanalen voor de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen, met name waar privé-initiatieven niet hebben beantwoord aan de problemen of de doelstellingen binnen de opgelegde termijnen of met het oog op het vrijwaren van het algemeen belang. De financiële participatie van het Gewest moet in de eerste plaats borg staan voor de invoering van een infrastructuur in het Waalse Gewest en het beheer ervan met inachtneming van de principes van de openbare diensten.	Waalse Regering	DGRNE SPAQuE Industrieën Afvalindustrieën	1999
77. Invoeren van een kwaliteitslabel voor gerecycleerde producten en stoffen die verwerkt kunnen worden in producten die worden gebruikt in de landbouw en de civiele bouwkunde, en hun verhandeling bevorderen.	Waalse Regering	DGRNE MET Industrieën	1999
78. Invoeren van een wedstrijd die erop is gericht de meest succesvolle verwezenlijkingen op het vlak van de productie van gerecycleerde producten te belonen.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën	1998
79. Identificeren van de gevoelige kringen en omgevingen, in het kader waarvan het gebruik van bepaalde afvalstoffen moet worden gereguleerd of verboden.	Waalse Regering	DGRNE/DGA MET	1999
80. Organiseren van de overbrenging van afvalwater van veeteeltbedrijven en andere stoffen die als meststof voor de landbouw kunnen worden gebruikt, door het opstellen van jaarlijkse quota's en een geografische spreiding.	Waalse Regering	Landbouwfederaties DGA/DGRNE	1998
81. Verbieden van de invoer van gier voor rechtstreekse verspreiding op de bodem. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	DGRNE/DGA MET	1999
82. Alle afvalstoffen die een agronomische en milieutechnische follow-up vereisen, onderwerpen aan een verspreidingsplan. Het verspreidingsplan zal worden goedgekeurd door het DGA en zal betrekking hebben op de technische, de economische en de reglementaire aspecten en op de transparantie van de overwogen verrichtingen.	Waalse Regering	DGA DGRNE Landbouwers	1999
83. Oprichten van centra voor de compostering, de methanisering, de verwerking en de verpakking van organisch afval, met het oog op een optimale agronomische nuttige toepassing.	Waalse Regering/DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën ISSEP Verenigingen van gemeenten	2005

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
84. Invoeren van een agronomische en milieutechnische follow-up van de in de landbouw gebruikte afvalstoffen. Er zal een database van de bodems met een geïnformatiseerd gedeeltelijk beheer worden opgesteld.	DGRNE	DGA DGRNE	2000
85. Opstellen van een jaarlijkse energie balans die in het bijzonder de energiebesparingen zal preciseren van ondernemingen die een activiteit van nuttige toepassing door energierecuperatie in niet-conventionele ovens. Deze informatie moet worden opgenomen in de regionale energiebalans die is opgesteld door het DGTRE.	DGTRE	Industrieën	1999
86. Creëren van groepen voor het afvalbeheer die vertegenwoordigers omvatten van de betrokken overheden en van de industriële federaties, teneinde samenwerkingsverbanden tot stand te brengen tussen de producenten, de nuttige toepassers en de potentiële gebruikers.	DGRNE	Administraties Industrieën Afvalindustrieën	1998
87. Invoeren van een bodemcomité bestaande uit vertegenwoordigers van het DGRNE, het DGA, het Federale Ministerie voor Landbouw, vertegenwoordigers van de producenten, de verwerkers en de gebruikers van afvalstoffen die bestemd zijn voor nuttige toepassing in de landbouw. Het comité zal belast zijn met het vaststellen van welke afvalstoffen nuttig toe te passen zijn in de landbouw en van de voorwaarden voor het gebruik van deze afvalstoffen.	Waalse Regering Federale Regering	DGRNE DGA Industrieën Landbouwfederaties Afvalindustrieën	1998
88. Creëren van permanente promotiestructuren (vzw's) die de opdracht hebben maatregelen met betrekking tot de industriële recyclage, de nuttige toepassing in de landbouw en de civiele bouwkunde uit te voeren.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999

## f. Verwijdering

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
89. Opleggen van in het bijzonder de volgende voorwaarden aan de verbrandingsinstallaties : 1. terugwinning van de vrijgekomen warmte 2. nuttige toepassing van 65 % van de residu's 3. toepassing van de normen op het vlak van de verbranding van gevaarlijke stoffen. U.T. : 4 jaar.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
90. Vaststellen, per industriële sector en per onderneming van meer dan 250 werknemers, van een driejarenprogramma voor de vermindering van de te verwijderen afvalhoeveelheden. U.T. : 2 jaar.	Waalse Regering	Industriële federaties Industrieën DGRNE	1999
91. Ontwikkelen van onderzoek naar de gevolgen voor de gezondheid en naar de gezondheids- en ecologische risico's die voortvloeien uit de afvalverwijderingsactiviteit.	DGRNE	Ministerie van Volksgezondheid Ministerie van Landbouw ISSEP Industriële Sectoren Ministerie voor Wetenschappelijk Onderzoek	1999
92. Inventariseren van de technieken stabilisatie, inerten en vernietiging per categorie industrieel afval.	DGRNE	ISSEP Industriële federaties Afvalindustrieën	1999
93. Reglementeren van de activiteiten stabilisatie en inerten van industrieel afval.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
94. Invoeren van een formeel en permanent evaluatiemechanisme voor de verwijderingstechnieken en -procédés.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP	1999
95. Toepassen van dezelfde voorwaarden voor de exploitatie en de bescherming van het leefmilieu in alle verwijderingsinstallaties, ongeacht of ze privé- of collectief worden gebruikt, en ze om de 5 jaar evalueren.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999
96. Versterken van de vereisten voor de bescherming van het leefmilieu en de preventie van de risico's in het beheer van de verwijderingsinstallaties, en benadrukken van de economische verantwoordelijkheid van de beheerders met betrekking tot de schade die hun activiteiten veroorzaken, gekoppeld aan een stimulerend economisch beleid.	Waalse Regering Bevoegde autoriteiten	Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten Gemeenten SPAQuE	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
97. Het bestek met betrekking tot de aanleg van de stortplaatsen en de controle van de uitvoering ervan indienen bij een erkende instelling, met inachtneming van de ISO- en NEN-kwaliteitsnormen.	Waalse Regering	DGRNE SPAQuE	1998
98. Opleggen van een beschrijving van zones voor de afvalstoffen voor elke aanvraag van een exploitatievergunning voor een verwijderingsinstallatie voor industrieel afval.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën DGRNE Verenigingen van gemeenten	1998
99. Opstellen, per verwijderingscentrum, van een nauwkeurige lijst met het toegelaten afval en deze lijst openbaar maken.	Bevoegde autoriteiten	Afvalindustrieën/ Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
100. Opstellen van een lijst met de afvalstoffen die niet mogen worden gestort, een lijst met de afvalstoffen die afzonderlijk moeten worden gestort, een lijst met de industriële afvalstoffen die op een stortplaats voor huishoudelijk afval mogen worden gestort.	Waalse Regering	Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten SPAQuE	1999
101. Voorzien in een nieuwe STORTPLAATS-klasse "verschillende fabrikanten - een product" die alleen bestemd is voor afvalstoffen die overeenkomen op het vlak van hun oorsprong, hun samenstelling en de kenmerken van hun uitloging. Naast een grotere beheersing van het risico maakt het bestaan van dergelijke sites het mogelijk bepaalde afvalstoffen terug te nemen met het oog op hun nuttige toepassing.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Industrieën Verenigingen van gemeenten	1999
102. De Stortplaatsen voorbehouden voor het exclusieve gebruik van de fabrikant, voor zover de hoeveelheden en de kwaliteit van de afvalstoffen die gestort moeten worden conform de doelstellingen van vermindering van de het storten zijn en een afzonderlijke exploitatie rechtvaardigen, en dat de garanties voor de exploitatie en de herstelling in oorspronkelijke staat en het toezicht op de site voldoen aan de strengste regels.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën	doorlopend
103. Oprichten van een beheerscomité voor het slib van ruimen en dreggen met het oog op een rationeler beheer. Het comité bestaat uit vertegenwoordigers van de verantwoordelijke overheden : het gewest (bevaarbare en niet bevaarbare waterlopen van de eerste categorie), provincies (niet bevaarbare waterlopen van de tweede categorie) en gemeenten (niet bevaarbare waterlopen van de derde categorie).	DGRNE MET	DGRNE MET Provincies Gemeenten	1998
104. Plannen van de tenuitvoerlegging van de sites opgenomen in het STORTPLAATS-plan naar gelang van de behoeften en tegelijk scheuren vermijden.	Bevoegde autoriteiten	DGRNE/SPAQuE Verenigingen van gemeenten	1999
105. Coördineren van de programma's voor de aanwending van overheids- en privé-uitrustingen voor de verwijdering van afvalstoffen.	Waalse Regering	Industrieën Verenigingen van gemeenten Gemeenten/DGRNE	doorlopend
106. Creëren van een waarborgfonds naar het voorbeeld van het Fonds National de Garantie des Dégâts Houillers dat het mogelijk maakt om indien mogelijk het beheer en de controle van de buiten gebruik gestelde Stortplaatsen voort te zetten wanneer de post-beheer-periode verstreken is.	Waaals Parlement	DGRNE SPAQuE Afvalindustrieën	2000
107. Schrappen van elke vorm van subsidie voor de beheerders van de Stortplaatsen, om hen de werkelijke kosten te laten dragen.	Waalse Regering		1998
108. In de verwerkingsprijzen de kosten opnemen van de herstelling in oorspronkelijke staat en de kosten van het toezicht op lange termijn van de deponiefaciliteit na de exploitatie ervan.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
109. De kostprijs van de verwijdering van de afvalstoffen openbaar maken. De algemene kosten en de winst mogen niet meer dan 15 % van de exploitatiekosten bedragen.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
110. Een geautomatiseerde boekhouding invoeren voor de stromen die binnenkomen in de verwijderingscentra, alsook een controle van de emissies en de immissies.	Bevoegde autoriteiten	Afvalindustrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	2000

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
111. De exploitanten van verwijderingsinstallaties ertoe verplichten de bevoegde overheid op de hoogte te stellen van de resultaten van de controle- en toezichtsprocedure die een schadelijke weerslag kunnen hebben op het leefmilieu, en van de ingezette interventie-maatregelen.	Waalse Regering	Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
112. De exploitant ertoe verplichten ten minste een keer per jaar een rapport te bezorgen aan de bevoegde overheid over de types en de hoeveelheden van de verwijderde afvalstoffen, evenals over de resultaten van het toezichtprogramma, teniende de conformiteit van de goedkeuringsvoorwaarden te controleren en de kennis op het vlak van de impact van de afvalstoffen te verhogen. Het rapport zal tevens de eenheidskosten van het storten en hun berekenings-modaliteiten vermelden.	Waalse Regering Bevoegde autoriteiten	Afvalindustrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999
113. Invoeren van ontmoedigende sancties voor elke ongeoorloofde verwijdering van afvalstoffen.	Waalse Regering	DGRNE Bevoegde federale autoriteiten Gemeenten	1998

## g. Overbrenging van afvalstoffen en internationale samenwerking

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
114. De afvalstoffen die voorkomen op de groene lijst en die mogelijk schadelijk zijn voor het leefmilieu of de volksgezondheid en de vastgestelde illegale handel (banden, elektrisch en elektromechanisch afval) onderwerpen aan de controlemaatregelen.	Waalse Regering C.E.	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	1999
115. De overbrenging van afvalstoffen toelaten op voorwaarde dat ze worden verwerkt in hoogwaardige omstandigheden op technisch vlak of inzake de bescherming van het leefmilieu.	DGRNE	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
116. De export van niet-gevaarlijke afvalstoffen naar landen buiten de OESO met het oog op nuttige toepassing onderwerpen aan het krijgen van voorafgaande goedkeuring.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	1998
117. Binnen België een geschikt en coherent systeem invoeren voor het toezicht op en de controle van interregionale overbrengingen van gevaarlijke afvalstoffen, waarbij dit systeem compatibel moet zijn met het systeem van de gemeenschappen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	1999
118. De opslag en de bewaring in Stortplaatsen van uit het buitenland afkomstig afval beperken of verbieden, voor zover er een capaciteitstekort is in het gewest.	Bevoegde autoriteiten	DGRNE Industrieën	doorlopend
119. Voorrang geven aan veilige en weinig vervuilende transportmanieren en -omstandigheden.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
120. Sluiten van akkoorden tussen het Waalse Gewest en de aangrenzende Gewesten of Staten die erop gericht zijn : - een adequaat en volledig netwerk van afvalverwerkingsinstallaties uit te bouwen; - de uitwisseling van afvalstoffen op middellange termijn te garanderen; - de wederzijdse toegankelijkheid van de gemeenschappelijke verwerkingsinstallaties garanderen voor de industriële, steunend op de complementariteit en de samenwerkingsverbanden; - het toezicht en de controle versterken; - de retour van ongeoorloofde overbrengingen organiseren; - streven naar een harmonisering van de exploitatienormen voor de installaties en de economische instrumenten, de instrumenten voor analyse van de afvalstoffen en voor de evaluatie van hun impact op het leefmilieu.	Waalse Regering	DGRNE Afvalindustrieën	2000
121. De gemeenten op de hoogte stellen van de verspreiding, op hun grondgebied, van ingevoerde afvalstoffen, ten behoeve van de landbouw.	DGRNE	Afvalindustrieën Landbouwers	1998
122. Opleggen van de plaatsing van specifieke signalisatie op de transportmiddelen waarin de afvalstoffen worden vervoerd.	Waalse Regering	Afvalindustrieën	1999
123. Invoeren van een speciaal team voor controle op de overbrenging van afvalstoffen.	DGRNE	DGRNE	1998
124. Organiseren van "bliksemacties" ter controle ten minste een keer per maand, samen met de autoriteiten van de aangrenzende gebieden.	DGRNE	DGRNE	doorlopend
125. Publiceren van de aktes ter goedkeuring van de internationale overbrengingen van gevaarlijk afval in het <i>Belgisch Staatsblad</i> .	Waalse Regering	DGRNE	1999



## 2/ Huishoudelijke afvalstoffen

## A. Doelstellingen

## a. Statistieken

48. De voordelen plukken van betrouwbare gegevens op het vlak van de geproduceerde hoeveelheid en de verwerkingswijzen van huishoudelijke afvalstoffen en de hiermee gelijkgestelde afvalstoffen, rekening houdend met de zeer nauwkeurige doelstellingen op het vlak van het beheer van de afvalstoffen die worden gedefinieerd in het kader van het plan en de evolutie van de wetgeving op het vlak van de belasting en de regels voor het afvalbeheer.

49. Harmoniseren van het systeem voor de aanschaffing, de validatie en de verwerking van informatie met betrekking tot de opgehaalde, de gerecycleerde, de nuttig toegepaste en de verwijderde huishoudelijke afvalstoffen. De gegevensoverdracht gebeurt verplicht via het informaticanetwerk, volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door de Waalse Regering.

## b. Preventie

50. Verminderen van de hoeveelheden van huishoudelijke afvalstoffen die worden geproduceerd op het grondgebied, met betrekking tot de evolutie van de streamline-productie door de aanwending van de middelen die het mogelijk maken de verschijning en de productie van dit afval te voorkomen en, anderzijds, de drastische vermindering van de hoeveelheden die worden gestort, waarbij het gebruik van deze infrastructuur beperkt wordt tot de verwijdering van de fractie van de afvalstoffen die als ultiem wordt bestempeld.

	Preventie						
	1995	2000		2005		2010	
	kg/inw/jaar	percentage	kg/inw/jaar	percentage	kg/inw/jaar	percentage	kg/inw/jaar
Huisvuil	367	7 %	340	19 %	317	31 %	292
Groot huisvuil	159	6 %	166	17,5 %	160	29 %	153
Huishoudelijk afval	526	6 %	506	18 %	477	29 %	445

De raming van de voluntaristische geproduceerde hoeveelheid, rekening houdend met de doelstellingen op het vlak van de preventie van de verschillende fracties van het huishoudelijk afval, uitgedrukt in ton en in kg./inw., is als volgt samengesteld :

	2000		2005		2010	
	3.394.065		3.434.769		3.465.329	
	t/jaar	kg/inw/jaar	t/jaar	kg/inw/jaar	t/jaar	kg/inw/jaar
1. huisvuil						
glas	133.658	39	125.823	37	117.024	34
papier/karton	302.271	89	284.553	83	264.653	76
drankkartons	18.523	5	17.438	5	16.218	5
plastic	112.698	33	106.093	31	98.673	28
metaal	48.306	14	45.475	13	42.295	12
textiel	24.698	7	23.250	7	21.624	6
organisch afval waaronder :	423.340	125	398.527	116	370.655	107
- keukenafval	408.381	120	384.445	112	357.558	103
- groen afval	14.959	5	14.082	4	13.097	4
speciaal huishoudelijk afval	12.594	4	12.886	4	12.900	4
niet-geklasseerde residu's	77.726	22	73.170	21	68.053	20
TOTAAL	1.153.814	340	1.087.214	317	1.012.094	292
2. Grote fracties						
groen afval	121.463	36	111.331	32	101.693	29
inert afval	224.057	66	222.403	65	214.606	62
groot afval	218.194	64	217.413	63	215.137	62
TOTAAL	563.714	166	551.148	160	531.437	153
TOTAAL huishoudelijk afval	1.717.528	506	1.638.362	477	1.543.531	445

51. Wijzigen van de samenstelling van de producten zodanig dat het afval dat door deze producten wordt gegenereerd in essentie bestaat uit nuttig toe te passen stoffen (prioritair recycleerbaar) die vrij zijn van gevaarlijke elementen.

Het Gewest beschikt over een tweevoudig actieterrein :

- aanbevelen van acties aan de federale overheden, die als enige bevoegd zijn voor het opstellen van de productnormen, met name op het vlak van de vermindering of de schrapping van bepaalde elementen die als prioritair worden beoordeeld, zoals zware metalen.

- de aanwezigheid in de vuilnisbakken van de gezinnen van klein speciaal huishoudelijk afval dat moeilijk nuttig toe te passen is, aanzienlijk verminderen.

c. Ophaling

52. Selectief ophalen van de maximale hoeveelheid afvalstoffen die technisch en economisch gezien terug te winnen en te recyclen zijn.

De onderstaande tabel bevat de ophalingspercentages die moeten worden gehaald voor het hele Gewest, vergeleken met de totale volontaristische geproduceerde hoeveelheid van de stoffen die aanwezig zijn in het huisvuil en niet vergeleken met de terug te winnen geproduceerde hoeveelheid.

Type van afval	Ophalingspercentage (in %)			Selectief opgehaalde afvalstoffen (in ton)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Glas	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papier/karton	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Drankkartons	15	20	20	2.778	3.488	3.244
Plastic	20	25	25	22.540	26.523	24.668
Metaal	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textiel	32	50	50	7.903	11.625	10.812
Organisch afval waaronder :	23	50	60	93.928	192.222	214.535
Groen afval	94	94	94	128.943	118.372	108.242
Groen afval uit containerparken	100	100	100	121.463	111.331	101.693
Groen afval uit groot huisvuil	50	50	50	7.480	7.041	6.549
Inert afval	70	70	70	156.840	155.682	150.224
Groot afval	90	95	98	196.375	206.542	210.834
Speciaal huishoudelijk afval	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Selectief opgehaalde hoeveelheid				864.309	993.619	1.006.253
Geproduceerde hoeveelheid van huishoudelijk afval				1.717.528	1.638.352	1.543.531
Percentage van de selectieve ophaling				50 %	61 %	65 %

De opgehaalde hoeveelheid groen afval omvat niet alleen het groene afval dat is verzameld in de containerparken, maar ook een deel van het groene afval dat op dit moment bij het ruw huishoudelijk afval zit.

d. Nuttige toepassing

53. De optimale nuttige toepassing van de selectief opgehaalde stoffen en de ontwikkeling van recyclage-infrastructuren op het Waalse grondgebied.

De onderstaande tabel vat de doelstellingen samen op het vlak van nuttig toegepaste percentages en van de hoeveelheden die het Gewest wil voortzetten bij de uitvoering van dit tweede afvalplan.

Type van afval	Percentage nuttige toepassing door materiële recuperatie vergeleken met de geproduceerde hoeveelheid (in %)			Nuttig toegepaste hoeveelheden (in ton/jaar) Taux de collecte (en %)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Glas	70	75	80	93.560	94.367	93.619
Papier/karton	40	50	55	120.908	142.276	145.559
Drankkartons	15	18	18	2.778	3.139	2.919
Plastic	15	20	20	16.905	21.219	19.735
Metaal	80	85	90	38.645	38.654	38.065
Textiel	30	35	40	7.409	8.138	8.650

Type van afval	Percentage nuttige toepassing door materiërecuperatie vergeleken met de geproduceerde hoeveelheid (in %)			Nuttig toegepaste hoeveelheden (in ton/jaar) Taux de collecte (en %)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Inert afval	56	63	63	125.472	140.114	135.202
Groot afval	30	30	30	65.458	65.224	64.541
Organisch afval	23	50	60	93.628	192.222	214.535
Déchets verts	85	85	85	116.048	106.535	97.418
- afkomstig van containerparken	90	90	90	109.317	100.198	91.524
- afkomstig van ruw huisvuil	45	45	45	6.732	6.337	5.894
Groot afval	30	30	30	65.458	65.224	64.541
Speciaal huishoudelijk afval	15	30	50	1.889	3.866	6.450
Nuttig toegepaste hoeveelheden				683.000	815.750	826.690
Geproduceerde hoeveelheid van huishoudelijk afval				1.717.528	1.638.362	1.543.531
Percentage nuttig toegepast materiaal				40 %	50 %	54 %

54. De integrale restgeproduceerde hoeveelheid van huishoudelijk afval verwerken in infrastructuur voor nuttige toepassing gedimensioneerd naar gelang van de behoeften die zijn vastgesteld voor het jaar 2005. Deze capaciteit zal dus 800.000 ton per jaar bedragen, rekening houdend met het feit dat een reservecapaciteit van meer dan 10 % van de geproduceerde hoeveelheid nodig is voor een goede werking van deze installaties.

Het tonnage afvalstoffen die bestemd zijn voor nuttige toepassing door energierecuperatie komt overeen met de restfractie ruw huisvuil dat niet selectief is opgehaald, verhoogd met het selectief opgehaalde afval dat niet gesorteerd kan worden.

De onderstaande tabel geeft de geproduceerde hoeveelheid van afvalstoffen die kunnen worden verbrand in ton/jaar.

Type van afval	2000	2005	2010
Restfractie ruw huisvuil na selectieve ophaling en sortering	764.180	567.150	468.590
Groot huisvuil (buiten fractie metaal en onbrandbaar)	121.290	127.570	130.220
Niet gesorteerd afval (buiten inert afval)	19.000	20.980	18.240
Totale hoeveelheid die kan worden verbrand	904.470	715.700	617.050
Geproduceerde hoeveelheid van huishoudelijk afval	1.717.530	1.638.360	1.543.530
Verbrandingspercentage	47 %	44 %	40 %

Dit tonnage komt overeen met de fractie van de afvalstoffen die omwille van hun lagere kwaliteit niet kunnen worden gerecycleerd of nuttig toegepast als meststof voor de landbouw. Deze fractie van het afval beschikt evenwel in sommige gevallen over een hoge calorische waarde, met name wanneer het gaat om fluff of afval dat overblijft na het verbrijzelen van groot afval. Dit kan dan terecht komen in de installaties voor nuttige toepassing door energierecuperatie of elektriciteitsproductie. In dit hypothetische geval wordt de op die manier vrijgekomen capaciteit beschikbaar om het gemene industriële afval nuttig toe te passen, waarbij de bestaande infrastructuur verzadigd zijn.

55. Bereiken van een percentage van 75 % nuttig toegepaste verbrandingsresten tegen het jaar 2010.

	2000	2005	2010
Hoeveelheid verbrandingsresten van huishoudelijk afval (t/jaar)			
slakken	200.000	179.000	154.000
Afval van gasreiniging	32.000	29.000	25.000
Nuttig toegepaste hoeveelheid (t/jaar)	58.000	135.000	134.000
Nuttig toegepast percentage (%)	25 %	65 %	75 %

Rekening houdend met de oriëntatie die het Gewest heeft gekozen, met name het verbod op het opslaan van gevaarlijk afval op zijn grondgebied evenals erbuiten, zal alle afval van gasreiniging verplicht een stabilisatiebehandeling moeten ondergaan met het oog op de technische deponie ervan. De onderzoeken zullen worden voortgezet teneinde de productie van dit afval te verminderen en technieken voor nuttige toepassing te ontwikkelen.

## e. Eliminatie

56. De verwijdering van afvalstoffen drastisch verminderen en de deponie beveiligen door te verbieden dat bepaalde afvalstoffen worden gestort of door te verplichten dat ze voorafgaand aan hun verwijdering worden behandeld.

	Opslag van inert afval in stortplaatsen						Opslag van niet-gevaarlijk afval in stortplaatsen					
	2000		2005		2010		2000		2005		2010	
	Percentages	Hoeveelheden	Percentages	Hoeveelheden	Percentages	Hoeveelheden	Percentages	Hoeveelheden	Percentages	Hoeveelheden	Percentages	Hoeveelheden
	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)	(%)	(t)
Restfractie van het ruw huisvuil	0	0	0	0	0	0	0 à 10	0 à 174.000	0	0	0	0
Verbrandings-resten	0	0	0	0	0	0	10,1	174.000	4,4	72.600	2,9	44.700
Niet-sorteerbaar inert afval	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	0	0	0	0	0	0
Ultieme fractie van het groot huisvuil	0	0	0	0	0	0	0,9	16.200	1,0	17.000	1,1	17.400
Maximale hoeveelheden opgeslagen in Stortplaatsen	1,8	31.400	1,0	15.600	1,0	15.000	21,	364.200	5,4	89.600	4,0	62.100

57. Een ononderbroken zelfvoorziening op het vlak van stortplaatsen garanderen.

## B. Organisatie

## a. Statistieken

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
126. Opmaken van een regelmatige balans van de preventiemaatregelen die worden getroffen door de gemeenten, het Waalse Gewest of de industrieën.	DGRNE	Gemeenten Verenigen van gemeenten Industrieën/ Ministeries Comission Interrégionale de l'emballage	doorlopend
127. Regelmatig onderzoeken voeren naar de geproduceerde hoeveelheid en de samenstelling van het huishoudelijk afval naar gelang van sociaal-economische en geografische criteria.	DGRNE	DGRNE	doorlopend
128. Automatiseren van de overdracht en de verwerking van gegevens die verband houden met het beheer van huishoudelijk afval en de toegang tot deze informatie volgens vastgestelde regels.	DGRNE DGPL	Gemeenten Verenigen van gemeenten Industrieën DGRNE	2000
129. De gemeenten of verenigen van gemeenten verplichten om een gestandaardiseerd register bij te houden van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die verband houden met de ophaling van huishoudelijk afval. U.T. : 1 jaar	Waalse Regering	Gemeenten Verenigen van gemeenten	1999
130. De beheerders van sorteercentra verplichten een gestandaardiseerd register bij te houden van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die verband houden met de sortering van huishoudelijk afval. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigen van gemeenten Industrieën	1999
131. De gemeenten, verenigen van gemeenten en industrieën verplichten een gestandaardiseerd register bij te houden van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die verband houden met de compostering of de recyclage van huishoudelijk afval. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigen van gemeenten Industrieën	1999
132. De verenigen van gemeenten en de industrieën verplichten om een gestandaardiseerd register bij te houden van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die verband houden met de nuttige toepassing door energierecuperatie van huishoudelijk afval. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	Verenigen van gemeenten Industrieën	1999
133. De verenigen van gemeenten verplichten om een gestandaardiseerd register bij te houden van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die verband houden met de verwijdering van huishoudelijk afval. U.T. : 1 jaar	Waalse Regering	Verenigen van gemeenten	1999
134. De gegevens in dit plan om de twee jaar actualiseren en de globale statistieken publiceren per zone van vereniging van gemeenten.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend

## b. Preventie

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
135. Uitbreiden van de functies van de "Preventie"-cel.	DGRNE	Industrieën Particulieren	doorlopend
136. Uitbreiden van de opdrachten van het Waalse netwerk voor zuinig verbruik.	DGRNE Industrieën	Industrieën Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	doorlopend
137. Uitbreiden van de sensibilisering en de voorlichting over het leefmilieu in de scholen en de gemeenten.	Waalse Regering Federale Regering Franse Gemeenschap	Onderwijsnet Gemeenten FOREM DGRNE	doorlopend
138. Toepassen van de maatregelen voor het zuinig verbruik en de sortering binnen de openbare diensten.	Waalse Regering	MRW/MET Openbare nutsbedrijven/ Gemeenten Verenigingen van gemeenten Provincies	2000
139. Samenwerken met de federale instellingen op het vlak van reclame en ecologische labels.	Federale Regering Waalse Regering	Industrieën DGRNE	doorlopend
140. Bevorderen van de opstelling van gemeentelijke actieprogramma's op het vlak van de preventie, de ophaling en de sortering van afval. Deze maatregelen zullen op termijn een noodzakelijk deel uitmaken van het gemeentelijke milieuplan voor de duurzame ontwikkeling.	Waalse Regering	Gemeenten DGRNE	1999
141. Bevorderen van het algemene gebruik van te betalen vuilniszakken, de elektronische weging van vuilnisbakken of andere equivalente middelen die rekening houden met de maatschappelijke rechtvaardigheid en borg staan voor de geleidelijke toepassing van de werkelijke prijs.	Waalse Regering	Gemeenten	1998
142. Een dienst voor technische en administratieve bijstand ter beschikking stellen van de gemeenten.	Waalse Regering	Structuur te bepalen	1998
143. Bevorderen van het gebruik van producten die het ecologische label dragen.	DGRNE	Industrieën Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	1999
144. Definiëren van de kenmerkende normen en voorschriften voor de goede praktijk, teneinde het compost van de organische stoffen op een correcte manier te produceren en te gebruiken.	DGRNE	Particulieren Gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1999
145. Het gebruik van herbruikbare verpakkingen bevorderen, met name door het sluiten van sectorale akkoorden.	Waalse Regering	Industrieën Industriële federaties Commission interrégionale de l'emballage	2000
146. Het gebruik van herbruikbare verpakkingen binnen de overheidsinstellingen en de horecasector bevorderen.	Waalse Regering	Industrieën MRW/MET Gemeenten/ Provincies	1999
147. De Waalse productiebedrijven die investeren in het gebruik van herbruikbare verpakkingen financieel steunen.	Waalse Regering	Industrieën	2000
148. Bevorderen van het leidingwaterverbruik om het gebruik van wegwerpverpakkingen te verminderen.	Waalse Regering	Waterdistributie- maatschappijen Particulieren	2001
149. Ontwikkelen van de informatie met het oog op een bevordering van het gebruik van kringlooppapier en inkt met een gunstigere ecobalans.	DGRNE	Industrieën Openbare besturen Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	1999
150. Opleggen van de verplichte terugname van huis-aan-huisreclame en telefoongidsen, teneinde een onoordeelkundige distributie te vermijden. U.T. : 1 jaar.	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Verdelers of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
151. Definiëren van de normen voor de productie, de karakterisering en het gebruik van het compost van afvalstoffen.	Waalse Regering	Particulieren Gemeenten	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
152. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk die de methoden voor de compostering en het gebruik van thuis gecomposteerd afval definiëren.	DGRNE	Particulieren Gemeenten	1999
3) Inert afval			
153. Aanmoedigen van de selectieve demontage van bouwelementen met het oog op hun hergebruik.	DGRNE WTCB	Particulieren Ondernemingen van de sociale economie	1999
154. Vaststellen van de normen voor het gebruik van teruggewonnen materialen in installaties gericht op de recyclage van inert afval om ze te verwerken in producten.	Waalse Regering	Industrieën MET	1999
155. Bevorderen van het hergebruik van groot huisvuil via aankoop- en ruilcentra voor tweedehandse artikelen.	Waalse Regering	Particulieren Gemeenten Ondernemingen van de sociale economie	1999
156. Bevorderen van het gebruik van elektrische/elektronische uitrustingen die een ecolabel dragen.	Waalse Regering	Particulieren Gemeenten Waals netwerk voor zuinig verbruik Industrieën	doorlopend
157. Bevorderen in het zuinig verbruik van een matig en adequaat gebruik van producten die speciale afvalstoffen voortbrengen.	DGRNE	Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	1998
158. Veralgemeenen van de etikettering van producten die gevaarlijke afvalstoffen voortbrengen en uiteenzetten van de manier waarop deze worden beheerd.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën Particulieren	doorlopend
159. De burgers informeren over de gevaren van het hergebruik van recipiënten die gevaarlijke producten hebben bevat en van een inadequaat beheer van de gevaarlijke afvalstoffen.	DGRNE	Gemeenten Waals netwerk voor zuinig verbruik	doorlopend

## c. Ophaling

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
160. De gemeentereglementen aanpassen bij de verlenging van de regionale actie.	Waalse Regering	Gemeenten	2000
161. Aanvullen van het netwerk van containerparken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	2000
162. De KMO's, handelaars, landbouwers, scholen en overheden toegang verschaffen tot de containerparken voor beperkte hoeveelheden nuttig toe te passen afval, mits betaling van de werkelijke prijs. Deze maatregel wordt in de praktijk toegepast samen met de ontwikkeling van industriële containerparken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten DGRNE	2000
163. De flexibiliteit van de openingsuren van de containerparken verhogen.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999
164. Creëren van bufferopslagruimten voor afval dat werd opgehaald in de containerparken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999
165. Ontwikkelen van de infrastructures voor overbrenging en sortering van het afval.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	2000
166. Opleggen van een scenario voor selectieve ophalingen opleggen aan gemeenten en verenigingen van gemeenten die op hun grondgebied de door het plan voorgeschreven ophaalpercentages niet bereiken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	2000
167. Voor de ophaling van glas het aantal verzamelpunten verhogen en erop toezien dat de site regelmatig wordt onderhouden.	Gemeenten	Gemeenten Industrieën	2000
168. De distributiecentra verplichten een zone voor de terugname van verpakkingen in te voeren.	Waalse Regering	Industrieën	2000
169. Het papier van het karton scheiden in de containerparken.	DGRNE	Gemeenten Particulieren Verenigingen van gemeenten	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
170. De fractie papier/karton ten minste een keer per maand aan huis ophalen.	DGRNE	Gemeenten Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
171. Het papier selectief ophalen bij de openbare besturen.	Waalse Regering	Openbare besturen	doorlopend
172. Twee keer per maand aan huis het plastic, metaal, drankkartons en eventueel glas ophalen.	Waalse Regering	Gemeenten Industrieën	2000
173. Infrastructuren voor de afvalverwerking invoeren om terugwinning mogelijk te maken op het niveau van de metalen : - verbrandingsinstallaties; - sorteerinstallaties voor huishoudelijk afval; - verbrijzelinstallaties voor groot huisvuil; - ontijzeringscentra voor de slakken.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	2000
174. Bevorderen van de ophaling aan huis van het textielafval en het vrijwillig brengen naar de ophaalpunten.	Waalse Regering	Ondernemingen van de sociale economie Gemeenten	2000
175. Het geleidelijke organiseren van de ophaling aan huis van het fermenteerbare organische afval, om de bevolking te bereiken voor : - 30 % in 2000; - 50 % in 2005; - 70 % in 2010.	DGRNE	Gemeenten	1999
176. Een technisch-economische en milieutechnische studie opstellen over de ophaalwijzen van het fermenteerbaar afval.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
177. Ten minste vier keer per jaar het groot huisvuil aan huis ophalen in de zones waar nog geen containerparken zijn.	DGRNE	Gemeenten	1998
178. Het afval bestaande uit grote elektrische huishoudelijke toestellen afzonderlijk verzamelen in containerparken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Particulieren	1999
179. Maximum 6 centra voor sorteren/vermalen van groot huisvuil oprichten. U.T. : 3 jaar.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	1999
180. Ophalen van afvalolie via de garages of de olievaten die in de containerparken staan.	Waalse Regering	Garages Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën Particulieren	1999
181. In elke containerpark voorzien in een verzamelpunt voor voedingsolie.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën Particulieren	1999
182. Het aantal ophaalpunten voor batterijen verhogen, met name in scholen en containerparken.	DGRNE Franse Gemeenschap	Particulieren Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	doorlopend
183. De ophaling van vervallen geneesmiddelen organiseren via de apotheken.	Waalse Regering	Apothekers Industrieën	doorlopend
184. De selectieve ophaling van speciaal huishoudelijk afval via containerparken optimaliseren, om de kwaliteit van de verbrandingsslakken te bevorderen.	DGRNE	Gemeenten Industrieën Verenigingen van gemeenten	doorlopend

## d. Nuttige toepassing

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
185. Ontwikkelen van een of meer recyclagecentra voor het selectief opgehaalde papier en plastic. a) projectaanvragen; b) uitwerking van het project;	DGRNE DGRNE SPAQuE	Afvalindustrieën Industrieën Afvalindustrieën Industrieën	1999 2000

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
186. Opzoeken en ontwikkelen van nieuwe technieken voor de nuttige toepassing van de opgehaalde materialen.	DGRNE DGTRE	Industrieën Afvalindustrieën	2000
187. Optimaliseren van de nuttige toepassing van de fracties afkomstig van het sorteren/verbrijzelen van het groot huisvuil.	DGRNE	Afvalindustrieën Industrieën Verenigingen van gemeenten	2000
188. De verplichting opleggen om het afval van elektrische en elektronische toestellen terug te nemen.	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Verdelers of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
189. Finaliseren van het netwerk van 7 centra voor sortering/nuttige toepassing van inert afval.	Waalse Regering	DGRNE/Industrieën Gemeenten en Verenigingen van gemeenten SPAQuE	2000
190. Finaliseren van een netwerk van 9 composteercentra voor groen afval.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten	2002
191. Invoeren van 7 centra voor nuttige toepassing van organische stoffen.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	2005
192. Opstellen van een technisch-economische en milieutechnische vergelijkende analyse van de composteer- en biomethaniserings-technologieën.	DGRNE DGTRE	Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten	1998
193. De energieretourwinning binnen de verbrandingsinstallaties verplicht maken. U.T. : 4 jaar.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten	1999
194. De verbrandingscentra de emissienormen opleggen van de Richtlijn 94/67/EEG betreffende de verbranding van gevaarlijk afval. U.T. : 4 jaar	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten	1999
195. Opstellen van de voorwaarden voor de productie en het gebruik van slakken (ontijzering, maturatie, opslag)	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Industrieën	1999
196. Bevorderen van de oprichting van centra voor de nuttige toepassing van slakken op basis van technisch-economische analyses.	Waalse Regering	Industrieën Verenigingen van gemeenten	2002
197. Onderzoeken van de voorwaarden voor de nuttige toepassing van het afval van gasreiniging en het overwegen van de oprichten van een centrum voor nuttige toepassing (projectaanvraag).	DGRNE	Industrieën SPAQuE	2000
198. Toezien op het verbod op afvalverbranding in niet-erkende installaties.	DGRNE	Gemeenten Particulieren Federale bevoegde autoriteiten	doorlopend

## e. Verwijdering

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
199. Verbieden van het storten van afval - dat selectief is opgehaald; - dat verplicht moet worden teruggenomen; - de nuttig toe te passen is : - glas; (U.T. : 1 jaar) - inert niet-ultiem; (U.T. : 1 jaar) - verpakking; (U.T. : 3 jaar) - metalen; (U.T. : 1 jaar) - batterijen; (U.T. : 1 jaar) - vervallen geneesmiddelen; (U.T. : 1 jaar) - fytofarmaceutische verpakkingen; (U.T. : 1 jaar) - elektrische en elektronische uitrustingen; (U.T. : 3 jaar) - brandbaar groot huisvuil (U.T. : 3 jaar) - Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg van type A (U.T. : 3 jaar) - papier/karton; (U.T. : 3 jaar) - organische stoffen; (U.T. : 6 jaar) - niet-ultieme slakken (U.T. : 6 jaar)	Waalse Regering DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1999
200. Opleggen van verplichtingen en voorwaarden voor de stabilisatie en de opslag van afval van gasreiniging. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	1999



## 3/ Gevaarlijke afvalstoffen

## A. Doelstellingen

## a. Preventie

58. De productie van gevaarlijk afval met 10 % verminderen tegen het jaar 2010.

59. De verspreiding van gevaarlijk afval verminderen, alsook de risico's en de hinder die verband houden met het beheer ervan.

60. Het algemene niveau verhogen van de kwantitatieve, de kwalitatieve en de economische informatie die verband houdt met het gevaarlijk afval en de impact ervan.

61. De transparantie van de kanalen van het gevaarlijk afval garanderen.

## b. Ophaling

62. Verhogen van de sortering van gevaarlijk afval aan de bron.

63. Bereiken van een percentage van gescheiden opgehaald gevaarlijk huishoudelijk afval van 30 % tegen het jaar 2005 en van 50 % tegen het jaar 2010.

64. Bereiken van een percentage van gescheiden opgehaald gevaarlijk industrieel afval van 80 % tegen het jaar 2002.

65. Zorgen voor solidariteit tussen de producenten van gevaarlijk afval in versnipperde hoeveelheden om onnodige kosten te voorkomen.

## c. Nuttige toepassing

66. Bereiken van een percentage van nuttige toepassing van 75 % tegen 2010 zonder de volksgezondheid, het leefmilieu en de veiligheid in het gedrang te brengen.

67. In elk specifiek geval zoeken naar de beste nuttige toepassing.

68. Voorrang geven aan de verbranding in niet-conventionele ovens boven de conventionele verbranding.

69. Garanderen van de duurzaamheid van de opties en de kanalen met het oog op een veilig beheer van het gevaarlijk afval.

70. De installaties voor nuttige toepassing in de eerste plaats toegankelijk maken voor Waals gevaarlijk afval, vóór het vreemde afval.

## d. Verwijdering

71. Het gebruik van de installaties voor de verwijdering van gevaarlijk afval beperken tot de strikte behoeften.

72. Het storten van het organisch of brandbaar gevaarlijk afval verbieden tegen 2002.

73. Het storten van het niet-ultiem en niet-gestabiliseerd gevaarlijk afval verbieden tegen 2005.

74. De export van gevaarlijk afval met het doel het te storten, verbieden tegen 2000.

75. De veiligheid en de controle van verwijderingsverrichtingen verhogen.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	420.000	420.000	420.000	420.000
Preventie		2 %	5 %	10 %
Nuttige toepassing	44 %	55 %	70 %	75 %
Verbranding	4 %	5 %	5 %	5 %
Storten na fysico-chemische behandeling, stabilisering of inerten	13 %	15 %	25 %	20 %
Storten	39 %	25 %	0 %	0 %

## B. ORGANISATIE

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Inventarisering</b>			
201. Het bijhouden van een gestandaardiseerd register met de relevante kwantitatieve, kwalitatieve en economische gegevens over de gevaarlijk afvalstoffen, hun herkomst, hun bestemming en de resten van de verwerking verplicht maken, alsook de gestandaardiseerde semestriële aangifte die alle informatie in het register overneemt en die zal worden voorzien van een steekproefgewijze controle van de ernst en de objectiviteit van de aangiften.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten	1999
202. De jaarlijkse aangifte van de producten die beschouwd worden als voortbrengers van strikt gereguleerd of verboden gevaarlijk afval verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
203. Ontwikkelen van een geautomatiseerd aangiftesysteem en opstellen van een database die toegankelijk is voor de exploitanten en het publiek, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van bepaalde informatie. Naast de informatie die wordt verschaft door de aangiften omvat de database ook informatie over de ophalers, de transporteurs en de exploitanten van de beheersinstallaties, en de informatie met betrekking tot de schone technologieën en de beheerstechnieken.	DGRNE		1999
<i>b. Preventie</i>			
204. Evalueren van de gevolgen voor de gezondheid en de gezondheids- en ecologische risico's die voortvloeien uit een blootstelling aan de gevaarlijke afvalstoffen en de bestaande en alternatieve beheersverrichtingen.	Waalse Regering Ministerie van Volksgezondheid Ministerie voor Wetenschappelijk Onderzoek	DGRNE ISSEP Industrieën	1999
205. De technologieën en de procédés valideren en selecteren volgens de volgende criteria : - veiligheid van de mensen, - bescherming van het leefmilieu; - minimalisatie van de risico's; - economische doeltreffendheid; - economische leefbaarheid.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP	1999
206. Opstellen en uitvoeren van de analyses van de levenscyclus van producten die gevaarlijk afval voortbrengen.	DGRNE Federale Besturen	DGRNE ISSEP Industrieën	1999
207. Reglementeren van de fabricage, de inbezithouding of de verkoop van producten die gevaarlijk afval voortbrengen, om het beheer ervan te vergemakkelijken of ze te verbieden indien het beheer niet correct kan geschieden.	Waalse Regering/ Federale Regering	Industrieën	2000
208. De ophalers en de beheerscentra van gevaarlijk afval aanmoedigen om beheersmethoden aan te nemen die in overeenstemming zijn met het communautair systeem voor milieumanagement en audit (SMEA) of een ander gelijkgesteld systeem (ISO 14000).	DGRNE	Afvalindustrieën	2000
209. Vastleggen van de algemene regels voor de toegankelijkheid van de beheerscentra voor gevaarlijk afval en opstellen van de aanvaardbaarheidsregels voor monsternamen, controle en opslag van gevaarlijk afval.	Waalse Regering	DGRNE Afvalindustrieën	1999
210. De systematische karakteriserende en controlerende analyse opleggen van elke lading gevaarlijk afval die binnenkomt in een centrum voor groepering, nuttige toepassing of verwijdering, voor ze wordt gelost.	Bevoegde autoriteiten	Afvalindustrieën	1999
211. De toekenning van een vergunning voor een nieuwe installatie ondergeschikt maken aan de aanwending van schone technologieën en een milieutechnische analyse, alsook een analyse van de producten die gevaarlijk afval kunnen worden.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën	1999
212. Dezelfde beschikkingen ter bescherming van het leefmilieu toepassen op de verwerkingsinstallaties voor privégebruik als op de installaties voor collectief gebruik.	Waalse Regering/ Bevoegde autoriteiten	Industrieën	1999
213. De bevolking sensibiliseren voor de dagelijkse handelingen, opdat ze minder afvalstof zou produceren en de geproduceerde afvalstoffen zou sorteren.	Bestuur van de Franse Gemeenschap	DGRNE/Onderwijs Gemeenten Particulieren	1998
214. De werknemers sensibiliseren voor het beheer van gevaarlijke producten en gevaarlijk afval. Er moeten sensibiliseringcampagnes worden uitgevoerd per zone van economische activiteit.	DGRNE	Vakbondsorganisaties Industrieën	1998
215. Het toezicht, de controle versterken, met inbegrip van de zelfcontrole van de beheersactiviteiten van het gevaarlijk afval, met name door de aanstelling van begeleidende comités voor de verwerkingsinstallaties voor gevaarlijk afval en een controlesysteem dat wordt gegarandeerd door een gespecialiseerd team van controleurs.	Waalse Regering	Afvalindustrieën DGRNE	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>c. Ophaling</i>			
216. Opstellen van een lijst met het gevaarlijke afval in versnipperde hoeveelheden dat selectief moet worden opgehaald.	Waalse Regering	Industrieën Gemeenten	1999
217. Opstellen van de voorschriften voor de goede praktijk in het domein van de sortering, de ophaling en het transport van het gevaarlijk afval.	DGRNE 2	Industrieën/ Industriële federaties Afvalindustrieën	1999
218. Bevorderen van de selectieve ophaling van huishoudelijk gevaarlijk afval door de vrijwillige aflevering in de containerparken.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	doorlopend
219. Organiseren van de selectieve ophaling van industrieel gevaarlijk afval via : - industriële containerparken; - erkende ophalers; - containerparken voor jaarlijkse hoeveelheden onder de 10 kg per fabrikant met toepassing van de werkelijke prijs; - het opstellen van globale contracten voor de ophaling van gevaarlijk afval per geografische zone en zone van economische activiteit.	DGRNE Industrieën	Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	1998
220. Het opstellen van platformen voor de overbrenging van gevaarlijk afval ten behoeve van de KMO's/KMI's en speciaal aangelegde bufferopslagruimten in afwachting van de toegang tot de bedrijven voor nuttige toepassing.	Industrieën	Afvalindustrieën	1999
<i>d. Nuttige toepassing</i>			
221. Harmonisering op Europese schaal van de toegankelijkheidsvoorwaarden voor gevaarlijk afval en de exploitatie van industriële installaties voor nuttige toepassing door verbranding in niet-conventionele ovens.	Waalse Regering Europese Commissie	Industrieën Afvalindustrieën	2000
222. Opstellen van bijzondere overeenkomsten tussen industriesectoren of ondernemingen voor nuttige toepassing van gevaarlijk afval en het Waalse Gewest die erop gericht zijn het beheer van het Waalse gevaarlijke afval te garanderen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën	2000
<i>e. Verwijdering</i>			
223. De technieken voor het stabiliseren en inerten per categorie van gevaarlijk afval inventariseren.	DGRNE	DGRNE Industrieën	1999
224. Een permanent en formeel mechanisme voor de validatie van verwijderingstechnieken en -procédés invoeren.	Waalse Regering	DGRNE	1999
225. De normen voor het stabiliseren en inerten opstellen en deze normen opleggen voorafgaand aan het storten.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
226. De verbrandingsinstallaties voor huishoudelijk afval aanpassen teneinde de verbranding van bepaalde types van gevaarlijk afval die in het Waalse Gewest worden geproduceerd mogelijk te maken. Gezien de capaciteiten van de verbrandingscentra in de aangrenzende Staten en Gewesten en die van de Waalse verbrandingsinstallaties voor huishoudelijk afval is de creatie van een verbrandingscentrum in het Waalse Gewest voor uitsluitend gevaarlijk afval niet gerechtvaardigd.	Bevoegde autoriteiten	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	1999
227. De programma's voor de openbare en privé-installaties voor verwijdering van gevaarlijk afval coördineren.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	1999
228. Dezelfde voorwaarden voor de exploitatie en de bescherming van het leefmilieu opleggen aan alle verwijderingsinstallaties voor privé- of collectief gebruik en de exploitatievoorwaarden om de 5 jaar evalueren.	Waalse Regering Bevoegde autoriteiten	Industrieën Afvalindustrieën	1999
229. De producenten en de industriële sectoren verplichten een driejarenprogramma op te stellen voor de vermindering van de verwijdering van het gevaarlijk afval.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
230. Installaties oprichten voor de behandeling van vervuilde grond.	Industrieën	Industrieën Afvalindustrieën	2000

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
231. De activiteit behouden van exclusieve stortplaatsen, in overeenstemming met de doelstellingen en voor zover voldoende hoeveelheden moeten worden opgeslagen. De toegankelijkheid van deze Stortplaatsen voor afval van Waalse oorsprong met dezelfde samenstelling zal worden onderzocht.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	doorlopend
232. De creatie mogelijk maken van een zone die voorbehouden is voor gestabiliseerd industrieel afval binnen bepaalde Stortplaatsen. De oprichting van een stortplaats voor collectief gebruik die voorbehouden is voor niet-gestabiliseerd gevaarlijk afval is niet gerechtvaardigd.	Waalse Regering	Industrieën Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën SPAQuE	1999
<i>f. Overbrengingen</i>			
233. De export van gevaarlijk afval voor verwijdering verbieden wanneer dit kan worden uitgevoerd door Waalse installaties in gelijkwaardige milieutechnische en technische omstandigheden.	DGRNE	Afvalindustrieën Industrieën	1998
234. De "voorafgaande toelating" van bedrijven die gevaarlijk afval invoeren voor nuttige toepassing verplicht maken in overeenstemming met artikel 9 van het Reglement (EEG) nr. 259/93. Deze certificering zal worden meegedeeld aan de Europese Commissie en aan het Secretariaat van de Conventie van Bazel.	Waalse Regering	Afvalindustrieën DGRNE	2000
<i>g. Financiering</i>			
235. De verantwoordelijkheid van het Gewest handhaven voor de kosten voor het beheer van het gevaarlijk afval afkomstig van containerparken en andere door de gemeente georganiseerde ophalingen handhaven.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend
236. Subsidies toekennen voor de vervanging van technologieën door schonere technologieën die borg staan voor een als voorbeeld dienende vermindering, stabilisatie of nuttige toepassing van gevaarlijk afval. Er wordt prioriteit verleend aan de KMO's/KMI's.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	doorlopend

## 4/ De afvalcategorieën

## A. DOELSTELLINGEN

## 1/ Afval van steengroeven

## a. Preventie

76. Het gebruik van de residu's afkomstig van de exploitatie van de steengroeven als secundaire grondstof optimaliseren.

## b. Verwijdering

77. Tegen 2002 alleen het ultieme afval storten.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid	2.610	500	500	500
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Nuttige toepassing	0 %	0 %	0 %	0 %
Stortplaatsen	95 %	95 %	95 %	95 %
Onbekend beheer	5 %	5 %	5 %	5 %

## 2/ Bouw- en sloopafval

## a. Preventie

78. Streven naar het gebruik van edele materialen die gemakkelijk gedemonteerd en gerecycleerd kunnen worden. De producten van de recyclage moeten bovendien gegarandeerd opnieuw gebruikt kunnen worden.

## b. Nuttige toepassing

79. De reeds bestaande recyclagecentra versterken. Het streefdoel voor 2010 is een recyclagepercentage van 87 %.

80. De producten van de recyclage opnemen in de bestekken.

81. Het sorteren zodanig ontwikkelen dat de recyclagecentra kwaliteitsmateriaal krijgen aangevoerd en een kwaliteitsproduct gewaarborgd kan worden.

## c. Verwijdering

Het storten tot een minimum beperken om in 2010 een percentage van 10 % te bereiken.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid	2.100.000	2.600.000	2.500.000	2.300.000
Preventie	20 %	25 %	30 %	30 %
Nuttige toepassing civiele bouwkunde	68 %	74 %	81 %	87 %
Verbranding*	0 %	1 %	1 %	1 %
Stortplaatsen	20 %	19 %	14 %	10 %
Onbekend beheer	12 %	6 %	4 %	2 %

\* Deze bewerking is van toepassing op de residu's (hout, plastic,...) van het sorteren van het inert afval.

## 3/ Asbest

## a. Preventie

83. De burger sensibiliseren voor de detectie op risicoplatsen en een inventaris opmaken van de Waalse openbare gebouwen waar asbest gebruikt werd.

## b. Ophaling

84. Tegen 2010 komen tot de totale inkrimping van de geproduceerde hoeveelheid van vrij asbest, d.w.z. 4.400 ton op te halen gevaarlijk afval per jaar. Voor het gebonden asbest zal de termijn langer zijn ( $\pm$  20 jaar) en de jaarlijks behandelde hoeveelheid vertegenwoordigt 39.000 ton.

## c. Nuttige toepassing

85. De nuttige toepassing bevorderen van het afval via de op Europees niveau bestaande kanalen.

## c. Verwijdering

86. Verplicht inerten van gevaarlijk afval vóór het wordt gestort.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Nog te verwijderen geproduceerde hoeveelheid (t)				
- vrij asbest	44.000	34.300	12.300	0
- gebonden asbest	780.000	701.100	506.100	311.100
Te verwerken hoeveelheid	-	43.400	43.400	39.000
(t)				
(%)	601	42.532	43.400	43.400
Verwijdering	-	98 %	100 %	100 %
Onbekend beheer				
(gebonden asbest)	-	2 %	0 %	0 %

## 4/ Smelt-, verassings- en verbrandingsafval

## a. Preventie

87. Het selectief ophalen verbeteren van het afval uit huisvuil dat de slakken vervuult.

88. Het gebruiken, na fysieke behandeling, van slakken, LD-slakken, EAF-slakken en vliegias van thermische centrales als hulpgrondstof en de milieutechnische kenmerken ter zake vastleggen. Ook het gebruik van slakken als grondverbeteraar in de landbouw zou aanmoedigd kunnen worden.

89. Tegen 2002 een regeneratiefactor van 50 % van het gietijzerzand bereiken.

## b. Nuttige toepassing

90. Tegen 2010 75 % van de residu's van de verbrandingsovens van huisvuil nuttig toepassen, zodat de te storten hoeveelheden geleidelijk kunnen worden verminderd en de natuurlijke hulpbronnen gevrijwaard worden.

91. Voor 2002 de volledige slakkenfractie die niet als grondverbeteraar of in de wegenbouw wordt gebruikt, nuttig toepassen.

92. Tegen het jaar 2000 de helft van de geproduceerde hoeveelheid van het gietijzerzand nuttig toepassen bij openbare werken.

93. Tegen 1999 100 % van de vliegias van de elektrische centrales nuttig toepassen.

*d. Verwijdering*

94. Het storten verminderen tot slechts 1,5 % van de geproduceerde hoeveelheid in 2005.

## Overzichtstabel

a. Afval voortgebracht door de verbrandingsovens van huisvuil				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	81.635	232.000	232.000	232.000
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Nuttige toepassing	0 %	25 %	65 %	75 %
Stortplaatsen	100 %	75 %	35 %	25 %
Klasse gevaarlijk afval	3 %	0 %	0 %	0 %
Klasse niet-gevaarlijk afval	97 %	100 %	100 %	100 %

*b) Afval van industriële oorsprong*

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	3.732.000	3.317.000	3.267.000	3.267.000
Preventie	3 %	82 %	87 %	87 %
Nuttige toepassing	95 %	88 %	95 %	96 %
Stortplaatsen	5 %	12 %	5 %	4 %

## 5/ Gips- en anhydride-afval

*a. Preventie*

95. De productie van het in een commercieel product verwerkt fosforgips bevorderen en fosforgips van recycleerbare kwaliteit produceren. Ze worden op de productiesite behandeld om ten minste 50 % van het in een product verwerkt materiaal te bereiken.

*b. Ophaling*

96. Een percentage van 50 % bereiken van selectieve afvalophaling van gipsafval in bouw- en afbraakafval.

*c. Nuttige toepassing*

97. Tegen 2010 een percentage van nuttige toepassing van het materiaal bereiken van 90 % voor fosforgips en 90 % voor sulfogips.

*d. Verwijdering*

98. Vanaf 2002 alleen het ultieme afval van het gips en anhydriden storten. Vanaf 2010 mag niet meer dan 10 % van het synthese-gips worden gestort.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	821.300	847.000	968.000	990.000
Preventie	0 %	50 %	50 %	50 %
Recyclage	69 %	74 %	79 %	89 %
Stortplaatsen	30 %	25 %	20 %	10 %
Onbekend beheer	1 %	1 %	1 %	1 %

## 6/ Organische oplosmiddelen

*a. Preventie*

99. De dispersie van oplosmiddelen vermijden.

100. Tegen 2010 de geproduceerde hoeveelheid van solventafval met 20 % verminderen. Deze vermindering zal in de eerste plaats betrekking hebben op de gehalogeneerde oplosmiddelen.

*b. Ophaling*

101. Tegen 2010 een ophalingspercentage behalen van 98 % van de huishoudelijke oplosmiddelen.

*c. Nuttige toepassing*

102. Het regenereren bevorderen en de niet-gegenereerde hoeveelheden nuttig toepassen voor energie.

103. Tegen 2010 een percentage van nuttige toepassing bereiken van 93 %.

*d. Verwijdering*

104. Toezien op de thermische afbraak van het distillatieslib en het verontreinigde afval.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid	11.830	11.830	11.830	11.830
Preventie	0 %	7 %	15 %	20 %
Regeneratie	21 %	25 %	25 %	25 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	40 %	50 %	60 %	68 %
Verbranding	11 %	15 %	10 %	5 %
Onbekend beheer	28 %	10 %	5 %	2 %

## 7/ Inkt-, verf- en lijmafval

*a. Preventie*

105. De impact van afval op het leefmilieu en de volksgezondheid verminderen door :

- de zware metalen uit bepaalde pigmenten te halen
- het gebruik van oplosmiddelen in te perken
- bepaalde oplosmiddelen te vervangen door minder schadelijke stoffen of door water.

106. De productie van afval met 20 % verlagen met betrekking tot de van nu tot 2010 voorspelbare evolutie.

*b. Ophaling*

107. Optimaliseren van de ophaling van nuttig toegepast afval en afval dat een risico inhoudt voor het leefmilieu en de volksgezondheid bij de verbranding in infrastructuur voor de verbranding van huishoudelijk afval.

*c. Nuttige toepassing*

108. Voorrang geven aan de nuttige toepassing voor materiaal vóór de nuttige toepassing voor energie als de ecologische, technische en economische omstandigheden aanvaardbaar zijn.

*d. Verwijdering*

109. Tegen 2002 het storten beperken tot de gestabiliseerde of geïnerteerde afvalstoffen.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	12.150	11.510	11.060	10.540
Preventie		5 %	15 %	20 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	5 %	19 %	29 %	45 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	58 %	56 %	59 %	49 %
Verbranding	13 %	10 %	10 %	5 %
Storten	13 %	10 %	0 %	0 %
Onbekend beheer	11 %	5 %	2 %	1 %

## 8/ Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten

*a. Preventie*

110. De verspreiding van stoffen die de ozonlaag aantasten tot een minimum beperken.

*b. Ophaling*

111. Tegen 1999 een ophalingspercentage van het afval van 100 % bereiken.

*c. Nuttige toepassing*

112. De fluida voor essentieel, door de Europese Gemeenschap toegelaten gebruik recycleren.

*d. Verwijdering*

113. Het storten verbieden.

114. Tegen 2010 de stoffen die de ozonlaag aantasten en de te toestellen die deze stoffen bevatten in veilige omstandigheden verwijderen.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Te behandelen hoeveelheid (t)	152	124	116	44
Recyclage	5 %	45 %	50 %	50 %
Specifieke verbranding	5 %	45 %	50 %	50 %
Onbekend beheer	90 %	10 %	0 %	0 %

## 9/ PCB-houdend afval

## a. Preventie

115. De verspreiding van PCB's en de risico's die het gebruik en het beheer ervan inhouden zo veel mogelijk beperken. In de huidige inventaris zijn enkel de fluïda en toestellen opgenomen die meer dan 100 ppm PCB's bevatten. In overeenstemming met de internationale maatregelen moet hij worden uitgebreid tot de fluïda en toestellen die 50 tot 100 ppm bevatten.

116. De transformatoren met minerale olie die PCB's kunnen bevatten, identificeren

## b. Nuttige toepassing

117. De metalen behuizingen van de PCB-houdende toestellen recycleren.

118. De oliën met een PCB-gehalte van minder dan 500 ppm nuttig toepassen.

## c. Verwijdering

119. Uiterlijk tegen 2010 de PCB's en de toestellen die deze stoffen bevatten in veilige omstandigheden verwijderen. Hiertoe moet er in 1998 een programma voor decontaminatie en eliminatie worden opgesteld. Er zal rekening worden gehouden met de ouderdom en de werkingsstaat van de toestellen en met de gebruiksomstandigheden.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2008	2010
Te verwijderen geproduceerde hoeveelheid (t)	13.644	10.840	5.840	2.840	840
- geregistreerd	6.584	4.340	2.440	0	0
- niet geregistreerd	7.060	6.500	3.400	2.840	840
Te verwerken hoeveelheid	110	1.000	1.000	1.000	1.000
Recyclage	66 %	67 %	68 %	68 %	68 %
Nuttige toepassing	0 %	14 %	17 %	19 %	19 %
Specifieke verbranding	33 %	18 %	15 %	13 %	13 %
Storten	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Onbekend beheer	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %

## 10/ Afvalolie

## a. Preventie

120. Voor olie die niet voor voeding bestemd is, een preventiefactor van 2 % bereiken in 2000, van 5 % in 2005 en van 10 % in 2010.

121. De levensduur van de oliën verlengen, zodat de olie in de voertuigen minder vaak per jaar moet worden vervangen.

122. Productnormen vastleggen voor de samenstelling van de oliën.

123. Nieuwe gebruikstechnieken toepassen die een beter beheer toelaten.

## b. Ophaling

124. De volgende ophalingsfactoren behalen

	1995	2000	2005	2010
Gebruik in voeding	1 %	15 %	30 %	60 %
Gebruik in niet-voeding	53 %	60 %	70 %	80 %

## c. Nuttige toepassing

125. De nuttige toepassing van de afvalolie uit de voeding garanderen.

126. Toezien op de ontwikkeling van de regeneratie en de nuttige toepassing voor energie van andere dan voedingsoliën (in cementbedrijven, kalkovens, s.a. OLEA,...).

## Overzichtstabel

a. Voor afvalolie (niet-voeding)				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	61.000	61.000	61.000	61.000
Preventie	0 %	2 %	5 %	10 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	53 %	60 %	70 %	80 %
Verlies van de voertuigen	10 %	8 %	8 %	8 %
Onbekend beheer	37 %	32 %	22 %	12 %



## b. Voor afval van voedingsolie

1995	2000	2005	2010	
Geproduceerde hoeveelheid (t)	9.500	9.700	10.000	10.300
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	1 %	15 %	30 %	60 %
Onbekend beheer	99 %	85 %	70 %	40 %

## 11/ Gebruikte batterijen en elektrische accu's

## a. Preventie

127. Tegen het jaar 2000 een vermindering met 5 % van de hoeveelheid batterijen bereiken door een zuinig verbruik te stimuleren.

## b. Ophaling

128. De totaliteit van de ophaalcircuits van batterijen versterken door de last van de financiering over te dragen naar de industriële sector, en de volgende ophalingspercentages bereiken :

	1998	1999	2000	2005	2010
Ophalingspercentage	60 %	67,5 %	75 %	75 %	75 %

129. Een ophaling van 95 % bereiken van de loodzwavelzuuraccu's.

## c. Nuttige toepassing

130. Tegen 2010 100 % van de componenten nuttig toepassen. Tegen die tijd zouden alle batterijen vervaardigd moeten zijn uit nuttig toe te passen materialen.

## Overzichtstabel

Gebruikte batterijen				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	1.115	1.230	1.360	1.500
Preventie	0 %	5 %	5 %	5 %
Ophaling	7 %	75 %	75 %	75 %
Recyclage	25 %	53 %	80 %	100 %
Storten na behandeling	38 %	37 %	10 %	0 %
Verbranding na behandeling	37 %	10 %	10 %	0 %

## Gebruikte elektrische accu's

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	15.000	15.000	15.000	15.000
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Nuttige toepassing	90 %	93 %	95 %	95 %
Ongecontroleerd beheer	10 %	7 %	5 %	5 %

## 12/ Afval van elektrische &amp; elektronische toestellen

## a. Preventie

131. Het gewicht van de op de markt gebrachte toestellen verminderen. Deze vermindering zou de toename van de geproduceerde hoeveelheid moeten compenseren en bijgevolg een waarde bereiken van 2 % per jaar.

132. De aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in bepaalde componenten vermijden.

133. Het energieverbruik terugschroeven.

134. Het demonteren vergemakkelijken.

## b. Ophaling

135. Een doeltreffend systeem op touw zetten voor het ophalen en sorteren van afval.

136. 90 % van de geproduceerde hoeveelheid van grote huishoudtoestellen en het industrieel afval van dit type selectief ophalen tegen het jaar 1999, en 95 % tegen 2010.

137. 95 % van de geproduceerde hoeveelheid van kleine huishoudtoestellen selectief ophalen tegen 2005.

## c. Nuttige toepassing

138. In 1995 een globaal percentage van nuttige toepassing bereiken van 61 %, in 2005 van 90 % en in 2010 van 95 %.

Voor elke van de 14 families kunnen er percentages worden vastgelegd voor de nuttige toepassing van het materiaal, waarbij ook rekening wordt gehouden met de componenten van het afval.

Om de aangekondigde doelstellingen te bereiken, wordt plastic nuttig toegepast voor energie, aangezien het in een eerste fase niet kan worden gerecycleerd.

*d. Verwijdering*

139. De vervuilde componenten verbranden (vervuild schuim,...) in speciale ovens met exploitatievoorwaarden die specifiek aangepast zijn aan de vervuilde afvalstoffen.

140. Het storten beperken tot het ultieme afval dat niet nuttig kan worden toegepast, d.w.z. 5 % van de geproduceerde hoeveelheid in 2010.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	53.000	58.500	64.600	71.300
Preventie	0 %	10 %	18 %	26 %
Selectieve ophaling	83 %	88 %	93 %	95 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	60 %	66 %	75 %	80 %
Nuttige toepassing energie	0 %	10 %	9 %	10 %
Specifieke verbranding	0 %	3 %	2 %	0 %
Stortplaatsen	23 %	10 %	7 %	5 %

## 13/ Voertuigwrakken

*a. Preventie*

141. De hoeveelheid niet nuttig toe te passen materiaal in de voertuigen die op de markt worden gebracht, verminderen om de doelstellingen op het vlak van de nuttige toepassing en de verwijdering te bereiken.

142. De producenten ertoe aanzetten :

- de nuttig toe te passen, niet nuttig toe te passen of gevaarlijke elementen duidelijk aan te geven;
- de procedure voor het demonteren van deze elementen vast te leggen;
- alle actoren die betrokken zijn bij deze demontage/zuiveringsoperaties informeren.

143. Erop toezien dat de productie en het gebruik in de motorvoertuigen van schadelijke componenten en materialen die een bedreiging vormen voor het leefmilieu beheerst en beperkt blijven. Hiervoor moet bij het ontwerp van de voertuigen meer rekening worden gehouden met de verwerking ervan aan het einde van hun levensduur, met de maximale nuttige toepassing van de gebruikte componenten,... zonder echter de reglementaire voorschriften inzake kwaliteit, veiligheid en gebruik van het motorvoertuig in het gedrang te brengen.

*b. Ophaling*

144. Een ophaalnetwerk organiseren dat het mogelijk maakt tegen het jaar 2000 alle niet verontreinigende voertuigen naar de verbrijzelcentra te brengen.

Op basis van een economische analyse, milieutechnische overwegingen en een ruim geteste ervaring in Zwitserland, moet een centrum voor afvalopruiming en ontmanteling een verwerkingscapaciteit hebben van ten minste 10.000 VBB/ per jaar. Rekening houdend met de geschatte geproduceerde hoeveelheid zullen er dus 13 centra moeten worden voorzien in het Waalse Gewest, waarbinnen de voertuigen ook zullen worden uitgeschreven.

*c. Nuttige toepassing*

145. Meer inspanningen leveren op het vlak van onderzoek en ontwikkeling, teneinde componenten van motorvoertuigen te produceren die bestaan uit grondstoffen waarvan de mogelijke nuttige toepassing hoger ligt dan nu.

146. De constructeurs ertoe aanzetten een groter aandeel gerecycleerde grondstoffen te integreren.

*d. Verwijdering*

147. De gestorte fractie beperken tot niet gevaarlijke en ultieme afvalstoffen.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	90.000	111.000	122.000	124.000
Preventie	10 %	10 %	10 %	10 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	76 %	76 %	80 %	82 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	1 %	10 %	10 %	10 %
Specifieke verbranding	0 %	5 %	5 %	3 %
Stortplaatsen	23 %	9 %	5 %	5 %

## 14/ Metaalafval

*a. Preventie*

148. Tegen 2010 de productie van afvalstoffen met 40 % verminderen. Deze vermindering zal steunen op lichtere metalen componenten, waarbij de technische en veiligheidsvoorschriften worden nageleefd, en betrekking hebben op de verpakking aan de bron van de residu's opdat ze kunnen worden opgenomen in producten en gebruikt zonder het leefmilieu en de volksgezondheid te schaden. Hierbij wordt in het bijzonder het nieuwe schroot beoogd.

149. De hoeveelheid vervuilde stoffen die gevaarlijk zijn of de recyclage in het gedrang kunnen brengen, beperken.

*b. Ophaling*

150. Het ophalingspercentage optimaliseren en in het bijzonder de ophalingscijfers van het ferro en non-ferro afval van huishoudelijke oorsprong verbeteren, door de selectieve ophaling en de recuperatie op het niveau van de verbrandingsovens te verbeteren.

## c. Nuttige toepassing

151. Het percentage van de nuttige toepassing van metaalafval optimaliseren door de nuttige toepassing door materiërecuperatie en de thermische nuttige toepassing van de verbrijzelresten.

## d. Verwijdering

152. Tegen 2002 het storten beperken tot het ultieme afval.

De beperking van het storten tot het strikte minimum zal gepaard moeten gaan met een verbetering van de technieken voor de zuivering en de nuttige toepassing van de verbrijzelresten. De zware verbrijzelresten mogen met name vanaf 2000 niet meer worden gestort.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Ophalen van metalen uit huisvuil	28 %	80 %	85 %	90 %
Ophalen van metalen uit groot huisvuil	33 %	90 %	95 %	98 %
Ophalen van industriële metalen	95 %	98 %	98 %	98 %
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	621.000	672.300	732.500	797.700
Preventie	9 %	40 %	38 %	39 %
Selectieve ophaling	87 %	96 %	97 %	97 %
Recyclage	67 %	86 %	90 %	93 %
Verwijdering	20 %	10 %	7 %	4 %

## 15/ Versleten banden

## a. Preventie

153. Het gebruik van banden verminderen met 5 % tegen 2000 en met 10 % tegen 2010 door hun levensduur te verlengen.

154. De opslag van banden beveiligen, met name door de opgeslagen hoeveelheden geleidelijk te verminderen. Deze stroom zal worden afgebogen naar de bestaande verwerkingskanalen.

155. Het gebruik van vervuilende stoffen die de nuttige toepassing van de gebruikte banden beperken, verminderen.

156. De banden opnieuw gebruiken (5 %).

## b. Ophaling

157. De ophaling organiseren voor de totaliteit van de gebruikte banden.

158. Tegen 2000 een ophalings- en sorteerpercentage van de gebruikte banden bereiken van 100 %.

159. De in de onwettige voorraden en depots getelde hoeveelheden gebruikte banden verminderen en ze afleiden naar bestaande verwerkingskanalen om tegen 2002 tot een opgeslagen hoeveelheid te komen die 50 % van de geproduceerde hoeveelheid vertegenwoordigt.

## c. Nuttige toepassing

160. In 2010 de in de overzichtstabel weergegeven doelstellingen bereiken op het vlak van de recyclage, de loopvlakvernieuwing en de nuttige toepassing.

161. Passende maatregelen treffen om de ontwikkeling te bevorderen van de installaties voor de recyclage van gebruikte banden in het Waalse Gewest en hun bevoorrading te waarborgen.

## d. Verwijdering

162. In het jaar 2000 het storten verbieden.

163. Controle uitoefenen op het ontstaan van onwettige depots.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid	25.000	32.600	25.000	25.000
Opslag	45.000	30.000	11.600	11.250
Preventie	0 %	4 %	8 %	10 %
Loopvlakvernieuwing	16 %	20 %	25 %	25 %
Nuttige toepassing	53 %	80 %	75 %	75 %
Stortplaatsen	1 %	0 %	0 %	0 %
Onbekend beheer	30 %	0 %	0 %	0 %

## 16/ Beggerspecie en slib van straatkolken

## a. Preventie

164. De vervuiling van het slib verminderen.

165. De hoeveelheid afval uit baggerspecie met 50 % verminderen.

Het niet vervuilde slib, categorie A, wordt gelijkgesteld met producten waarvan het gebruik zal worden gedefinieerd en die het leefmilieu zullen vrijwaren.

## b. Ophaling

166. Opstellen van een baggerplan.

## c. Nuttige toepassing

167. De mogelijkheid vergroten om het bagger- en/of opruimingsmateriaal uit de bevaarbare en niet bevaarbare waterwegen en van het slib uit de straatkolken nuttig toe te passen.

- 50 % van de vervuilde baggerspecie wordt voorbehandeld met het oog op de nuttige toepassing.

- 80 % van het slib uit de straatkolken zal nuttig worden toegepast.

## d. Verwijdering

168. Zo snel mogelijk specifieke stortplaatsen creëren voor de baggerspecie waarvan de effectenstudies aan de gang zijn.

169. Vanaf het jaar 2000 de hoeveelheden die moeten worden gestort, beperken tot het ultieme afval.

## Overzichtstabel

	Bevaarbare waterwegen				Niet bevaarbare waterwegen				Straatkolken			
	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (duizenden ton)	560	2.000	960	850	29	30	40	60	25	25	25	25
Preventie	0 %	30 %	40 %	50 %	60 %	60 %	60 %	60 %				
Nuttige toepassing/ groeperingscentrum	0 %	15 %	30 %	60 %	0 %	25 %	50 %	75 %	20 %	40 %	60 %	60 %
Stortplaats en decanteerbekken	100 %	85 %	70 %	40 %	100 %	75 %	50 %	25 %	80 %	60 %	40 %	40 %

## 17/ Afvalstoffen van zuiveringsstations van huishoudelijk afvalwater en het drinkbaar maken van water

## a. Preventie

170. Slib produceren, afkomstig van zuiveringsstations van stedelijk afvalwater van constante kwaliteit, dat later een doeltreffende nuttige toepassing van het materiaal toelaat en volledig onschadelijk is.

171. Het verlies van het drinkwaternet beperken om de productie van slib als gevolg van de waterproductie te verminderen.

172. Zorgen voor meer aansluitingen op de riolering voor wat het afval van septische putten betreft en het onderhoud waarborgen van de individuele saneringssystemen volgens het AGK.

## b. Ophaling

173. Het aantal aansluitingen op de riolering verhogen, het afvoernet uitbreiden en het aantal zuiveringsstations opdrijven.

174. Het percentage van de opvang van rioolslib en de voorbehandelingsactiviteiten verhogen.

## c. Nuttige toepassing

175. Tegen 2002 een percentage van 100 % bereiken op het vlak van de nuttige toepassing van slib van de zuiveringsstations van afvalwater door de nuttige toepassing van het materiaal (biomethanisering, agronomisch gebruik) en voor de energie, met name van het slib dat niet beantwoordt aan de criteria voor de nuttige toepassing voor de bodem.

176. Een percentage van 100 % bereiken voor de nuttige toepassing van het slib uit de zuivering van drinkwater.

177. De nuttige toepassing in de landbouw van het afval uit septische putten bevorderen, enkel na voorbehandeling in een zuiveringsstation (ontroosten, ontzanden en ontvetten van het slib).

178. Op regionale schaal de verspreiding verzekeren en opleggen van het slib op basis van de volgende principes :

- het voorzorgsprincipe

- de agronomische doeltreffendheid

- de onschadelijkheid voor het leefmilieu en de volksgezondheid

- het principe van de nabijheid

- het principe van de voorrang van de agrarische verspreiding van het afvalwater en andere afval van agrarische oorsprong.

*d. Verwijdering*

179. Vanaf 2000 het storten van afval van septische putten en de rechtstreekse verspreiding ervan op de bodem verbieden

180. Vanaf 2000 het storten van het slib van zuiveringsstations verbieden, en vanaf 2005 van slib uit de waterproductie.

## Overzichtstabel

Slib van zuiveringsstations van stedelijk afvalwater				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t.MS)	14.350	23.200	33.200	45.000
Ophaling	100 %	100 %	100 %	100 %
Nuttige toepassing door materie- en/of energierecuperatie	79 %	95 %	100 %	100 %
Verwijdering	21 %	5 %	0 %	0 %

Slib van de productie van drinkwater				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t.MS)	13.700	14.385	15.070	15.755
Ophaling	100 %	100 %	100 %	100 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	23 %	80 %	100 %	100 %
Verwijdering	77 %	20 %	0 %	0 %

Riolslib van septische putten				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t.MS)	11.700	11.700	11.100	10.530
Ophaling	20 %	60 %	100 %	100 %
Directe nuttige toepassing in de landbouw	3 %			

Voorbehandeling met het oog op :				
	1995	2000	2005	2010
Nuttige toepassing	13 %	60 %	100 %	100 %
Verwijdering	4 %	0 %	0 %	0 %

## 18/ Fermenteerbaar organisch afval

*a. Preventie*

181. Op kwalitatief vlak kwaliteitsnormen bereiken voor het verbeterbaar materiaal en gebruiksvoorwaarden vastleggen naar gelang van het bodemtype.

182. Het gebruik bevorderen van organische stoffen die beantwoorden aan de verspreidings- of gebruiksnormen en het thuis composteren, met inachtneming van het leefmilieu.

183. Het mogelijk maken dat de 825.830 ton (aarde en schuim) die op dit ogenblik herbruikt worden, beschouwd worden als materiaal dat in producten kan worden opgenomen, volgens artikel 3 van het afvaldecreet van 27 juni 1986.

184. Op kwantitatief vlak een percentage voor het organische huisvuil bereiken van 6 % in 2000, van 12 % in 2005 en van 20 % in 2010.

*b. Ophaling*

185. Het organische afval in het huisvuil en gelijkgesteld afval selectief ophalen om de productie mogelijk te maken van compost en biogas van goede kwaliteit.

186. Percentages van collectieve ophaling bereiken van 23 %, 50 % en 60 % in 2000, 2005 en 2010.

187. Tegen 2005 een ophalingspercentage bereiken van 80 % van de afvalstoffen in kleine, verspreide hoeveelheden in de HORECA-sector en de gemeenschappen.

188. Groeperingscentra voor organisch afval van de industriële productie ontwikkelen, waardoor het mogelijk is de stromen naar de nuttige toepassing af te leiden.

## c. Nuttige toepassing

189. Nuttige toepassing van het selectief opgehaalde afval in de installaties die beantwoorden aan het principe van de nabijheid. In hoofdstuk II, Huisvuil, van het plan worden de openbare structuren bepaald die subsidies kunnen krijgen.

De privé-sector moet de wijze van nuttige toepassing bepalen die ontwikkeld moet worden om de organische afvalstoffen te verwerken (composteren, biomethanisering of nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens).

## d. Verwijdering

191. Uiterlijk tegen 2010 het storten van organisch afval verbieden, zoals reeds gepreciseerd werd in de reglementen. Deze termijn moet echter worden vervroegd en alle nuttig toe te passen hoeveelheden afvalstoffen moeten worden afgeleid naar de infrastructuur voor nuttige toepassing en verbranding met energierugwinning. Volgens het plan is vanaf 2005 ook het begraven van fermenteerbaar organisch afval verboden.

## Overzichtstabel

Industrieel afval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	1.055.000	1.107.000	1.137.000	1.170.000
Preventie	0 %	76 %	76 %	76 %
Opslag	78 %	-	-	-
Nuttige toepassing	14 %	50 %	80 %	80 %
Verbranding	4 %	30 %	20 %	20 %
Stortplaatsen	8 %	20 %	0 %	0 %

Huisvuil				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	505.000	578.000	580.000	583.000
Preventie	-	61 %	12 %	20 %
Nuttige toepassing	18 %	40 %	60 %	65 %
Verbranding	17 %	50 %	40 %	35 %
Stortplaatsen	65 %	10 %	0 %	0 %

## 19/ Dierlijk afval

## a. Preventie

192. De kwaliteit van het afval verbeteren door de voorwaarden voor het sorteren en de opslag te verbeteren.

193. Een samenwerking tot stand brengen tussen de verschillende controlediensten, met name de Afdeling Leefmilieupolitie en het Instituut voor Veterinaire Keuring van het Ministerie van Volksgezondheid.

## b. Ophaling

193. De selectieve ophaling verbeteren op het niveau van de slachthuizen en de slagers om :

- het vermengen van dierlijk afval met hoog risico en met laag risico te vermijden;
- een optimale nuttige toepassing te bevorderen van bepaalde afvalproducten.

194. De selectieve ophaling van afval met specifieke risico's voorzien. Het mengen van afval met een laag en met een hoog risico en het verschil in zuiverheid ervan verhoogt immers het aandeel van afval dat niet in aanmerking komt voor een andere nuttige toepassing dan dierenmeel. Het sorteren van afval met een laag risico (bloed, beenderen, vet,...) biedt verschillende mogelijkheden voor nuttige toepassingen.

## c. Nuttige toepassing

195. De manieren om afval met een laag risico nuttig toe te passen, diversificeren en de nuttige toepassing voor energie van het afval met specifiek risico ontwikkelen.

## d. Verwijdering

196. Het verwijderen van dierlijk afval tot een minimum beperken.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)				
- afval met een laag risico	48.500	48.500	48.500	48.500
- afval met een hoog risico en specifieke risico's	40.000	40.000	40.000	40.000
Nuttige toepassing	91 %	94 %	94 %	94 %
Verbranding	0 %	6 %	6 %	6 %
Onbekend beheer	9 %	0 %	0 %	0 %

## 20/ Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan

## a. Preventie

197. Ervoor zorgen dat de producenten een volledige informatie doorgeven aan de landbouwers om de behandeling en het gebruik van pesticiden te optimaliseren, maar ook met het oog op het preciseren van de manier waarop ze afval van verpakkingen kunnen weggooien.

198. Meer onderzoek verrichten om de biologische en geïntegreerde bestrijding te verbeteren en het gebruik van pesticiden op de gewassen in de velden te verminderen.

199. Het type gebruikte verpakkingen harmoniseren om het ophalen en ook het spoelen te vergemakkelijken.

200. Met de NMBS onderhandelen over concrete en doeltreffende preventiemaatregelen

## b. Ophaling

201. Het ophalen van speciaal huisvuil ontwikkelen via het veralgemenen van containerparken.

202. De ophaling in de landbouw en de industrie veralgemenen en uitbreiden. Als dat mislukt, zullen er ecotaksen worden geheven.

203. De recyclage van verpakkingsafval en de nuttige toepassing ervan in het Waalse Gewest bevorderen.

204. De in het decreet van 16 januari 1997 vooropgestelde criteria bereiken voor wat de goedkeuring betreft van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 met betrekking tot de preventie en het beheer van het verpakkingsafval en de doelstelling voor de ophaling van 80 % van de verpakkingen, zoals bepaald in de wet op de ecotaksen.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	580	560	540	525
Preventie	-	2 %	5 %	7 %
Nuttige toepassing door materie- en energierecupera-tie	5 %	20 %	45 %	60 %
Specifieke verbranding	20 %	55 %	40 %	30 %
Storten	5 %	5 %	0 %	0 %
Onbekend beheer	70 %	20 %	15 %	10 %

## 21/ Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen

## a. Preventie

205. Nadenken over een manier van verpakken die het binnen de strikte bepalingen van de volksgezondheid mogelijk maakt een milieutechnisch streefdoel te bereiken, aangezien de types van verpakking, de afmetingen ervan, het verbruik van geneesmiddelen, enz. te maken hebben met de volksgezondheid en ze op het vlak van de federale overheid strikt gereguleerd zijn.

## b. Ophaling

206. Selectief ophalen van 200 ton tegen 2000 en 250 ton tegen 2010 en het aantal ophaalpunten voor vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen opdrijven en permanent voorzien in de verzameling ervan.

## c. Nuttige toepassing - verwijdering

207. Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen verbranden in verbrandingsovens voor huishoudelijk afval, voor zover de Europese overheden de apart opgehaalde vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen als niet-gevaarlijk afval kwalificeren.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	350	350	350	350
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Selectieve ophaling	49 %	57 %	64 %	71 %
Specifieke verbranding	49 %	57 %	64 %	71 %

## 22/ Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg

## a. Preventie

208. De risico's die gepaard gaan met de behandeling van afval verminderen, met name door in de ziekenhuizen een optimaal informatiesysteem op te zetten over de classificatie van afvalstoffen.

209. Het ziekenhuispersoneel sensibiliseren en verantwoordelijk maken.

## b. Ophaling

210. In overeenstemming met het decreet van 16 januari 1997 over de goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 met betrekking tot de preventie en het beheer van verpakkingen een beheer uitstippelen van het verpakkingsafval in de ziekenhuizen.

## c. Nuttige toepassing

211. Voor de A-afvalstoffen de doelstellingen bereiken zoals vastgelegd voor het huisvuil.

212. De modellen voor beheer en verduidelijking van de verschillende klassen afval uit ziekenhuizen en gezondheidszorg verfijnen.

213. Ophaaleenheden ontwikkelen voor afval uit de gezondheidszorg.

## d. Verwijdering

214. In 2000 het storten van alle ziekenhuisafval verbieden.

215. De controle op de verwerkingsmethoden versterken.

## e. Financiering

216. Binnen de financiële middelen van de ziekenhuizen of de verstrekkers van gezondheidszorg rekening houden met een optimaal afvalbeheer.

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	33.980	33.980	33.980	33.980
Preventie	0 %	0 %	0 %	0 %
Selectieve ophaling	93 %	95 %	98 %	98 %
Verbranding	31 %	76 %	87 %	87 %
Specifieke verbranding	37 %	11 %	11 %	11 %
Stortplaatsen	25 %	8 %	0 %	0 %

## 23/ Afval van fotografische producten

## a. Preventie

217. Tegen het jaar 2005 het gewicht met 12 % verlagen en tegen 2010 met 30 %..

De kwantitatieve preventie verloopt via :

- de verbetering van de conventionele ontwikkelingstechnieken :
- een doeltreffender gebruik van de grondstoffen (dunnere lichtgevoelige laag en lagere zilverconcentratie in de emulsies);
- door bepaalde bestanddelen van de fixeerbaden te vervangen door componenten die minder impact hebben op het leefmilieu;
- door het regenerievermogen van de baden te verbeteren;
- door de gebruiksduur van de baden te verlengen (de hoeveelheid fixeermiddel met meer dan 75 % verminderen)
- de conventionele technieken vervangen door :
  - digitale beelden
  - een combinatie van digitale beelden en conventionele technieken
  - thermische technieken waarvoor geen baden nodig zijn
  - een vermindering van de vervuilende last door de verspreiding van afval in het leefmilieu.

## b. Ophaling

218. Een ophalingspercentage bereiken van 75 % (80 % voor de toestellen voor eenmalig gebruik) voor het jaar 2000 en streven naar 95 % in het jaar 2005.

## c. Nuttige toepassing

219. Een nuttige toepassing van het opgehaalde afval bereiken van 80 % tegen 2005 (optimale recuperatie van zilver en andere metalen in de platen en de ontwikkelingsbaden).



## d. Verwijdering

220. Tegen 2005 het storten beperken tot uitiem afval.

Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	2.200	2.200	2.200	2.200
Preventie	-	5 %	12 %	30 %
Ophaling	33 %	75 %	95 %	95 %
Nuttige toepassing	27 %	60 %	80 %	85 %
Storten	6 %	15 %	15 %	10 %

## 24/ Papier- en kartonafval

## a. Preventie

221. Het volume papier- en kartonafval verminderen door maatregelen voor een zuinig gebruik, voornamelijk voor kantoren en overheden, en concrete preventieplannen uitwerken voor verpakkingsafval.

## b. Ophaling

222. Nieuwe recuperatie-activiteiten ontwikkelen in Wallonië en de belastingsvoorwaarden verbeteren voor ondernemingen die papier en karton terugwinnen.

223. Het ophalen en het sorteren in het domein van het huisvuil verbeteren.

224. Het ophalen bij de overheden en de banken ontwikkelen.

## c. Recyclage/nuttige toepassing/verwijdering

225. In Wallonië ten minste één belangrijk centrum ontwikkelen voor de recyclage van oud papier.

226. De nuttige toepassing enkel voorbehouden voor het papier-/kartonafval dat technisch en economisch niet gerecupereerd kan worden.

227. Het verwijderen van papierafval dat gemakkelijk kan worden gesorteerd, verbieden.

Overzichtstabel

Papier en karton van huishoudelijke oorsprong				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	307.000	324.500	374.500	432.000
Preventie	-	7 %	24 %	39 %
Selectieve ophaling	10 %	40 %	50 %	55 %
Recyclage		10 %		40 %
	50 %		55 %	
Niet-selectieve ophaling	90 %	60 %	50 %	45 %
Verbranding		40 %		40 %
	50 %		45 %	
Storten		50 %		20 %
	0 %		0 %	

Papier en karton van industriële oorsprong				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	204.000	224.000	246.000	272.000
Preventie	-	3 %	8 %	15 %
Selectieve ophaling	74 %	77 %	84 %	84 %
- Afval uit preconsumptie	95 %	95 %	95 %	95 %
- Kantoren en overheden	35 %	50 %	70 %	80 %
- Distributie en handel	80 %	80 %	80 %	80 %
- Industrieën	60 %	65 %	80 %	80 %
Recyclage	74 %	77 %	84 %	84 %

Niet-selectieve ophaling	26 %	23 %	16 %	16 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	17 %	15 %	13 %	13 %
Verbranding	4 %	4 %	3 %	3 %
Storten	5 %	4 %	0 %	0 %

Globaal				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	511.000	548.500	620.500	704.000
Preventie	-	5 %	18 %	30 %
Selectieve ophaling	35 %	55 %	65 %	69 %
Recyclage	35 %	55 %	65 %	69 %
Niet-selectieve ophaling	65 %	45 %	35 %	31 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	7 %	6 %	6 %	6 %
Verbranding	26 %	25 %	29 %	25 %
Storten	32 %	14 %	0 %	0 %

#### 25/ Glasafval

##### a. Preventie

228. De ondernemingen sensibiliseren om hen toe te laten middelen te ontwikkelen om vlak glasafval op alle productieniveaus te laten verdwijnen.

229. Het gebruik van herbruikbare glazen verpakkingen ontwikkelen. Er moet een duidelijk signaal worden gegeven opdat dit type verpakking naast de recycleerbare wegwerpverpakkingen kan bestaan.

230. Tegen het jaar 2000 verschillende preventieprogramma's op touw zetten op het vlak van nieuwe fabricageprocédés of rond de optimalisering van de voor de andere glastypes bestaande procédés. Hun reductiepotentieel wordt geschat op 19 % van de totale geproduceerde hoeveelheid in 2000. Er moeten bijkomende inspanningen komen om de afvalproductie in 2005 met 50 % en in 2010 met 75 % terug te schroeven.

##### b. Ophaling/nuttige toepassing

231. De selectieve ophaling uitbreiden bij de gezinnen en in de horecasector en ophaalsystemen uitwerken voor vlak glasafval uit bouw-/afbraakactiviteiten en de auto's/VBB. De totaliteit van het opgehaalde glas zal worden gerecycleerd. We wijzen erop dat het Waalse afvalplan 1991-1995 voor 1999 reeds een ophalingspercentage van 75 % als streefdoel voorop stelde.

232. Op kwalitatief en kwantitatief vlak de ophaling van hol glas in glascontainers maximaal uitbreiden.

233. Voor het vlak glas technische en economische studies en haalbaarheidsonderzoeken uitvoeren om glasgruis in de productie van vlak glas te integreren. Het Waalse Gewest is bereid het onderzoek te steunen dat tot doel heeft de verwerking van glasgruis aanzienlijk op te drijven.

234. Een nuttige-toepassingsfactor bereiken van 50 % van de totale geproduceerde hoeveelheid in het jaar 2000 voor de andere glastypes.

##### c. Verwijdering

235. De hoeveelheid glasvezels in stortplaatsen terugschroeven.

236. De hoeveelheden glasvezels die moeten worden gestort tegen 2005 verminderen tot 30 % en tegen 2010 tot 15 %.

#### Overzichtstabel

Vlak glasafval				
	1995	2000	2005	2010
<b>Preconsumptie afval</b>				
Geproduceerde hoeveelheid (t)	20.000	22.000	24.000	27.000
Preventie	0 %	10 %	15 %	20 %
Ophaling	85 %	100 %	100 %	100 %
Nuttige toepassing	85 %	100 %	100 %	100 %
Verwijdering	15 %	0 %	0 %	0 %
<b>Postconsumptie afval</b>				
Geproduceerde hoeveelheid (t)	43.000	47.000	52.000	57.000
Preventie	0 %	10 %	15 %	20 %
Ophaling	0 %	15 %	40 %	50 %
Nuttige toepassing	0 %	15 %	40 %	50 %
Verwijdering	100 %	85 %	60 %	50 %

Vlak glasafval				
	1995	2000	2005	2010
Hol glasafval				
Geproduceerde hoeveelheid (t)	198.600	209.400	227.500	246.600
Preventie	0 %	3 %	10 %	18 %
Ophaling	62 %	79 %	83 %	86 %
Nuttige toepassing	62 %	79 %	83 %	86 %
Stortplaatsen	38 %	21 %	17 %	14 %
Ander glasafval				
Geproduceerde hoeveelheid glasvezels (t)	30.000	33.300	33.300	33.300
Geproduceerde hoeveelheid TL-buizen (t)	600	600	600	600
Preventie				
-glasvezels	0 %	19 %	50 %	75 %
- TL-buizen	0 %	0 %	0 %	0 %
Nuttige toepassing				
- glasvezels	37 %	50 %	70 %	85 %
- TL-buizen	4 %	50 %	60 %	70 %
Verwijdering				
- glasvezels	63 %	50 %	30 %	15 %
- TL-buizen	96 %	50 %	40 %	30 %

## 26/ Plasticafval

## a. Preventie

237. De materiaalprestatie verbeteren. Dit is voor bepaalde producten vóór 10/20 jaar moeilijk te meten.

238. Een beleid voor daadwerkelijk hergebruik uitwerken.

239. Een maximaal monodesign van plastic in eenzelfde product nastreven.

## b. Ophaling

240. Selectieve ophalingen van plastic huishoudverpakkingen organiseren.

241. Het sorteren verbeteren om optimale omstandigheden te creëren voor een chemische nuttige toepassing.

242. Ophalingen organiseren in de landbouw en voor voertuigen buiten gebruik (ontmantelingscentra) en elektrische en elektronische toestellen. Op de grote bouw- en afbraakterreinen moet het selectief sorteren worden doorgevoerd.

## c. Nuttige toepassing

243. Onderzoek doen en een stuurgroep opzetten voor de chemische nuttige toepassing.

## d. Verwijdering

244. Het sorteren van nuttig toe te passen afval geleidelijk verminderen.

## Overzichtstabel

Huisvuil				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	115.000	121.000	149.000	184.000
Preventie	-	2 %	21 %	37 %
Selectieve ophaling	8 %	20 %	25 %	25 %
Recyclage	3 %	15 %	20 %	20 %
Verbranding	5 %	5 %	5 %	5 %
Niet-selectieve ophaling	92 %	80 %	75 %	75 %
Verbranding	48 %	66 %	70 %	75 %
Storten	44 %	14 %	5 %	0 %

Industrieel afval Industrieel fabricageafval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	30.000	33.000	36.000	39.000
Preventie	-	10 %	20 %	30 %
Recyclage	60 %	70 %	80 %	80 %
Nuttige toepassing voor energie	10 %	30 %	20 %	20 %
Storten	30 %	0 %	0 %	0 %

Industrieel afval van post-consumptie Afval van elektrische en elektronische toestellen				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	8.000	11.500	14.500	18.000
Preventie waarvan hergebruik	- %	15 %	30 %	45 %
		15 %	20 %	25 %
Recyclage	0 %	5 %	10 %	25 %
Nuttige toepassing voor energie	10 %	60 %	60 %	50 %
Storten	90 %	35 %	30 %	25 %

  

Automobielaafval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	10.000	12.000	14.000	16.000
Preventie waarvan hergebruik	- %	15 %	35 %	50 %
		10 %	20 %	20 %
Recyclage	5 %	10 %	18 %	25 %
Nuttige toepassing voor energie	0 %	55 %	70 %	70 %
Storten	95 %	35 %	12 %	5 %

  

Afval uit de distributie en de industrie				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	30.000	33.000	36.000	40.000
Preventie	- %	20 %	25 %	30 %
Recyclage	10 %	40 %	60 %	70 %
Nuttige toepassing voor energie	10 %	50 %	35 %	25 %
Storten	80 %	10 %	5 %	5 %

  

Afval uit bouw en afbraak				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	20.000	27.000	34.000	43.000
Preventie	- %	0 %	0 %	0 %
Recyclage	0 %	5 %	10 %	15 %
Nuttige toepassing voor energie	0 %	30 %	50 %	70 %
Storten	100 %	65 %	40 %	15 %

  

Agrarisch afval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	10.000	11.000	12.000	13.000
Preventie	- %	10 %	20 %	30 %
Recyclage	5 %	20 %	50 %	70 %
Nuttige toepassing voor energie	5 %	30 %	40 %	30 %
Storten	90 %	50 %	10 %	0 %

Industrieel afval, globaal				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	108.000	127.500	146.500	169.000
Preventie	0 %	11 %	19 %	26 %
Selectieve ophaling	27 %	72 %	83 %	91 %
Recyclage	20 %	32 %	42 %	47 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	5 %	32 %	33 %	36 %
Verbranding	2 %	8 %	8 %	8 %
Niet-selectieve ophaling	73 %	28 %	17 %	9 %
Verbranding	51 %	16 %	7 %	2 %
Storten	22 %	12 %	10 %	7 %

## 27/ Textielafval

## a. Preventie

245. Tegen 2005 een inkrimping van het industrieel textielafval mogelijk maken van ongeveer 10 %.

246. Tegen 2010 het huishoudelijk textielafval met 4 % doen afnemen.

## b. Ophaling

247. Een ophalingspercentage van huishoudelijk textielafval bereiken van 32 % van de theoretische geproduceerde hoeveelheid in 2000 en van 50 % in 2010.

## c. Nuttige toepassing

248. In 2000 een percentage van 95 % van de nuttige toepassing van industrieel textielafval bereiken.

## d. Verwijdering

249. Tegen 2000 het storten van niet-ultiem industrieel textielafval verbieden.

250. In 2000 het storten van huishoudelijk tapijtafval verbieden (groot huisvuil).

## Overzichtstabel

	1995	2000	2005	2010
<b>Industrieel textiel</b>				
Geproduceerde hoeveelheid (t)	6.000	6.500	7.000	7.000
Preventie	0 %	5 %	10 %	10 %
Selectieve ophaling	100 %	100 %	100 %	100 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	58 %	80 %	80 %	85 %
Nuttige toepassing door energierecuperatie door verbranding in niet-conventionele ovens	7 %	15 %	15 %	10 %
Storten	35 %	5 %	5 %	5 %
<b>Huishoudelijk textiel</b>				
Geproduceerde hoeveelheid (t)	25.000	26.500	26.500	26.500
Preventie	5 %	10 %	20 %	20 %
Selectieve ophaling	23 %	32 %	50 %	50 %
Nuttige toepassing door materiële recuperatie	22 %	30 %	35 %	40 %
Storten	1 %	2 %	5 %	5 %
Verbranding	0 %	0 %	10 %	5 %
Niet-selectieve ophaling	77 %	68 %	50 %	50 %
Verbranding	30 %	51 %	50 %	50 %
Storten	47 %	17 %	0 %	0 %

## 28/ Verpakkingsafval

## a. Preventie

251. De fysische eigenschappen en kenmerken van de verpakking verbeteren om de eco-toxiciteit ervan te verminderen en de recyclage ervan te vergemakkelijken.

252. Het gebruik van mono-design-verpakkingen bevorderen.

253. Het overmatig gebruik van verpakkingen tegengaan.

254. Het hergebruik van verpakkingen stimuleren in het transport en de groupage.

255. Het hergebruik van huishoudelijke verpakkingen stimuleren.

De preventie maatregelen zouden moeten leiden tot een stabilisering van de geproduceerde hoeveelheid tegen 2005-2010. De stabilisering kan sneller worden doorgevoerd voor diverse materialen, maar dreigt trager te zullen verlopen voor plastic verpakkingen, enerzijds door het hoge groeicijfer in de vorige periode en anderzijds door de gevolgen van de vervanging ten voordele van het plastic.

## b. Ophaling

256. De hele Waalse bevolking bereiken met een krachtig ophaalsysteem waardoor hoge ophalingspercentages kunnen worden bereikt op het vlak van glas, papier/karton, plastic, metalen en drankkartons, met name door het aan huis ophalen van recycleerbare verpakkingen, papier en karton en door het netwerk van glasbollen uit te breiden.

## c. Nuttige toepassing

257. Erop toezien dat het door de bestaande wetgeving opgelegde streefdoel wordt bereikt. Het samenwerkingsakkoord bepaalt dat vóór 1 januari 1998 een minimum van 15 % recyclage (in verhouding tot het totale gewicht van alle verloren verpakkingsmaterialen op de huishoudelijke markt gedurende het vorige jaar in België) bereikt moet worden voor elk type van verpakkingsmateriaal. Deze termijn wordt op een jaar gebracht voor het industriële verpakkingsafval.

De wet van 16 juli 1993 op de ecotaksen voorziet de volgende cijfers (in %)

	Recyclagefactor				Ophalingspercentage			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Drankverpakking								
Glas	62	67	73	80				
Metaal	47.5	58	64	80				
Synthetische materialen	30	43	56	70				
Drankkartons	30	43	56	70				
Recipiënten die bepaalde industriële producten hebben bevat								
Lijmen					55	70		
> 20 l								
< 20 l en > 5 l					*	*		
Inkt								
> 2,5 l					40	60	85	
Pesticiden voor gebruik in de landbouw					60	80		
Pesticiden voor gebruik buiten de landbouw				*	*			

## d. Verwijdering

258. Het storten verbieden, met uitzondering van de residu's voor nuttige toepassing, tegen het jaar 2005.

## Overzichtstabel

Huishoudelijk verpakkingsafval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	383.000	399.600	456.000	522.200
Preventie	-	7 %	17 %	38 %
Recyclage	24 %	47 %	53 %	56 %
Verbranding	41 %	35 %	47 %	44 %
Storten	35 %	18 %	0 %	0 %

Industrieel verpakkingsafval				
	1995	2000	2005	2010
Geproduceerde hoeveelheid (t)	262.000	286.000	302.000	320.000
Preventie	-	7 %	13 %	16 %
Recyclage	43 %	70 %	84 %	88 %
Verbranding	19 %	21 %	16 %	12 %
Storten	38 %	9 %	0 %	0 %

## 29/ Afval uit het verkeer van voertuigen en het verkeer over de waterweg

## a. Preventie

259. De verontreiniging door het onwettig storten en lozen in de waterwegen en langs de verkeerswegen verminderen. De belangrijkste doelstelling wat het afval ten gevolge van de mobiliteit betreft, is het zwerfafval tegen te gaan. Daarvoor moeten er collectieve structuren worden ontwikkeld en de controles en vooropgestelde maatregelen worden versterkt.

260. Tegen 2005 de hoeveelheid afvalolie van schepen met 10 % doen dalen (gebruik van schroefsystemen met smeermiddelen op basis van water en verlenging van de levensduur van oliën).

## b. Ophaling

261. Tegen het jaar 2000 100 % van het huisvuil ophalen. Het gevaarlijk afval, papier/karton, plastic en glas worden afzonderlijk opgehaald.

262. Tegen het jaar 2000 95 % van de afvalolie ophalen. Er moet rekening worden gehouden met de mogelijkheid dat schippers hun afvalolie in andere landen lozen en dat buitenlandse schippers hun afvalolie kwijt kunnen in het Waalse Gewest.

263. Tegen het jaar 2002 95 % van het afval dat voortvloeit uit scheepsladingen ophalen.

## c. Nuttige toepassing/verwijdering

264. De in de specifieke hoofdstukken gespecificeerde doelstellingen realiseren : huisvuil, afvalolie, batterijen, oplosmiddelen...

## B. ORGANISATIE

## 1/ Afval van steengroeven

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
237. Opstellen van de criteria en de voorwaarden voor het opnemen van de stoffen in de producten.	Waalse Regering	MET/MRW Industrieën	1998
238. Opstellen van een technologisch bestek met het oog op de nuttige toepassing van zaagslib en de evaluatie van de milieurisico's die verband houden met de opslag van de resten in de site.	DGRNE DGTRE	Industriële federaties Afvalindustrieën	2000
239. Actualiseren van de exploitatievoorwaarden van de steengroeven die gericht zijn op een maximale beperking van de productie van stof en controleren van de toepassing ervan.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën DGRNE	doorlopend
240. Vaststellen van de voorwaarden voor hergebruik van de residu's op de site.	Waalse Regering	Industrieën Industriële federaties	2000
241. Bestuderen van de invloed van de additieven die eventueel worden aangewend bij de extractie en de verwerking van het erts.	DGRNE DGTRE	Industrieën	2002
<b>b. Ophaling</b>			
242. Garanderen van de toegankelijkheid van de 7 centra voor recyclage van bouw- en afbraakafval voor de kleine producenten.	DGRNE SPAQuE	Industrieën	2000
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
243. Ontwikkelen van samenwerkingsverbanden tussen de producenten van zaagafval en de exploitanten van de steengroeven, om manieren voor nuttige toepassing te vinden.	DGRNE	Industrieën Industriële federaties Afvalindustrieën ISSEP	1999
244. Zoeken van manieren voor nuttige toepassing aan de hand waarvan nieuwe afzetmarkten gevonden kunnen worden, door complementariteit met ander afval of andere stoffen.	DGRNE DGTRE	DGRNE Industriële federaties Afvalindustrieën ISSEP	1999

## 2/ Bouw- en slooafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
245. De bepalingen met betrekking tot de specificatie en de identificatie van het afval die van toepassing zijn op de openbare aanbestedingen uitbreiden tot de opdrachtgevers van privé-aanbestedingen, aangezien ze noodzakelijk deel uitmaken van een bouw- of slooproject : - statistisch formulier; - gedetailleerd quantabestek, geïntegreerd in de procédés voor selectie van de offertes, waarin de overwogen recyclageverrichtingen in situ, het gebruik van gerecycleerde materialen, de hoeveelheid afval die terechtkomt in de stortplaatsen, enz. worden gepreciseerd	Waalse Regering	DGRNE MET Industrieën	1999
246. Opleggen van de voorwaarden voor het afvalbeheer in de procedures voor selectie van de offertes.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën MRW/MET Gemeenten	1999
247. Toezien op de toepassing van de rondzendbrief van 23 februari 1995 betreffende de organisatie van de verwijdering van de afvalstoffen in het kader van de openbare werken in het Waalse Gewest.	DGRNE MET	Industrieën Afvalindustrieën Gemeenten	doorlopend
248. Sensibiliseren van de architecten, de ingenieurs en de privé studiebureaus voor de problematiek van het afvalbeheer vanaf het projectontwerp;	Ministerie van de Franse Gemeenschap DGRNE MET	Industrieën Universiteiten Hogescholen	1999
249. Opstellen van een uniek bestek in het kader van de afbraakwerken door het sorteren en de recyclage te stimuleren.	MRW MET Gemeenten	Industrieën MET Provincies	1999
250. Ontwikkelen van een gids van de goede praktijk ten behoeve van de bouwheren die afbraakwerken ondernemen.	DGRNE MET DGPL	Industrieën	2000
251. Aanmoedigen van de nieuwe afbraakactiviteiten voor gebouwen aan de hand van onderzoeksprogramma's en, eventueel, door financiële steun aan ondernemingen die zich op dit soort van activiteit toeleggen.	DGRNE DGTRE	Industrieën	2000
<b>b. Ophaling</b>			
252. Het sorteren en ophalen verplicht maken zoals bepaald in de gids voor de goede praktijk, om materialen te verkrijgen die gemakkelijker herbruikbaar/recycleerbaar zijn.	Waalse Regering	Industrieën MET Provincies Gemeenten	2001
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
253. De potentiële gebruikers op de hoogte stellen van de kwaliteit van de gerecycleerde granulaten.	Industrieën Industriële federaties	Industrieën Particulieren	1999
254. Toepassen van de resultaten van de studie die is uitgevoerd door RECYWALL en die betrekking heeft op de ontwikkeling van recyclagetechnieken.	DGRNE	Industrieën	2000
255. De gerecycleerde materialen normaliseren en certificeren in samenwerking met de W.T.C.B.-, O.C.W.- en CRIC-certificatie teneinde constante en minimale prestaties te garanderen. Ontwerpen van een certificatie-orgaan.	Waalse Regering	Industrieën	1999
256. Opleggen van het gebruik van gerecycleerd materiaal in het kader van openbare en privéwerken.	Waalse Regering	Industrieën MET Provincies Gemeenten	1999
257. Creëren van groeperingscentra die evenwichtig verspreid zijn over het Gewest. De mobiele installaties werken in deze centra met regelmatige intervallen.	DGRNE	Industrieën Tradecowall SPAQuE	2000
258. Bestuderen van de mogelijkheden van de nuttige toepassing door energierecuperatie van de bitumineuze bedekkingen in de installaties die actief zijn in het domein van de nuttige toepassing door verbranding in niet-conventionele ovens.	DGRNE	Industrieën	1999



Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>d. Verwijdering</i>			
259. Invoeren van een belastingssysteem ter ontmoediging van het storten van niet-ultiem bouw- of sloopafval.	Waals Parlement	Industrieën Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998

## 3/ Asbest

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
260. Een inventaris opstellen binnen het Waalse Gewest van de openbare gebouwen die asbest bevatten.	Federale Regering	Federale, Waalse, Communautaire, Provinciale en gemeentebesturen ISSEP	1998
261. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk voor het personeel op bouwterreinen die gesloopt moeten worden.	DGRNE MET	Afvalindustrieën MET	2000
262. Opleggen van de verplichting de aanwezigheid van asbest te identificeren voorafgaand aan de afbraak van gebouwen die deze stof zouden kunnen bevatten.	Waalse Regering	Particulieren Industrieën Openbare besturen ISSEP	1999
<i>b. Ophaling</i>			
263. Verplichten tot een selectieve ontmanteling van de delen van gebouwen die asbest bevatten, voorafgaand aan de afbraak ervan.	Waalse Regering	MET Industrieën	1999
264. Verplichten tot reinigen van alle toestellen, installaties of materialen die asbest bevatten, voorafgaand aan de verbrijzeling ervan.	Waalse Regering	Industrieën MET/Tradecowall Verenigingen van gemeenten	1999
265. Opstellen van een reinigingsprogramma voor de Waalse overheidsgebouwen.	Federale Regering Waalse Regering	Federale Besturen Regionaal Bestuur Bestuur Gemeenschap Provincies Gemeenten	2000
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
266. Bevorderen van de technieken van de nuttige toepassing van asbest en de ontwikkeling van installaties in het Waalse Gewest.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën ISSEP	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
267. Verbieden van het storten van niet-gestabiliseerd vrij asbest.		Waalse Regering Afvalindustrieën	1999
268. Aanmoedigen van een technisch-economische studie van de vernietiging van vrij asbest via thermische weg of andere.	DGRNE	Industrieën DGTRE	1999

## 4/ Smelt-, verassings- en verbrandingsafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
269. Vaststellen van de voorwaarden voor het gebruik van de volgende stoffen in de civiele bouwkunde of de landbouw of in de cementproductie, teneinde ze op te nemen in de volgende producten : - slakken - LD-slakken - vliegas van elektriciteitscentrales	Waalse Regering	Industrieën Verenigingen van gemeenten MRW MET ISSEP	1998
<i>b. Ophaling</i>			
270. Invoeren van een of meer groepeeringscentra voor de behandeling van gietijzerzand, slakken en het afval van gasreiniging.	DGRNE	Industrieën/ Gemeenten Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	2000

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>c. Verwijdering</i>			
271. Verbieden van het storten van niet-ultiem afval : - slakken van ferrometalen (U.T. 3 jaar) - slakken (U.T. : 6 jaar) - slakken (U.T. : 3 jaar) - LD- en EAF-slakken (U.T. : 3 jaar) - vlieg-as en slakken van elektriciteitscentrales op steenkool (U.T. : 3 jaar) - Stof van hoogovens en staalfabrieken (U.T. : 4 jaar) - Gietijzerzand (U.T. : 6 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999

## 5/ Gips- en anhydride-afval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
272. Opstellen van een programma voor preventie en beheer van afval dat is opgenomen in het programma voor de vermindering van de vervuulende stoffen die afkomstig zijn van grote verbrandingsinstallaties.	DGRNE	Industrieën	1999
273. Opstellen van normen voor het gebruik van gips dat wordt verwerkt in producten.	Waalse Regering	Industrieën	1998
<i>b. Ophaling</i>			
274. Gezinnen aanmoedigen om bijproducten van gips naar containerparken te brengen.	Intercommunales	Intercommunales	1998 Particulieren
275. Bevorderen van de sortering van bijproducten van gips op afbraaksites en nuttige toepassing van het bouw- en afbraakafval.		DGRNE Afvalindustrieën	Industrieën
276. Invoeren van opleidings-, informatie- en sensibiliseringsprogramma's die gericht zijn op een betere sortering aan de bron van het afval, teneinde de nuttige toepassing te bevorderen.	DGRNE	Industrieën Gemeenten Afvalindustrieën	1998
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
277. Tot stand brengen van een partnership tussen de actoren van de markt om een adequaat en volledig netwerk van installaties voor nuttige toepassing te creëren.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën Afvalindustrieën DGRNE	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
278. Onderzoeken van de mogelijkheid om de stortplaats van de sa Prayon-Rupel toegankelijk te maken voor alle afval van Waalse oorsprong dat is samengesteld uit gips	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën SPAQuE	2000
<i>e. Import/export</i>			
279. Bevestigen van het verbod op export en import van gips en anhydriden met het doel het te storten of op te slaan boven de grond.	DGRNE	DGRNE Afvalindustrieën	doorlopend
<i>f. Financiering</i>			
280. Toekennen van overheidssteun aan het onderzoek naar technologieën voor de productie van kwaliteitsgips en voor de ontwikkeling van vernieuwende installaties voor nuttige toepassing.	Waalse Regering	Industrieën	2000 DGRNE DGTRE

## 6/ Organische oplosmiddelen

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
281. Opstellen van een technologisch bestek over : - de alternatieve technologieën voor gehalogeneerde en andere oplosmiddelen die risico's inhouden voor het leefmilieu of de volksgezondheid. - de ontwikkeling van technologieën met gesloten circuit.	DGTRE DGRNE	Industrieën	1999
282. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk die de schone technologieën voorstellen ten behoeve van de sectoren die oplosmiddelen gebruiken, teneinde het aantal machines "met open circuit" te verminderen en de vervanging van machines "met open circuit" te versnellen.	DGTRE DGRNE	Industrieën Industriële federaties	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
283. Voorschrijven van de preventieve maatregelen en de middelen die moeten worden aangewend om het verlies van oplosmiddelen te beperken : - aangepast materiaal (opvangbak voor lekken van vloeibare oplosmiddelen, sluitsystemen uitgerust met elektrische veiligheidsafdichtingen om verdamping te voorkomen); - opslagmethode voor oplosmiddelen (waterdichte bak, lokaal beschut tegen de warmte en het licht, ... selectie van de lokalen waar de productie plaatsvindt, ...).	Waalse Regering	Industrieën	1999
<b>b. Ophaling</b>			
284. Optimaliseren van de selectieve ophaling van afval dat oplosmiddelen bevat bij de gezinnen (containerparken, netheidszones) en de KMO's (industriële containerparken, erkende ophalers).	DGRNE	KMO's Particulieren	doorlopend
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
285. Verbieden van de verbranding zonder nuttige toepassing door energierecuperatie van oplosmiddelen met een calorische waarde.	Waalse Regering	Industrieën	1999
286. De regeneratie van technologisch en economisch regenererbare oplosmiddelen verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën	2003
<b>d. Financiering</b>			
287. Garanderen van de ophaling/verwerking van afval met oplosmiddelen van gezinnen, met uitzondering van huishoudelijke verpakkingen die ten laste vallen van de erkende instellingen.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend

## 7/ Inkt-, verf- en lijmafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
288. Realiseren van een technologisch bestek over de alternatieven ter vervanging van gevaarlijke bestanddelen van verf, inkt en lijm (oplosmiddelen, zware metalen en pigmenten) en van de bestaande toepassingstechnieken.	DGRNE DGTRE	Laboratoria Industrieën	2000
289. Identificeren en etiketteren van de gevaarlijke producten die gevaarlijk afval kunnen worden.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	2000
290. De fabrikanten ertoe aanzetten hun producten te etiketteren volgens de Europese normen.	DGRNE Industriële federaties Federale Regering	Industrieën	doorlopend
291. Voorschriften voor de goede praktijk opstellen ten behoeve van aanbrengrers van verf : informatie over de toepassingstechnieken aan de hand waarvan verlies kan worden verminderd, over de minimalisering van afval (vermijden van vermenging van afvalstoffen) en over de bestaande oplossingen om zich te ontdoen van dit afval.	DGRNE DGTRE Industriële federaties	Particulieren Industrieën	2000
292. Sensibiliseringsprogramma's opstellen en verspreiden ten behoeve van het grote publiek en de gebruikers.	DGRNE	Industrieën	2000
293. De burgers informeren over de gevaren van het hergebruik met andere doeleinden van recipiënten die verf, inkt of lijm hebben bevat, zonder deze vooraf te wassen of te behandelen. Sensibiliseren voor sorteermethodes.	DGRNE Industriële federaties	Gemeenten	doorlopend
<b>b. Ophaling</b>			
294. De producenten van afval verplichten tot het selectief sorteren en het voorzien in een opslagruimte die speciaal is bestemd voor de houders die meer dan 10 ton afval per jaar genereren. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999
295. Bevorderen van het hergebruik van inktcartridges.	DGRNE	Industrieën Waals netwerk voor zuinig verbruik	1999
296. Verplichten tot het terugbrengen van het huishoudelijk afval via de containerparken, de ophalers of de verantwoordelijken voor de verpakkingen; evenals het terugbrengen van industrieel afval aan de industriële containerparken, de ophalers of de verantwoordelijken voor de verpakkingen.	Waalse Regering	Industrieën Particulieren Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
297. Opstellen van een programma voor onderzoek in het domein van de recyclage.	DGRNE DGTRE	Industriële federaties Industrieën Laboratoria	1998
<i>d. Financiering</i>			
298. De verantwoordelijkheid voor de kosten van het beheer van het selectief opgehaalde afval bij de gezinnen blijven toewijzen aan het Gewest, met uitzondering van de huishoudelijke verpakkingen waarvan de kosten worden gedragen door de erkende instelling.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend

## 8/ Afval dat stoffen bevat die de ozonlaag aantasten

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
299. Versterken van de controle op de toepassing van de reglementaire beschikkingen inzake de beperking van of het verbod op de invoer en het gebruik van koelvloeistoffen, alsook de staat van werking van de koelinstallaties.	Bevoegde federale autoriteiten	Industrieën DGRNE	doorlopend
300. Opleggen van regelmatig onderhoud van de industriële koelinstallaties door bevoegde technici en het bijhouden van een "logboek" waarin de technische kenmerken van de installatie en de uitgevoerde onderhoudsverrichtingen worden gepreciseerd.	Waalse Regering	Industrieën	1999
301. Verbieden van de vermenging van de vloeistoffen met andere vloeistoffen of materies die deze schadelijke stoffen niet bevatten.	Waalse Regering	Industrieën	1998
302. Verplichten tot identificatie van de aard van de vloeistoffen in de toestellen die buiten gebruik zijn en die stoffen kunnen bevatten die de ozonlaag aantasten, voorafgaand aan het beheer ervan.	Waalse Regering	Industrieën	1998
303. Opstellen, verspreiden en laten toepassen van voorschriften voor de goede praktijk inzake het onderhoud van de actieve installaties en de ontmanteling van buiten gebruik gestelde installaties.	DGRNE DGTRE Industriële federaties	Industrieën	1999
<i>b. Ophaling/groepering</i>			
304. Organiseren van de selectieve ophaling via : - kleinhandelaars in elektrische huishoudtoestellen; - containerparken; - erkende ophalers; - ontmantelings-/zuiveringscentra.	Waalse Regering	Industrieën Particulieren Verenigingen van gemeenten Gemeenten	1999
305. De zuivering van de toestellen voorafgaand aan de handelingen voor nuttige toepassing of verwijdering verplicht maken.	Waalse Regering	Afvalindustrieën	1999
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
306. Finaliseren van het netwerk van installaties voor reiniging/ontmanteling (13 sites).	DGRNE	Afvalindustrieën	2002
<i>d. Verwijdering</i>			
307. Verbieden van het storten.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
308. Plannen van de verwijdering van de toestellen die CFK's bevatten afhankelijk van hun levensduur : - koelkasten voor huishoudelijk gebruik; - airconditioning in voertuigen; - industriële koelinstallaties	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	2010 2003
<i>e. Import/export</i>			
309. Verbieden van de export van afvalstoffen buiten de Europese Unie.	DGRNE	Afvalindustrieën	1998
<i>f. Financiering</i>			
310. De terugname van toestellen en installaties bij de ophaalpunten en de verwijdering van vloeistoffen ten laste van de producenten, of de invoerders, of de distributeurs, of de kleinhandelaars verplicht maken. Het Gewest financiert, in voorkomend geval, participaties in reinigings-/ontmantelingsondernemingen. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999

## 9/ PCB-houdend afval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
311. Verplichten tot identificatie van toestellen die PCB's kunnen bevatten, ofwel aan het einde van hun levensduur, ofwel wanneer ze worden verplaatst, ofwel in het geval van een interventie of een verandering van eigenaar.	Waalse Regering	Houders DGRNE	1998
312. Verplichten tot het opstellen van een inventaris van de vloeistoffen en de toestellen die PCB's bevatten met een gehalte hoger dan 50 ppm in gewicht en een volume hoger dan 1 dm <sup>3</sup> .	Waalse Regering	DGRNE houders	1998
313. Garanderen van de follow-up en de controle van de verplaatsingen van de PCB's en de toestellen die deze stoffen bevatten, alsook van de naleving van de normatieve voorwaarden voor de werking.	DGRNE	DGRNE	1998
314. Reglementeren van de isolering van alle afvalstoffen die PCB's bevatten tot het moment van hun verwijdering, waarbij de periode die verstrijkt tussen de stopzetting van het gebruik en de verwerking zo kort mogelijk moet worden gehouden.	Waalse Regering	Houders	1998
315. Vastleggen van een referentiemethode voor snelle vaststelling van het PCB-gehalte.	Waalse Regering	Referentielaboratoria	1999
316. Vastleggen van normen met betrekking tot het PCB-gehalte van de bodems.	Waal Parlement	Industrieën Particulieren	1999
317. Vastleggen van veiligheidsregels en andere gebruiksvoorwaarden voor de toestellen in werking (vasthoudkuip, elektrische bescherming, ...).	Waalse Regering	Waalse Regering	1998
<b>b. Ophaling en groepering</b>			
318. De ontmantelings- en reinigingscentra uitrusten met infrastructuur om de systemen die PCB's bevatten te scheiden van de toestellen, onmiddellijk bij de oprichting van de centra.	Industriële federaties DGRNE	Afvalindustrieën	2002
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
319. De recyclage van gereinigde bestanddelen bevorderen.	DGRNE	Industrieën	1998
<b>d. Verwijdering</b>			
320. Een verwijderingsprogramma opstellen in overleg met de betrokken economische sectoren, dat voorziet in het vrijwillig terugbrengen en in de toepassing van de volgende maatregelen indien dit niet gebeurt : - verwijdering van de toestellen die opgeslagen zijn, in slechte staat van werking zijn of lekken vertonen; - buiten gebruik stellen van de PCB's en de toestellen die door hun lokalisatie en hun staat van werking risico's inhouden voor het leefmilieu of de volksgezondheid; - verwijdering van de condensators en andere toestellen, met uitzondering van de transformators; - verwijdering of reinigen van de met PCB's vervuilde transformators met minerale oliën met een concentratie hoger dan 500 ppm; - verwijdering van de transformators die PCB's bevatten. Door een ministeriële uitzondering kunnen de transformators van meer dan 50 kVA die in goede staat van werking zijn, in dienst worden gehouden tot in 2010. Deze toestellen moeten ten laatste tegen 2010 verwijderd zijn.	Waalse Regering	Houders	1998 1999 2000 2002 2005 2005
<b>e. Import/export</b>			
321. Verbieden van de import indien het Waalse Gewest niet beschikt over een capaciteit voor groepering of nuttige toepassing of verwijdering, en van export buiten de Europese Unie.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend
<b>f. Financiering</b>			
322. Toepassen van het principe "de vervuiler betaalt". De financiële last van het beheer van de PCB's en de toestellen van industriële oorsprong die deze stof bevatten, wordt gedragen door de houders ervan.	Waalse Regering	Industrieën Particulieren	doorlopend

## 10/ Afval olie

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
323. Toepassen en verspreiden van de voorschriften voor goede praktijk voor snijolie.	DGRNE/DGTRE	Industrieën	doorlopend
324. Uitvaardigen van normen voor de samenstelling van afvalolie om ze te kunnen verwerken tot stookolie.	Waalse Regering	Industrieën	doorlopend
325. Bevorderen van het gebruik van plantaardige oliën ter vervanging van minerale oliën.	DGRNE DGA	Industrieën	2001
<b>b. Ophaling</b>			
326. Olievaten integreren in het netwerk van containerparken.	Waalse Regering	Gemeenten	2000
327. De sector verplichten om niet-alimentaire olie terug te nemen en de gezinnen verplichten om dergelijke olie terug te brengen naar garages of containerparken (U.T. : 1 jaar).	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
328. De sector verplichten om voedingsolie terug te nemen en de horecazaken en frietkramen verplichten om dergelijke olie terug te brengen via een ophaler of industriële containerparken (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
329. De bevolking informeren en aanmoedigen om de olie doeltreffend te beheren.	DGRNE	Gemeenten	1999
330. Een ophaalpunt per gemeente invoeren voor gebruikte voedingsolie die afkomstig is van particulieren.	Waalse Regering	Gemeenten	1999
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
331. Creëren van een beheerscomité om de haalbaarheid te onderzoeken van de ontwikkeling van een centrum voor de regeneratie van afvalolie.	DGRNE	Industrieën DGRNE/DGEE/ DGTRE	2000
332. Verplichten van de regeneratie van niet-alimentaire afvalolie die technologisch en economisch geregenereerd kan worden.	Waalse Regering	Industrieën	2003
333. Onderzoeken van nieuwe mogelijkheden voor de nuttige toepassing van voedingsolie.	DGRNE	Industrieën DGRNE/DGEE/ DGTRE	2002
<b>d. Financiering</b>			
334. De verantwoordelijkheid voor het beheer van de niet-alimentaire afvalolie die in de garages en de containerparken wordt opgehaald, toewijzen aan de sector. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars.	1999
335. De verantwoordelijkheid voor het beheer van de voedingsolie die in de gemeentelijke ophaalpunten is verzameld, toewijzen aan de sector. (U.T. : 3 jaar).	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999

## 11/ Gebruikte batterijen en elektrische accu's

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
336. Bevorderen, aan de hand van fiscale maatregelen, van de productie van batterijen die minder risico's inhouden bij het beheer, van de ontwikkeling van de producten volgens hun recycleerbaarheid, van de demonteerbaarheid van toestellen zodat de batterijen gemakkelijker kunnen worden teruggewonnen, evenals van de levensduur van batterijen (oplaadbare batterijen).	Waalse Regering Federale Regering Europese Commissie	Industrieën	2001
337. Sensibiliseren van de burgers voor de problemen die batterijen opleveren, en met name de problemen die voortvloeien uit de verbranding ervan samen met het huishoudelijk afval.	DGRNE	Industrieën Gemeenten	doorlopend
338. Informeren van de burger over de modaliteiten van de ophaling van batterijen en hem op die manier aanmoedigen tot het selectief sorteren van gebruikte batterijen.	DGRNE	Industrieën	doorlopend
339. Een methodologie invoeren voor de evaluatie van de geproduceerde hoeveelheid.	DGRNE	DGRNE Andere regionale bevoegde besturen Ministerie van Financiën Industrieën	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>b. Ophaling</b>			
340. De terugname door de sector van batterijen voor huishoudelijk gebruik verplicht maken, evenals het terugbrengen ervan door de particulieren naar containerparken, kleinhandelaars of elk ander ophaalnetwerk.	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1998
341. De terugname door de sector van industriële batterijen verplicht maken, evenals het terugbrengen ervan naar de verkopers of de ophalers.	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars/ Industrieën	1999
342. De selectieve ophaling van batterijen in de scholen en andere dienstenactiviteiten opdrijven.	Waalse Regering	Industrieën	doorlopend
343. De terugname door de sector van gebruikte loodzwavelzuur-accu's verplicht maken, evenals het terugbrengen ervan naar de garagehouders/containerparken/ophalers (U.T. : 1 jaar).	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars/ Industrieën	1999
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
344. De ontwikkeling van de bestaande procédés voortzetten en het lopende onderzoek naar de verwerking van alkali- en zoutbatterijen steunen, teneinde het recyclagepercentage te verhogen.	DGRNE/ Industrieën	Afvalindustrieën	doorlopend
<b>d. Verwijdering</b>			
345. Verbieden van het storten van batterijen en hun niet-verwerkte niet-ultieme verwerkingsresten. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Gemeenten	1999
<b>e. Financiering</b>			
346. De verantwoordelijkheid voor terugname en verwerking van gebruikte batterijen toewijzen aan de sector. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars.	1998
347. De verantwoordelijkheid voor terugname en verwerking van loodzwavelzuuraccu's toewijzen aan de sector. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	2000

## 12/ Afval van elektrische &amp; elektronische toestellen

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
348. Ontwikkelen van een ecolabel voor "elektronisch materiaal".	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	doorlopend
349. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk voor de ontmanteling en de reiniging.	DGRNE DGTRE	DGRNE/Federaties Afvalindustrieën	1999
350. Verspreiden van informatie over de terugnamesystemen door een specifieke etikettering van de producten.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën	1999
351. Bevorderen van de invoering van aankoop- en ruilcentra voor tweedehands producten.	DGRNE Gemeenten	Ondernemingen van de sociale economie	doorlopend
<b>b. Ophaling</b>			
352. Verplicht maken van de terugname van "grote huishoudtoestellen" door de sector en van het terugbrengen naar containerparken, industriële containerparken, kleinhandelaars en ophalers. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Particulieren Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
353. Verplicht maken van de terugname van "kleine huishoudtoestellen" door de sector en van het terugbrengen naar containerparken, industriële containerparken, kleinhandelaars en ophalers. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Particulieren Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999
354. Verbieden van het verbrijzelen zonder reiniging.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
355. 13 centra voor ontmanteling invoeren.	DGRNE	Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	2002
<i>d. Verwijdering</i>			
356. Het storten van grote elektrische en elektronische toestellen verbieden.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
357. Het storten van kleine elektrische en elektronische toestellen verbieden.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
<i>e. Financiering</i>			
358. De verantwoordelijkheid voor het beheer van elektrische en elektronische toestellen toewijzen aan de sector. (U.T. : 1 jaar voor "grote huishoudelijke toestellen", U.T. : 3 jaar voor "kleine huishoudelijke toestellen").	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars.	1999
<i>f. Export</i>			
359. De export buiten de EEG van niet-gereinigde toestellen verbieden, in overeenstemming met de voorschriften voor de goede praktijk.	DGRNE	Industrieën	2000

## 13/ Voertuigwrakken

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
360. Voorschriften voor de goede praktijk opstellen ten behoeve van de centra voor reiniging/demontage, teneinde een inventaris op te stellen van de materialen die gereinigd en ontmanteld moeten worden.	DGRNE	DGRNE	Industrieën
361. Invoeren van een Ecolabel "recycleerbare wagen" (lager gewicht, kleiner aantal gevaarlijke bestanddelen, ...)	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën DGRNE	2000
362. Coördineren van de acties die op verschillende niveaus worden gevoerd met het oog op een standaardisering van de gebruikte materialen en hun markering.	Waalse Regering Federale Regering Europese Gemeenschap	Industrieën	2000
363. Verplichten tot het opstellen van een preventieprogramma.	Europese Commissie	Fabrikanten	2005
364. Opleggen van een gestandaardiseerde gemeenschappelijke systematisering van de onderdelen en materialen die worden gebruikt in de motorvoertuigen, zodat de identificatie van de nuttig toe te passen onderdelen en materialen bij de verwerking van de autowrakken gemakkelijker verloopt. (U.T. : 5 jaar)	Europese Gemeenschappen Federale Regering Waalse Regering	Industrieën	2000
<i>b. Ophaling</i>			
365. De terugname van de VBB door de sector verplicht maken. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars.	1999
366. De reiniging van de teruggenomen VBB opleggen : verwijderen van fluïda en vervuilende onderdelen.	Waalse Regering	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
367. 13 centra voor reiniging/demontage oprichten.	DGRNE	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	2001
368. De ontmanteling van de recycleerbare en herbruikbare onderdelen verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën	2001
369. De bedienden in de centra voor reiniging/ontmanteling laten beschikken over handleidingen die de identificatie van de verschillende onderdelen en materialen mogelijk maken, alsook de lokalisatie van de gevaarlijke elementen.	Industriële federaties	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	2001
370. Dienovereenkomstig de wetgeving op het vlak van de exploitatievergunningen voor afbraak- en verbrijzelcentra aanpassen.	Waalse Regering	Industrieën	doorlopend



Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
371. Ontwikkelen van de nuttige toepassing van de vaste niet-recycleerbare stoffen als brandstof.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën	1998
372. Verplichten tot een selectieve demontage, teneinde de recyclage en het hergebruik van tweedehands materialen te bevorderen. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie Afvalindustrieën	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
373. Het storten van niet-ultieme residu's verbieden. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
<i>e. Financiering</i>			
374. Invoeren van een financieringssysteem voor de terugname en het beheer door de privésector, dat borg staat voor de gratis overdracht voor de eindgebruiker. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars Afvalindustrieën	1999

## 14/ Metaalafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
375. Verbeteren van het ontwerp van de basisproducten van metalen elementen, teneinde de vervuilende stoffen te beperken en de recyclage te vergemakkelijken, met name door het opstellen van bestekken voor schone technologie.	DGRNE DGTRE	Industrieën	doorlopend
376. Criteria en voorwaarden uitvaardigen voor het verwerken van bepaalde soorten metaalafval in producten.	Waalse Regering	Industrieën	1998
377. Bevorderen van de oprichting van aankoop- en ruilcentra voor tweedehands goederen.	Waalse Regering Gemeenten	Ondernemingen van de sociale economie/ Industrieën	doorlopend
378. De installatie van een radioactiviteitsdetector aan de ingang van de centra voor reiniging, ontmanteling en verwerking van ferro- en non-ferrometalen verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën	1999
<i>b. Ophaling</i>			
379. De sortering en behandeling van het afval verplicht maken, opdat het aangepast zou zijn aan de verwerkingswijze.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën Industrieën Gemeenten	1999
380. De terugwinning van metalen vanuit de verbrandingsinstallaties verbeteren.	DGRNE Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Industrieën	doorlopend
381. De selectieve ophaling per zone van economische activiteit organiseren.	Industrieën	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
382. Markten identificeren voor afval en gerecycleerde producten.	DGRNE	Afvalindustrieën Industrieën DGRNE	doorlopend
383. 13 centra voor reiniging/ontmanteling oprichten.	DGRNE	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	2002
384. Een centrum voor nuttige toepassing van de verbrijzelresten invoeren.	DGRNE Industrieën	Industrieën Afvalindustrieën	2000
<i>d. Verwijdering</i>			
385. Het storten van niet-ultiem afval verbieden. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>e. Import/export</i>			
386. Herzien van de lijsten met afvalstoffen die onderworpen zijn aan een controlesysteem door het reglement CE/259/93, om uiteenlopende interpretaties door de bevoegde overheden te vermijden.	Europese Commissie Waalse Regering	DGRNE Industrieën	1999
387. De export van de verbrijzelresten buiten de Europese Unie verbieden.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën	1998

## 15/ Versleten banden

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
388. Productnormen opstellen die de nuttige toepassing van versleten banden vergemakkelijken.	Federale Regering Europese Commissie	Industrieën	2005
<i>b. Ophaling</i>			
389. De inventarisering van de bestaande voorraden vervolledigen en de follow-up van de inventaris garanderen.	DGRNE	Afvalindustrieën	1998
390. De terugname van versleten banden door de sector verplicht maken.	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars.	1999
391. Verplichten tot het verwijderen van versleten banden voorafgaand aan de verbrijzeling van het VBB.	Waalse Regering	Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
392. Ten minste een sorteercentrum voor versleten banden invoeren.	DGRNE	Afvalindustrieën Industrieën	1999
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
393. De fabrikanten en de distributeurs verplichten om de vastgelegde percentages op het vlak van nuttige toepassing en loopvlakvernieuwing te bereiken.	Waalse Regering	Industrieën	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
394. Verbieden van het storten. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999
<i>e. Financiering</i>			
395. De verantwoordelijkheid voor het beheer van versleten banden toewijzen aan de privésector.	Waalse Regering	Industrieën	1999

## 16/ Boggerspecie en slib van straatkolken

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
396. Toepassen van een beleid van ruimtelijke ordening en goede landbouwkundige praktijken die de bodemerosie helpen tegen gaan.	Waalse Regering	DGRNE DGATLP DGA	doorlopend
397. Toezien op de goede toepassing van de wetten en besluiten die gericht zijn op de bescherming van het oppervlaktewater, en met name de controle op de (stedelijk ekken met het oog op een vermindering van de vervuiling en het volume van de boggerspecie.	Waalse Regering Internationale bevoegde autoriteiten	Ondernemingen van de sociale economie	doorlopend
<i>b. Ophaling</i>			
401. Creëren van centra voor de groepering en de voorbehandeling van het gebaggerde of opgeruimde slib. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering Verenigingen van gemeenten	MET	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
402. Voor de waterwegen : - Opstellen van een baggerplan. - Opstellen van een leidraad met de milieutechnische criteria die in overweging moeten worden genomen bij de uitvoering van het baggerplan. - Opstellen van een prioriteitenlijst van de bevaarbare kanalen die gebaggerd moeten worden, teneinde de riviervaart te herstellen. - Inventariseren van het aantal kilometers bevaarbare waterwegen die ieder jaar gebaggerd moeten worden (samenstelling, te verwijderen m <sup>3</sup> afdeling). - Vrijmaken van budgetten voor de analyse en de nodige corrigerende ingrepen. - Realiseren van een kaart met de kenmerken van de sedimenten van de waterwegen.	Waalse Regering	MET DGRNE	1999
403. Voor de niet-bevaarbare waterwegen : - Opstellen samen met de provinciale en de gemeentelijke verantwoordelijkheden van een lijst met de opruimingswerken en gelijkgestelde zoals : - niet-bevaarbare waterwegen; - verwijdering van verzakte aarde van de talud. - grondwerken; - etc. - Opstellen van een prioriteitenlijst van de op te ruimen niet-bevaarbare waterwegen. - Opstellen van een leidraad met de milieutechnische criteria die in aanmerking moeten worden genomen bij de uitvoering van het baggerplan. - Vrijmaken van budgetten voor de analyse en de nodige corrigerende ingrepen - Harmoniseren van de maatregelen voor quantificering van het slib (m <sup>3</sup> , strekkende meter van de waterloop) die worden gehanteerd op regionaal, provinciaal en gemeentelijk niveau.	Waalse Regering Provincies Gemeenten DGRNE	DGRNE Provincies Gemeenten	1999
404. Invoeren van een beheerscomité voor de baggerspecie waarin vertegenwoordigers zetelen van de openbare en de privé-actoren en dat belast is met : - de coördinatie van het opstellen van bagger- en opruimplannen; - het toezien op de naleving van de bagger- en opruimplannen en de milieutechnische criteria; - het garanderen van de maximale nuttige toepassing van de gebaggerde of opgeruimde stoffen; - het toezien op de naleving van de reglementen met betrekking tot het storten van deze stoffen.	MET DGRNE DGATLP	MET DGRNE DGATLP Industrieën Milieuverenigingen Provincies Gemeenten	1999
c. Nuttige toepassing			
405. Bevorderen van het gebruik van de baggerspecie en de materialen die ervan worden vervaardigd, door ze op te nemen in de openbare aanbestedingen, door hun etikettering, ...	Waalse Regering	DGRNE DGTRE MET	1999
406. Herzien van de classificatie van het slib en invoeren van een bijkomende categorie voor het vervuilde slib dat nuttig toe te passen is na groepering (voorbehandeling). (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	DGTRE MET	1999
407. Invoeren van verwerkingscentra voor vervuild slib.	DGRNE	Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten Industrieën	1999
d. Verwijdering			
408. Oprichten van de stortplaatsen die nodig zijn en volstaan, exclusief voorbehouden voor het storten van de vervuilde baggerspecie van categorie B en slib van straatkolken met een vergelijkbare samenstelling. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	DGRNE MET	1999

## 17/ Afval van zuiveringsstations van huishoudelijk afvalwater en het drinkbaar maken van water

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
409. Herzien van de sectorale normen voor industrieel afval en de exploitatievoorwaarden voor de sectoren die niet worden gedekt door de sectorale normen, en versterken van de controle.	Waalse Regering	Industrieën	1999
a. Preventie			
410. Verminderen van het verlies in het distributienetwerk.	Distributiebedrijven	Distributiebedrijven	doorlopend

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
411. Toepassen van het algemene geïntegreerde beleid van afwatering en zuivering.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten DGRNE	doorlopend
412. Informeren en sensibiliseren over de noodzaak geen vloeibaar afval in de riolering te gieten dat gevaarlijk of schadelijk zou kunnen zijn voor de kwaliteit van het slib.	DGRNE Gemeenten	Gemeenten Particulieren Industrieën	1998
413. Vaststellen van milieunormen voor de producten die, na consumptie, in de riolering en in het oppervlakte- en grondwater terechtkomen.	Waalse Regering	Industrieën	2000
414. Opstellen van een volledige wetgeving over de bodembescherming.	Waals Parlement	DGRNE-DGA Industrieën	1999
<i>b. Ophaling</i>			
415. Organiseren van de terugname van filters met actieve kool in het kader van de individuele zuivering.	Waalse Regering	Gemeenten Particulieren	1999
416. Verhogen van de ophaling van afvalwater uit rioleringen en afval uit septische putten door erkende ruimers.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Particulieren	doorlopend
417. Verbieden van de rechtstreekse verspreiding van het afval van septische putten. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Industrieën Particulieren	2000
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
418. Vaststellen van normen voor de productie, de samenstelling en het gebruik van slib van zuiveringsstations in de landbouw en de bosbouw.	Waalse Regering	Landbouwers Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1999
419. Het gebruik van slib van zuiveringsstations en van afval uit septische putten onderwerpen aan de verplichting een spreidingsplan uit te geven en een gebruikscertificaat voor te leggen dat door het DGRNE wordt uitgereikt aan de producent van het afval.	Waalse Regering	Landbouwers DGA	1999
420. Optimaliseren van de kwaliteit van het slib met het oog op een agronomische nuttige toepassing door droging, door toevoeging van minerale, organische bestanddelen, ...	DGRNE DGTRE/DGA Industrieën	Industrieën Afvalindustrieën Universiteiten	2000
421. Aanmoedigen van andere vormen van nuttige toepassing dan de agronomische nuttige toepassing en oprichten van een verwerkingscentrum voor slib met het oog op een nuttige toepassing door energierecuperatie.	DGRNE DGTRE	Industrieën Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten	2002
422. Verhogen van de verwerkingscapaciteiten van het rioolslib in de zuiveringsstations.	DGRNE	Verenigingen van gemeenten	2005
423. Organiseren van de lozing van het rioolslib in de zuiveringsstations van minder dan 10.000 EE, om ze regelmatig te kunnen verwerken en onevenwichtige belasting te vermijden.	DGRNE	Verenigingen van gemeenten	2005
424. Verbieden van alle import van slib bestemd voor een rechtstreekse nuttige toepassing in de landbouw.	DGRNE	Industrieën	1998
425. Garanderen van de toegankelijkheid van de zuiveringsstations voor de erkende ruimers van septische putten. De toegang is gratis.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Afvalindustrieën	2000
<i>d. Verwijdering</i>			
426. Verbieden van het storten van afval van septische putten, zuiveringsslib en slib van de behandeling van drinkbaar water. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Ruimers Waterproductenten	1999

## 18/ Fermenteerbaar organisch afval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
427. Vaststellen van de normen voor de productie, de karakterisering en het gebruik van de organische stoffen.	Waalse Regering Federale Regering	Afvalindustrieën Industrieën Verenigingen van gemeenten	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
428. De gebruiker informeren over de samenstelling en de modaliteiten van het gebruik van de organische stoffen;	DGRNE-DGA	Industrieën DGA	1999
429. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk op het vlak van het sorteren en het composteren thuis of op de productiesite.	DGRNE	Particulieren Industrieën	1999
<b>b. Ophaling</b>			
430. Geleidelijk ontwikkelen van de gescheiden ophaling van de organische fractie van het huishoudelijk afval.	DGRNE	Verenigingen van gemeenten Gemeenten	1998
431. Verplichten tot sorteren in de horecasector en de distributie.	Waalse Regering	Horeca Industrieën	1999
432. De gemeenten aanmoedigen om het organische afval van de markten selectief op te halen.		Gemeenten Industrieën	1998
433. De composteerinstallaties en de containerparken toegankelijk maken voor het groene afval van de gemeenschappen en de gemeenten.	Waalse Regering	Gemeenten Overheden Verenigingen van gemeenten	1998
<b>c. Nuttige toepassing</b>			
434. De gebruiker informeren over de kwaliteit en het agronomische belang van deze stoffen.	DGRNE DGA	Industrieën Verenigingen van gemeenten	1999
435. De verhandeling van de geproduceerde compost bevorderen, met name bij de openbare diensten.		MET Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1999
436. Creëren van 6 tot 8 infrastructuren voor de compostering van fermenteerbare organische stoffen.	DGRNE Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1999
437. Creëren van een permanente structuur die gericht is op de invoering van infrastructuren, de etikettering en de verhandeling van gerecycleerde stoffen.	Industriële federaties	DGRNE Industrieën	1999
<b>d. Verwijdering</b>			
438. Verbieden van het storten van de fermenteerbare organische stoffen. (U.T. : 6 jaar)	Waalse Regering	Particulieren Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën Gemeenten	1999
<b>e. Financiering</b>			
439. Toekenning van subsidies aan de openbare of de privé-operatoren voor de creatie van installaties voor de nuttige toepassing van fermenteerbaar organisch afval van huishoudelijke oorsprong.	Waalse Regering	Industrieën Verenigingen van gemeenten	1998
440. Subsidies toekennen aan de gemeenten naar gelang van de afzonderlijk opgehaalde hoeveelheden fermenteerbaar organisch afval.	Waalse Regering	Gemeenten	1999

## 19/ Dierlijk afval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>a. Preventie</b>			
441. Opstellen van integrale exploitatievoorwaarden voor slagerijen en sectorale voorwaarden voor de slachthuizen (definitie van de normen voor opslag, luchtuitstoot en afvalwater).	Waalse Regering	Industrieën	1999
442. Invoeren van een coördinatie tussen de controlediensten.	Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu DGRNE	Industrieën	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>b. Ophaling</i>			
443. De slachthuizen verplichten het afval met hoog en laag risico te scheiden.	Waalse Regering	Industrieën	1999
444. Verplichten tot de gescheiden ophaling van afval met laag risico, met hoog risico en met gespecificeerd risico.	Waalse Regering	Industrieën	1999
445. Versterken van de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen bij het transport.	Ministerie van Communicatie Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu	Industrieën	1999
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
446. Beveiligen van de verwerking van het afval met hoog risico of specifiek risico door het sluiten van protocollen tussen enerzijds de aangrenzende gewesten of staten die beschikken over een verwerkingsinstallatie en het Gewest, en anderzijds de Waalse ondernemingen voor nuttige toepassing door energierecuperatie en het Gewest (cementfabrieken, kalkovens, elektriciteitsinstallaties, ...).	Waalse Regering	Industrieën DGRNE	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
447. Bestuderen van de haalbaarheid van een installatie voor de verwerking van afval met hoog risico en specifiek risico in het Waalse Gewest.	DGRNE DGA	DGRNE DGA	1998
448. Opdrijven van de controle en de onderdrukking op het vlak van het verbod te storten en te lozen in de riolering.	DGRNE	DGRNE	1998
<i>f. Financiering</i>			
449. De verantwoordelijkheid voor de kosten van de ophaling en de verwerking van het afval blijven toewijzen aan de openbare autoriteiten, teneinde een veilig beheer te garanderen.	Waalse Regering Federale Regering	DGRNE	doorlopend

## 20/ Afval van pesticiden en de verpakkingen ervan

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
450. Opstellen van de criteria met het oog op een harmonisering van de soorten van verpakkingen.	EEG Federale Regering	Industrieën	2005
451. Versterken van het overleg op het niveau van het Comité Phyto en meer weerklank geven aan de resultaten ervan.	DGRNE-DGA	Comité Phyto	1998
452. Het biologische en geïntegreerde streven ontwikkelen.	DGRNE-DGA	Industrieën	2005
453. Het zuinige verbruik van de gezinnen ontwikkelen.	DGRNE	Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	1998
<i>b. Ophaling en sortering</i>			
454. Organiseren van ophaalpunten ten behoeve van de landbouwers, ofwel bij de verkopers van de producten, ofwel in de besproeiingsondernemingen, ofwel in de gemeenschappelijke ruimten die hiervoor bestemd zijn, tegelijk met de ophaling van voor landbouwplastic.	DGRNE	Gemeenten Industrieën Afvalindustrieën	1998
455. De vermelding op de verpakking verplicht maken, zodat de houder zich kan ontdoen van zijn verpakkingsafval.	Waalse Regering	Industrieën	2000
456. De landbouwers informeren over de ophaalplaatsen.	DGRNE DGA	Gemeenten Industrieën	1998
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
457. De recyclage van metalen verpakkingen verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
458. Verbieden van het storten van alle verpakkingen van fytofarmaceutische producten.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	2000
459. Verbieden van de verbranding buiten de gespecialiseerde en erkende installaties en toezien op de strikte toepassing van het verbod.	Waalse Regering	Industrieën Afvalindustrieën	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>e. Import/export</i>			
460. Verbieden van de export van afval van pesticidenverpakkingen buiten de EEG.	DGRNE	Industrieën	1998
<i>f. Financiering</i>			
461. De terugname van verpakkingen door de sector verplicht maken, in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 met betrekking tot de preventie en het beheer van het verpakkingsafval, rekening houdend met de bijzondere kenmerken van de behandeling die vereist is voor dit soort verpakkingen.	Waalse Regering	Afvalindustrieën	doorlopend

## 21/ Vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
462. Samenvoegen van de doelstellingen van de bescherming van de volksgezondheid en van de bescherming van het leefmilieu.	Waalse Regering Federale Regering	Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu DGRNE	doorlopend
<i>b. Ophaling</i>			
463. Organiseren van de regelmatige ophaling via de apotheken.	Waalse Regering Industrieën	Industrieën	doorlopend
464. Invoeren van informatiecampagnes voor de promotie van de selectieve ophaling van vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen.	DGRNE Industrieën	Apothekers Particulieren Gemeenten	1998
<i>c. Verwijdering</i>			
465. Verbieden van het storten van de vervallen geneesmiddelen. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering		1999
<i>d. Import-export</i>			
466. Verbieden van de verzending van vervallen geneesmiddelen naar ontwikkelingslanden.	Waalse Regering Europese Gemeenschap	Afvalindustrieën NGO's/ Industrieën	1999
<i>e. Financiering</i>			
467. De verantwoordelijkheid voor de financiering van het beheer van de vervallen of gedeclasseerde geneesmiddelen toewijzen aan de privésector.	Waalse Regering	Industrieën	doorlopend

## 22/ Afval van ziekenhuizen en gezondheidszorg

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
468. Realiseren van de follow-up, de peiling en de controle van de afvalhoeveelheden die door de ziekenhuizen en in het bijzonder de vrije beroepen worden gegenereerd.	DGRNE	DGRNE	1999
469. Opstellen van een gids voor de goede praktijk van het sorteren.	DGRNE DGASS		1999
470. Preciseren van de definities van het ziekenhuisafval, met name door een klasse C te creëren.	Waalse Regering		1999
<i>b. Ophaling</i>			
471. Ziekenhuizen en rust- en verzorgingstehuizen verplichten om jaarlijk een rapport over het afvalbeheer op te stellen.	Waalse Regering		1999
472. De aanstelling van een verantwoordelijke voor het afvalbeheer in ziekenhuizen verplicht maken.	Waalse Regering		1999
473. De invoering van middelen voor de selectieve ophaling van A-afval bevorderen.	Waalse Regering		
474. Het gebruik van een kleur voor elke soort verpakking van de afvalcategorieën opleggen.	Waalse Regering		1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
475. Definiëren van de kenmerken van de verpakkingen die worden gebruikt voor het afval.	Waalse Regering		1999
476. De creatie van een opslagzone voor de groepering van het afval in elk ziekenhuis verplicht maken.	Waalse Regering		1999
477. De gemeenten aanzetten om de producenten van afval uit de gezondheidszorg te informeren over hun verplichting om het afval te beheren.	Waalse Regering		doorlopend
<i>c. Verwijdering</i>			
478. Het storten van afval van klasse A verbieden. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering		1999
479. Aanpassen van de infrastructuur en de exploitatievergunningen voor verbrandingsovens voor huisvuil, voor de verwerking van afval van klasse A en B1, alsook B2 na een specifieke behandeling die deze afvalstoffen gelijkstelt met B1.	DGRNE	Verenigingen van gemeenten	2000
480. Bevorderen van het onderzoek naar voorbehandelingstechnieken voor afval van de klasse B2.	DGRNE	Ziekenhuizen/ Industrieën Verenigingen van gemeenten	2000
481. Bevorderen van de onderhandelingen tussen de ziekenhuizen en de verenigingen van gemeenten met het oog op de verwerking van het afval van klasse B1 in de verbrandingsinstallaties voor huishoudelijk afval.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Producenten van afval	1999
<i>d. Financiering</i>			
482. De kosten van het afvalbeheer verrekenen in de tariefregeling van de ziekenhuisligdag of de verstrekte zorgen.	Federale Regering	Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu	2000

## 23/ Afval van fotografische producten

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
483. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk ten behoeve van fotografische laboratoria, teneinde : - te informeren over de toxiciteit of de gevaarlijkheid van bepaalde producten; - te informeren over de gebruiksvoorschriften en de ophaalvoorzieningen; - de selectieve ophaling te organiseren; - het gebruik van installaties voor de regeneratie van fixeerstoffen te stimuleren in ondernemingen met een hoog jaarverbruik.	DGRNE DGRiteiten	Industrieën	1999
<i>b. Ophaling</i>			
486. Particulieren aanmoedigen om hun röntgenfoto's binnen te brengen in ziekenhuizen, bij radiologen, in artspraktijken of medische laboratoria.	DGRNE	Gemeenten/Artsen Medische laboratoria Ziekenhuizen Particulieren	1998
487. De informatie van de houders van röntgenfoto's over de mogelijkheden deze in te dienen in ziekenhuizen, bij radiologen, in artspraktijken of medische laboratoria, en van de houders van gebruikte fixeerstoffen over het verbod deze in de afvoer te gieten, verplicht maken.	Waalse Regering	Artsen Radiologen Ziekenhuizen Particulieren Industrieën	1998
488. De ondernemingen verplichten om hun fotografisch afval af te geven aan het ophaalnetwerk en de gezinnen om het naar de containerparken te brengen.	Waalse Regering		1999
489. De terugname van fotografisch afval door de sector verplicht maken. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars Particulieren	1999



Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
490. Organiseren van de ophaling van röntgenfoto's in artsenpraktijken.	Afvalindustrieën	Ophalers/ Gemeenten Ziekenhuizen/ Artsen	2000
c. Nuttige toepassing			
491. Invoeren van een coördinatiestructuur met het oog op de nuttige toepassing van de fotografische baden.	DGRNE	Industrieën Afvalindustrieën ISSEP Industriële en ziekenhuisfederaties	1998
d. Verwijdering			
492. Het verbod opleggen fotografische producten weg te gieten in de riolering.	Waalse Regering	Industrieën Particulieren	doorlopend
e. Financiering			
493. Het beheer van het fotografisch afval toewijzen aan de sector. (U.T. : 2 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten of bij gebrek Invoerders of bij gebrek Distributeurs of bij gebrek Kleinhandelaars	1999

## 24/ Papier- en kartonafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
a. Preventie			
494. Ontwikkelen van het zuinige verbruik in de kantoren met het oog op : - hergebruik van het papier; - de vermindering van het aantal fotokopieën; - het aanmoedigen van de correspondentie via elektronische post; - het systematische gebruik van kringlooppapier.	DGRNE	Industrieën Banken Administraties Waals netwerk voor zuinig verbruik	doorlopend
495. Uitwerken van een vrijwillig akkoord met de uitgevers van kranten, informatieve weekbladen en advertentiebladen teneinde de preventie en de communicatie in het domein van de uitgeverijen en de selectieve ophalingen te ontwikkelen.	Waalse Regering	DGRNE Industriële federaties	1998
496. Invoeren, door een vrijwillig akkoord met de uitgeverssector, van bepalingen teneinde de onoordeelkundige verspreiding van advertentiebladen te verminderen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	1998
b. Ophaling en sortering			
497. De scheiding van papier en karton in containerparken verplicht maken.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999
498. De selectieve ophaling van papier/karton in de regionale en gemeentebesturen verplicht maken.	Waalse Regering	MRW MET Gemeenten	2000
499. Opleggen van de verplichting om ten minste een keer per jaar het papier aan huis op te halen.	Waalse Regering	Gemeenten Ondernemingen van de sociale economie/ Afvalindustrieën	1998
c. Recyclage			
500. Door een kapitaalinvestering de creatie van een recyclagecentrum in het Waalse Gewest bevorderen, met de garantie : - dat de Waalse selectieve ophalingen prioritair in dit recyclagecentrum terechtkomen; - van de kwaliteit van het opgehaalde papier/karton.	Waalse Regering	Gemeenten Waalse Regering Industrieën SRIW (SPAQuE)	2001
d. Nuttige toepassing			
501. Verbieden van de nuttige toepassing door energierecuperatie van het selectief opgehaalde papier/karton dat technisch en economisch recycleerbaar is (composteerbaar). (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Industrieën Gemeenten	1999
e. Verwijdering			
502. Verbieden van het storten van papier-/kartonafval. (U.T. : 6 jaar)	Waalse Regering	Industrieën/ Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>f. Financiering</i>			
503. De financiering van de selectieve ophaling en de recyclage van huis-aan-huis-reclame en telefoongidsen toewijzen aan de sector. De financiering wordt toegewezen aan het budget van het Gewest in overeenstemming met maatregel 11.	Waalse Regering	Industrieën	1999
504. Subsidiëren van de selectieve ophaling aan huis van de papierfractie waarvoor niet wordt betaald via het beheer van verpakkingsafval.	Waalse Regering	Gemeenten Afvalindustrieën Ondernemingen van de sociale economie	1998

## 25/ Glasafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
505. Ontwikkelen en bevorderen van het herbruikbare glas in de gezinnen via het zuinige verbruik.	DGRNE	Particulieren Waals netwerk voor zuinig verbruik	1998
506. Ontwikkelen van het herbruikbare glas in de Horeca en de besturen.	Waalse Regering Federale Regering/ Europese Commissie	Horeca MET MRW	1999
507. Financieel steunen van de productiebedrijven die herbruikbare drankverpakkingen op de markt brengen.	Waalse Regering	Industrieën	2000
508. De distributiesectoren aan de hand van exploitatievergunningen verplichten om te voorzien in ten minste een centrum voor de terugname van afval.	Bevoegde autoriteiten	Gemeenten Industrieën Verenigingen van gemeenten	2000
<i>b. Ophaling</i>			
509. Het netwerk van glasbollen uitbreiden volgens de volgende principes : - verplicht schoonmaken van de glasbollen 2x/jaar; - sorteren in twee kleuren; - ten minste een ophaalpunt per eenheid en 1 ophaalpunt/600 inwoners per gemeente.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	1999 2000 2000
510. Het glasafval van de bouw verplicht naar recyclagecentra sturen met de verplichting het te demonteren en schoon te maken.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	2000
511. Reglementeren van de markering van de verpakkingen, om te preciseren of de verpakking recycleerbaar/herbruikbaar is.	Waalse Regering Federale Regering Europese Commissie	Industrieën Commission interrégionale de l'emballage	2000
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
512. Zoeken naar andere methoden voor nuttige toepassing dan de fabricage van producten in hol glas.	DGRNE DGTRE Industrieën	Industrieën Afvalindustrieën ISSEP	2002
<i>d. Verwijdering</i>			
513. Verminderen van het storten van glasvezelafval.	Waalse Regering	Industrieën	2000

## 26/ Plasticafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
514. Ontwikkelen van producten in een enkele soort plastic (mono-design).	DGRNE DGTRE	Industrieën	2001
515. Ontwikkelen van het zuinige verbruik van producten in herbruikbare en recycleerbare plastic materialen.	DGRNE	Particulieren Industrieën Waals netwerk voor zuinig verbruik Commission interrégionale de l'emballage	2000

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
516. Bevorderen van de ontwikkeling van voorschriften voor de plastic drankverpakkingen.	Waalse Regering	Industrieën	2000
517. Ontwikkelen van het hergebruik aan de hand van ontmantelingscentra voor VBB en elektrische/elektronische toestellen.	DGRNE	Industrieën Afalindustrieën	2001
<i>b. Ophaling</i>			
518. Bevorderen van de gemeenschappelijke ruimten voor de groepering van plasticafval uit de landbouw.	DGRNE Gemeenten	Gemeenten Industrieën Beroepsverenigingen landbouw	2000
519. De sortering op bouwterreinen verplicht maken.	Waalse Regering	Industrieën	2000
520. Toezien op de uitvoering van de verplichting om verpakkingen terug te nemen.	Waalse Regering	DGRNE/ Commission interrégionale de l'emballage	1998
<i>c. Recyclage/nuttige toepassing</i>			
521. Bevorderen van het onderzoek naar recyclagetechnieken, met name door het oprichten van een studieorgaan.	DGRNE	Industrieën	2002
522. Bevorderen van het onderzoek, de ontwikkeling en het gebruik van biologisch afbreekbaar plastic.	Waalse Regering Europese Commissie	DGRNE Industrieën	2000
523. Projectaanvragen lanceren voor de afvalrecyclage.	DGRNE	Industrieën Industriële federaties	1999
<i>d. Verwijdering</i>			
524. Verbieden van het storten van niet-ultiem plasticafval. (U.T. : 3 jaar)	Waalse Regering	Industrieën Afalindustrieën Verenigingen van gemeenten	1999
525. Verbieden van de verbranding van afval buiten de gespecialiseerde en erkende installaties.	Waalse Regering Gemeenten	Particulieren Industrieën	1998
<i>e. Financiering</i>			
526. Invoeren van de aanvaardingsplicht voor plasticafval uit de landbouw. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Fabrikanten Invoerders Distributeurs Kleinhandelaars	1999
527. Bestuderen van de voorwaarden voor participaties van het Gewest, met het oog op de ontwikkeling van een krachtige recyclage-industrie.	Waalse Regering	DGRNE Afalindustrieën	2000

## 27/ Textielafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
528. Bevorderen van de producten die een ecolabel dragen (MST, MUT, ÖKO-TEX, ECO-TEX, EURO-LABEL EN ECO-LABEL Europa) in het kader van het netwerk voor zuinig verbruik.	DGRNE	DGRNE	doorlopend
529. Ontwikkelen van de vestiging van verkoop- en ruilpunten voor tweedehands kleding.	DGRNE	Gemeenten/NGO's Ondernemingen van de sociale economie	2000
530. De bevolking informeren over het bestaan van de verkoop- en ruilpunten voor tweedehands kleding.	DGRNE	Gemeenten/NGO's Ondernemingen van de sociale economie	doorlopend
531. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk die het sorteren aan de bron en het gebruik van recycleerbare vezels aanbevelen.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën	1999
<i>b. Ophaling</i>			
532. Optimaliseren van de selectieve ophaling door de ontvouwing van gemeentelijke sensibiliseringsacties, met de financiële steun van het Gewest.	DGRNE	Particulieren Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
533. Het weggooien van textielafval in vuilnisbakken verbieden.	Gemeenten	Particulieren	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
c. Nuttige toepassing			
534. Alle vormen van nuttige toepassing aanmoedigen : - panelen voor thermische en geluidsisolatie; - poetsdoeken; - bouwmaterialen; - vulling voor poppen (lage hoeveelheden); - isolerend dichtingsmateriaal; - vulling voor matrassen (lage hoeveelheden); - nuttige toepassing in de landbouw.	DGRNE DGTRE	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	doorlopend
535. Het behoud mogelijk maken en de ontwikkeling bevorderen van activiteiten van de sociale economie die geregistreerd zijn door het Gewest, door het sluiten van contracten tussen deze ondernemingen en de gemeentebesturen	Waalse Regering	Gemeenten Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	1999
d. Verwijdering			
536. Het storten van niet-ultiem textielafval verbieden. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999

## 28/ Verpakkingsafval

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
a. Preventie			
537. Invoeren van een informatie- en onderzoekscentrum in het domein van de preventie.	Waalse Regering Federaties Commission interrégionale de l'emballage	Commission interrégionale de l'emballage Federaties	1999
538. Opstellen van productnormen die gericht zijn op een kwalitatieve en kwantitatieve productie.	Federale Regering Commission interrégionale de l'emballage	Industrieën	1999
539. Rekening houden, in het samenwerkingsakkoord, met inspanningen van de ondernemingen op het vlak van het hergebruik.	Waal Parlement	Commission interrégionale de l'emballage	2000
540. Reglementeren van de logo's om een ondubbelzinnige boodschap over te brengen op de gebruiker wat het procédé en de kostprijs van de nuttige toepassing betreft.	Federale Regering Commission interrégionale de l'emballage Europese Commissie	Industrieën	2000
541. Bevorderen van de invoering van een standaardisering en een harmonisering van de verpakkingstypes.	Waalse Regering Federale Regering Europese Commissie	Industrieën	2003
542. Garanderen dat één preventieplan wordt opgesteld en één onderzoek wordt verricht door een samenwerking tussen de regionale en de federale overheden.	Waalse Regering Federale Regering	Industrieën Commission interrégionale de l'emballage Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu	2000
543. Toezien op de concretisering van de preventieplannen voor de productie van verpakkingsafval.	Commission interrégionale de l'emballage Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu	Industrieën	1999
544. Bevorderen van de bulkaankoop volgens strenge hygiënische criteria en in bepaalde gedefinieerde domeinen.	DGRNE	DGRNE	2001
545. Bevorderen van de voordelen van herbruikbare verpakkingen en garanderen dat de consument een herbruikbare of recycleerbare verpakking kan kiezen.	DGRNE Waalse Regering	Waal netwerk voor zuinig verbruik Industrieën	doorlopend
546. Het gebruik van herbruikbare drankverpakkingen in de openbare besturen opleggen.	Waalse Regering	ME MRW	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>b. Ophaling</i>			
547. Ontwikkelen van methodes voor de ophaling van verpakkingsafval in overeenstemming met de doeleinden op het vlak van recyclage en nuttige toepassing die worden opgelegd door het interregionale akkoord en met de beschikkingen die gelden voor elke afvalcategorie.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten Gemeenten Industrieën	2001
548. Invoeren van centra voor de groepering van industrieel verpakkingsafval door de KMO's en handelaars met het oog op een terugname door het erkende orgaan.	DGRNE	Afvalindustrieën Erkende instelling	1998
<i>c. Nuttige toepassing</i>			
549. Bevorderen van producten die zijn vervaardigd op basis van gerecycleerd materiaal.	DGRNE	Industrieën NGO's	1998
550. Wijzigen van de bestekken van openbare aanbestedingen, zodat ze producten en gerecycleerde materialen bevatten.	DGRNE	DGRNE MRW MET	2000
551. Organiseren van projectaanvragen voor de creatie van recyclagekanalen.	DGRNE	Industrieën	1998
<i>d. Verwijdering</i>			
552. Verbieden van het storten van niet-ultiem verpakkingsafval. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999
553. Verbieden van het storten van metalen verpakkingsafval. (U.T. : 1 jaar)	Waalse Regering	Industrieën	1999

## 29/ Afval uit het verkeer van voertuigen en het verkeer over de waterwegen

specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<i>a. Preventie</i>			
554. Opstellen van voorschriften voor de goede praktijk bestemd voor binnenschippers en scheepsbevrachters : - die de principes van het Verdrag bevatten; - die de goede praktijk vermelden die moet worden gevolgd bij het laden en lossen, om minimale hoeveelheden afval te creëren.	DGRNE/MET DGTRE	Binnenschippers Industriële federaties	1999
555. Bevorderen van het gebruik van biologisch afbreekbare olie in de riviervaart.	DGRNE	Binnenschippers Industrieën	2003
556. De in de Conventie vermelde laad- en losvoorwaarden integreren in de exploitatievergunningen van scheepswerven en ondernemingen die ladingen in ontvangst nemen.	Bevoegde autoriteiten	Industrieën	2002
557. Het gebruik van controleboekjes voor afvalolie opleggen en de follow-up ervan garanderen.	Bevoegde autoriteiten	Binnenschippers	2000
558. Definiëren van de wijze waarop de erkende ontvangststations voor afvalolie moeten worden georganiseerd.	Waalse Regering Federale Regering	Afvalindustrieën	2000
559. Definiëren van het type van bewijsstuk dat verschaft moet worden bij het indienen van afvalolie.	Waalse Regering	Industrieën	2000
560. De coördinatie garanderen tussen de diensten die belast zijn met de controle en de onderdrukking van ongeoorloofde lozingen en indieningen.	Waalse Regering	MET DGRNE Rechterlijke autoriteiten	2000

specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<b>b. Ophaling</b>			
561. Opstellen van een samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de regionale besturen voor de volledige tenuitvoerlegging van de projecten van de Centrale Commissie voor het Scheepsverkeer op de Rijn en voor de verdeling van de financieringsmiddelen die bestaan uit de bijdragen van de binnenschippers en die worden aangewend voor de ophaling en de verwerking van olieachtige en vette afvalstoffen	Waalse Regering Federale Regering	MET DGRNE Federale ministeries	2000
562. Definiëren van de werkingsmodaliteiten van de nationale instelling die verantwoordelijk is voor de organisatie van het eenvormige financieringssysteem voor olieachtig en vet afval : - definiëren van de modaliteiten voor de "verkoop" van zegels; - definiëren van de modaliteiten voor de controle van de betalingen; - informeren van de binnenschippers over de rol van de gekozen nationale instelling.	Waalse Regering	Federale ministeries Federale Regering DGRNE MET	2000
563. Installeren van netheidszones in de havens, de laad- en losinstallaties of de sluisen (waar dit nog niet is gebeurd), voor de gescheiden ophaling van huishoudelijk of gevaarlijk afval.	DGRNE MET	MET Afvalindustrieën	2002
564. Installeren in de havens van uitrustingen en installaties voor het verzamelen van afval dat voortkomt van de lading.	DGRNE MET	Autonome havens Afvalindustrieën	2002
565. Invoeren van reinigingszones die zijn uitgerust met containers voor het sorteren van PMD, glas en gevaarlijk afval : a) op het niveau van de openbare gebouwen, b) op het niveau van de wegen en snelwegen.	MET MET	Gemeenten MET	2000 2002
<b>c. Verwijdering</b>			
566. Verbieden van het storten van het afval van autoverkeer en de scheepvaart, met inwerkingtreding in 1999.	Waalse Regering	Industrieën	1999

## 5/ Sanering van verontreinigde sites

## A. DOELSTELLINGEN

265. Verminderen en beheersen van de bodemverontreinigingsrisico's.

266. Garanderen van de sanering van de sites tegen 2010 volgens een meerjarenprogramma.

## B. ORGANISATIE

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
567. Een "Observatiecentrum voor de bodemkwaliteit" invoeren dat de opdracht heeft de bodemkwaliteit in de tijd op te volgen, zodat de langetermijnevolutie van deze kwaliteit kan worden vastgesteld.	Waalse Regering	DGRNE DGATLOP SPAQuE ISSEP	1999
568. De bodemanalyses systematiseren op basis van een enkel regionaal protocol en de standaardisering van de gegevensinvoer veralgemenen.	DGRNE DGATLP	ISSEP/SPAQuE Laboratoria	1999
569. De informatie over bodemvriendelijke praktijken verspreiden.	DGRNE DGATLP	Gemeenten Verenigingen van gemeenten DGRNE	doorlopend
570. Een specifieke wetgeving invoeren met betrekking tot het behoud van de bodemkwaliteit.	Waal Parlement	DGRNE DGATLP	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<p>571. De publicatie van bodinde moet het wetsontwerp de volgende principes tot regel verheffen :</p> <p>Preventief :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- een algemene verplichting tot voorzichtigheid die gebaseerd is op een objectief wettelijkheids criterium dat vaste vorm krijgt door ofwel het naleven van de verplichtende normen en een wetenschappelijk gevaarcriterium, ofwel bij gebrek aan normen door verwijzing naar een aanzienlijke en meetbare fysische, chemische of biologische achteruitgang;</li> <li>- een plaatsbeschrijvingssysteem bij het binnenkomen en verlaten van de site voorafgaand aan en op het einde van de industriële exploitatie, door de exploitanten te onderwerpen aan een analyse van hun site.</li> <li>- een verplichting tot het uitoefenen van toezicht voor de volledige duur van de exploitatie, door een bodemmeting om de vijf jaar en een evaluatie van de resultaten afhankelijk van de leidraden;</li> <li>- de geleidelijke opstelling van een register met de vervuilde sites of de bodems voor industrieel gebruik, van een cartografie van de bodemkwaliteit in de landbouwzones en de bosgebieden;</li> </ul> <p>Herstellend</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- een gemeenschappelijk basisprogramma dat de principes vastlegt van de herstelling en de modaliteiten voor vrijstelling van de verantwoordelijken voor historische vervuiling, gekoppeld aan de wetten, decreten, verordeningen van de bestuurspolitie die verband houden met deze problematiek (burgerlijk recht, stedenbouwkundig recht, milieurecht);</li> <li>- de veralgemening, de harmonisatie en de versterking van de veiligheidsmaatregelen (voorlopige afwachtingsmaatregelen, openbaarmakingsmaatregelen, maatregelen bij onbeschikbaarheid of onoverdraagbaarheid van het goed), die moeten worden aangepast naar gelang van specifieke situaties;</li> <li>- de definitie van herstellingsmaatregelen. In volgorde van voorkeur : lichte sanering, zuivering, aanlegwerken, herstelling door equivalent, uitvoering van een karakteriseringsstudie;</li> <li>- een veralgemening van de saneringsplicht voor exploitaties die gehouden zijn vooraf een vergunning aan te vragen of een aangifte te doen, niet alleen aan het einde van de exploitatie maar op elk moment dat de situatie zich voordoet;</li> <li>- het voorleggen van het saneringsplan aan de verschillende betrokken diensten. Een milieu- of stedenbouwkundige vergunning is nodig voor de uitvoering ervan.</li> <li>- De invoering van een financieringssysteem ter aanvulling van de bestaande budgettaire middelen van het Gewest (heffingen op buiten gebruik gestelde vuilverwerkingsbedrijven en industriële sites) moet worden overwogen om de historische vervuiling en de verlaten sites vast te stellen en te financieren. Dit financieringssysteem kan stimulansen voor de aanschaffing van te reinigen sites en/of bijdragen ten laste van de houders van milieu- of stedenbouwkundige vergunningen omvatten.</li> </ul>	Waals Parlement	Industrieën Verenigingen van gemeenten	1998
<p>575. Opdrijven van de sensibilisering van de gemeenten en de eigenaars met betrekking tot de wettelijke verplichting om de vervuilde sites te saneren. Deze actie kan gericht zijn tot de gemeenten, bijvoorbeeld door de verspreiding van documenten met uitleg over de risico's die verband houden met de vervuilde sites en over de mogelijke oplossingen.</p> <p>De actie kan nuttig worden gekoppeld aan een versterking van de ingebrekestellingen en de rechtstreekse contacten met de belastingsplichtigen.</p>	DGRNE	Gemeenten Industrieën Particulieren	1998
<p>576. Een schadeloosstellingsfonds invoeren voor de slachtoffers van vervuiling door afval.</p>	Waalse Regering	Particulieren	1998
<p>577. De verantwoordelijkheden van de vervuilers en de verzekeringscategorieën beter definiëren in overleg met de Beroepsvereniging van de Verzekeringsondernemingen.</p>	DGRNE	Industrieën Verzekeringsschappijen	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
<p>578. Invoeren van een coördinatiecel die met name is samengesteld uit het DGNRE, het DGATLP, de Spaque en de verenigingen van gemeenten. Teneinde voorstellen te bereiken die ze zouden moeten voorleggen aan de regering in de loop van de procedure, moeten de besturen (volgens een onderling op te stellen taakverdeling) gezamenlijk :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- het juridisch statuut van de site definiëren en, in voorkomend geval, gesprekspartners zoeken die in de plaats zouden kunnen treden van de eigenaar en met wie ze de site zijn bestemming kunnen teruggeven, evenals de voorwaarden van deze operatie;</li> <li>- een raming maken van de budgetten die worden toegewezen aan de operaties op elke site;</li> <li>- de nodige contacten leggen met externe consultants met het oog op een onderzoek naar de technische mogelijkheden van een nieuwe bestemming die de milieutechnische en stedenbouwkundige vereisten in acht nemen;</li> <li>- voor de vervuilde sites de doelstellingen en de modaliteiten van de sanering en de te bereiken nieuwe bestemming vastleggen naar gelang van de kenmerken van de site (aanwezigheid van grondwater, nabijheid van een woongebied, biologisch belang, ...) en de toekomstige bestemming ervan (landbouw, woongebied, ambachtelijke zone, ...), rekening houdend met de gebruiksbeperkingen die kunnen worden opgelegd.</li> <li>- de voorgestelde maatregelen voor de sanering en de nieuwe bestemming aanvullen met een programma voor toezicht op de site op middellange of lange termijn;</li> <li>- een aandachtige follow-up garanderen van de uitgevoerde werken en het toezichtsprogramma beheren.</li> </ul> <p>Daarnaast zal deze coördinatiecel het Gewest internationaal vertegenwoordigen.</p> <p>Zo werd in maart 1993 onder bescherming van de A.E.E. een internationale werkgroep op de vervuilde sites opgericht. Bovendien vond een gezamenlijke actie plaats in 1994 door de D.G.XII van de Europese Commissie. Deze actie, CARACAS genaamd ("Concerted Action on Risk Assessment for Contaminated Sites"), heeft het doel de gegevens over vervuilde bodems van de verschillende lidstaten van de E.U. te integreren, prioritaire onderzoeksprogramma's voor te stellen en aanbevelingen en richtwaarden op te stellen die moeten worden gevolgd voor de reiniging van deze sites. Bijzondere aandacht is geboden voor de evolutie van deze normen en de wetgeving van de andere landen.</p>	Waalse Regering	Ministerie van het Waalse Gewest Industrieën Verenigingen van gemeenten Particulieren	1998

## 6/ Middelen

### A. DOELSTELLINGEN

#### 1. Sensibilisering, informatie en opleiding

267. Een wijziging van de mentaliteiten en de gedragen van de burger ten opzichte van zijn leefmilieu bevorderen, om op lange termijn een echte ecologische burgerzin te bereiken in Wallonië. Of het nu in zijn beroep, zijn gezin of zijn sociale kring is, elke burger moet zich verantwoordelijk voelen voor en actor zijn van zijn leefmilieu.

Op lange termijn zullen de verandering en de vernieuwing afhankelijk zijn van de aanvaarding door en de steun van het bewust gemaakte publiek, dat geïnformeerd is en dus bereid om mee te werken via aangepaste acties.

268. Via een strategie van sensibilisering, informatie en communicatie van de burger tot een bewustwording en een participatie komen die leiden tot een gedragsverandering, jongeren opvoeden om verantwoordelijkheid te nemen voor hun leefmilieu en doeltreffende en aangepaste middelen ter beschikking stellen van de opvoeders.

#### 2/ Reglementaire, economische en financiële instrumenten

269. Versterken van de doeltreffendheid en de samenhang van de reglementaire, de economische en de financiële middelen in het kader van de principes en de doelstellingen die door dit plan zijn vastgelegd. Het eerste doel van de economische en financiële instrumenten is aan te zetten tot preventie, en vervolgens tot nuttige toepassing. Het specifieke belang van de heffingen bestaat erin dat ze de recyclagekanalen economisch aantrekkelijk, leefbaar en duurzaam te maken, met name door geleidelijk de werkelijke kostprijs van de verwijdering van de afvalstoffen te laten meespelen. Op termijn moeten de fiscale instrumenten de technieken en de producten die het schadelijkst zijn voor het leefmilieu bestraffen.

270. De kosten van het leefmilieu geleidelijk integreren in de economie, de prijs van de producten en de diensten.

271. De verhouding tussen kostprijs en doeltreffendheid van de economische en financiële instrumenten optimaliseren.



272. De steun op strategische wijze concentreren op de beslissende fasen in het proces van de afvalvermindering en van de recyclage van grondstoffen.

273. De Waalse industriële en technische sectoren ontwikkelen in het domein van de schone technologieën en het afvalbeheer.

3/ Menselijke middelen

274. Erop toezien dat alle partijen continu en gecoördineerd aansluiten bij het Waalse afvalplan "Horizon 2010" en dat elk zijn verantwoordelijkheid opneemt.

275. De voorwaarden van het naast elkaar bestaan van een leefmilieu van hoge kwaliteit waarop elke burger recht heeft en de vervuiling kunnen garanderen, rekening houdend met het afvalbeheer in de andere beleidslijnen. Er worden coördinatiestructuren ingevoerd tussen de actoren, privé en openbaar, in toepassing van de principes van gedeelde verantwoordelijkheid en partnership waarin het plan voorziet. Het is in het bijzonder aangewezen de initiatieven aan te moedigen die de werkgelegenheid kunnen ontwikkelen, met name in de ondernemingen voor sociale economie.

276. De vereisten op het vlak van de bescherming van het leefmilieu integreren in de definitie en de tenuitvoerlegging van alle beleidslijnen van de openbare besturen en van de industriële strategieën.

De structuren van de openbare besturen worden zo georganiseerd dat ze een geïntegreerde benadering op het vlak van de vervuiling kunnen garanderen, rekening houdend met het afvalbeheer in de andere beleidslijnen. Er worden coördinatiestructuren ingevoerd tussen de actoren, privé en openbaar, in toepassing van de principes van gedeelde verantwoordelijkheid en partnership waarin het plan voorziet. Het is in het bijzonder aangewezen de initiatieven aan te moedigen die de werkgelegenheid kunnen ontwikkelen, met name in de ondernemingen voor sociale economie.

277. De maatschappelijke en educatieve rol van de besturen versterken, met name door een participatie aan de acties die specifiek op communicatie gericht zijn.

278. De rol van de gemeenten en de beroepsfederaties versterken, die de bevoorrechte gesprekspartners zijn van de regionale politiek ten opzichte van de burgers en de ondernemingen. De dialoog en het partnership met de verenigingen voor milieubescherming en de consumenten worden voortgezet.

279. De nodige menselijke hulpmiddelen inzetten op het niveau van de ondernemingen, de beroepsfederaties, de ondergeschikte overheden en de verenigingen voor milieubescherming.

B. ORGANISATIE

1. Sensibilisering, informatie en opleiding

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
a. Sensibilisering			
579. Doorgaan met acties als : - het organiseren van een jaarlijkse groene week met acties ter sensibilisering van de burger, zowel wat de preventie van afval betreft als op het vlak van het selectief sorteren en de nuttige toepassing ervan; - het bevorderen van de participatie van het publiek aan de besluitvormingsprocessen (openbare enquête, referendum, ...) door voorafgaand aan dit proces overleg te plegen en de burger correct te informeren over de inzet van de beslissing; - de sensibiliseringscampagnes die geïnitieerd zijn door de verenigingen en de bewegingen steunen; - de kosteloze verspreiding van sensibiliseringsbrochures en -documenten garanderen.	DGRNE Gemeenten Waalse Regering DGRNE DGRNE	Gemeenten NGO's/Scholen Jeugdbewegingen Gemeenten (milieu-adviesdienst) DGRNE NGO's Jeugdbewegingen DGRNE NGO's scholen/Gemeenten/Provincies	doorlopend doorlopend doorlopend doorlopend
580. De selectieve sortering van huishoudelijk afval bevorderen, vooral wanneer in de zone van de intercommunale een selectieve ophaling wordt ingevoerd.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Erkende instellingen voor de terugname	doorlopend
581. Het gebruik bevorderen van producten die zijn ontstaan uit de nuttige toepassing van huishoudelijk afval (gerecycleerde producten, tweedehands, hergebruik van recipiënten en verpakkingen, ...).	Waalse Regering	DGRNE Gemeenten Verenigingen van gemeenten Scholen	doorlopend
582. De ondernemingen sensibiliseren om in hun beheer rekening te houden met het leefmilieu : - door financiële stimulansen ter beschikking te stellen ten voordele van de technologische vernieuwing, de toepassing van het Europese reglement voor milieubeheer, de ISO 14000-certificatie; - door milieu-adviseurs ter beschikking te stellen van de KMO's; - door een deontologische code op te stellen voor de reclame.	Waalse Regering Waalse Regering Federale Regering	Industrieën Industrieën Industrieën	doorlopend doorlopend 2000
583. In het standaard gemeentelijk plan gemeentelijke acties opnemen op het vlak van preventie en selectieve ophaling.	Waalse Regering	DGRNE Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest	1999

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
584. Een ononderbroken sensibiliseringsactie ter bescherming van het leefmilieu waarborgen in de media, met name door in het uurrooster van de televisieprogramma's een tijdstip te voorzien dat gewijd wordt aan de bescherming van het leefmilieu, en een ononderbroken sensibiliseringsactie garanderen.	Waalse Regering/ Regering van de Franse Gemeenschap	Particulieren Media	1999
585. Een gids voor de goede praktijk met betrekking tot de preventie en het beheer van afval, die overeenstemt met het regionale beleid, ter beschikking stellen van de gezinnen.	DGRNE	Gemeenten Verenigingen van gemeenten Particulieren	1999
586. Ervoor zorgen dat de burgers geïnformeerd worden over de gezondheidsrisico's die voortvloeien uit de afvalbeheersactiviteiten.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP Universiteiten Ministerie van Volksgezondheid Ministerie voor wetenschappelijk onderzoek	1998
587. De actie van het netwerk voor zuining verbruik ontwikkelen : - door de geïnformatiseerde database te blijven actualiseren; - door gerichte acties te ontwikkelen naar gelang van het doelpubliek; - door een dagelijkse telefonische bijstand te garanderen via een gratis telefoonnummer.	Waalse Regering	DGRNE/NGO's Industrieën/Scholen	doorlopend
588. De publicatie en de gratis verspreiding van informatieve documenten garanderen.	Waalse Regering DGRNE	DGRNE	doorlopend
589. De verspreiding van een periodieke balans van het Waalse afvalplan.	Waalse Regering	DGRNE	doorlopend
590. Databases over schone technologieën en producten opstellen en toegankelijk maken voor het grote publiek.	DGRNE	Industrieën Studiebureaus Universiteiten ISSEP	doorlopend
591. De opstelling en de promotie van sectorale bestekken over de technieken en het gebruik van niet-vervuilende producten en materialen voortzetten.	DGRNE/DGTRE	Industrieën	doorlopend
592. Het Europese ecolabel promoten : - door steun aan de ondernemingen die hun producten dit label willen geven; - door erkenning van de Waalse expertisecentra voor de uitwerking en de erkenning van Europese normen.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	doorlopend
593. Vulgariserende brochures met de wetteksten en een beschrijving van de wettelijke procedures, de procedures voor de promotie van de kanalen voor nuttige toepassing en recyclage van het afval, ter beschikking stellen van de ondernemingen en het grote publiek.	DGRNE Industriële federaties	Industrieën Afvalindustrieën NGO's Particulieren	doorlopend
594. Sectorale voorschriften voor goede praktijk ontwikkelen, die betrekking hebben op het beheer van de hulpmiddelen, het ontwerp en de fabricage, alsook op het beheer en de verhandeling van de producten.	DGRNE DGTRE	Industrieën	2005
595. Doorgaan met de promotie van de opleidingen : - van milieu-adviseurs; - van overheidsambtenaren; - van de vakbonden; - van de leden van de comités voor veiligheid en gezondheid.	Waalse Regering	DGRNE Opleidings-instellingen	doorlopend
596. De bevordering van opleidingen op afstand (afstandsonderwijs) voor bedrijfsleiders garanderen.	DGRNE	Universiteiten/ Kamers van Koophandel Industriële federaties	doorlopend
<i>d. Onderwijs</i>			
597. Het programma "Ecoles pour demain", dat erop gericht is het milieubeheersysteem van de vzw COREN toe te passen op de secundaire scholen, voortzetten : - door de scholen op de hoogte te brengen van het actieprogramma en de middelen die tot hun beschikking staan; - door een gids met concrete acties uit te werken; - door sensibiliseringsmateriaal tot hun beschikking te stellen; - door de begeleiding van leerkrachten en stuwende krachten voor "ecologisch beheer" te organiseren.	Waalse Regering Regering van de Franse Gemeenschap	DGRNE Scholen/NGO's	doorlopend

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
598. Aangepast pedagogisch materiaal ter beschikking blijven stellen van de scholen.	DGRNE	Scholen	doorlopend
599. Het overleg met de Franse Gemeenschap weer op gang brengen, met het doel een overeenkomst te sluiten die gericht is op : - de integratie van het onderricht over het leefmilieu in de lesprogramma's op alle niveaus; - de gemeenschappelijke financiering van vernieuwende initiatieven en pilootprojecten in het milieu-onderricht; - de permanente opleiding van leerkrachten in het domein van het leefmilieu.	DGRNE Franse Gemeenschap		1998
600. De promotie van de "cartable vert" garanderen.	DGRNE	NGO's/Leerkrachten	doorlopend
e. Tussenpersonen			
601. Zorgen voor lokale tussenpersonen : - het statuut van de milieu-adviseurs in de gemeenten en dat van de containerparkbeheerders veiligstellen; - de tenuitvoerlegging van de gemeentelijke milieuplannen die met name betrekking hebben op het afvalbeheer, ontwikkelen.	Waalse Regering Waalse Regering DGRNE	Gemeenten Gemeenten Gemeenten	1999 1999 1999
602. Milieupedagogen ter beschikking stellen van de scholen om de leerkrachten te begeleiden en advies te geven.	Franse Gemeenschap	Scholen NGO's	doorlopend
603. Documentatie- en informatiecentra oprichten.	MRW MET	NGO's/ Openbare besturen	doorlopend
604. Begeleidingscomités invoeren voor de installaties die grote hoeveelheden afval beheren.	Waalse Regering	DGRNE/ISSEP Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten Particulieren	1999
605. Een dienst invoeren voor administratieve en technische bijstand aan de gemeenten en de industrieën voor de uitvoering van het plan.	Waalse Regering	Structuur te bepalen	1999

## 2/ Reglementaire, economische en financiële instrumenten

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
606. Een homogeen en vereenvoudigd geheel van reglementaire, economische en zelfregelende maatregelen invoeren.	Waals Parlement	DGRNE Ondernemingen Gemeenten	1999
607. De procedure voor de toekenning van exploitatievergunningen en de procedures om toegang te krijgen tot financiële steun vereenvoudigen en de besluitvormingstermijnen beperken.	Waals Parlement	Bevoegde autoriteiten	1999
608. Tariefregelingen voor het afvalbeheer opleggen aan de afvalverwerkende installaties.	Waalse Regering	DGRNE Industrieën	1999
609. Een mechanisme invoeren voor systematische associatie van de gespecialiseerde organen en de actoren die betrokken zijn bij de uitwerking van de internationale akten en akkoorden.	Waalse Regering	DGRNE Industriële federaties	1999
610. De inschakeling van de door het plan voorziene maatregelen in de gemeentereglementen bevorderen.	Waalse Regering	Gemeenten	1999
611. De juridische draagwijdte van de sectorale conventies precisieren. Het juridisch stelsel heeft betrekking op : - de procedures voor het opstellen van de conventies; - de publiciteit die aan de conventies moet worden gegeven; - de duur waarvoor de conventies kunnen worden gesloten en de procedure voor hun eventuele vernieuwing; - de regels met betrekking tot de wijziging en de realisatie van de conventies; - de controle over de uitvoering van de conventies; - de beveiligingsbepalingen om te garanderen dat de verbintenissen worden nagekomen.	Waals Parlement	Waalse Regering Industriële federaties	2000
612. De nodige maatregelen treffen om de financiering van de realisaties van het plan te garanderen vanuit het oogpunt van : - een betere inachtneming van het principe "de vervuiler betaalt"; - de beboeting van het storten, om de gestorte hoeveelheden te verminderen; - de verantwoordelijkheid van de ondergeschikte overheden.	Waals Parlement	Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten Gemeenten	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
613. Invoeren van een voordelig BTW-tarief op arbeid voor de herstelling van verbruiksgoederen.	Federale Regering	Industrieën Ondernemingen van de sociale economie	2002
614. Het principe van de werkelijke kost geleidelijk toepassen aan de hand van een van de volgende bepalingen : - de aanvaardingsplicht; - de creatie van privé sectorale financieringsfondsen ter garantie van de nuttige toepassing	Waalse Regering	Afvalindustrieën DGRNE	2000
615. Het stimulerende effect van de ecotaksen benadrukken in coördinatie met het gewestelijke beleid.	Waalse Regering	Federale Regering	doorlopend
616. Aan de gemeenten subsidies toekennen die in verhouding staan tot de resultaten op het vlak van afvalpreventie en selectieve afvalophaling. Een jaarlijks budget van 300 miljoen BEF zal hieraan worden gewijd. Bovendien wordt een jaarlijkse subsidie van 500.000 BEF toegekend voor de aanwerving van een milieuadviseur.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
617. Aan de ondernemingen een financiële steun toekennen voor het onderzoek naar en de ontwikkeling van schone technieken en producten, alsook voor de invoering van infrastructuur voor afvalrecyclage. De jaarlijkse budgettaire middelen bedragen 300 miljoen BEF.	Waalse Regering	Industrieën	1998
618. Garanderen dat ondernemingen in de sociale economie financiële steun krijgen voor de realisatie van recyclage-activiteiten.	Waalse Regering	Ondernemingen van de sociale economie	1998
619. De economische analyse verplicht maken voor elk openbaar afvalbeheersproject dat niet expliciet in het Plan opgenomen is.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten	1998
620. Subsidies toekennen aan de ondergeschikte overheden voor de bouw van de volgende infrastructuur die het plan vermeldt : - 32 containerparken; - 2 overbrengingscentra; - 8 centra voor het sorteren van groot huisvuil en voor de voorbehandeling. - de aanpassing van de verbrandingsinfrastructuur aan de normen, met thermische en materiële recuperatie; - 6 infrastructuur voor nuttige toepassing van fermenteerbare organische stoffen. De vervanging van de gesubsidieerde installaties tijdens de afschrijvingsperiode van deze installaties en de aanleg van stortplaatsen zijn niet gesubsidieerd. De subsidiëtarieven schommelen tussen 40 % en 70 %, naar gelang van het ecologisch en het economisch belang van het project. Ze worden gehandhaafd op 85 % voor de door het Waals afvalplan 91-95 aangekondigde infrastructuur en de containerparken.	Waalse Regering	DGRNE Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
621. De kosteloze toegankelijkheid van de containerparken voor de gezinnen handhaven. De ambachtslieden, handelaars en kleine KMO's krijgen toegang voor beperkte hoeveelheden nuttig toe te passen afval, mits betaling van een financiële bijdrage.	Waalse Regering	Gemeenten Verenigingen van gemeenten	
622. Verplicht maken van de terugbetaling van subsidies in verhouding tot het tonnage industrieel afval dat wordt verwerkt in gesubsidieerde openbare installaties.	Waalse Regering	Verenigingen van gemeenten	
623. Oprichten van een solidariteits- en garantiefonds voor de sanering van vervuilde sites.	Waal Parlement	Industrieën Waalse Regering	2002
624. Bevorderen van het algemene gebruik van te betalen vuilniszakken, de elektronische weging van vuilnisbakken of andere equivalente middelen die rekening houden met de maatschappelijke rechtvaardigheid en borg staan voor de geleidelijke toepassing van de werkelijke prijs. Deze maatregel heeft in de eerste plaats betrekking op de gemeenten die zijn uitgerust met een adequaat systeem voor selectieve ophaling. De prijs die in verhouding staat tot de hoeveelheden kan niet lager liggen dan de variabele kosten waaruit de kosten van de verwerking bestaan, waarbij het forfaitaire systeem wenselijk blijft om de kosten van de ophalingen en de investeringen, die voornamelijk vaste kosten zijn, te dekken.	Waalse Regering	Gemeenten	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
625. Een catalogus opstellen en up-to-date houden van de financiële steun die wordt toegekend door de openbare, regionale, federale en internationale instellingen, door de modaliteiten en de voorwaarden voor toegang te preciseren.	DGRNE DGTRE	Industrieën	doorlopend
626. Een partnership tot stand brengen tussen de openbare en privé afvalbeheerders, met het doel de milieutechnische, economische en financiële doeltreffendheid van de afvalbeheerinfrastructuren te optimaliseren.	Waalse Regering	DGRNE SRIW Industrieën Afvalindustrieën Verenigingen van gemeenten	1998
627. Een driejarenprogramma opstellen over de regionale financiële hulp.	Waalse Regering	Industrieën/ Gemeenten Verenigingen van gemeenten	1998
628. Een budgettair programma opstellen voor de sanering van vervuilde sites voor rekening van de overheden.	Waalse Regering	DGRNE SPAQuE	1998

## 3/ Menselijke middelen

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
629. De samenstelling en de taken van het raadgevend comité van het Office des Déchets uitbreiden.	Waalse Regering	DGRNE Gemeenten Verenigingen van gemeenten Industrieën Afvalindustrieën NGO's	1998
630. De Direction de la coördination de l'environnement invoeren binnen het DGRNE, samengesteld uit : - een eenheid "documentatie en sensibilisering" belast met de coördinatie van het opstellen van de brochures, de organisatie van seminaries en informatiesessies, de verspreiding van informatie, de openbaarmaking van regulerende aktes, ...; - een eenheid "milieuboekhouding" belast met de organisatie van de gegevensverzameling en de informatie vergaard door ecologisch, economisch en maatschappelijk toezicht op de verschillende leefmilieus, met de integratie en de verwerking ervan, met hun integratie in de internationale programma's voor de bewaking van het leefmilieu. De gegevens worden opgeslagen in een database die toegankelijk is voor het grote publiek, met name via het Internet; - een eenheid "internationale betrekkingen" die belast is met het volgen van de werkzaamheden van de internationale organisaties in het domein van het leefmilieu en met het voorbereiden van de standpunten van het Waalse gewest in een buitenlandse context; - een eenheid "planning en programmatie".	DGRNE	DGRNE	1998
631. Creëren van een dienst in de Division de l'Eau die belast is met het bodembeleid en die zijn taak zal vervullen in nauwe samenwerking met de betrokken Directoraten-generaal.	Waalse Regering	DGRNE	1998
632. De divisie DPPGSS omdopen in "Division de la Prévention et des Autorisations (DPA). Ze zal belast zijn met het onderzoek van alle aanvragen voor vergunningen, opdat de procedure en de voorwaarde voor de vergunning ten volle gecoördineerd zouden zijn en teneinde een effectieve geïntegreerde benadering te garanderen tussen alle adviezen van de DGNRE en de andere directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Ministère de l'Équipement et des Transports. Deze divisie zal een preventie-eenheid omvatten die belast is met de taken van de cellen "schone technologieën" en "schone producten".	Waalse Regering	DGRNE	1998
633. Aanpassen van het kader van het Office Wallon des Déchets door de oprichting van : - een Directie "afvaloverbrenging" die belast is met de administratieve controle van de internationale, interregionale en intraregionale overbrengingen van de afvalstoffen, - een dienst voor juridische zaken en schadeloosstellingen, die met name belast is met de uitvoerintoepping van artikelen 39§3 en 44 van het decreet van 27 jun 1996. - het permanente pilootcomité van het plan.	Waalse Regering	DGRNE	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
634. Toezien op een effectieve en doeltreffende perfecte samenwerking tussen de ALP en de parketten, de rijkswacht, de burgemeesters en de plaatselijke politie in het kader van de uitvoering van zijn taken op het vlak van controle, toezicht, onderzoek en vaststelling van overtredingen.	Waalse Regering	Waalse Regering Federale Regering Gemeenten	doorlopend
635. Invoeren binnen de milieupolitie van een controlenetwerk voor de emissies en de immissies die verband houden met de exploitatie van de afvalverwerkingscentra en prioritair van de stortplaatsen en de verbrandingsinstallaties.	Waalse Regering	DGRNE ISSEP	1998
636. Organiseren van controle op het terrein die wordt gewaarborgd door een team gespecialiseerd in het domein van het afval, geïntegreerd binnen de ALP, in samenwerking met de agenten van de OWD, de federale diensten, douane en accijnzen, de rijkswacht, de gemeentepolitie en de bevoegde buitenlandse autoriteiten.	DGRNE	DGRNE	1998
637. De activiteiten van het ISSEP op het vlak van het leefmilieu herstructureren, wat de ontwikkeling van de bevoegdheid en de specialisaties inhoudt, en het ISSEP aanstellen als referentie- en observatielaboratorium voor milieutechnologieën, wat met name de uitvoering omvat van de volgende taken, in samenwerking met het DGRNE : - het opstellen van procedures voor monsternamen, steekproeven en analyses; - het opstellen van een programma voor onderlinge vergelijking op analytisch niveau; - de goedkeuring van laboratoria, m.a.w. het technische gedeelte van deze procedure en de follow-up ervan; - de ontwikkeling van een technologisch toezicht dat het opstellen van betere beschikbare technologieën en de creatie van een informatienetwerk inhoudt; - de integratie in het permanente informatie- en observatienetwerk voor het leefmilieu beheerd door het Europese Milieu-agentschap.	Waalse Regering	ISSEP	1999
638. Opstellen van een coördinatieprotocol tussen de DGRNE, de SPAQuE en de DGATLP met het doel de samenhang van de acties en de interventiemiddelen te optimaliseren. Een gemeenschappelijk activiteitenrapport zal worden opgesteld en doorgegeven aan de Regering.	DGRNE	SPAQuE DGRNE DGATLP	1998
639. Aanstellen van een milieucoördinator binnen elk directoraat-generaal. Deze coördinatoren zullen samenkomen telkens als het nodig is en ten minste een keer per jaar, onder het voorzitterschap van de verantwoordelijke van het permanente opvolgingscomité van het plan.	Waalse Regering	DGRNE	1999
640. Opstellen van een externe audit van de verschillende diensten van het Gewest voor een betere coördinatie en een rationalisatie van de taken.	Waalse Regering	MRW/MET	2000
641. Het creëren van 3 permanente structuren voor de promotie en de uitvoering van de door het plan voorziene maatregelen op het vlak van industriële recyclage, agronomische nuttige toepassing in weg- en waterbouwkunde. Ze zullen samengesteld zijn uit de leden van de betrokken directoraten-generaal, de afvalproducenten en de nuttige toepassers. Deze structuren zullen worden geleid door een Raad van Bestuur die is samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken besturen en de beoogde afvalproducenten. De Raad zal worden voorgezeten door een vertegenwoordiger die is aangesteld binnen het DGRNE. De financiering van deze structuren wordt gewaarborgd door de bijdragen die de leden verschuldigd zijn, waarbij de bijdrage van het Office Wallon des Déchets ten minste gelijk is aan het totaal van de bijdragen van de andere leden. Deze structuren spitsen zich met name toe op de volgende doelstellingen : - de certificering ("kwaliteitslabels") van de afvalstoffen of materialen die kunnen worden verwerkt in producten en de installaties waardoor ze worden voortgebracht; - de promotie van afvalstoffen of materialen die kunnen worden verwerkt in producten en de verbetering van de distributiekkanalen; - de verbetering van de communicatie door de ontwikkeling van diensten, statistieken, nuttige documentatie; - de ontwikkeling van het onderzoek en de verbetering van de verwerkings- en gebruikstechnieken.	DGRNE	DGRNE Federaties Industrieën Verenigingen van gemeenten SPAQuE	1998

Specifieke maatregelen	Initiatiefnemers	Operatoren	Termijn
642. Aanstellen van een of meer gemeentelijke ambtenaren die gespecialiseerd zijn in het domein van het leefmilieu en die een opleiding hebben gevolgd die erkend is door het Gewest.	Waalse Regering	Gemeenten	doorlopend
643. Aan de milieu-adviseurs de bijkomende taak van bemiddelaar met het Gewest toewijzen.	Waalse Regering	DGRNE/ Gemeenten	1998
644. Het Gewest nog steeds de kosten laten dragen van de toezichhoudende agenten van de containerparken, door KMO's, handelaren e.a. te laten betalen voor toegang tot deze infrastructuur.	Waalse Regering	DGRNE DGPL	doorlopend
645. In de federaties van de verenigingen voor milieubescherming, Inter-environnement Wallonie en andere, het bestaan erkennen van : - een algemene rol op het vlak van informatie, technische en juridische steun en sensibilisering ten behoeve van de verenigingen voor bescherming van het leefmilieu en de burger, in samenspraak met de regering; - een bemiddelende rol met het gewestelijke beleid op het vlak van de posities en de voorstellen van de milieuverenigingen; - gerichte specifieke taken.	Waalse Regering	NGO's	1998
646. Bevorderen van de actieve participatie van de burgers aan het besluitvormingsproces op het vlak van het afvalbeheer, aan de C.C.A.T.'s die zich openstellen voor het leefmilieu en dus het afvalbeleid.	Gemeenten	Particulieren	doorlopend
647. Bevorderen van de bemiddelende rol van de Kamers van Koophandel op het vlak van het leefmilieu. Er zal een nauwe samenwerking worden georganiseerd tussen de milieu-adviseurs, de kamers van koophandel, de intercommunales voor economische ontwikkeling, de investeringsmaatschappijen en de besturen die bevoegd zijn in economische, commerciële en milieutechnische domeinen.	DGRNE	DGRNE Industrieën	1998
648. De aanstelling van een milieucoördinator verplichten per onderneming van meer dan 250 werknemers en per beroepsfederatie.	Waalse Regering	Industrieën Industriële federaties Afvalindustrieën	1999
649. In de uitvoeringsvoorwaarden van de openbare aanbestedingen een maatschappelijke dimensie opnemen.	Waalse Regering	MRW/MET Particulieren Gemeenten	1999

## BIJLAGEN

## EXICON

**Verenigingen van gemeenten**

De 8 verenigingen van gemeenten met als doel het afvalbeheer (BEPN, IBW, ICDI, IDELUX, INTERSUD, INTRADEL, IPALLE, ITRADEC)

**Nuttige toepassing in niet-conventionele ovens :**

Een activiteit van nuttige toepassing die wordt uitgevoerd in een installatie die geïntegreerd is met een industrieel productieproces dat niet specifiek gericht is op het afvalbeheer.

**Ophaling :**

Activiteit van het ophalen, groeperen en/of sorteren van afvalstoffen.

**Afval :**

Elke stof die of elk voorwerp dat is opgenomen in de categorieën in bijlage I van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen waarvan de houder zich ontdoet of waarvan hij het voornemen of de verplichting heeft zich te ontdoen.

**Industrieel afval :**

Afval afkomstig uit een activiteit van industriële, commerciële of ambachtelijke aard en dat niet gelijkgesteld is met huishoudelijk afval.

**Huishoudelijk afval :**

Afval afkomstig uit de normale activiteit van de gezinnen en het afval dat ermee is gelijkgesteld door het besluit van het Waalse Gewest van 10 juli 1997 dat een catalogus met de afvalstoffen omvat.

**Inert afval :**

Afval dat, door zijn psychochemische aard, op geen enkel moment de functies van de bodem, de lucht of het water kan aantasten of het leefmilieu of de volksgezondheid schaden.

**Geïnerteerd afval :**

Afval dat zo is behandeld dat het, in vastgestelde beheersomstandigheden, op geen enkel moment de functies van de bodem, de lucht of het water kan aantasten of het leefmilieu of de volksgezondheid schaden.

**Gestabiliseerd afval :**

Afval dat zo is behandeld dat de vervuilende of gevaarlijke aard ervan is verminderd en dat het beantwoordt aan de strenge criteria die gelden voor vastgestelde verwijderingsinstallaties.

**Uitien afval :**

Afval dat niet meer nuttig kan worden toegepast of behandeld met het oog op een vermindering van het vervuilende of gevaarlijke karakter ervan.

**Termijn :**

Het jaar waarin de maatregel volledig uitgevoerd moet zijn. Indien de maatregel gericht is op de goedkeuring van een wettelijke of regelgevende maatregel, dan kan de inwerkingtreding van de nieuwe verplichting worden voorgesteld ten opzichte van de vervaldag die is vastgesteld voor de goedkeuring ervan. In dit geval wordt de datum van inwerkingtreding vermeld naast "uitvoeringstermijn" (U.T.).

**Verwijdering :**

Elke verrichting die wordt vermeld in bijlage II van het decreet van 27 juni 1996 met betrekking tot het afval en elke door de Regering gedefinieerde verrichting die in overeenstemming is met de Europese geldende beschikkingen.

**Beheer :**

De ophaling of het transport of de nuttige toepassing of de verwijdering van het afval, met inbegrip van het toezicht op deze verrichtingen en de herstelling in oorspronkelijke staat van de sites voor verwijdering of nuttige toepassing na de sluiting ervan.

**Onbekend beheer :**

De nuttige toepassing of de verwijdering waarvan de administratie niet op de hoogte is gesteld, of het illegale beheer.

**Industrieën :**

Het geheel van de activiteiten en de beroepen die goederen en diensten produceren die afval meebrengen, met uitzondering van de afvalindustrieën.

**Afvalindustrieën :**

Privéondernemingen voor afvalbeheer.

**Operatoren :**

Instellingen, diensten, groepen of personen op wie de maatregelen van toepassing zijn en/of die belast zijn met de uitvoering ervan.

**Initiatiefnemers :**

Instellingen, diensten, groeperingen of personen die het initiatief nemen of het kader scheppen voor de uitvoering van de maatregel.

**Recyclage :**

Nuttige toepassing, met inbegrip van de compostering, die bestaat uit de terugwinning van grondstoffen of afvalproducten, met uitzondering van energie.

**Herstelling in oorspronkelijke staat (sanering) :**

Geheel van de verrichtingen die gericht zijn op de herintegratie van de site in de omgeving gelet op de nieuwe bestemming ervan voor een functioneel gebruik en/of op het doen verdwijnen van het risico van vervuiling vanuit deze site, met inbegrip van de verrichtingen van onderhoud, toezicht en controle die de exploitant moet garanderen na de exploitatie, omwille van de potentiële risico's die de site kan inhouden.

**Overbrenging :**

Activiteit die erop gericht is de afvalstoffen over te brengen naar een andere plaats in het Waalse Gewest, of over te brengen van een plaats buiten het Gewest naar een plaats binnen het Gewest of omgekeerd, met uitzondering van de afvalstoffen in transit.

**Transport :**

Geheel van de verrichtingen van laden, vervoeren en lossen van de afvalstoffen.

**Nuttige toepassing :**

Elke verrichting die voorzien is in bijlage II van het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen en elke verrichting die gedefinieerd is door het Gewest in overeenstemming met de geldende Europese beschikkingen



G.C.S.	Gesubsidieerde Contractuele Agent
A.E.R.W./A.G.W.	Besluit van de Waalse Regionale Executieve (tot 1993)/Besluit van de Waalse Regering (vanaf 1993)
K.B.	Koninklijk Besluit
B.E.P.N.	Economisch Bureau van de Provincie Namen
C.C.T.	Typebestek
E.C.	Europese Commissie
C.F.K.	Chloorfluorkoolwaterstof
O.V.S.	Organische vluchtige stoffen
O.C.W.	Opzoekingscentrum voor de Wegenbouw
WTCB	etenschappelijk en Technisch Centrum voor de Wegenbouw
C.W.A.T.U.P.	Waals Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium
C.W.D.	Waalse afvalstoffencatalogus
B.Z.V.	Biologisch zuurstofverbruik
C.Z.V.	Chemisch zuurstofverbruik
G.I.A.	Gemeen industrieel afval
A.E.E.T.	Afval van elektrische en elektronische toestellen
G.H.	Groot huisvuil
D.G.A.	Directoraat-generaal voor de landbouw
D.G.A.T.L.P.	Directoraat-generaal voor ruimtelijke ordening, huisvesting en patrimonium
D.G.E.E.	Directoraat-generaal voor economie en werkgelegenheid
D.G.P.L.	Directoraat-generaal voor de openbare besturen
D.G.R.N.E.	Directoraat-generaal voor natuurlijke rijkdommen en leefmilieu
D.G.T.R.E.	Directoraat-generaal voor technologie, onderzoek en energie
H.A.	Huishoudelijk afval
A.P.L.	Afdeling Leefmilieupolitie
S.H.A.	Speciaal huishoudelijk afval
E.E.T.	Elektrische en elektronische toestellen
E.E.	Inwonersequivalent
F.O.R.E.M.	Gemeenschaps- en gewestelijk bureau voor beroepsopleiding en tewerkstelling
W.R.	Waalse regering
IBW	Intercommunale voor ruimtelijke ordening en economische expansie in Waals Brabant
ICDI	Intercommunale voor de ophaling en de vernietiging van huisvuil in Charleroi
IDEA	Intercommunale voor economische ontwikkeling en ruimtelijke ordening van het grondgebied van de centrale regio's en de Borinage
IDELUX	Intercommunale voor de economische uitrusting van de Provincie Luxemburg
INTERSUD	Intercommunale voor de economische ontwikkeling en de ruimtelijke ordening van Zuid-Henegouwen

INTRADEL	Intercommunale voor afvalverwerking van de regio Luik
IPALLE	Intercommunale voor openbare netheid in de regio's Pérulwez, Ath, Leuze, Lessines
ISPH	Intercommunale voor Volksgezondheid Hennuyère
ISSEP	Wetenschappelijk Openbaar Instituut
ITRADEC	Intercommunale voor afvalverwerking van het centrum en de Borinage
P.E.G.	Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen
B.S.	<i>Belgisch Staatsblad</i>
U.T.	Uitvoeringstermijn
MES	Zwevende deeltjes
M.E.T.	Waals Ministerie voor uitrusting en transport
M.I.O.M.	Huisvuilverbrandingslakken
M.R.W.	Ministerie van het Waalse gewest
D.S.	Droge stof
OESO	Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling
O.D.P.	Ozonafbrekend vermogen
N.G.O	Niet-gouvernementele organisatie
D.R.B.	Dienst voor Regeling van de Binnenscheepvaart
O.W.D.	Waalse afvalstoffen maatschappij
P.C.B.	Polychloorbifenylnyl
A.G.K	Algemeen Gemeentelijk Afwateringsplan
C.W.	Calorische waarde
P.C.T.	Polychloorterfenyl
P.E.D.D.	Milieuplan voor duurzame ontwikkeling
P.E.H.D.	Polyethyleentereftalaat
MPVN	Milieuprogramma van de Verenigde Naties
P.V.C.	Polyvinylchloride
P.W.D.	Waals afvalstoffenplan
R.B.	Verbrijzelresten
R.E.F.I.O.M.	Afval van Gasreiniging
A.R.M.B.	Algemeen reglement voor milieubeheer
A.R.A.B.	Algemeen Reglement Arbeidsbescherming
S.A.E.D.	Site met een gewezen economische bestemming die geronoveerd wordt
S.P.A.Qu.E.	Openbare onderneming voor steun aan de kwaliteit van het leefmilieu
S.R.I.W.	Regionale investeringsmaatschappij Wallonië
E.U.	Europese Unie
U.W.E.	Waals verbond van ondernemingen
V.B.B.	Voertuigen buiten gebruik